LE MONDE diplomatique

N° 432 - 37e année — MARS 1990

32 pages - 17 F

Algérie : 10 DA — DOM. : 19 F — Belgique : 100 FB — Canada : 3,25 $ C — C-d'Iv. : 1 170 F CFA — Espagne : 320 PTA — Etats-Unis : 2,95 $ US — N.Y. City : 2,50 $ US — Roy.-Uni : 1,40 £ — Irlande : 1,70 £ — Italie : 3 700 lires — Luxembourg : 100 FL — Maroc : 15,50 DH — P.-Bas : 5,00 Fl. — RFA : 5 DM — Sénég. : 900 F CFA — Suisse : 3,80 FS — Tunisie : 1 900 m
Abonnements : voir tarif page 6

Publication mensuelle – 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Églises et démocratie en Europe de l'Est

(Pages 12 à 15.)

Les masques du racisme

Par CLAUDE JULIEN

RUDE sera la tâche des négociateurs chargés d'abolir les lois monstrueuses qui organisent l'apartheid, et plus difficile encore – impossible peut-être – l'élimination de l'état d'esprit qui les inspira. Le racisme ne disparaît pas sur ordre. Mais enfin, après tant de luttes, de sacrifices, de morts, un pas décisif a été franchi. L'Histoire n'est jamais figée. Comme toujours, elle avance à force de volonté, d'intelligence, de raison et de passion confondues, d'efforts parfois surhumains. Espoirs et déceptions jalonnent sa marche cahotique, souvent imprévisible, portée à la fois par des personnages exceptionnels, capables de se hisser au-dessus d'eux-mêmes, et par la force irrésistible de ces « mouvements de masse » dont de beaux esprits avaient joyeusement, mais prématurément, célébré les obsèques... Les Noirs d'Afrique du Sud ne sont certes pas au bout de leur peine, mais ils ont déjà triomphé.

Déjà ? Mot dérisoire pour un peuple qui se bat depuis si longtemps, pour les militants qui, à travers plusieurs générations, n'ont jamais baissé les bras. Certains avaient accueilli avec scepticisme les propos de M. Frederik De Klerk lorsque l'an dernier, avant même d'accéder à la présidence, il annonçait (1) son intention de construire *« un ordre constitutionnel, économique et social juste »*. *« La sécurité des Blancs,* ajoutait-il, *ne pourra jamais être bâtie sur l'injustice envers les autres. »* Combien de milliers de morts pour conduire à ce gros bon sens des esprits attardés qui veulent ignorer la marche du monde ?

Les jeunes Noirs qui, ces dernières années, déferlaient dans les rues au péril de leur liberté et de leur vie n'ont connu ni le massacre de Sharpeville (1960) ni celui de Soweto (1976). Sans doute peuvent-ils difficilement imaginer que, à l'époque d'Albert Luthuli, le Congrès national africain (ANC) ait été strictement non violent. Seule l'obstination aveugle du pouvoir blanc le contraignit à passer de la résistance passive à la lutte armée. Tout ce sang versé pour aboutir enfin à la table des négociations... La lucidité habite rarement ceux qui tiennent dans leurs mains à la fois le pouvoir politique et la puissance économique.

Si forte est l'aspiration à la liberté, si grand le prestige dont jouit la démocratie, qu'à ses débuts l'ANC, avec quelque naïveté, surestima la disposition des pays libres à peser de tout leur poids contre le régime raciste (2). Il faut attendre octobre 1986 pour que le Congrès des Etats-Unis, indigné par la sauvagerie de la répression, passe outre au veto du président Reagan et inflige à l'Afrique du Sud des sanctions économiques *(lire page 7 l'article d'Antoine Bouillon)*. La France et les autres démocraties européennes ont elles aussi longtemps tergiversé devant l'inacceptable. Le boycottage a finalement coûté à Pretoria entre 32 et 40 milliards de dollars. Beaucoup de Noirs en ont souffert. Les milieux d'affaires ont été touchés au seul point qui leur soit sensible. Des hommes politiques en ont tiré la leçon.

« Je ne croyais pas aux sanctions », écrit fort honnêtement un journaliste américain (3). Il ajoute : *« J'avais tort. »* Combien d'autres commentateurs avaient eux aussi affirmé que les sanctions seraient *inefficaces ? Ils ne se sentent* aujourd'hui nullement portés à faire amende honorable.

Ces sanctions, M. Nelson Mandela les réclamait depuis trente ans... Les pressions des opinions publiques et des gouvernements *se seraient* exercées beaucoup plus tôt si l'on avait bien voulu prendre au sérieux la déclaration que le « terroriste » Mandela faisait en 1964 devant ses juges : *« Je déteste la violence (...) J'ai passé vingt ans de ma vie à frapper avec modération et modestie à une porte toujours close. Or, pendant ces vingt ans, nos libertés élémentaires se sont réduites au point de disparaître complètement. Mon idéal est une société de liberté et de démocratie. J'espère vivre pour le réaliser. Mais je suis prêt à mourir pour lui* (4). » Miracle qu'il soit encore vivant au moment où cet idéal trouve enfin une chance de prendre corps.



J.-P. GILISSEN (1989)

(Lire la suite page 16.)

(1) *Le Monde*, 14-15 mai 1989.

(2) *Cf.* Anthony Sampson, « Remembering Nelson Mandela », *Newsweek*, 12 février 1990. A. Sampson est l'auteur de l'excellent livre *Black and Gold : Tycoons, Revolutionaries and Apartheid*, Hodder and Stoughton, Sevenoaks, Grande-Bretagne, 1987.

(3) William Claiborne, « South Africa : Changes Do Come, and Sanctions Help », *International Herald Tribune*, 24 janvier *1990.*

(4) Voir *le Monde diplomatique*, juillet 1983, page 19, qui rapporte cette déclaration à l'occasion de la première attribution du prix Simon Bolivar, simultanément décerné par un jury international au roi Juan Carlos, pour son rôle dans le retour de *l'Espagne à la démocratie,* et à Nelson Mandela, pour sa lutte contre l'apartheid. Cette distinction aurait dû attirer l'attention sur celui que l'on a très récemment présenté comme *« le plus célèbre prisonnier du monde »*. Elle fut pratiquement ignorée par les médias occidentaux...

NUAGES ALLEMANDS SUR LA « MAISON COMMUNE »

L'Union soviétique à l'épreuve de toutes les surenchères

Passée l'euphorie engendrée par les bouleversements à l'Est, partout en Europe percent de sourdes inquiétudes face à la renaissance d'un géant allemand au cœur du continent, et aux risques de déstabilisation. La CEE s'interroge sur son avenir et ses équilibres internes. La Pologne cherche à obtenir des garanties pour ses frontières. En Union soviétique, de nombreux responsables, en particulier dans les milieux de l'armée, hantés par les souvenirs de la seconde guerre mondiale, redoutent eux aussi le réveil du nationalisme allemand. Engagé dans des négociations de désarmement, M. Gorbatchev a dû solliciter des pouvoirs spéciaux pour faire front à l'extension de tous les mécontentements.

Par ALAIN GRESH

« D'ICI *à la fin du vingtième siècle*, prophétise l'écrivain soviétique Alexandre Prokhanov, *on verra se dresser au cœur de l'Europe le géant industriel allemand, plein d'énergie, inspiré du pangermanisme, engloutissant dans son orbite les terres germaniques historiques. La carte politique change de contours et les os des fantassins soviétiques remuent dans leurs tombes* (1). » A l'heure où s'accélère l'unification des deux Allemagnes, les Soviétiques demeurent hantés par leurs vingt millions de morts durant la seconde guerre mondiale.

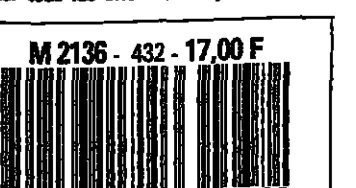
« Puis-je défendre ma mémoire contre l'oubli ? », se demandait Robert Desnos. Les Soviétiques auraient-ils tort de se souvenir ? Le 5 octobre 1925 s'ouvrait à Locarno une conférence diplomatique réunissant des représentants des gouvernements allemand, britannique, français, italien, belge, polonais et tchécoslovaque. A l'issue des négociations, l'Allemagne de Weimar s'engageait à respecter l'inviolabilité de ses frontières avec la France et la Belgique et à ne pas modifier ses limites orientales. Quelques jours auparavant, Berlin avait signé avec Moscou un profitable accord commercial qui renforçait les bonnes relations entre les deux pays. La paix semblait ainsi assurée, la grande guerre serait vraiment la dernière.

(Lire la suite page 10.)

(1) *Literatournaïa Rossia*, n° 1/1990 ; cité par *les Nouvelles de Moscou*, édition française, 9 février 1990.

DANS CE NUMERO :

Nécessaire vigilance


M 2136 - 432 - 17,00 F
3792136017003 04320

DU « COMMUNISME RÉEL » A L'AMBITION DÉMOCRATIQUE

L'élan d'une « société civile »

Par JACQUES BIDET *

LA nouvelle brochure « Manière de voir » (1), qui se lit comme un livre, embrasse dans son ensemble la grande mutation actuelle des pays récemment encore désignés comme ceux du « socialisme réel » : URSS, Europe de l'Est, Chine, Vietnam et Cuba. On y trouve les principales études récentes parues dans *le Monde diplomatique*, plusieurs inédits et de précieux points de repère (chronologies).

Cette petite synthèse de l'histoire immédiate s'organise autour de trois grandes questions. Tout d'abord celle des origines de ce bouleversement, des conditions culturelles et sociales de l'évolution de ces sociétés. Là où la plupart des commentateurs occidentaux ont encore le plus grand mal à sortir de ce point de vue « politiciste » qui leur faisait appréhender tout ce qui se passait à l'Est à partir d'institutions (parti, police) supposées omnipotentes, les auteurs, dans l'esprit de l'historien *américain* Moshe Lewin, montrent qu'à l'origine de cette explosion soviétique s'impose la réalité d'une puissante et vivante « société civile ». Contradiction de plus en plus radicale entre des formes culturelles modernes, largement issues du régime, et une forme économique tutélaire et autoritaire, totalement sclérosée.

Mais quelle sera l'issue ? Les auteurs, là encore, s'écartent des banalités, qui occupent le devant de la scène, et de la fascination occidentale devant ce miracle de la mort du communisme, qui se donne comme « la preuve de l'existence du dieu libéral ». L'événement est lu moins en termes de règlement de comptes historique entre capitalisme et communisme que sur un mode plus concret, à partir de l'expérience des rapports entre Nord et Sud.

Le système économique de l'Est est en faillite, ses composantes ont à s'insérer dans le marché mondial. *Or les projets* et les exigences du Fonds monétaire international sont parfaitement clairs. L'aide proposée passe par la privatisation de l'économie, la garantie du rapatriement des bénéfices, le contrôle des investisseurs étrangers sur tous les choix décisifs. Le sort qui attend ces économies se dessine dès que l'on observe la situation de celles du Sud face aux lois du Nord. Pourquoi les solutions proposées leur réserveraient-elles un sort de faveur ? Ce message *néolibéral est reçu « 5 sur 5 » par toute* une fraction de l'opinion, des conseillers de M. Lech Walesa à ceux de M. Gorbatchev. Mais partout aussi s'ébauche une opposition. Une droite, une gauche, on s'y retrouve.

ENFIN, la question des nationalités. L'homogénéisation des élites dans le moule commun d'une certaine modernité masquait le fait que le problème n'avait jamais été réglé. Pas plus que celui des colonies. Mais si la *révolte se répand comme la poudre*, ce n'est pas seulement parce que le feu couvait, mais aussi parce que chacun sait désormais que l'empire va éclater et que, si demain tout doit être négociable, c'est dès aujourd'hui qu'il faut le premier lever l'étendard, sans quoi ce seront d'autres qui prendront la tête du mouvement. Puissant accélérateur. De l'une à l'autre de ces questions, encore un imprévu : l'Europe a basculé au centre, elle tend à nouveau à s'organiser autour de la puissance nationale allemande. Une géopolitique entièrement renouvelée en quelques mois.

* Directeur de la revue *Actuel Marx* (PUF, Paris).

(1) *Du communisme réel à l'ambition démocratique*, « Manière de voir », nº 7, *le Monde diplomatique*, 98 pages, février 1990, 38 F.

Une étape dans le développement du *Monde diplomatique*

Afin d'harmoniser les relations entre *le Monde diplomatique* et la société éditrice, la SARL Le Monde, une convention a été signée entre MM. André Fontaine, directeur-gérant du *Monde*, Bernard Wouts, administrateur général, et Claude Julien, directeur du *Monde diplomatique*.

Conçu pour garantir *« à la fois continuité et autonomie dans l'orientation du mensuel »*, ce texte précise que la responsabilité du directeur du *Monde diplomatique « s'exerce sur l'ensemble des fonctions inhérentes à un journal : rédaction, gestion, ventes, publicité, fabrication, développement »*.

Dans cet esprit, et pour *« éclairer le gérant sur les principaux choix concernant* le Monde diplomatique », un conseil d'orientation a été créé. Il est ainsi composé :

— M. André Fontaine, directeur-gérant du *Monde*, et une personne désignée par lui, M. Pierre Drouin, ancien journaliste au *Monde* ;

— l'administrateur général, actuellement M. Bernard Wouts, et un représentant qualifié de l'administration, M. Antoine Griset ;

— M. Claude Julien, directeur du *Monde diplomatique*, et trois personnalités désignées par lui, à savoir MM. Jean Deflassieux, Roger Lesgards et Henri Madelin ;

— un représentant qualifié de la rédaction du *Monde*, M. Manuel Lucbert.

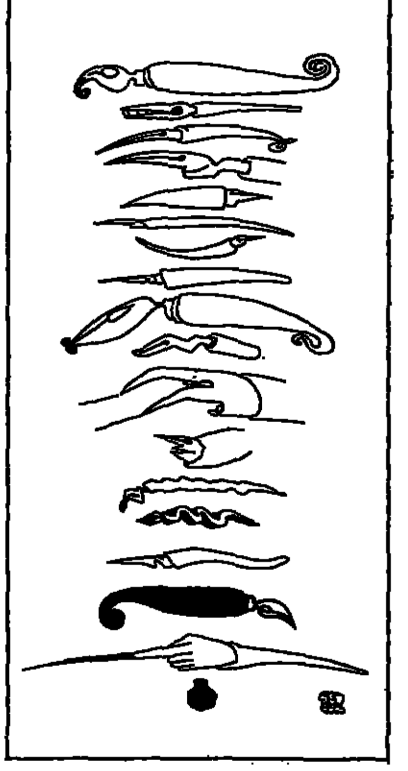
Ce conseil d'orientation a, auprès du gérant de la société, un rôle consultatif sur les points suivants :

— désignation du directeur du *Monde diplomatique* ;
— plan des budgets annuels ;
— projet rédactionnel ;
— stratégie de développement et de diversification.

Le conseil se réunit trois ou quatre fois par an.

C. J.

COURRIER DES LECTEURS



La politique et le chaos

M. Lemoine, de Noisy-le-Grand, a lu l'article de René Passet, paru dans notre numéro de décembre 1989. Il nous écrit :

Quand la panne économique à l'Est sera réparée, le *démenti des faits dans* ce domaine n'en sera pas moins total. Il n'y aura toujours pas de trace de *« l'homme nouveau »*, mais toujours individualisme, appétits effrénés, abus de pouvoir et chauvinisme (un rhume qui ne passe pas facilement !).

Peut-être pourrions-nous alors voir plus de 2 300 ans en arrière chez un des premiers philosophes matérialistes, Epicure, pour qui l'homme n'est naturellement *« ni un être social ni en possession de mœurs douces »*. Epicure nous proposait avant de satisfaire nos besoins de les gérer. Nous aurions beaucoup à apprendre de lui si nous le comprenons, non seulement au niveau individuel, mais aussi collectif (là les besoins ne sont rien d'autre que la dépendance de l'espèce à son écosystème).

Il y a donc certainement beaucoup mieux à faire et beaucoup plus urgent que de théoriser le chaos.

Un parcours sinueux

A propos du dessin illustrant un article de Marc Ferro, reproduit dans le Monde diplomatique *de décembre 1989 à partir des* Nouvelles de Moscou, *M. Julien Blaine, des* Nouvelles Editions polaires, *apporte des précisions :*

Quel itinéraire compliqué a dû faire ce dessin de Michel Zlat pour partir sous le manteau d'Union soviétique et être publié dans DOC(K)S en 1977, repartir de Marseille pour être publié à Moscou en octobre 1989 et repartir de Moscou pour être publié dans votre journal !

LE MONDE DIPLOMATIQUE
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef : Micheline PAUNET, Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND
RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27
Télécopieur : 45-23-06-81
Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Christophe Guibeleguiet
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tolérance ou « convivence » ?

De M. Roland Laffitte, de Paris, ces réflexions à propos du débat sur le « seuil de tolérance » :

Une des plus hautes vertus que se plaît à afficher la tradition libérale et démocratique s'exprime à travers le mot de *tolérance*.

Le mot est né au milieu du seizième siècle, quelques décennies avant celui d'*intolérance*, qui servit à désigner l'origine des malheurs provoqués par les guerres de religion.

Dans sa racine, la *tolérance* est le *fait de ne pas exiger*, de ne pas interdire alors qu'on le pourrait. Dans son acception sociale commune, *tolérer* ne signifie pas autre chose que *supporter* : on parle en mécanique de *tolérance*, de *marge de tolérance* d'une pièce, en médecine de *seuil de tolérance*.

Dans l'épaisseur de sa substance, le mot de *tolérance* contient donc l'idée d'une limite au-delà de laquelle elle devient nécessairement *intolérance*.

Dans le quartier, le travail, l'école, *sur la place publique*, la santé du corps social demande bien plus que de *tolérer* l'Autre, avec ce zeste d'autosuffisance et de paternalisme que charrie ce mot : elle demande un minimum d'ouverture sur l'Autre, de réciprocité.

Elle demande aussi davantage que de *cohabiter* ou de *coexister*, ce qui serait naturellement un progrès, mais ces termes renferment une nuance de méfiance réciproque et de marquage d'un rapport de forces.

Le besoin de socialité qu'exige la texture une et indissociable du corps social, faite de fils culturels nécessairement pluriels, est bien plutôt celui d'apprendre à *vivre ensemble*.

Il existe, dans les autres langues latines, un excellent mot qui exprime cette idée, qui va bien au-delà de la *convivialité : convivenza* en italien, *convivencia* en espagnol, *convivência* en portugais, *convivenca* en roumain.

La *convivencia* était, comme *l'amour*, une des valeurs cardinales de la culture occitane.

Il est curieux de constater que si le français a su prendre à la langue d'oc le mot *amour*, préféré avec beaucoup de bonheur à la forme *ameur* suggérée par *la langue d'oïl, il n'a pas daigné accepter* celui de *convivence* qu'on lui offrait.

C'est que la *convivencia*, on la fit périr *sous* les *épées* de Simon de Montfort et sur les bûchers de l'Inquisition, qui livra aux flammes les cathares, *avant de s'en prendre aux juifs de Languedoc*, et de commettre les ravages que l'on sait dans l'Espagne de la *Reconquista*.

Dans l'atmosphère d'inquisition molle qui plane aujourd'hui, se transformant subitement en bouffées d'intolérance, n'est-il pas temps de désenfouir cette notion de *convivence* de notre patrimoine culturel ?

« L'affaire de tous les contribuables »

*M. Pierre Achenbach, universitaire et coopérant, nous écrit à propos de l'article de Jean Lempérière, « L'affaire de tous les contribuables » (*Le Monde diplomatique, *novembre 1989) :*

Tous ceux qui travaillent — ou ont travaillé — dans le tiers monde — ou du moins dans des zones les moins prometteuses — savent que la question [de l'aide] ne se pose pas en termes quantitatifs mais qualitatifs.

Qui aura le courage, à la tribune des instances internationales, de dénoncer ces « élites » nationales qui sont — avec la complicité, j'en conviens, de certains Occidentaux — *les* véritables prédateurs de leurs peuples ? Qui dénoncera le lobby de ces mêmes « instances » et « organisations » internationales *dont* les représentants sur le terrain mènent grand train (...) ? Qui stigmatisera la *timidité excessive* et coupable des puissances occidentales qui laissent se perpétrer impunément, parfois financés par le détournement de l'« aide au développement », les génocides les plus sordides comme au sud du Soudan ou à nouveau, semble-t-il, au Cambodge, et se donnent bonne conscience en dénonçant régulièrement l'« affreux de service », l'Afrique du Sud ?

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 32 788 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de Mme Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, trente-six abonnements ont été établis : vingt-sept en Afrique et au Proche-Orient, quatre en Amérique latine, quatre en Europe de l'Est et un en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou Mme ....

nº....., rue ....

à........................ Code postal ....

lecteur du *Monde diplomatique* depuis ..... ans, verse par
□ chèque bancaire □ chèque postal
la somme de :
□ 250 F pour un abonnement en Afrique, au Proche-Orient ou en Europe de l'Est.
□ 340 F pour un abonnement en Amérique latine.
□ 340 F pour un abonnement en Asie.
ou de □ 50 F □ 100 F □ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

MYTHES ET DÉLIRES DES MÉDIAS

Télévision nécrophile

LA Roumanie était une dictature, et Nicolae Ceausescu un autocrate. Partant de ces données vraies et indiscutables, la télévision s'est laissée aller une fois de plus, dans sa couverture des événements de Bucarest, à ses pires penchants morbides. La course au sensationnel l'a conduite jusqu'au mensonge et à l'imposture, entraînant dans une sorte d'hystérie collective l'ensemble des médias. Et même une partie de la classe politique. Les images du faux charnier de Timisoara, en particulier, ont bouleversé l'opinion, victime de grossières manipulations. Comment celles-ci sont-elles possibles dans une démocratie qui se définit aussi comme une « société de communication » ?

Par IGNACIO RAMONET

Le faux « scoop du siècle » diffusé par la télévision italienne le 5 février fera probablement date dans l'histoire des médias. *Ce jour-là, Gianni Minoli,* présentateur à la RAI-2 du magazine « Mixer », un hebdomadaire d'informations, annonça la diffusion d'un *« document majeur » :* la confession du juge Sansovino, qui avouait avoir truqué, avec l'accord des autres membres du tribunal électoral, les résultats du référendum de 1946 qui permit à l'Italie d'abolir la monarchie et de devenir une république. A la fin de la projection, et alors que le pays était sous le choc, Minoli dévoila la supercherie : le juge était un comédien, les « documents anciens », en noir et blanc, avaient été tournés en studio, avec des figurants ; bref, tout était faux, sauf l'émotion profonde ressentie par des millions de téléspectateurs. *« Nous avons voulu montrer,* disait en conclusion Gianni Minoli, *comment on peut manipuler l'information télévisée. Il faut apprendre à se méfier de la télévision et des images qui nous sont présentées. »*

Une telle leçon de morale devenait en effet nécessaire après la révélation, fin janvier, que les images atroces du charnier de Timisoara, en Roumanie, étaient le résultat d'une mise en scène (1) ; que les cadavres alignés sur des draps blancs n'étaient pas les victimes des massacres du 17 décembre, mais des morts déterrés du cimetière des pauvres et offerts complaisamment à la nécrophilie de la télévision.

Le faux charnier de Timisoara est sans doute la plus importante tromperie depuis l'invention de la télévision. *Ces images ont eu un formidable* impact sur les téléspectateurs qui suivaient depuis plusieurs jours avec passion les événements de la « révolution roumaine ». La « guerre des rues » se poursuivait alors à Bucarest, et le pays paraissait pouvoir retomber dans les mains des hommes de la Securitate, quand ce « charnier » est venu soudain confirmer l'horreur de la répression.

Ces corps déformés s'ajoutaient dans notre esprit à ceux que nous avions déjà vus, gisant, entassés, dans les morgues des hôpitaux, et corroboraient le chiffre de *« 4 000 »* victimes des massacres de Timisoara. *« 4 630 »* précisait, par ailleurs, un « envoyé spécial » de *Libération ;* et certains articles de la presse écrite intensifiaient le dramatisme : *« On a parlé de bennes à ordures transportant d'innombrables cadavres vers des endroits secrets pour y être enterrés ou brûlés »*, rapportait une journaliste du *Nouvel Observateur* (28 décembre 1989) ; *« Comment savoir le nombre de morts ? Les chauffeurs de camions qui transportaient des mètres cubes de corps étaient abattus d'une balle dans la nuque par la police secrète pour éliminer tout témoin »*, écrivait l'envoyé spécial de l'AFP (*Libération*, 23 décembre 1989).

En voyant les cadavres de Timisoara sur le petit écran, on ne pouvait mettre en doute le chiffre de *« 60 000 morts »*, certains parlaient même de 70 000, qu'aurait provoqués en quelques jours l'insurrection roumaine (2). Les images de ce charnier donnaient du crédit aux affirmations les plus délirantes.

Diffusées le samedi 23 décembre à 20 heures, elles contrastaient avec l'atmosphère de la plupart des foyers où l'on préparait les fêtes de Noël. Comment ne pas être bouleversé par l'image de ce « témoin », en chemise à carreaux, tirant à l'aide d'un fil et soulevant par les chevilles les jambes d'une victime que l'on imaginait morte sous d'horribles tortures (3). D'autant que d'autres témoignages écrits le confirmaient, en ajoutant des détails épouvantables : *« A Timisoara,* racontait par exemple l'envoyé spécial d'*El Pais, l'armée a découvert des chambres de torture où, systématiquement, on défigurait à l'acide les visages des dissidents et des leaders ouvriers pour éviter que leurs cadavres ne soient identifiés* (4). »

Devant cet alignement de corps nus, suppliciés, devant certaines expressions lues – *« des mètres cubes de corps »*, *« des bennes à ordures transportant des cadavres »*... – d'autres images venaient inévitablement à la mémoire : celles des documentaires sur les horreurs des camps nazis. C'était insoutenable et nous regardions tout de même, comme par devoir, en pensant à la phrase de Robert Capa, le grand photographe de guerre : *« Ces morts auraient péri en vain si les vivants refusent de les voir. »*

Les téléspectateurs éprouvaient une profonde compassion pour ces morts : *« Beaucoup ont pleuré en voyant les images du charnier de Timisoara »*, constate un journaliste (5). D'autres ont senti naître en eux un irrésistible sentiment de révolte et de solidarité : *« J'ai vu toutes ces horreurs à la télé,* raconte un témoin, *alors que je préparais le réveillon ; j'étais pratiquement obligé de faire quelque chose* (6). » *« Electrisé par la Cinq et France-Info,* avoue un journaliste, *j'enrageais ; allions-nous abandonner un peuple entier aux bouchers de la Securitate ?* (7). »

Les esprits s'enflammaient ; Gérard Carreyrou, après avoir vu de telles images, lançait sur TF 1 un véritable appel à la formation de brigades internationales pour partir *« mourir à Bucarest »*. Jean Daniel, constatant *« le divorce entre l'intensité dramatique des faits rapportés par la télévision et le ton des gouvernants »*, se demandait *« si nos gouvernants n'auraient pas intérêt de temps à autre à puiser leur inspiration dans la rue* (8). » Et M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, semblait lui donner raison en déclarant : *« On ne peut assister en spectateur à un tel massacre. »*

Tous ces aspects horribles que la télévision confirmait sont – on le sait aujourd'hui – faux. Ni souterrains, ni Arabes, ni empoisonnement, ni enfants enlevés à leurs mères... Tout cela était pure invention, rumeur. En revanche, chacun des termes de ces récits – *« D'un bunker mystérieux,* racontait par exemple une journaliste, *Ceausescu et sa femme commandaient la contre-révolution, ces bataillons noirs, chevaliers de la mort, courant, invisibles, dans les souterrains...* (13) – correspond exactement au fantasme de la conspiration, un mythe politique classique ayant servi à accuser, en d'autres temps, les jésuites, les juifs et les francs-maçons. *« Le souterrain,* explique le professeur Raoul Girardet, *joue dans le légendaire symbolique de la conspiration un rôle toujours essentiel (...). Jamais ne cesse d'être sentie la présence d'une certaine angoisse, celle des trappes brusquement ouvertes, des labyrinthes sans espoir, des corridors infiniment allongés (...). La victime voit chacun de ses actes surveillé et épié par mille regards clandestins (...). Hommes de l'ombre, les hommes du complot échappent par définition aux règles les plus élémentaires de la normalité sociale (...). Surgis d'autre part ou de nulle part, les séides de la conspiration incarnent l'étranger au sens plein du terme* (14). »

Ce mythe de la conspiration est complété par celui du « monstre ». Au pays de Dracula, il était facile de faire de Ceausescu (qui était incontestablement un dictateur et un autocrate) un vampire, un ogre, un satanique prince des ténèbres. Il incarne dans le récit mythique proposé par les médias le mal absolu, *« celui qui s'empare des enfants dans la nuit, qui porte en lui le poison et la corruption (15) »*. Seul moyen de le combattre : l'exorcisme, ou son équivalent, le procès (en sorcellerie), car alors *« expulsé du mystère, exposé en pleine lumière et au regard de tous, il peut enfin être dénoncé, affronté, défié* (16) ». Telle fut la fonction, mythique, cathartique (et non politique), du procès du couple Ceausescu qui, jadis, aurait sans doute péri sur un bûcher.

L'autre grande figure du discours sur la Roumanie est l'analogie. Analogie du communisme et du nazisme.

Les événements de Bucarest se sont produits après que tous les autres pays de l'Est – à l'exception de l'Albanie – eurent connu une « révolution démocratique ». Certains journalistes ont senti comme un risque que le communisme, *« autre barbarie du vingtième siècle »* avec le nazisme, achève son parcours historique sans que sa fin puisse être associée à des images fortes, symboliques de sa *« cruelle nature »*.

Il fallait donc des images tragiques. Tout au long du dernier trimestre de 1989, l'effondrement du communisme s'était fait dans la joie (images festives de Berlin, images joyeuses des Tchèques place Venceslas...). Ce qui avait été une « tragédie » pour des millions d'hommes ne pouvait s'achever sur des images euphoriques. *« Il était trop terriblement absurde,* écrit par exemple un éditorialiste, *que le communisme se dissolve sans bruit et sans éclat dans le seul reniement de ses acteurs. Le communisme, ce rêve immense de l'humanité, pouvait-il s'écrouler sans un fracas rappelant sa monstrueuse puissance ?* (17) ? » C'est cette logique qui, par avance, fait accepter les images du charnier de Timisoara. Ce charnier venait *enfin confirmer* l'analogie que beaucoup avaient à l'esprit. *« J'aurai donc vu cela,* s'exclame une journaliste devant les images du charnier, *la fin du nazisme et aujourd'hui la fin du communisme* (18). »

Images nécessaires en quelque sorte. Aucun scepticisme, aucun sens critique ne pouvait les récuser ; elles tombaient juste et arrivaient à point. Elles clôturaient la guerre froide et condamnaient à jamais le communisme dans l'esprit des hommes, comme les images des camps d'extermination avaient, en 1945, définitivement condamné le nazisme.

Mensongères, ces images étaient vraiment logiques. Et venaient ratifier la fonction de la télévision dans un monde où l'on tend à remplacer la réalité par sa mise en scène.

TIM231201-23DEC89-TIMISOARA, Romania: View of mutilated bodies 22 Dec. pulled out from a mass grave discovered near the cathedral of Timisoara. Some 4.630 bodies, bearing signs of torture such as ripped fingernails and whip marks, were found here. AFP PHOTO - EPA / POLFOTO / er (b/w)



AFP

LE FAUX CHARNIER DE TIMISOARA, 22 DÉCEMBRE 1989
La légende de la photo parlait de « quelque 4 630 corps »...

Le Panama moins palpitant que la Roumanie

AINSI, à partir d'images dont personne n'avait songé à vérifier l'authenticité, on en était arrivé à envisager une action guerrière, on parlait de droit d'ingérence et certains réclamaient même une intervention militaire soviétique pour écraser les partisans de Ceausescu...

On avait oublié qu'aujourd'hui l'information télévisée est essentiellement un divertissement, un spectacle. Qu'elle se nourrit fondamentalement de sang, de violence et de mort. En outre, la concurrence effrénée que se livrent les chaînes incite le journaliste à rechercher le sensationnel à tout prix, à vouloir être le premier sur le terrain et à envoyer sur le champ des images fortes, même s'il est matériellement impossible de vérifier que l'on n'est pas victime d'une manipulation ; et sans avoir le temps d'analyser sérieusement la situation (cela avait été le cas lors des événements de Pékin au printemps 1989). Ce rythme frénétique, insensé, la télévision l'impose aussi à la presse écrite, contrainte de renchérir sur le sensationnel au risque de s'engager dans les mêmes travers (9).

Les pouvoirs politiques, en revanche, n'ignorent pas cette perversion nécrophilique de la télévision, ni ses redoutables effets sur les spectateurs. En cas de conflit armé, on le sait, ils contrôlent strictement le parcours des caméras et ne laissent pas filmer librement. Un exemple récent : l'invasion américaine du Panama, contemporaine des événements de Bucarest. Alors que le nombre de morts y a été deux fois supérieur (environ 2 000, civils pour la plupart), personne n'a parlé de « génocide panaméen », ni de « charniers ». Parce que l'armée américaine n'a pas permis aux journalistes de filmer les scènes de guerre. Et une guerre « invisible » n'impressionne pas, ne révolte pas l'opinion publique. *« Pas d'images de combats,* constate un critique de télévision, déçu par les reportages sur le Panama, *si ce n'est quelques plans confus de soldats braquant leurs armes vers une poignée de résistants dans le hall d'un immeuble* (10) ».

Le Panama *était infiniment moins* palpitant que la Roumanie, devenue, comme l'ensemble des pays de l'Est *depuis quelques mois, une sorte de territoire* sauvage où n'existe aucune réglementation en matière de tournage. *Tout y est filmable. C'est pourquoi* les caméras, bridées par de multiples interdits à l'Ouest (11), s'enivraient *soudain de liberté* et *s'abandonnaient* à leurs pires penchants, à leur fascination morbide pour le scabreux, le sordide, le *nauséeux*.

La Roumanie était un pays fermé et secret. Peu de spécialistes en connaissaient les *réalités*. Et voilà *que*, à la faveur des événements, des centaines de journalistes (12) se retrouvaient au *cœur d'une situation confuse*, et devaient, en quelques heures, sans le secours des habituels attachés de presse, expliquer ce qui se passait à des millions de téléspectateurs. L'analyse montre qu'ils se sont bornés le plus souvent à reprendre des rumeurs insistantes, qu'ils ont reproduit, inconsciemment, de vieux mythes politiques ; et ont, paresseusement, raisonné par simple analogie.

Dans cette affaire roumaine, un mythe domine : celui de la conspiration. Et une analogie : celle qui assimile le communisme au nazisme. Ce mythe et cette analogie structurent presque tout le discours des médias sur la « révolution roumaine ». *La* conspiration est celle des « hommes de la Securitate », décrits comme innombrables, *invisibles, insaisissables ; surgissant* la nuit, à l'improviste, de souterrains labyrinthiques et ténébreux, ou de toits inaccessibles ; des hommes surpuissants, surarmés, principalement étrangers (arabes, surtout, palestiniens, *syriens*, libyens) ou nouveaux janissaires, orphelins élevés et éduqués pour servir aveuglément leur maître ; capables de la plus totale cruauté, d'entrer dans les hôpitaux, par exemple, et de tirer *sur tous les* malades, d'achever les mourants, d'éventrer les femmes enceintes, d'empoisonner l'eau des villes...

(1) *Le Figaro*, 30 janvier 1990.

(2) On sait, aujourd'hui, que le nombre des morts – y compris les partisans de Ceausescu – ne dépasse pas 700 ; et qu'à Timisoara, il est inférieur à 100 (*le Monde*, 14 février 1990).

(3) Il s'agissait, en fait, du cadavre d'un inconnu retrouvé coincé dans un égout et que les pompiers avaient dû attacher par les pieds pour pouvoir le retirer.

(4) *El Pais*, Madrid, 29 décembre 1989.

(5) *Le Nouvel Observateur*, 28 décembre 1989.

(6) *Libération*, 27 décembre 1989.

(7) *Le Nouvel Observateur*, 11 janvier 1990.

(8) *Ibid.*

(9) Lire, à ce propos, Colette Braeckman, « Je n'ai rien vu à Timisoara », *le Soir*, Bruxelles, 27 janvier 1990.

(10) *Cahiers du cinéma*, février 1990.

(11) Ces interdits sont tellement nombreux que les journaux télévisés, aux Etats-Unis, envisagent désormais de « reconstituer » les événements qu'ils ne peuvent filmer.

(12) *Le Journal des médias*, 5 février 1990.

(13) *Le Nouvel Observateur*, 28 décembre 1990.

(14) Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, Paris, 1986.

(15) *Ibid.*

(16) *Ibid.*

(17) *Le Nouvel Observateur*, 28 décembre 1990.

(18) *Ibid.*

WASHINGTON ET LE RISQUE

De la guerre contre la drogue

COMMENT, et où, lutter contre la drogue ? La conférence qui a réuni, le 15 février, à Carthagène, les présidents américain, colombien, péruvien et bolivien, a surtout eu pour mérite de souligner les divergences entre des pays appauvris, dont une bonne partie du paysannat dépend de la culture de la coca pour survivre, et les Etats-Unis, où la demande de narcotiques ne cesse de croître. Le risque est grand de voir Washington progressivement rechercher une « solution » militaire à un problème d'ordre économique et social – au Nord comme au Sud.

Par MICHAEL KLARE *

L'invasion du Panama par l'armée américaine en décembre 1989 avait certes plusieurs objectifs, parmi lesquels celui d'en finir avec le général Noriega, mais elle peut être considérée comme le déclenchement d'une nouvelle offensive militaire des Etats-Unis contre les trafiquants de drogue en Amérique latine. M. Bush a ainsi clairement montré qu'il était prêt à engager directement ses troupes dans le combat contre les syndicats de stupéfiants.

Dans les semaines qui ont suivi l'intervention au Panama, Washington a annoncé de nouvelles mesures à cet effet. Un projet du Pentagone visant à établir le blocus naval de la Colombie a dû être pour un temps écarté en raison de la vive opposition de Bogota. Cependant, la marine renforce sa surveillance du trafic aérien et maritime dans les Caraïbes et dans le golfe du Mexique. Et le 24 janvier 1990 M. Bush a annoncé le doublement des crédits finançant les opérations antidrogue en Bolivie, en Colombie et au Pérou. Le département de la défense va accroître le nombre des conseillers militaires dans la région andine (1).

Cette escalade intervient alors que la plupart des autres activités militaires américaines à l'étranger sont réduites en raison de la baisse de la tension Est-Ouest. Si la présence militaire des Etats-Unis en Europe risque d'être fortement allégée au cours des prochaines années, le département de la défense projette de jouer un rôle accru en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Pour beaucoup de responsables du Pentagone, la lutte antidrogue justifie le maintien en l'état de nombre d'unités qui pourraient être dissoutes pour des raisons budgétaires. *« A une époque où les demandes d'économies se feront plus pressantes*, écrit le général Susan Flores dans la *Marine Corps Gazette, le Congrès a déjà montré qu'il était prêt à accorder le financement de programmes antidrogue. »* (2)

L'action directe contre les syndicats latino-américains de la drogue est aussi considérée par nombre de stratèges comme l'extension naturelle de la doctrine des « *conflits de faible intensité* » autorisant les militaires américains à intervenir dans le combat contre les forces subversives et révolutionnaires du tiers-monde (3). L'un des avocats les plus éminents de cette thèse est le colonel de l'armée de terre John D. Waghelstein, qui fut le chef des conseillers militaires au Salvador. Affirmant que les guérilleros marxistes ont conclu une alliance avec les trafiquants de drogue latino-américains, il a réclamé une action vigoureuse du Pentagone afin de « *lutter contre les terroristes – guérilleros et trafiquants de narcotiques – dans l'hémisphère* ». Selon lui, pareil engagement doterait le Pentagone d'une « *position morale indiscutable* » à partir de laquelle pourraient être combattus « *les groupes religieux et universitaires* » qui se sont opposés à l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale (4).

Le gouvernement subit une forte pression de la part des élus démocrates partisans d'une intensification de la lutte antidrogue. Pendant des mois, M. Bush a été fustigé pour sa prétendue « timidité » à propos de Noriega et des syndicats de la drogue (5). Ainsi poussé de divers côtés, le gouvernement, une fois Noriega parti, penche en faveur d'une solution militaire ; la prochaine cible risque d'être la zone andine – plus précisément la Colombie, la Bolivie, le Pérou, – où la coca est cultivée et transformée en cocaïne.

Un certain nombre de militaires sont déjà à pied d'œuvre dans les zones de production, sans être impliqués dans les combats. Cependant, la pression montant en faveur d' « actions dures », l'engagement direct de ces soldats contre producteurs de coca et fabricants de drogue n'est qu'une question de temps. D'abord limitées, des opérations ponctuelles ne pourraient avoir de réelles conséquences sur les trafics ; aussi faut-il craindre que des voix se fassent entendre de plus en plus nombreuses à Washington pour exiger une extension des interventions, au risque d'aboutir, comme ce fut le cas au Vietnam, à un engagement militaire de plus en plus profond.

Le premier pas dans cette direction a été officiellement franchi le 18 septembre 1989. M. Richard Cheney a, ce jour-là, ordonné à tous les responsables militaires de mettre au point les plans d'une campagne hautement prioritaire contre les trafics illégaux de narcotiques. « *Notre mission spécifique est de protéger la sécurité nationale* », affirmait-il, ajoutant : « *Il est hors de doute que le trafic international de la drogue est un problème de sécurité nationale pour les Etats-Unis.* » Dans ces conditions, « *détecter et combattre la production et le trafic illégal de drogues est une mission de sécurité nationale prioritaire* » (6).

Le département de la défense intervient déjà beaucoup dans le contrôle du trafic aérien et maritime au sud des Etats-Unis et dans la prévention de la contrebande. L'aviation et la marine effectuent des vols de surveillance au-dessus du golfe du Mexique et le long de la frontière méridionale ; la marine transporte des garde-côtes dans la zone caraïbe. Des unités de la garde nationale sont déployées sur la frontière et assistent douaniers et services de la lutte antidrogue (Drug Enforcement Administration, DEA).

Mais il s'agit aujourd'hui d'aller plus loin. « *Le département de la défense accorde son aide à l'attaque à la source de la production de drogues illégales* », affirmait le 18 septembre M. Cheney. Pareille action peut inclure (sans s'y limiter pour autant) « *l'aide à l'entraînement, aux missions de reconnaissance, à la planification, à la logistique, au soutien sanitaire et à l'action civique ayant un lien avec les opérations de troupes étrangères contre les infrastructures des organisations criminelles des producteurs de drogue* » (7).

Des conseillers engagés dans trois pays

A ces fins, de soixante à cent conseillers militaires américains sont déjà engagés auprès des forces colombiennes, boliviennes et péruviennes, et d'autres seront envoyés au cours des prochains mois (8). *Seront-ils impliqués dans les combats ?* « *Non* », répondent M. Cheney et les autres responsables, tout en laissant la porte ouverte à une telle éventualité. « *Je ne dirais pas que nous devrions totalement exclure l'hypothèse*, déclarait le 8 septembre 1989 M. William J. Bennett, reponsable national de la lutte contre la drogue. *Un gouvernement souverain ne saurait le faire.* » (9)

Non que tout le monde à Washington soit désireux de voir les troupes américaines se battre dans le cône Sud. En fait, nombreux sont les officiers supérieurs à qui répugne l'idée d'un « autre Vietnam » dans les jungles andines, et les résistances ne sont pas moindres au Congrès. Mais, après tout, la guerre du Vietnam n'a pas commencé *ex nihilo*, mais par l'engagement à petite échelle de conseillers des forces spéciales, et c'est précisément le type d'engagement qui commence en Amérique latine. Et de même qu'au Vietnam l'implication américaine s'est accrue alors qu'échouaient les troupes locales, elle risque cette fois de s'amplifier quand il apparaîtra que les troupes des « nations-hôtes » n'atteignent pas leur but.

Certes, le Pentagone n'est pas près d'envoyer 550 000 hommes en Amérique latine, comme il le fit en Asie du Sud-Est. Et pourtant il existe des similitudes entre les deux situations. L'« ennemi », comme c'était le cas au Vietnam, est bien retranché dans une clandestinité où il est difficile de le distinguer des masses pauvres des villes et du paysannat. Et comme à Saïgon les organismes locaux engagés dans la lutte sont totalement corrompus, ou infiltrés par l'adversaire. Surtout, comme au Vietnam, l'« ennemi » possède une impressionnante capacité de résister ou d'éviter les attaques gouvernementales, même lorsque les Américains procurent leur assistance. On l'a bien vu en Colombie où une puissante opération n'a pu prévenir une contre-attaque sanglante des *narcotraficantes*. Une telle situation se retrouve dans la résistance à l'opération Blast Furnace en Bolivie, et à l'opération Snowcap en Bolivie et au Pérou.

Dans l'opération Blast Furnace étaient engagés cent soixante-dix militaires américains et six hélicoptères UH-60 Blackhawk. Pendant quatre mois de 1986, dans la région de Chapare, en Bolivie, il s'est agi d'appuyer des actions contre des laboratoires de cocaïne, actions lancées par les forces antinarcotiques boliviennes (Léopards) et des agents américains. L'opération permit une baisse temporaire de la production mais n'aboutit à aucune arrestation d'importance. Elle ne mit pas fin à l'approvisionnement en cocaïne. « *Si l'on mesure le succès en termes de kilos de cocaïne saisis ou d'arrestations, Blast Furnace fut un échec* », affirmait le colonel Michael H. Abbott (10).

Selon cet officier, qui commandait les forces aériennes de l'armée de terre au cours de l'opération, Blast Furnace a prouvé la futilité d'une campagne brève et limitée géographiquement. « *Les perturbations de la production n'ont eu aucun effet à long terme*, écrivait-il en 1988. *Dès que les militaires américains se sont retirés de Bolivie, les principaux trafiquants sont sortis de leurs cachettes et le prix des feuilles de coca a grimpé à un niveau presque égal à celui en vigueur avant Blast Furnace.* » (11)

L'opération a aussi beaucoup perdu en efficacité en raison de la corruption généralisée des chefs des Léopards. Le colonel Abbott était conscient de cette situation. Et, à la fin de 1988, les agents américains avaient cessé de confier à leurs collègues boliviens des renseignements d'ordre tactique de peur qu'ils ne soient rapidement connus des trafiquants (12).

L'opération Snowcap fut lancée en 1988 pour assurer une présence américaine permanente dans les régions productrices de coca en Bolivie et au

* Professeur à Hampshire College, Amherst, Massachusetts. Auteur d'ouvrages sur la politique de défense américaine, notamment *Low-Intensity Warfare*, Pantheon, New-York, 1988.

(1) *The New York Times*, 25 janvier 1990.
(2) Susan Flores, « The Marine Corps and the War on Drugs », *Marine Corps Gazette*, janvier 1989.
(3) Lire Michael Klare, « La nouvelle doctrine d'intervention américaine », *le Monde diplomatique*, mars 1986.
(4) John D. Waghelstein, « A Latin American Insurgency Status Report », *Military Review*, février 1987.
(5) Voir, notamment, la déclaration du sénateur Joseph R. Biden, cité par *The New York Times*, 6 septembre 1989.
(6) Communiqué de presse du département de la défense, 18 septembre 1989.
(7) *Department of Defence Guidance for Implementation of the President's National Drug Control Strategy*, U.S. Department of Defence, 18 septembre 1989.
(8) *The New York Times*, 11 et 12 septembre 1989.
(9) Cité par *The New York Times*, 9 septembre 1989.
(10) Michael H. Abbott, « The Army and the Drug War : Politics or National Security », *Parameters*, décembre 1988.
(11) *Ibid.*
(12) *Ibid.*

UN FILM DE COSTA-GAVRAS

« Music box » ou l'impossible oubli

L'AFFAIRE Barbie a récemment rappelé le cas de ces anciens criminels nazis qui, dès la fin de la seconde guerre mondiale, purent profiter de réseaux occultes pour trouver refuge dans de lointains pays. On les situe, le plus souvent, du côté de l'Amérique du Sud – Brésil, Argentine, Paraguay, Bolivie, – où, pense-t-on, l'immensité géographique et la semi-anarchie endémiques permettent à quiconque de s'effacer, de se fondre dans la société.

On sait moins que, en fait, de très nombreux criminels de guerre (ils sont estimés à dix mille) se réfugièrent tout simplement aux Etats-Unis. Beaucoup d'entre eux (surtout ceux qui étaient originaires des pays baltes, d'Ukraine et de Biélorussie) collaborèrent, dès le début de la guerre froide, avec les services de renseignement américains ; ils purent, en récompense, facilement s'installer aux Etats-Unis et y couler une fort paisible existence, dans l'oubli.

Parfois cependant, par les hasards de la justice, un dossier remonte à la surface de l'obscur océan des archives. Et celui qui pensait ne plus avoir à rendre des comptes se retrouve brutalement confronté au cauchemar de son propre passé. Un passé gravé dans la mémoire, ineffaçable, inoubliable comme la petite mélodie, douce et lancinante, d'une ancienne boîte à musique.

Tel est le thème de *Music Box*, le nouveau film de Costa-Gavras. Un thriller poignant, réalisé aux Etats-Unis et qui raconte, avec une formidable virtuosité narrative, l'histoire d'un émigré hongrois bien tranquille (remarquablement interprété par Armin Mueller-Stahl), accusé, quarante ans après, d'avoir été un tortionnaire fasciste, membre des Croix fléchées, collaborateur des nazis et assassin de juifs (plus de cinq cent mille juifs hongrois furent exterminés pendant la guerre). Il nie et demande à sa fille, brillante avocate (Jessica Lange), de le défendre, de prouver qu'on le confond avec un autre, qu'il est victime d'une machination.

AU cœur du film, donc, le procès. Et le carré de sentiments confus, bouleversants, que dessinent les quatre pôles de cette tragédie : le procureur, la fille de l'accusé, le juge et les témoins. Ceux-ci surtout, qui, d'une voix calme, venue d'une très profonde souffrance, rappellent les horreurs et décrivent le comportement d'un monstre.

Mais qu'est-ce qu'un monstre ? En somme, et c'est cela qui est effrayant, quelqu'un de terriblement ordinaire, nous dit le film. Faut-il châtier ces monstres quarante-cinq ans après ? Costa-Gavras laisse le débat ouvert, mais il estime qu'ils doivent être jugés afin que leur procès ait une fonction pédagogique : « *Ils doivent nous permettre de comprendre*, dit-il, *comment des jeunes de dix-huit ou vingt ans, des officiers, des artistes, des intellectuels, ont participé à l'Holocauste, souvent avec l'accord de l'Eglise et de nombreux pays civilisés.* »

I. R.

هكذا من الأصل

D'ENGRENAGE EN AMÉRIQUE LATINE

à la guerre tout court ?

Pérou. Il y eut dans ce cas aussi usage d'hélicoptères, pilotés cette fois par des employés civils du département d'Etat plutôt que par des militaires. Le programme inclut l'entraînement d'unités locales par des membres des forces spéciales américaines. En octobre 1989, quelque cent civils américains travaillaient au Pérou et en Bolivie dans le cadre de l'opération, auxquels s'ajoutaient quelque cinquante officiers des Bérets verts (13).

Les bilans sont révélateurs des difficultés rencontrées par Washington. Dans leur tentative de faire baisser la production de coca dans la vallée du Haut Huallaga – source, estime-t-on, de 60 % de la cocaïne importée aux Etats-Unis – les agents américains se heurtent à l'opposition des paysans, mais aussi à la résistance de la guérilla du Sentier lumineux. Au début de 1989, l'opération dut être provisoirement arrêtée, les forces péruviennes ne pouvant assurer la sécurité des Américains. Elle reprit en septembre dernier, après la construction d'un camp retranché à Santa-Lucia, dans la vallée (14).

Les officiels américains font état d'un nombre croissant de laboratoires détruits et d'hectares de coca annihilés, statistiques qui ont à peu près autant de valeur que les fameux « décomptes de cadavres » pendant la guerre du Vietnam. En 1988, les Péruviens ont détruit environ 5 130 hectares de coca, soit une infime partie des 115 630 hectares qui auraient à l'époque été cultivés (15). Pour beaucoup d'experts, la superficie cultivée au Pérou serait en fait passée à 200 000 hectares et ne cesserait de grandir (16). Quant au Sentier lumineux, il renforce son contrôle sur les régions en cause, obligeant le gouvernement à abandonner ses projets de déverser de l'herbicide chimique pour tuer les cultures de crainte qu'une telle action ne jette les paysans dans les bras de la guérilla.

Problème majeur : la culture de la coca et sa transformation en cocaïne sont devenues une source de revenus essentielle pour des centaines de milliers de paysans pauvres qui ne peuvent vivre autrement. On estime que trois cent mille Péruviens sont directement impliqués dans la production de coca et que bien plus encore vivent des activités connexes. En Bolivie, les chiffres sont à peu près semblables en ce qui concerne les producteurs (17). Le niveau de vie ne cessant de baisser dans toute la région andine, les gouvernements étant incapables d'inciter à d'autres productions, les paysans pauvres se tournent vers la coca, quels que soient les risques. « *C'est le seul moyen de survivre* », déclare un paysan pauvre de Bolivie (18).

Selçuk

La coca, source de revenus du paysannat

TOUTE tentative de supprimer la culture de la drogue se heurte ainsi à l'hostilité du paysannat. « *Pour plusieurs pays, la production illégale de narcotiques et leur commercialisation sont devenues un mode d'organisation de l'économie qui procure un revenu de subsistance à de larges fractions de la population* », écrivait en 1988 le Congressional Research Service de la bibliothèque du Congrès. Tout effort d'éradication de la coca éliminerait une source de revenus et « *de telles campagnes sont porteuses de réels dangers économiques et politiques pour les gouvernements des pays dont la croissance économique est faible* » (19).

De plus, les opérations au Pérou ont beaucoup bénéficié au Sentier lumineux. Attaqués d'un côté par les forces gouvernementales, exploités de l'autre par les trafiquants colombiens, les paysans ont demandé au Sentier lumineux de les protéger contre ces deux dangers. Eux-mêmes hostiles à l'usage dans leurs rangs de l'alcool et des narcotiques, les militants du Sentier lumineux ont accepté l'argent de la drogue en échange de leur protection aux régions de production. Ils ont de la sorte pu acquérir beaucoup d'armes, ont reçu un appui dans la population rurale et sont devenus une formidable force d'opposition. En fin de compte, une telle évolution aboutit logiquement à une implication américaine accrue.

L'horizon est tout aussi sombre en Colombie, d'où proviennent (production locale et transit) environ 80 % de la cocaïne importée aux Etats-Unis. Le trafic rapporte, estime-t-on, 4 milliards de dollars par an à la Colombie, soit trois fois plus que le café, et des millions de gens sont directement ou indirectement impliqués (20). Comme l'a noté le Congressional Research Service, les syndicats de la drogue « *peuvent être comparés à un Etat dans l'Etat, car ils possèdent leurs propres banques, leurs compagnies aériennes, leurs réseaux de communication et ont leurs propres forces militaires* » (21). Les *narcotraficantes* ont été à même de corrompre une bonne partie de la police et de la justice, et de se faire des amis chez les pauvres en finançant de façon ostentatoire des projets de travaux publics.

Se mêlent à ces problèmes des questions de race et de classe. Si l'élite gouvernementale colombienne est en grande partie composée d'hommes d'affaires blancs (souvent liés à l'industrie du café), les syndicats de la drogue sont aux mains des gens issus des secteurs pauvres des populations noires et des métis vivant dans les taudis de Medellin et de Cali, et qui ne sont en rien loyaux à l'égard de Bogota. M. Mario Arango, membre du conseil municipal de Medellin, déclare : « *Grâce aux narcotiques, les métis, les mulâtres et les Noirs* (...) *ont eu l'occasion d'entrer dans la société de consommation et d'amasser des fortunes substantielles.* » (22)

Face à cette situation, le gouvernement de M. Bush, s'il veut vraiment poursuivre le combat, a le choix entre deux options : soit modifier son approche du problème de la demande aux Etats-Unis, soit accroître son implication dans les opérations militaires.

Peser sur la demande, estiment de nombreux spécialistes américains, serait plus efficace à terme, mais cela nécessiterait d'affecter des fonds fédéraux massifs à l'éducation concernant la drogue, au traitement des consommateurs, aux infrastructures sociales urbaines – un prix que M. Bush ne semble pas prêt à payer. Bien au contraire, l'administration a opté en faveur d'une politique répressive contre les trafiquants aux Etats-Unis et d'une intervention militaire à l'étranger. Si l'on veut que cette stratégie produise des effets, il faudra intensifier la guerre contre les producteurs et, comme les forces locales ne peuvent faire plus qu'aujourd'hui, l'implication américaine paraît inéluctable. Cet engagement, s'il est décidé, pourrait prendre plusieurs formes : attaques par les *rangers* ou les forces spéciales contre les principaux laboratoires et centres de stockage ; participation, de concert avec les troupes locales, à des opérations de « recherche et destruction » périodiques destinées à perturber la production de coca, par exemple dans le Chipare ou dans la vallée du Haut Huallaga ; guerre totale contre le Sentier lumineux, contre les groupes de guérilla de Colombie ; attaques aériennes contre les appareils transportant de la drogue en Amérique latine et dans la zone caraïbe ; attaques des quartiers généraux des barons de la drogue et de leurs alliés.

« Ce qu'il faut, c'est réduire la demande »

DE telles actions heurteraient sans aucun doute les syndicats de la drogue et pourraient aboutir à la destruction d'un ou deux circuits, mais il serait ridicule de penser qu'ainsi s'arrêteraient les transports de narcotiques vers les Etats-Unis et l'Europe. Contrairement à ce qui est perçu aux Etats-Unis comme un « cartel » très centralisé à partir de Medellin, les syndicats sont des organisations criminelles aux liens lâches, qui peuvent se subdiviser, se disperser, se réunir ensuite de manière imprévisible. Ils ont, de plus, commencé à produire dans de nouvelles zones, dont certaines au fin fond du Brésil, que ne peuvent atteindre les forces américaines.

Les risques étant grands de l'enlisement dans les jungles face aux guérilleros et aux paysans les soutenant, nombre de responsables du Pentagone mettent en garde contre une intervention. « *Les gringos ne doivent pas tirer sur les Latins* », disait récemment un général pour lequel une telle action déclencherait un grand mouvement d'opinion hostile aux Etats-Unis (23). D'autres expriment leur malaise à l'idée de voir le Pentagone se mettre à faire respecter la loi alors qu'il a une fonction militaire – ce qu'avait déjà dit en 1988 le secrétaire à la défense de l'époque, M. Frank Carlucci (24).

Cependant, comme l'a montré l'invasion du Panama, l'administration Bush a commencé à se lancer dans les actions militaires. Les officiers sont prudents. « *Les militaires feront ce qu'on leur dira de faire* », disait en 1988 le général Stephen G. Olmstead, lors d'une discussion au Congrès sur le rôle du Pentagone dans la guerre contre la drogue. Mais il ajoutait en guise d'avertissement : « *Vous n'aimerez sans doute pas la façon dont nous agirons. Nous n'allons pas lire aux gens la loi Miranda* [les informant de leurs droits légaux] *et nous aurons probablement à user de la mitrailleuse parce que c'est comme cela que nous avons été formés.* » (25)

Une telle action serait sans doute bien accueillie aux Etats-Unis pendant quelques semaines. Elle pourrait aussi détourner l'attention d'autres problèmes domestiques. Elle serait suivie d'une vague d'antiaméricanisme dans les pays du Sud et d'une chute temporaire de la production de drogue. Et puis la production reprendrait ailleurs, le prix de la drogue augmenterait aux Etats-Unis et en Europe, et la violence s'accentuerait encore dans les zones urbaines. En fin de compte, le seul moyen efficace de réduire le trafic de drogue consisterait à couper l'appétit de narcotiques grâce à l'instruction, les traitements et la revitalisation économique des villes. Le général Olmstead le disait : « *Interdire n'est pas la solution à la guerre de la drogue. Ce qu'il faut, c'est réduire la demande.* » (26)

MICHAEL KLARE.

(13) *The Washington Post*, 16 janvier et 20 septembre 1989.

(14) *The Washington Post*, 13 avril et 20 septembre 1989.

(15) *International Narcotics Control Strategy Report*, U.S. Department of State, mars 1989.

(16) *The Washington Post*, 4 mars 1989.

(17) *The New York Times*, 11 juin 1989 (au sujet de la Bolivie) et 23 octobre 1989 (au sujet du Pérou).

(18) Cité par *The Washington Post*, 16 janvier 1989.

(19) Raphael F. Perl, *Drug Control : International Policy and Options*, Congressional Research Service, Washington, 25 novembre 1988. Lire aussi Christian de Brie « La guerre contre la drogue à l'aune des relations Nord-Sud », *le Monde diplomatique*, octobre 1989.

(20) *The New York Times*, 11 septembre 1989. Lire aussi Bruce M. Bagley, « Colombia and the War on Drugs », *Foreign Affairs*, hiver 1988.

(21) Raphael Perl, *op. cit.*

(22) Cité par *The Washington Post National Weekly Edition*, 30 janvier-5 février 1989.

(23) Cité par *The New York Times*, 8 septembre 1989.

(24) Cité par *The New York Times*, 5 mars 1989.

(25) Chambre des représentants, commission des forces armées, *Narcotics Interdiction and the Use of the Military : Issues for Congress*, rapport du 24 août 1988.

(26) *Ibid.*

Branle-bas aux Caraïbes

DES considérations d'ordre géopolitique et idéologique (anticommunisme, guerre froide) ont justifié, tout au long de ce siècle, l'intervention des Etats-Unis dans les affaires internes des pays latino-américains. La nouvelle donne à l'Est et l'actuelle détente avec Moscou ont ruiné ces vieux arguments. C'est pourquoi la lutte – vieille comme le monde – contre le trafic de drogue a dû être en quelque sorte anoblie et convertie en « grande cause nationale ».

Et c'est au nom d'une si « juste cause » (1) qu'a pu se faire, le 20 décembre dernier, l'invasion militaire du Panama. Pour la première fois depuis 1898, les Etats-Unis envahissaient un pays d'Amérique latine sans prendre pour prétexte une quelconque « menace révolutionnaire ». La conférence de Carthagène (Colombie) qui a réuni, le 15 février dernier, les présidents américain, bolivien, colombien et péruvien, a montré que les Etats-Unis conservaient d'importants atouts pour calmer rapidement la tourmente diplomatique soulevée par cette invasion. MM. Alan Garcia (Pérou) et Jairve Paz Zamora (Bolivie), qui se définissent comme de farouches anti-impérialistes, n'ont pas hésité à tendre la main à M. Bush en déclarant que c'était un « type bien ».

La drogue fournit de nouveaux – et forts populaires – arguments à tous les stratèges du Pentagone qui souhaitent renforcer le contrôle des Etats-Unis sur l'Amérique du Sud. Déjà, et c'est un autre événement historique, le prétexte de la lutte contre les trafiquants de cocaïne a permis aux forces armées américaines d'organiser de véritables opérations militaires dans les Andes (Bolivie, Pérou) d'où l'armée des Etats-Unis était absente depuis la mort de « Che » Guevara en 1967.

Mais c'est aux Caraïbes, zone traditionnellement soumise à une surveillance rigoureuse, que la nouvelle manifestation de l'assurance américaine est la plus spectaculaire. Les protestations des chancelleries du Sud contre l'invasion du Panama n'étaient pas encore apaisées que Washington envoyait, début janvier, un groupe naval de combat composé notamment du porte-avions *J.-F.-Kennedy* et du croiseur atomique *Virginia*, transportant huit mille marines vers les côtes de la Colombie dans l'intention d'imposer un blocus maritime à ce pays et d'empêcher le passage des transporteurs de cocaïne. L'émotion soulevée par un tel projet non seulement en Colombie – où le président Virgilio Barco a condamné l'opération, – mais dans toute l'Amérique latine a contraint Washington à le modifier.

Le groupe naval est désormais stationné dans les eaux internationales au large de l'archipel colombien de San-Andres, plus proche du Nicaragua, autre « zone sensible », que de la Colombie. Son objectif est d'identifier, grâce à des appareils de détection et de communication très sophistiqués, les avions survolant cet espace de la Caraïbe soupçonnés de transporter de la drogue. Pour améliorer cette détection, il est prévu de construire un réseau de stations de radars dans les montagnes de Colombie, du Pérou et de la Bolivie, à la charge d'équipes composées de militaires américains et de ces trois pays. Déjà, une centaine de spécialistes américains se trouveraient en Colombie (2) dans ce but. Pour l'instant, la surveillance de l'espace aérien de ce pays est assurée par les avions *Hawkeye* du porte-avions *J.-F.-Kennedy* et par des AWACS basés en Floride.

La surveillance maritime est également renforcée ; le cuirassé *Wisconsin*, le porte-hélicoptères *Wasp* et le porte-avion *Eisenhower* sont venus récemment se joindre à l'importante flotte déjà sur place. Et les incidents se multiplient. Le 31 janvier, le garde-côtes américain *Chincoleage* a ouvert le feu contre le cargo cubain battant pavillon panaméen *Hermann* qui, malgré les dégâts sur le pont et dans la salle des machines, parvenait à pénétrer dans les eaux territoriales mexicaines. Les Cubains ont protesté, et rappelé que les Etats-Unis n'avaient pas accepté l'offre de collaboration dans la lutte antidrogue proposée, en juillet 1989, par M. Fidel Castro après le procès du général Ochoa.

Le monde change...

LES Mexicains, eux aussi, ont protesté. Ils sont de surcroît ulcérés par la diffusion, à une heure de grande écoute, début janvier, par la chaîne américaine NBC, d'un important documentaire sur la lutte antidrogue dans lequel on affirme que, « *au Mexique, dans presque toutes les régions, il existe un commandant, un général, un gouverneur, qui s'enrichit en établissant des accords avec les chefs des cartels colombiens pour leur permettre de passer la cocaïne aux Etats-Unis* ».

La flotte sur pied de guerre et la télévision en campagne, tout semble prêt aux Etats-Unis pour poursuivre les traditionnelles interventions en Amérique latine. Le monde change, le communisme s'effondre, mais la drogue fournit un excellent prétexte pour que « l'Amérique reste aux Américains ».

LR.

(1) Lire *le Monde diplomatique*, janvier 1990.
(2) *El País*, Madrid, 8 janvier 1990.

DÉMOCRATIE SANS DÉVELOPPEMENT

L'Uruguay dans l'ornière du néolibéralisme

L*E nouveau chef de l'Etat uruguayen, M. Luis-Alberto* Lacalle, a pris ses fonctions le 1er mars. Il succède à M. Julio-Maria Sanguinetti, premier président civil après une longue dictature militaire. Tout en rétablissant les libertés publiques, ce dernier avait dû amnistier, en 1986, les officiers coupables de violations des droits de l'homme. Comme en Argentine, au Brésil, en Bolivie et au Paraguay. Le rétablissement de la démocratie n'a pas marqué la fin des difficultés économiques, auxquelles s'ajoutent, dans ce petit pays de trois millions d'habitants, des problèmes spécifiques : vieillissement de la population, émigration des jeunes, excès de fonctionnaires... La déception est grande et le programme très *libéral du nouveau président ne semble* pas en mesure de redresser la situation.

Par ROQUE FARAONE *

Comme bien d'autres Etats latino-américains, en particulier l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, la Bolivie et le Chili, l'Uruguay a connu une longue dictature militaire (1973-1984) marquée par une constante violation des droits de l'homme et fondée sur la doctrine de la « sécurité nationale », version locale de l'anticommunisme typique de la guerre froide.

Dès le retour à la démocratie en 1985, un grand débat allait passionner et profondément diviser les citoyens : fallait-il ou non juger les militaires responsables de crimes et d'atrocités ? On dut avoir recours à un référendum pour trancher la question et apaiser les esprits. Il eut lieu le 16 avril 1989 et, à la surprise générale, une majorité d'Uruguayens (56 %) ratifièrent la loi d'amnistie votée en 1986 sous la pression de l'armée et qui effaçait les délits des militaires.

Les forces armées avaient abandonné le pouvoir en 1984, pacifiquement, mais non sans avoir obtenu un certain nombre de garanties et imposé quelques conditions. Ainsi, par exemple, l'élection présidentielle de 1985, remportée par M. Julio-Maria Sanguinetti, dut se dérouler dans une atmosphère de liberté surveillée qui pénalisait la gauche ; des candidats furent injustement invalidés, le Parti communiste dut changer de nom... Les forces démocratiques n'acceptèrent de telles conditions que pour hâter le départ des forces armées. *Celles-ci avaient effectivement* perdu tout soutien dans la société en raison de l'échec économique de leur politique et, surtout, de leur violence répressive (l'Uruguay était le pays qui comptait le plus grand nombre de détenus politiques par rapport à la population). Mais, malgré ce discrédit général, les officiers retournaient dans les casernes sans craindre d'avoir à rendre des comptes.

Chaque fois que, par la suite, des tentatives furent faites de juger des tortionnaires avérés, les chefs militaires refusèrent catégoriquement d'accepter un éventuel procès au nom d'un principe, selon eux indiscutable : « *On ne demande pas de comptes aux vainqueurs.* » Ils laissaient entendre, menaçants, qu'ils seraient prêts à reprendre le pouvoir « *si c'était nécessaire* (1) ». Dans ces circonstances, beaucoup de citoyens ont sans doute préféré éviter une nouvelle confrontation pouvant conduire à une situation de type argentin avec des tentatives régulières de coups d'Etat. Ils ont choisi de voter en faveur de l'amnistie, du pardon, de l'oubli. Le droit, une fois de plus, a cédé devant les menaces. La démocratie n'a pas su garantir la juste sanction des tortionnaires galonnés.

* Sociologue uruguayen.

Au cours des cinq années de gouvernement *démocratique de M. Sanguinetti*, l'attitude des forces armées a été un peu moins arrogante, mais, de fait, les affaires militaires ont bénéficié d'une sorte de statut d'autonomie, comme si le pouvoir civil s'arrêtait à l'entrée des casernes. Sans doute serait-il exagéré de dire que l'Uruguay est « une démocratie sous surveillance », mais il n'est pas faux d'affirmer que le pouvoir des forces armées y demeure assez indépendant. Aussi bien le gouvernement civil que les autorités militaires maintiennent des liens très étroits avec les Etats-Unis.

Si les débats à propos du référendum ont réellement passionné les citoyens, en revanche, les élections générales du *26 novembre 1989 se sont déroulées* dans une certaine apathie. M. Julio-Maria Sanguinetti, le président sortant, ne pouvait constitutionnellement pas se représenter. A l'heure du bilan, il faut *lui reconnaître d'avoir pleinement rétabli* les garanties et les libertés individuelles. Il a également conduit une politique extérieure ambitieuse, comme le pays n'en avait pas connue depuis les années 30 ; l'Uruguay a pu ainsi participer activement au Groupe d'appui à Contadora (aux côtés du Pérou, de l'Argentine et du Brésil), au sein duquel Montevideo a défendu, pour régler le problème de l'Amérique centrale, le principe d'une solution latino-américaine et s'est opposé à toute solution « panaméricaine » élaborée dans le cadre de l'Organisation des Etats américains (que contrôlent pratiquement les Etats-Unis). Montevideo a établi des relations diplomatiques avec Cuba et la Chine populaire et a renforcé ses liens avec l'Union soviétique. Une telle volonté d'indépendance n'a pas été vue d'un très bon œil à Washington.

En matière de politique intérieure, la gestion de M. Sanguinetti peut être qualifiée de nettement conservatrice. Le gouvernement s'est montré très dur dans les conflits sociaux et a adopté une attitude que l'on pourrait qualifier de thatchérienne. Le président est allé jusqu'à déclarer que son gouvernement « *n'avait perdu aucune grève* », admettant ainsi que l'Etat n'est pas « *au-dessus de la lutte de classes* » comme on l'affirmait au temps où, dans les années 30, l'Uruguay avait la réputation d'être « *la Suisse de l'Amérique* ».

Cette époque de bien-être social et de gestion de type social-démocrate est bien révolue. Aujourd'hui, environ 10 % de la population active est sans emploi, ce qui incite beaucoup de jeunes à émigrer. Chaque année, quelque cinquante mille Uruguayens (autant qu'il en naît) quittent le pays pour chercher du travail au Brésil, en Argentine, aux Etats-Unis ou en Europe.

La dette extérieure était nulle quand les militaires prirent le pouvoir en 1973. Quand ils l'abandonnèrent en 1984, elle s'élevait à 4,7 milliards de dollars. Elle atteint aujourd'hui *5,9 milliards, soit un peu plus que le* montant du produit national brut annuel, et représente, par habitant, l'endettement le plus élevé d'Amérique latine. Le service de cette dette (environ 365 millions de dollars par an) équivaut presque au tiers du montant total des exportations (2).

L'économie reste fondée sur les exportations agro-alimentaires. Celles-ci ont connu quelques années fastes, comme en 1986 lorsque le Brésil, principal client de l'Uruguay, importait massivement de la viande, du riz et des produits laitiers. Mais les différents plans d'austérité (« Cruzado », « Verao »...) lancés en 1988 et en 1989 par le président José Sarney ont fortement réduit le marché brésilien, et les industriels uruguayens ont dû chercher des débouchés, plus aléatoires, aux Etats-Unis et en Europe. La France n'occupe qu'un rang modeste parmi les fournisseurs, après le Brésil, l'Argentine, les Etats-Unis, la RFA, le Japon et la Grande-Bretagne.



**« NON A L'AMNISTIE » (affiche de la campagne du referendum d'avril 1989)
Une majorité a voté pour le pardon aux militaires**

Collusion des élites au pouvoir

C'EST dans ce climat de crise économique endémique et de déception démocratique qu'eurent lieu, le 26 novembre 1989, les élections générales. Les citoyens devaient élire le président de la République, mais aussi 99 députés, 30 sénateurs, la plupart des maires (dont celui de Montevideo) et des conseillers généraux. Le système électoral permet à tout mouvement de présenter plusieurs candidats à chacun des sièges. Ainsi, les deux grandes organisations traditionnelles, le Colorado (au pouvoir, centriste) et le Blanco (droite), présentaient chacune trois candidats à la présidence, représentant les différentes tendances existant au sein de ces partis. D'autres petites formations, démocrates-chrétiens, libéraux, et surtout le Frente Amplio – Front élargi, rassemblant des socialistes, des communistes et des Tupamaros (3), – participaient aux élections en présentant leurs propres candidats.

Le vainqueur de l'élection présidentielle, M. Luis-Alberto Lacalle, appartient au parti Blanco ; son principal concurrent, M. Jorge Battle, au parti Colorado. Or tous deux défendaient des programmes de gouvernement très semblables et, sur certaines questions, dette extérieure, hypertrophie de l'Etat, syndicats, privatisations, investissements étrangers, ils avaient formulé des propositions pour ainsi dire identiques : comme si les élites en Amérique latine n'avaient désormais d'autres choix que de couler leurs politiques nationales dans le modèle dominant du néolibéralisme.

Que MM. Carlos Menem, actuel président argentin, Mario Vargas Llosa, candidat à la présidence au Pérou, et Fernando Collor de Mello, nouveau président du Brésil, tiennent à peu près le même discours, cela donne une confirmation éclatante aux thèses du sociologue américain John Galtung, selon lesquelles il existe une convergence d'intérêts entre les dirigeants de la « périphérie » et ceux des pays riches du Nord (4). En Amérique latine aussi la bourgeoisie accepte sans la moindre résistance les modèles étrangers, cède aux pressions extérieures et s'adonne à la spéculation financière plutôt que de prendre des risques dans des projets de développement que la politique néolibérale du Fonds monétaire international *condamne* à l'échec.

Le programme que s'apprête à appliquer M. Luis-Alberto Lacalle ne paraît pas de nature à résoudre les grands problèmes structurels : chômage, émigration, dette, inflation (90 % l'an dernier), auxquels s'ajoute une inquiétante évolution démographique, spécifique à ce pays. Car l'Uruguay est l'une des très rares nations du tiers-monde menacée de vieillissement. Le taux de natalité y est le plus bas du continent américain, inférieur à celui du Canada et des Etats-Unis. Et, en raison de la dégradation de l'économie, l'espérance de vie y est en régression.

Le système de production est resté très archaïque, lié à l'exploitation agricole et à l'élevage ; une forte proportion des actifs est employée par l'Etat (272 000 fonctionnaires sur 1 200 000 actifs, pour une population totale d'environ 3 millions). Près de 85 % des habitants vivent dans les villes. L'Uruguay n'exporte aucun produit industriel ; en revanche, au nom du dogme néolibéral, il importe toutes sortes de produits de luxe. Au nom du profit et de la rentabilité, M. Sanguinetti a supprimé tous les services de voyageurs sur les lignes de chemin de fer, préférant importer des autobus. Dépourvu de pétrole, le pays produit pourtant en abondance de l'énergie hydroélectrique (il en vend à l'Argentine), grâce à laquelle il aurait sans doute pu électrifier une partie du réseau...

Malgré ses convictions néolibérales, M. Lacalle ne pourra vraisemblablement pas appliquer son programme de *privatisations, tout simplement parce* que cela multiplierait le nombre des sans-emploi. Il ne peut pas, non plus, adopter une attitude intransigeante pour réduire le nombre de fonctionnaires, parce que cela risque d'entraîner un affrontement radical avec les puissants syndicats de la fonction publique et un cycle interminable de conflits sociaux et de désordres.

Lors de son voyage en Uruguay, en octobre 1987, le président François Mitterrand avait déclaré : « *La démocratie sans le développement n'est qu'une illusion, une façon de trahir les espoirs du peuple* (5). » Aujourd'hui, beaucoup d'Uruguayens pensent que, effectivement, leurs espoirs ont été trahis. D'autres gardent encore confiance, ils estiment que la victoire de M. Tabaré Vasquez, le nouveau maire de Montevideo, à la tête de la coalition du Frente amplio, permet d'espérer qu'après cent cinquante ans de bipartisme, parfois interrompu par des régimes militaires, de nouvelles forces politiques ouvriront la voie vers un développement plus juste, moins inégalitaire.

(1) *Busqueda*, Montevideo, novembre 1985. Lire aussi l'article de Lawrence Weschle *in The New Yorker*, 10 avril 1989.

(2) *Brecha*, Montevideo, 18 mars 1989.

(3) Tupamaros : organisation de guérilla, essentiellement urbaine, fondée à la fin des années 60 par Raul Sendic, décédé en 1989. L'une de ses actions inspira au réalisateur Costa-Gavras son film *Etat de siège* (1973).

(4) John Galtung, « A Structural Theory of Imperialism », *in Journal of Peace Research*, août 1981.

(5) *Le Monde*, 11 octobre 1987.

INÉGALITÉS SOCIALES ET DÉBAT SUR LES NATIONALISATIONS

Les réformes en Afrique du Sud à l'aune du capitalisme

DÉFINIR les contours d'une Afrique du Sud débarrassée de l'apartheid, telle sera l'objet des négociations entre l'ANC et le gouvernement de Pretoria, dans les prochains mois. De durs affrontements sont à prévoir, car la réduction des énormes inégalités sociales dont les Noirs sont les principales victimes va se heurter à la volonté de la minorité blanche de sauvegarder ses privilèges et son emprise sur l'économie.

Par ANTOINE BOUILLON *

La légalisation du Congrès national africain (ANC), du Congrès panafricaniste (PAC) et du Parti communiste sud-africain comme la libération de M. Nelson Mandela ont fait basculer la situation politique.

Le président De Klerk *a pris un* sérieux virage le 2 février dans la conduite du Parti national au pouvoir. Ne citant pas une seule fois son fameux « plan de cinq ans », présenté en août dernier à la veille des élections et dans lequel il proposait un dispositif institutionnel destiné à *« sauver la nation afrikaner »*, il a ainsi résumé le nouvel objectif : *« Une Constitution nouvelle et démocratique, l'instauration du suffrage universel, l'absence de toute domination, l'égalité devant une justice indépendante, la protection des droits des minorités et des personnes, la liberté religieuse, une économie saine fondée sur la libre entreprise... »*

Le gouvernement a accepté que les Sud-Africains de toutes races forment une nation dans un pays indivis, et qu'ils jouissent d'une citoyenneté égale et entière, précisait peu après M. Guerrit Viljoen, ministre du développement constitutionnel. Le numéro deux du régime, celui qui fut président du Broederbond – la société secrète afrikaner, laboratoire de la politique du Parti national – affirma que, dans dix ans, aucun parti ne serait plus seul au pouvoir mais que l'Afrique du Sud serait gouvernée par une coalition où le Parti national jouerait un rôle, sans la contrôler.

Selon le plan de cinq ans déjà enterré, la protection des *« droits des groupes »* n'était pas négociable, car la communauté blanche devait être en mesure de conserver un veto dans les *« affaires générales »* et, pour cela, le système constitutionnel ne devait donner à aucun *« groupe »* plus de poids qu'à un autre. Le passage, le 2 février, au principe de la *« protection des droits des minorités »*, présenté, lui, comme négociable, marque un tournant capital favorisant le rapprochement des points de vue. Il est allé de pair avec la double affirmation que seule une charte des droits offrira les garanties voulues, et que la protection des minorités ne saurait contredire d'aucune manière celle des *« droits individuels »*. M. Viljoen précisera que le sort des lois de classification raciale et de ségrégation résidentielle est ainsi en question.

Les dirigeants de Pretoria semblent avoir tiré les leçons des événements de Rhodésie et de Namibie : mieux vaut se lancer dans la négociation en position de force que de s'y trouver acculé après des années de guerre ; mieux vaut reconnaître qu'au bout du compte des négociations sont inévitables, tout comme l'avènement du règne de la majorité, et choisir dès à présent une stratégie d'alliance multiraciale, du type de l'Alliance démocratique de la Turnhalle (DTA) en Namibie, pour se donner les chances de conserver le maximum de pouvoir. Ayant ainsi admis l'inévitable, les autorités blanches peuvent s'atteler à accumuler les garanties qui réduiront la marge de manœuvre de leurs héritiers à la tête du pays : *« Nous essayons maintenant d'assurer qu'aucun gouvernement futur n'ait le pouvoir que nous avons eu »*, avouait un responsable de la sécurité (1).

Cette « option DTA » (2) représente pour le Parti national le moyen de se doter d'une base qu'il n'a pas dans la communauté noire. Une fois que l'état d'urgence sera levé et la situation politique « normalisée », les négociations seront proches, et alors la voie sera ouverte au ralliement de secteurs qui jusque-là refusaient de s'aboucher avec le pouvoir blanc. M. De Klerk a d'ailleurs assuré M. Gatsha Buthelezi, chef du Kwazulu, tout comme les autres chefs de bantoustans, les conseillers municipaux et tous les partis représentés au Parlement tricaméral (où les députés métis et indiens siègent en deux chambres séparées), que tous auraient *« leur place dans le processus de négociation »*.

Le ciment de l'alliance avec la bourgeoisie noire sera le libéralisme économique et une stratégie de *« black empowerment »*, visant à renforcer le pouvoir économique des Noirs. Ce sera le maintien des intérêts déjà acquis au travers de toutes les structures d'apartheid, pour près de 500 000 fonctionnaires noirs et leurs clientèles, pour la chefferie en place dans les zones rurales. Et un programme de relance économique sur des bases assainies, se fondant sur l'initiative privée. Mais cette politique se heurte à bien des obstacles : M. Mandela n'a-t-il pas passé sa première nuit d'homme libre à Johannesburg chez le milliardaire noir Richard Maponya ? Le responsable de la division de l'or à l'Anglo American, M. Clem Sunter, a déclaré au terme de trois heures de conversation avec M. Mandela qu'il n'était pas du tout pessimiste quant à l'avenir d'une Afrique du Sud où ce dernier jouerait un rôle (3). La NAFCOC (chambre de commerce noire) entretient de bonnes relations avec l'ANC, et la privatisation n'a pas encore convaincu un grand nombre qu'elle serait la voie royale pour réduire les inégalités.

Face à ce tournant du Parti national, beaucoup s'inquiètent de savoir si *« M. De Klerk est capable d'entraîner le Parti national et les Afrikaners à ses côtés* (4) ». Comment va réagir le « ventre mou » du Parti national, soumis aux coups de boutoir de l'extrême droite, pour le coup réunifiée ? Nul ne sait encore. Ce que sait par contre l'ANC, c'est que, pris à contre-pied par les initiatives rapides de M. De Klerk, il doit revoir complètement sa stratégie pour affronter sans délai tous les problèmes à la fois : sa réorganisation, la construction d'une base solide, comme la définition du contenu qu'il convient de donner à la vision d'une nouvelle Afrique du Sud *« démocratique, unitaire et non raciale »*.

L'ANC est aidé dans sa tâche par les nombreux contacts qu'il a eus depuis des années avec tous les secteurs de la société sud-africaine. En outre, le Parti communiste sud-africain, connu pour son stalinisme, et qui a fourni à l'ANC son ossature organisationnelle et ses critères idéologiques, vient de se rallier spectaculairement à la perestroïka en se prononçant vigoureusement contre le parti unique, *« raccourci vers la tyrannie politique »*, pour *« une démocratie multipartite, une démocratie d'organisation, de parole, de pensée, de presse, de mouvement, de résidence, de conscience et de religion »*. Cela ne signifie pas qu'à l'intérieur de l'ANC l'ajustement idéologique ira sans problème, ni que, entre les bastions communistes du mouvement ouvrier, fortement attachés à une perspective socialiste, et un ANC soucieux de garantir à la fois les droits des travailleurs, la croissance et la productivité, l'entente sera aisée.

Au-delà de ses propres rangs et de ceux du Mouvement démocratique de masse (MDM), l'ANC doit en passer par l'établissement d'un *modus vivendi* avec M. Gatsha Buthelezi, allié des milieux d'affaires dans le combat contre les sanctions, farouche partisan du libéralisme économique et leader tribal... à la tête du mouvement zoulou Inkatha. La paix au Natal, où des affrontements meurtriers déchirent la communauté noire, est, en effet, une condition nécessaire à l'instauration d'un « climat » de négociation. Mais l'unité suppose aussi une entente avec la tradition « africaniste », qui se place sans nuances dans une optique essentiellement anticolonialiste, et donne toute priorité à la *« restitution de la terre »* (les Blancs, qui représentent 13,5 % de la population, possèdent 87 % des terres, y compris les bantoustans). Le pivot du front uni devrait être à cet égard l'abrogation complète du *Land Act*, qui régit le système des bantoustans, et du *Group Area Act*, qui interdit aux Noirs de résider dans les zones blanches. L'ANC, qui exige le démantèlement complet du système des bantoustans, a rallié à son point de vue une fraction importante des chefs noirs traditionnels – et même des chefs de bantoustans comme le général Holomisa au Transkei ou M. Enos Mabuza au KaNgwane. Mais il sera sans doute plus difficile de convaincre l'immense majorité des jeunes, largement déscolarisés, désocialisés, traumatisés par la violence inouïe du système, nourris de slogans radicaux et proclamant leur attachement au mouvement populaire pour qui la seule teneur des éventuelles négociations qui soit concevable porte sur le *« transfert »* pur et simple du pouvoir.

Gideon Mendel - Magnum

LA GRANDE MARCHE POUR LA PAIX, AU CAP, EN SEPTEMBRE 1989
L'irrésistible poussée du mouvement populaire.

Comment financer l'éducation et la santé ?

LE danger est bien réel, pour l'ANC, de mécontenter une partie de sa base, en particulier la jeunesse, ou tout au moins de la déconcerter par sa modération. D'autant que des groupes rivaux peuvent être tentés d'exploiter à leur profit la situation. L'attitude des jeunes, des sous-prolétaires, des millions de squatters qui forment le vivier des milices de *Vigilantes*, des bandes ennemies qui se massacrent et pillent au Natal, montre clairement que toute solution politique dépendra de la manière dont sera abordée la question des énormes inégalités de l'apartheid. L'éducation noire est en complet délabrement, les taux d'échec en fin d'études secondaires à Soweto ont atteint un niveau record, de 71 % à 86 %. La progression, pourtant rapide, du budget de l'éducation noire n'a eu qu'un impact limité. L'université du Witwatersrand évalue à 21 milliards de rands (51 milliards de francs) le coût de l'établissement d'une parité entre Noirs et Blancs dans le domaine de l'enseignement, soit un tiers du budget de l'Etat pour l'année 1989-1990. La Fondation urbaine, qui a élaboré récemment un plan pour inciter les sociétés de construction à investir dans le marché des plus démunis *(down-market)*, reconnaît elle-même que les besoins en matière de logement de près de 60 % de la population noire ne peuvent être satisfaits par le secteur privé dans des conditions rentables...

C'est sur la nécessité de s'attaquer en toute priorité à ces inégalités léguées par l'apartheid que M. Mandela a voulu recentrer le débat suscité par son intervention sur les nationalisations. Comme il l'a lui-même expliqué, il a tenu à réaffirmer la politique de l'ANC en la matière (nationalisation des mines, banques et autres secteurs industriels majeurs), après que M. Richard Maponya lui eut fait dire, à la suite d'un entretien quelque temps avant sa libération, qu'il *« ne croyait pas aux nationalisations »*. En fait, M. Mandela entendait ainsi lancer le débat sur les voies et moyens de *« financer la réforme dans la santé, l'éducation et le logement »*. *« L'ANC est aussi préoccupé de la croissance économique et de la productivité que les employeurs actuels prétendent l'être. Et nous sommes soucieux d'obtenir qu'un gouvernement démocratique ait des ressources suffisantes pour s'attaquer aux inégalités causées par l'apartheid. Notre peuple a besoin d'un habitat correct, pas de ghettos comme Soweto. Les travailleurs ont besoin d'un salaire vital (...). Seule une démocratie de participation impliquant notre peuple dans les structures de décision à tous les niveaux de la société peut assurer que cela soit corrigé. »* (Discours de Soweto, 13 février 1990.)

Le secrétaire général du Parti communiste, M. Joe Slovo, est lui-même intervenu pour préciser que la politique économique de l'ANC était en cours de révision, et que les nationalisations n'étaient par forcément la meilleure voie pour réduire les inégalités. *« Le problème de savoir comment trouver des ressources qui permettront de redresser les injustices du passé est à explorer. La manière de traiter cette question peut être discutée. »* D'autant que la nationalisation de secteurs-clefs de l'économie a été un instrument privilégié de la politique du Parti national. *« Maintenant les Blancs nous disent : « La nationalisation ce n'est pas bien. Vous devez privatiser*, déclare M. Mandela. *Parce qu'ils disposent des ressources économiques et financières, ils ont les moyens d'acheter les industries qu'on privatise. Ce que nous n'avons pas* (5). » Et M. Joe Slovo soupçonne quant à lui le principe des *« droits des minorités »* de n'être qu'un euphémisme dissimulant une volonté de maintenir toutes les richesses dans les mains des Blancs...

La violence structurelle et les énormes inégalités qui sont le legs de l'apartheid demeurent les principaux obstacles sur la voie de la négociation et du règlement politique qui s'ensuivra. Dès lors, serait-il opportun que la communauté internationale s'empresse de lever les sanctions économiques et financières qui ont déjà contribué à acculer le régime à négocier – là était leur objectif essentiel, selon le gouvernement sud-africain ? Il est certain que si un accord intervenait sur l'abolition de l'état d'urgence, l'amnistie, la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés et la normalisation de l'activité politique, et si l'ANC cessait en retour les hostilités, plus rien ne pourrait retenir les milieux d'affaires étrangers d'investir dans le pays, hormis la situation économique elle-même et les incertitudes de l'avenir. Les « sanctions » financières privées, ajoutées aux sanctions proprement dites des Etats, en particulier celles des Etats-Unis qui furent imposées par la volonté du Congrès, ont certes tari l'apport de capitaux étrangers. Mais, comme le souligne le directeur de la Banque centrale de réserve sud-africaine, leur levée ne sera pas une panacée : une « restructuration » de l'économie est indispensable pour faire face à l'immensité des tâches qui attendent les dirigeants de demain.

(1) *Southcan*, vol. 5, n° 5, 9 février 1990, Londres.

(2) *Cf. L'Afrique du Sud en direct*, vol. 4, n° 4, 21 février 1990, Paris.

(3) *South Africa Report*, vol. 8, n° 7, 16 février 1990, Johannesburg.

(4) Nelson Mandela, déclaration au *Weekly Mail*, vol. 6, n° 5, 16 février 1990, Johannesburg.

(5) *Id.*

* Directeur de publication de *l'Afrique du Sud en direct*, Paris.



Du danger des vacances en Espagne...

L'ÉTAT espagnol ne recule pas... même au prix d'une justice expéditive. M. Jean-Philippe Casabonne, étudiant en sociologie à Bordeaux, originaire de Pau, en fait l'amère expérience depuis le 6 juillet 1987. Ce jour-là, il est arrêté par la police alors qu'il passe ses vacances dans un appartement de Torremolinos, dans le sud de l'Espagne : pour *« collaboration à une bande armée »*, aux termes de la loi antiterroriste de 1984. Les charges qui pèsent contre lui ? Son nom a été retrouvé dans les carnets d'un couple de Basques appréhendés pour appartenance présumée à l'ETA militaire. Il donne aussitôt l'explication : il a rencontré ces personnes à Bordeaux, a sympathisé avec elles, les a informées de son projet de vacances et leur a laissé ses coordonnées pour qu'elles viennent le retrouver. Les Basques arrêtés confirment cette version. Jean-Philippe Casabonne ne parle d'ailleurs ni basque ni espagnol, handicap qu'on aurait pu croire rédhibitoire pour un complice de l'ETA. Selon son avocat, la seule pièce au dossier est la fameuse adresse dans le carnet.

M. Jean-Philippe Casabonne va connaître toutes les rigueurs d'une police et d'une justice qui ne semblent pas avoir assimilé le passage du franquisme à la démocratie : *interrogatoires musclés, menaces et vexations, privation de sommeil*, etc. Instruction au pas de charge, verdict prononcé le 21 décembre 1988 : six ans de prison ferme dans l'un des établissements pénitentiaires les plus « durs » de l'Espagne. Les ministres français des affaires étrangères, M. Raimond, puis M. Dumas, sont saisis. Le maire de Pau, des responsables politiques (notamment socialistes et communistes) et syndicaux, des parlementaires, des militants des droits de l'homme, des comités de soutien (1) ne cessent de protester et demandent la libération de l'étudiant. Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, n'aurait pas exclu, dit-on, une mesure de grâce... Combien de temps encore M. Jean-Philippe Casabonne devra-t-il, derrière ses barreaux, méditer sur les dangers des vacances en Espagne ?

B. C.

(1) Notamment le *Comité toulousain pour la libération de Jean-Philippe Casabonne*, 15, rue des Lois, 31000 Toulouse.

DIFFICILE APPRENTISSAGE DU PLURALISME

L'Algérie en état d'anomie politique

LES élections municipales en Algérie, prévues pour mars, ont été repoussées à juin prochain. Cela devrait permettre aux nombreux partis qui fleurissent depuis l'adoption de la nouvelle Constitution, de renforcer leurs structures démocratiques et d'affiner leurs programmes pour répondre à l'attente des citoyens. Ceux-ci, depuis la sanglante révolte d'octobre 1988 (1), n'ont cessé de se mobiliser au sein d'innombrables associations qui ont bouleversé la vie sociale, politique et culturelle du pays. Les militants islamistes sont les plus remuants et semblent le mieux profiter de l'actuel flottement du pouvoir.

Par ABDELKADER DJEGHLOUL *

A en juger par le seul nombre des partis politiques officiellement agréés, impressionnant serait le chemin parcouru par l'Algérie sur la voie du pluralisme depuis la promulgation de la Constitution du 23 février 1989 et de la loi sur les associations politiques du 5 juillet 1989. Pas moins de vingt formations ayant pignon sur rue existent à l'heure actuelle, tandis que deux autres attendent d'être reconnues (le Mouvement pour la démocratie en Algérie, *dirigé* par M. Ahmed *Ben* Bella et l'Organisation socialiste des travailleurs, d'obédience trotskiste). Il est vrai que *le ministère de l'intérieur a été* libéral, voire laxiste, dans l'application de la loi (2). Une seule s'est vu refuser l'agrément : le Parti du peuple algérien, héritier du Mouvement national algérien de Messali Hadj qui avait combattu le Front de libération nationale (FLN) pendant la guerre d'indépendance

L'inflation de sigles recouvre des réalités très diverses. Certains partis ne *sont pas nouveaux, mais sortent tout* simplement de la clandestinité à laquelle les contraignait le régime du parti unique : ainsi le Front des forces socialistes (FFS) dirigé par M. Hocine Aït Ahmed, le Mouvement démocratique pour le renouveau algérien, dirigé par M. Slimane Amirat, le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), dirigé par M. Sadek Hadjeres, le Parti socialiste des travailleurs (PST), dont M. *Salhi Chawki est le porte-parole.*

Parmi les partis créés depuis l'an dernier, le Front islamique de salut (FIS), dirigé par M. Abassi Madani, et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), avec pour chef le Dr Saïd Saadi, sont les héritiers d'un passé de lutte : de ce fait, ils disposent d'une certaine base populaire et ont pu se doter rapidement d'une organisation structurée à l'échelle nationale. Ce qui *n'est pas le cas pour la plupart des* autres, à l'exception toutefois du Parti social-démocrate (PSD). Dirigé par M. Abderrahmane Adjérid, composé principalement d'entrepreneurs, de membres des professions libérales et d'universitaires, celui-ci a été le premier à déposer sa demande d'agrément et à tenir son congrès constitutif, bientôt suivi par le RCD.

En fait, cinq formations politiques comptent *réellement : le FFS,* qui profite dans l'immédiat du retour d'exil de son leader, Aït Ahmed, ancien chef « historique » du FLN du temps de la guerre ; le PAGS, communiste, qui dispose de relais dans l'Union générale des travailleurs algériens et les organisations de masse du FLN à la lisière duquel il a longtemps agi sur la base d'un « soutien critique » ; le PSD, qui se veut le parti du « juste milieu » *(Ouassatia) ; le RCD qui, lui, entend* être la force centrale d'une social-démocratie résolument moderne et défend les principes de laïcité de l'Etat et d'égalité en droit des hommes et des femmes tout en revendiquant la libre expression de la langue et de la culture amazigh (berbère) ; enfin le FIS, dont le programme se réduit à l'affirmation d'un libéralisme économique radical couplé à la revendication d'une application tout aussi radicale de la *charia* (loi islamique).

Le *multipartisme* a, en *quelques* mois, desserré l'étau du parti unique et permis la création d'un espace *d'expression politique différenciée.* Mais il est loin de correspondre à l'heure actuelle à un véritable pluralisme démocratique. En réalité, il n'y a pas vingt partis politiques en Algérie, mais le parti du FLN et dix-neuf associations politiques. Car si le FLN n'est plus le parti unique, il demeure le parti-Etat et le parti au pouvoir. Le président de la République, M. Chadli Bendjedid, est en même temps le président du FLN et il a été réélu président de la République le 22 décembre 1988 en tant que candidat unique du FLN. L'*Assemblée populaire nationale* élue en 1987, composée uniquement de députés du FLN, n'a pas été dissoute, et le *gouvernement de M. Mouloud* Hamrouche est composé exclusivement de ministres du FLN. Le FLN est par ailleurs le seul parti à bénéficier des subventions de l'Etat. Dans ces conditions, c'est bien d'un multipartisme subordonné qu'il s'agit.

On ne peut même pas parler de dix-neuf associations politiques qui acceptent les règles du jeu de la Constitution et de la loi du 5 juillet 1989, mais de dix-huit. Le FIS, lui, les récuse aussi bien dans ses discours que dans ses actes. Pour M. Abbassi Madani, *« le Front islamique de salut n'est pas une association politique mais un cadre dans lequel le peuple algérien trouvera son expression en vue de concrétiser ses légitimes ambitions »*. Paradoxe de la situation actuelle, le FIS, qui a le plus profité de l'ouverture démocratique en jouant sur le recouvrement des champs politique et religieux, affiche clairement ses ambitions de devenir un nouveau parti unique. M. Abbassi Madani, pourtant considéré comme relativement modéré, affirme sans ambages : *« Nous n'accepterons pas que l'élu soit en contradiction avec l'islam, la charia, sa doctrine et ses valeurs. »* Depuis sa création, ses militants ont multiplié les actes d'intimidation et de violence contre les femmes vêtues à l'européenne, les bars servant de l'alcool, les salles de spectacle... Ils ont même défié directement l'Etat (arrestation d'un jeune escroc par les « gardiens de Dieu », attaque d'un commissariat...).

Mais le multipartisme n'est pas seulement pris en tenaille par le FLN qui dispose de la logistique de l'Etat et le FIS qui dispose de celle des mosquées qu'il contrôle. Dans leur ensemble, les partis qui se réclament de la démocratie ne pratiquent guère la démocratie en leur sein. Le « centralisme démocratique » est toujours en vigueur au PAGS. Les congrès du PSD et du RCD ont montré par ailleurs combien la « culture politique » du FLN restait prégnante : les règles du candidat unique à la présidence, du vote à main levée et de la désignation du bureau politique par le président y ont prévalu. Les démissions, exclusions, dissensions sont également chroniques. Elles ont touché le Parti social libéral, le Parti du *renouveau algérien, dirigé* par M. Nordine Boukrouh, le PSD. Le RCD, quant à lui, a terni son image de *marque en dénonçant une manifestation* organisée par le Mouvement culturel berbère dont il est pourtant issu, montrant ainsi que les tendances au monopole et à la mise en tutelle des organisations de masse ne sont pas l'exclusive du FLN, lui-même travaillé en profondeur par de nombreux conflits.

* Journaliste.

Effervescence culturelle et conflits sociaux

CETTE *situation* d'anomie politique, dangereuse à terme, a cependant un effet positif : la libération de l'expression médiatique, culturelle, associative et l'affirmation sur la place publique des revendications des différentes classes et couches sociales, d'une manière inédite depuis l'indépendance. Si les regards sont braqués sur les capacités de mobilisation du FIS, il ne faudrait pas pour autant sous-estimer la formation des premiers linéaments d'une société civile différenciée.

Dans le domaine de la presse, l'organe du FIS, *El Mounqid*, a certes le plus gros tirage ; mais, dans la mouvance islamique elle-même, d'autres journaux, bulletins et revues ont une certaine audience : *El Irchad*, d'obédience réformiste, et *El Minbar*, d'obédience islamo-nationaliste, organe du mouvement El Oumma dirigé par M. Youssef Benkhedda. La presse partisane connaît un essor remarquable : le PAGS dispose de *Saout Ech Chaab* ; le RCD, de *l'Avenir*, d'*Ettajemou* et d'*Asalu : le PSD, du Progrès, et le* Parti algérien du peuple vient de lancer un bimensuel, *Eçadaa. Alger Républicain*, qui se veut un grand journal progressiste, renaît de ses cendres. La presse d'Etat découvre, de manière inégale selon les titres, le goût du débat avec, surtout, les deux quotidiens du soir *Horizons* et *El Massa*. La Radio-télévision algérienne, connue pour son conformisme, a aussi pris le train en marche en créant une nouvelle émission : « Tribune de la démocratie ». L'édition connaît d'importantes transformations avec la publication d'ouvrages sur les événements d'octobre 1988 (3) et de livres-pamphlets écrits par d'anciens responsables politiques (4).

Sur un plan plus strictement culturel, deux revues indépendantes sont nées : *Errirvaya*, et *At-Tabyine de* l'Association culturelle. *Al Djahidia*, animée par le romancier Tahar Ouattar, fait preuve d'un dynamisme impressionnant. Le silence plus ou moins gêné qui régnait à propos de la langue et la culture amazigh a par ailleurs fait place à un débat largement médiatisé, et le ministre délégué aux universités a annoncé la création, à la rentrée prochaine, d'un département de langue et culture amazigh à Tizi-Ouzou. Il en va de même, dans une certaine mesure, pour le français qui a fait l'objet d'un long débat dans les colonnes d'*Algérie Actualité*.

L'effervescence touche tous les aspects de la vie sociale. La dynamique associative est particulièrement forte chez les femmes des couches moyennes. Quatorze associations et collectifs, réunis à Alger le 30 novembre et le 1er décembre 1989, ont adopté une plate-forme d'action minimum. Le mouvement a gagné le milieu estudiantin, les gestionnaires du secteur public, les professions libérales et les entrepreneurs privés. *Par pans entiers, la structuration* pyramidale de la société algérienne s'est très largement effritée – comme le montre la déliquescence de la plupart des « organisations de masse » du FLN – pour faire place à une autonomisation horizontale des différents secteurs de la société, à des échelles très diverses. Dans le monde du travail, la situation est plus complexe.

La contradiction entre la Constitution de 1989, qui instaure *la liberté syndicale*, et la loi de 1978, qui confère le monopole de l'activité syndicale à l'Union générale des travailleurs algériens, n'est toujours pas levée et envenime les conflits sociaux qui se sont multipliés depuis octobre 1988. L'Algérie vit à l'heure des grèves qui touchent *les entreprises industrielles* du secteur public mais aussi les administrations (PTT, enseignement, hôpitaux...). Depuis le début de l'année 1990, ce ne sont plus uniquement les travailleurs qui font grève mais aussi les patrons : les bijoutiers, pour protester contre les nouvelles *taxes auxquelles* les assujettit la loi de finances ; les industriels du textile d'Oran, pour protester contre les difficultés d'approvisionnement par les organismes publics en matières premières et produits semi-finis. Les boulangers et pâtissiers d'Alger ont décidé eux aussi d'abaisser leurs rideaux les 17 et 18 février. Il est vrai que l'exemple est venu du secteur public lui-même : l'entreprise Real-Sider est la première à avoir pratiqué le lock-out pour protester... contre la grève de ses travailleurs.



SCÈNE DE RUE DANS LA CAPITALE
La dynamique associative est particulièrement forte chez les femmes.

La grève n'est d'ailleurs pas la seule expression d'une contestation sociale qui trouve sa source dans l'inachèvement des réformes devant conduire à la « désétatisation » de l'économie et qui provoqueront la baisse drastique du pouvoir d'achat des salariés et l'augmentation du chômage. Déjà, celui-ci atteint 25 % de la population active et transforme une partie de plus en plus grande de la jeunesse en « hittistes » (ceux qui tiennent les murs). Un climat de violence plus ou moins larvée, parfois attisée par les islamistes radicaux, a tendance à s'installer. Des émeutes ont eu lieu à *Souk-Ahras en mai 1989*, à Aïn-Benian en août, à El Harrach en décembre. La violence sévit aussi sur les stades (Constantine, Sig), sur les marchés (Aflou), dans les entreprises (El Hadjar, Bel Abbes) et sur les campus universitaires (Oran). Les manifestations de masse sont aussi de retour, mais ce *n'est plus à l'initiative du pouvoir. Si* les islamistes ont les premiers occupé la rue à l'appel du cheikh Sahnoun, président de la Dawa islamiya, la grande manifestation silencieuse et pacifique organisée le 25 janvier dernier à Alger par le Mouvement culturel berbère et la marche de 40 000 travailleurs à Tizi-Ouzou ont montré que le mouvement culturel et social se développe en grande partie en dehors du cadre des formations politiques.

Dans ces conditions, la marge de manœuvre du pouvoir est très étroite. Face à une situation économique et sociale qui continue de se détériorer, malgré le redressement des prix du pétrole et le développement des ventes de gaz, son attitude est pour le moins hésitante alors que se rapproche l'échéance des élections pour le renouvellement des assemblées populaires communales : après avoir été différées de six mois, celles-ci doivent en principe avoir lieu fin mai-début juin. Le retour en Algérie de M. Ahmed Ben Bella *modifiera encore la* « donne » politique.

Sans *légitimité démocratique*, sans points d'appui importants dans la société civile, le régime est aussi miné par les luttes de tendances et de clans à l'intérieur du FLN. Le président Chadli et son équipe se sont comportés jusqu'à présent en virtuoses de l'équilibrisme politique. Ils sont maintenant prisonniers d'un code électoral sur mesure, que l'Assemblée populaire nationale avait élaboré pour assurer *une victoire facile aux candidats FLN*, ne permettant aux autres partis que d'obtenir quelques strapontins. Car l'audience acquise par le FIS rend aléatoire le fonctionnement d'un système *électoral fondé sur le scrutin de liste* avec prime à la majorité simple. Dans le cas où les listes FLN affronteraient celles du FIS, en tout état de cause, l'Algérie serait coupée en deux, avec tous les risques de conflits violents qui en découleraient.

Dans une telle perspective, le pouvoir peut être tenté de nouer une alliance de fait avec le FIS. L'« ouverture démocratique » serait alors remise en cause, la parenthèse pluraliste se refermerait sur une nouvelle version de *parti unique*. Parce qu'elle se heurterait à une fraction non négligeable d'Algériennes et d'Algériens, il n'est pas sûr qu'une telle option soit retenue. De surcroît, elle peut aussi être contrariée par une vague islamo-populiste dirigée par M. Ben Bella. Et, surtout, l'Armée nationale populaire, qui s'est *mise en réserve de la République* depuis l'adoption de la Constitution de 1989, est sortie de son mutisme. Le général Mustapha Chelloufi, secrétaire général du ministère de la défense, a récemment affirmé que *« l'armée ne permettra pas... que les hommes qui arrivent au pouvoir par la démocratie... nous mènent à la dictature »*.

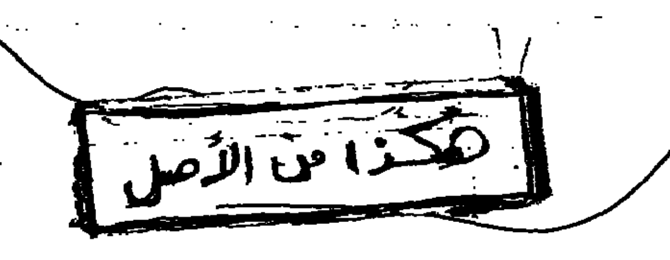
L'année 1989 n'a pas été *« l'année de toutes les réformes*, comme l'avait annoncé le président Chadli Bendjedid. L'année 1990, elle, est à coup sûr l'année de tous les périls pour un pouvoir qui ne s'est toujours pas montré capable de donner cohérence et efficacité à des réformes politiques et économiques dont on attend encore l'aboutissement.

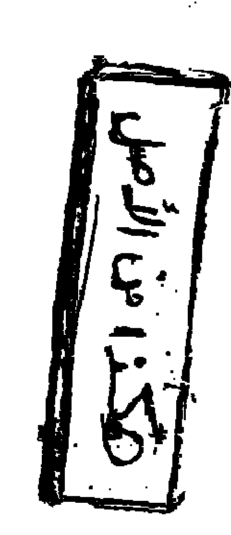
(1) *Cf.* Abdelkader Djeghloul, « Les risques de la société à deux vitesses, fin du populisme en Algérie », *le Monde diplomatique*, janvier 1989.

(2) *Dès sa demande d'agrément*, le Front islmamique de salut (FIS) aurait pu tomber sous le coup de l'article 5 de la loi sur les associations politiques qui stipule que *« l'association politique ne peut fonder sa création et son action sur une base exclusivement confessionnelle »*. A plusieurs reprises, il aurait dû tomber sous le coup de l'article 6 qui établit que *« l'association à caractère politique s'interdit toute atteinte à la sécurité et à l'ordre public ainsi que celle aux droits et libertés publics »*.

(3) Voir Abed Charef, *Octobre*, Laphomic, Alger, 1989, dossier de 270 pages ; *Cahier noir d'octobre*, Comité national contre la torture, Alger, 1989, 115 pages, et *Octobre, un an après*, Comité de coordination interuniversitaire de la région Centre, Alger, 1989, 64 pages.

(4) *Cf.* Belaid Abdesselam, *le Gaz algérien, stratégies et enjeux*, Bouchene, Alger, 1989, 345 pages, et Ahmed Bencherif, *Espoir de renouveau*, éditions Dahlab, Alger, 1989, 111 pages.





ÉCONOMIE TRIOMPHANTE, ÉCONOMIE A GENOUX

L'unité allemande par le mark

DANGEREUSEMENT, l'unité allemande est devenue un cheval de bataille électoral de part et d'autre de la frontière entre les deux Etats. Après le scrutin du 18 mars en RDA, l'on peut s'attendre à un regain de surenchères dans la République fédérale, qui, à son tour, votera à la fin de l'année. Lorsqu'il décide de faire du mark ouest-allemand l'instrument privilégié de la réunification, arguant de la précarité d'une économie est-allemande à genoux, le chancelier Kohl prend le risque de dérouter la construction de l'Europe des Douze. Celle-ci demeure pourtant l'unique socle sur lequel puissent se bâtir, avec tous les voisins de l'Est, des liens harmonieux et qui ne sauraient s'organiser en fonction des seuls impératifs économiques.

Par RENÉ LASSERRE *

Les peuples de l'Est ne dictent plus uniquement le *rythme* des changements dans le domaine politique, mais également dans le domaine économique. C'est *ainsi* qu'après avoir conquis la liberté, les Allemands de RDA aspirent légitimement au bien-être et à la prospérité. Au contact immédiat de leurs compatriotes de l'Ouest, ils mesurent la faillite de l'économie planifiée et doutent chaque jour davantage de la capacité du système à se réformer. Faute de réelle perspective de changement et désespérant de voir rapidement leur situation s'améliorer, les plus impatients et les plus dynamiques d'entre eux quittent le navire, au risque d'en précipiter le naufrage.

Depuis le début de l'année, près de 90 000 Allemands de RDA, généralement jeunes et qualifiés, sont venus s'installer en République fédérale. A ce rythme, la situation risque de devenir vite incontrôlable. L'économie de la RDA est au bord de l'effondrement : la production recule, les importations augmentent, *l'insolvabilité guette*. En RFA, l'afflux des nouveaux migrants – que l'on ne peut plus qualifier de réfugiés – est de plus en plus mal *toléré. Les promesses de réforme* et *les discours politiques sur l'unité* allemande ne suffisent plus à stabiliser la situation : des mesures économiques radicales s'imposent pour endiguer le flot.

En décidant d'engager les négociations interallemandes sur l'union monétaire, le chancelier Kohl suit davantage le mouvement qu'il ne le précède. Il doit en effet à tout prix empêcher que la RDA ne s'écroule et que l'exode ne s'amplifie s'il veut éviter que le mécontentement des Allemands de l'Ouest n'explose dans les urnes à la fin de l'année. En outre, pour onéreuse qu'elle apparaisse, l'unification monétaire est sans doute *la plus efficace des solutions*, même si elle n'est pas sans inconvénients pour l'Europe.

A bien des égards, l'unification monétaire *telle que l'envisage le gouvernement* fédéral tient de l'opération chirurgicale. Il s'agit de substituer purement et simplement le deutsche*mark (DM) au mark* Est *sur le territoire* de la RDA. Au jour J, les marks Est *en circulation pourraient* être convertis en DM à un contre un. Cela reviendrait à une réévaluation importante de la monnaie est-allemande, qui se verrait, du jour au lendemain, reconnaître le même pouvoir d'achat que le DM. Les Allemands de l'Est non seulement s'affranchiraient définitivement du problème de la convertibilité, mais ils seraient, en plus, dotés d'une monnaie forte, gage d'une élévation future de leur niveau de vie. Chaque mark gagné à l'Est aurait la même valeur qu'à l'Ouest et permettrait enfin d'accéder aux mêmes biens. Cela reviendrait presque à multiplier d'un coup le pouvoir d'achat par 10, puisque, au « marché noir », le cours mark/DM est de 1 à 9.

La mesure aura un effet inflationniste, mais d'ampleur limitée. La *masse monétaire* se *gonflera d'un* volume à peu près équivalent aux neuf dixièmes des liquidités en circulation à l'Est, soit d'environ 14 milliards de DM. Cela représente certes 10 % du volume des liquidités ouest-allemandes, mais guère plus de 1,2 % de la masse monétaire totale. De plus, la conversion monétaire ne s'appliquera pas immédiatement à l'ensemble des avoirs en marks Est, et notamment aux 177 milliards de marks dont disposent les Allemands de l'Est sous forme de dépôts d'épargne. Ces avoirs ne seraient convertis à parité que pour un montant forfaitaire limité, le reste demeurant bloqué, avec un rendement garanti *pour dix ans, ou admis* à la convertibilité par étapes successives et à moindre taux. Au-delà de cette promesse de mise à niveau, la conversion monétaire aurait en outre pour effet de placer d'emblée la RDA sur les rails de l'économie de marché et de jeter les bases d'un espace allemand unifié. Avec tout ce que cela implique de conséquences douloureuses, mais aussi d'avantages.

Dans un premier temps, l'économie est-allemande sera inévitablement soumise à un traitement de choc et devra être maintenue sous perfusion. En effet, la réévaluation des revenus par alignement sur le DM imposera nécessairement la libéralisation et la revalo*risation des prix. Le système de prix* subventionnés devra être abandonné et les entreprises est-allemandes devront fixer leurs tarifs en fonction de leurs coûts réels. Mais elles seront en même temps directement confrontées à la concurrence de leurs voisines de *l'Ouest, nettement plus compétitives*. Il est certain que nombre d'entre elles, non rentables, seront condamnées à disparaître, tandis que les autres devront accroître leur productivité en commençant par « dégraisser » leurs effectifs. Le chômage, jusque-là déguisé, montera en flèche pour atteindre les deux millions de chômeurs sur quelque neuf millions d'actifs. Le coût humain de l'union monétaire sera donc, dans un premier temps, très élevé, et les risques de dérapage politique ne sont pas exclus.

Le prix à payer au plan financier n'est pas moindre. Il faudra créer et financer de toutes pièces un système d'assurance chômage qui, à lui seul, devrait coûter environ 15 milliards de marks par an. De même faudra-t-il revaloriser les pensions des retraités de RDA, dont les 400 marks mensuels ne pèseront plus très lourd avec la hausse des prix. Rien que pour élever les retraites à un niveau équivalent à la moitié de ce qu'il est en RFA, on estime qu'il faudrait, au bas mot, une douzaine de milliards de DM.

A ces transferts viendront s'ajouter les subventions publiques nécessaires pour moderniser et développer rapidement les infrastructures, de façon à ce que l'économie est-allemande puisse tourner correctement et attirer les investisseurs de l'Ouest. Les besoins d'équipement sont estimés à quelque 350 milliards de DM, soit 35 milliards sur dix ans. Ces dépenses aggraveront à nouveau les déficits publics, car elles devront être financées par l'emprunt à défaut de pouvoir l'être par l'impôt. Elles feront grimper les taux d'intérêt *et seront, au moins dans l'immédiat*, génératrices d'inflation. Les experts estiment que l'unification monétaire pourrait finalement entraîner un surcroît d'inflation de 1 % à 2 % au cours des deux premières années.

Le coût de l'opération est donc loin d'être négligeable, mais il est relativement *raisonnable en regard des* dépenses improductives et des déséquilibres que pourrait engendrer la déconfiture de l'économie est-allemande.

Mais, surtout, l'union monétaire présente, pour l'Allemagne, de nombreux avantages et ouvre de nouvelles perspectives *de croissance. Elle sera tout* d'abord un premier pas décisif qui enclenchera immédiatement les réformes de structure et la transition *irréversible de l'économie est*-allemande vers l'économie de marché. Alors que le processus sera sans doute long et laborieux dans les autres pays de l'Est, la libéralisation de l'économie est-allemande interviendra dans la foulée et bénéficiera d'un encadrement financier extrêmement favorable.

Des tensions inflationnistes certaines

EN outre, *l'unité monétaire aura* pour effet de créer un espace unifié, dans lequel la modernisation de l'économie est-allemande pourra s'effectuer dans des conditions optimales et entraîner une forte dynamique de croissance. Dans ce marché élargi, l'effet de demande pourra jouer à plein selon le principe des vases communicants : le surcroît de pouvoir d'achat et les dépenses d'infrastructure consentis à l'Est ouvriront aux entreprises ouest-allemandes de nouveaux débouchés *mais aussi de nouvelles perspectives* d'investissement dans la partie orientale, elles-mêmes créatrices d'emplois et de revenus. Après une ou deux années difficiles, on pourrait alors assister à un véritable miracle économique interallemand, qui pourrait gratifier l'Allemagne d'un point supplémentaire de croissance pour le reste de la décennie.

A court terme, l'unification moné*taire allemande n'est pas sans risques* pour l'Europe. Même si elles restent modérées, les tensions inflationnistes qu'elle induira mécaniquement inciteront les responsables de la Bundesbank à la plus grande rigueur. Ils n'hésiteront pas à relever les taux d'intérêt pour sauvegarder la stabilité monétaire interne et défendre le cours du DM. Cela aura sans doute un effet de contagion pour les autres partenaires du système monétaire européen (SME), et en premier lieu pour la France, qui devront ainsi payer à l'unité monétaire allemande le tribut d'un tour de vis supplémentaire (1). A moins que les tensions ne deviennent si fortes qu'elles n'imposent un réalignement des parités au sein du SME.

Enfin, les contraintes de l'union *monétaire allemande risquent* de retarder le cours de l'union européenne. La Bundesbank ne disposera plus que de marges de manœuvre très réduites pour absorber le surcroît d'inflation importée inhérent à une solidarité monétaire européenne plus poussée. En outre, dans le même souci de stabilité, elle n'acceptera de franchir les étapes qu'avec un maximum de garanties.

Inversement, si l'union monétaire réussit et agit, selon toute vraisemblance, comme le *véritable levier* de l'unité de l'Allemagne, ses dirigeants auront quelque mauvaise grâce à ne pas reconnaître le rôle moteur que peut *jouer la monnaie dans l'intégration* économique et politique de l'Europe. De plus, l'unité monétaire allemande et celle de l'Europe ne sont pas antinomiques. En assurant l'intégration de fait de l'Allemagne de l'Est dans la Communauté, la première rend plus crédible la seconde : l'unité allemande et l'intégration européenne pourront alors effectivement aller de pair. Depuis l'ouverture du mur, il est en effet illusoire d'imaginer que les Allemands de l'Ouest accepteront de faire avancer le convoi de l'Europe en abandonnant leurs compatriotes au bord du chemin...



(*Newsweek*, 26 février 1990.)

(1) Dans une étude récente, la Caisse des dépôts et consignations estime qu'une hausse d'un point des taux d'intérêt en France coûterait 4,3 milliards de francs aux ménages, 13,2 milliards aux entreprises et 6,9 milliards aux administrations. Les banques, elles, y gagneraient 11,6 milliards de francs et les assurances 1,6 milliard.

* Secrétaire général du Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC).

POINT DE VUE

Comment assurer la stabilité des frontières en Europe

Par **BORIS KOROLEV** et **VLADIMIR MARKOV** *

LES ministres des vingt-trois pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et du traité de Varsovie (OTV) étaient *réunis à* Ottawa les 12 et 13 février dernier pour discuter, à huis clos, des problèmes du « ciel ouvert », mais leur attention a vite été accaparée par la question alle*mande. En effet*, quels que soient les problèmes abordés, les participants butaient chaque fois sur l'aspiration des deux Allemagnes à l'unité. Les développements actuels sont si vertigineux qu'ils plongent pratiquement tout le monde dans la perplexité.

Bonn a inventé la formule « 2 + 4 » et *Moscou l'a* bénie. Cela veut dire que les quatre puissances garantes du *statu quo* d'après guerre (États-Unis, URSS, Royaume-Uni, France) sont parties prenantes *au dialogue des deux Allemagnes*, et *c'est ainsi*, de manière inattendue, que la première rencontre des « six » a eu lieu à Ottawa. Cette fois, les ministres des affaires étrangères de la RDA, de la RFA, de l'URSS, des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni ont donné le coup *d'envoi au mécanisme* « 2 + 4 ».

Ces six États sont unanimes pour reconnaître aux Allemands le droit à l'autodétermination, celui de *décider de leur propre* sort en toute indépendance. Et la *mise sur pied* d'un nouveau mécanisme n'y change rien. Voilà qui est bien.

Néanmoins, l'édification de l'unité allemande (selon *l'expression* de M. Mikhaïl Gorbatchev) *n'implique pas seulement, loin de là, la solution de* ces problèmes complexes auxquels les Allemands se trouvent confrontés à l'intérieur même des deux Allemagnes. Leurs problèmes intérieurs sont très étroitement liés à des problèmes extérieurs : appartenance des deux Allemagnes à des blocs militaro-politiques et à des communautés économiques, engagements pris par les Allemands eux-mêmes, à titre multilatéral ou bilatéral, et avant tout à l'égard *des pays voisins*.

Il est dans l'intérêt de tous les Allemands et de leurs voisins que les deux Etats participent sur un pied d'égalité à l'édification d'une telle unité. Au départ, c'est-à-dire à la mise en marche du mécanisme « 2 + 4 », cette parité a été garantie. Les deux ministres des affaires étrangères, MM. Oscar Fischer et Hans-Dietrich Genscher ont participé, sur un pied d'égalité, à la rencontre des « six » à *Ottawa. Voilà qui est bien.*

Ne pas céder à la tentation d'imposer ses conditions au gouvernement de la RDA, qu'il s'agisse du gouvernement actuel ou de celui qui sera formé après les élections du 18 mars, c'est désormais la tâche qui s'impose en priorité au cabinet ouest-allemand et aux directions des partis chrétien-démocrate (CDU/CSU), libéral (FDP) et social-démocrate (SPD).

La solution du problème allemand, qu'il s'agisse de ses aspects intérieurs ou extérieurs, consiste à faire en sorte que jamais plus la guerre ne parte du sol allemand. Cette thèse a trouvé son expression dans le communiqué adopté par les « six » à Ottawa. *On* y lit notamment que les *rencontres* des « six » porteront sur les aspects extérieurs de l'édifi*cation de l'unité allemande*, y *compris* sur les problèmes de la sécurité des États voisins. Cela aussi est une bonne chose.

De toute évidence, il s'agit en premier lieu de garantir les frontières d'après guerre en Europe, en particulier la frontière Oder-Neisse avec la Pologne.

Bien que les responsables politiques de Bonn cherchent à rassurer leurs voisins sur ce point, il est incontestable que des contradictions demeurent, y *compris dans l'attitude du tribunal constitutionnel* fédéral, qui se réfère à l'existence de l'Allemagne *« dans les frontières de 1937 »*... Et le statut militaire de la future Allemagne unie est sans doute le problème numéro un. Moscou et Berlin sont manifestement favorables à la *neutralité*, alors que Bonn et les dirigeants de l'OTAN sont manifestement allergiques à cette idée.

Or, c'est moins la terminologie qui compte que la teneur *des changements envisagés. Car l'unité de* l'Allemagne ne doit en aucun cas mettre en cause la stabilité en Europe. Les nouvelles structures de *sécurité* européenne, dont la mise au point s'est amorcée à Vienne et peut être désormais confortée par les efforts des « six », doivent assurer une sécurité égale pour tous les Européens, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest. Et quand les responsables de l'Organisation atlantique déclarent ouvertement que la *future Allemagne doit être admise au sein de* l'OTAN, Moscou n'a qu'une seule réponse : *« Ce n'est pas sérieux. »*

Pour Moscou, en effet, une telle attitude de la part de l'alliance atlantique va manifestement à l'encontre des déclarations de l'Occident sur son aspiration à sauvegarder et à renforcer la stabilité en Europe, alors *même qu'il* s'agit de mettre au point un statut militaire raisonnable, et mutuellement acceptable, pour la future unité allemande.

L'Union soviétique ne craint pas une Allemagne en uniforme, à condition, évidemment, que ce ne *soit pas une capote kaki. Là encore*, les Soviétiques sont prêts à adopter une approche non dogmatique.

La solution du problème peut être facilitée par deux mesures : l'Allemagne future doit renoncer à l'arme d'extermination massive, et les forces de la *Bundeswehr doivent être réduites. Bien que le gou*vernement ouest-allemand assure que la future Allemagne ne prétendra pas à l'arme nucléaire, ni à aucune autre arme d'extermination massive, il faudrait, de toute évidence, des garanties contractuelles à ce sujet. Et il faut déplorer que la Bundeswehr reste à l'écart des efforts de désarmement. En fait, elle ne doit pas avoir des dimensions qui puissent être interprétées comme une menace par qui que ce soit (1).

En somme, le mécanisme « 2 + 4 » mis en place à Ottawa offre l'occasion de façonner une unité allemande qui profite réellement à l'ensemble de l'Europe.

(1) Selon l'Institut international d'études statistiques de Londres, les forces armées de la RFA comptent 1 346 300 hommes, dont 852 000 réservistes ; celle de la RDA 496 600 hommes, dont 323 500 réservistes (Cf. *The Military Balance 1989-1990*, Brassey's, Londres, 1989). Ce qui représente *« la plus formidable force militaire en Europe »*, selon l'hebdomadaire américain *Newsweek* du 26 février 1990 (NDLR).

* Envoyés spéciaux de l'agence de presse soviétique Novosti à la conférence d'Ottawa.

NUAGES ALLEMANDS SUR

L'Union soviétique à l'épreuve de toutes les surenchères



(Suite de la première page.)

Personne n'attacha une grande importance aux propos de Gustav Stresemann, ministre des affaires étrangères allemand, soulignant que son pays avait sauvegardé à Locarno *« la possibilité de récupérer les territoires allemands à l'est* (2) ». Et puis vint Hitler et sa revendication d'« espace vital »...

En Union soviétique, aujourd'hui, les appréhensions face au nationalisme allemand sont attisées par tous ceux qui s'opposent aux réformes de M. Gorbatchev. Lors de la réunion du comité central de février dernier, M. Egor Ligatchev a repris ce leimotiv et le chef d'état-major de l'armée, le général Moïsseiev, déplorait que la plate-forme adoptée ne comporte pas d'*« approche politique de tout ce qui se passe actuellement en Europe de l'Est (...) ainsi que des changements intervenus au sein du pacte de Varsovie* (3) ». Dans un entretien pubié par *les Nouvelles de Moscou*, un officier supérieur soviétique assurait qu'un retrait rapide de Tchécoslovaquie, Hongrie et Pologne *« menaçait l'équilibre »* en Europe (4).

De telles accusations sont graves, car elles mettent pour la première fois en cause, de manière indirecte, la capacité de M. Gorbatchev à garantir la sécurité de l'Union soviétique. Répondant par avance à ses détracteurs, celui-ci préconisait, dès décembre 1984, avant même son accession au pouvoir (avril 1985), une autre conception de la sécurité fondée sur une révolution économique : *« Seule une économie intensive se développant sur les bases scientifiques les plus modernes peut (...) sauvegarder la position du pays dans l'arène internationale, et lui permettre d'entrer dans le vingt et unième siècle comme un pays grand et prospère* (5). » A quoi servent les dizaines de milliers de blindés, disait-il en quelque sorte, alors que l'URSS ne pèse que 8 % dans l'économie mondiale contre 30 % pour les Etats-Unis, 25 % pour la CEE et 15 % pour le Japon ?

Le rêve gorbatchévien d'une modernisation accélérée – y compris des forces armées – n'est pas nouveau en Russie ; il fut, sous d'autres formes, *celui des grands tsars réformateurs*, Pierre le Grand (1694-1725) et Alexandre II (1855-1881) ; et il suppose, une fois de plus, un bouleversement de la société. Depuis la fin des *années 20 et la collectivisation* des terres, l'économie soviétique s'est édifiée sur une base autarcique puisant dans les immenses réserves d'un territoire gigantesque, en rupture avec le marché mondial. C'est seulement *ainsi* que l'URSS, on l'oublie parfois, a pu devenir une grande puissance, mais son isolement a réduit peu à peu la compétitivité de ses industries, sapé les bases de son développement et de sa sécurité. Dans un tel cadre, les tentatives de réformes – comme celles initiées par l'ancien premier ministre Kossyguine en 1965 – se sont révélées inefficaces.

Pour trouver un second souffle, l'Union soviétique souhaite désormais s'associer au marché mondial, bénéficier d'un transfert massif de technologie occidentale (en particulier dans le domaine de l'informatique et des télécommunications) et atténuer la division entre les deux blocs. *« Les différences entre économies socialiste et capitaliste existent effectivement* [mais] *il serait erroné d'affirmer qu'en principe ces systèmes sont incompatibles au sein d'un mécanisme cohérent d'économie mondiale »*, lançait M. Gorbatchev à un groupe d'hommes d'affaires italiens le 1er décembre 1989.

Mais une telle intégration est illusoire sans une prise en considération du facteur humain. *« Nous avons été les derniers*, reconnaît le secrétaire général du PC, *à comprendre qu'au siècle de l'information le capital le plus précieux ce sont les connaissances, l'étendue de l'horizon intellectuel et de l'imagination créative. »* Si Pierre le Grand pouvait se contenter de quelques milliers de techniciens et de savants étrangers pour déclencher une formidable mutation de la Russie, ce sont des dizaines de millions de Soviétiques, ingénieurs, cadres, ouvriers qualifiés qui sont aujourd'hui indispensables au succès de la perestroïka. M. Gorbatchev estime qu'il est impératif de les associer au mouvement universel de la pensée en leur accordant le droit de voyager, le droit de savoir, de communiquer avec l'étranger, de débattre librement ; qu'il faut détruire les barrières élevées dès les années 20 contre les *« idées étrangères »* et le *« cosmopolitisme »*. La glasnost n'est pas un quelconque supplément d'âme mais la condition même de la révolution économique et de la modernisation technologique.

A cette stratégie correspond *« une politique internationale qui répond à nos besoins intérieurs »*, soulignait M. Gorbatchev, lors du dernier plénum. La simple détente des années 70 est insuffisante pour atteindre des *objectifs* très ambitieux *qui supposent* une véritable entente avec l'Occident (6).

A l'heure du nucléaire, le glacis est-européen avait déjà perdu une grande partie de sa signification *stratégique*, avec un coût économique élevé et une gestion politique compliquée. En n'opposant plus leur veto aux transformations radicales voulues par les peuples de l'Europe orientale, les Soviétiques ont levé un obstacle majeur sur la *voie de l'entente avec l'Occident :* l'URSS et la CEE ont signé un accord de coopération en décembre 1989. Le même mois au sommet de Malte, les présidents américain et soviétique ont, pour la première fois, abordé les relations économiques entre les deux pays, et l'Export Import Bank des Etats-Unis devrait garantir, dès le printemps prochain, le commerce avec Moscou. Sans parler des accords bilatéraux qui se sont multipliés avec l'ensemble des pays de l'OCDE. Des traités majeurs de désarmement seront signés cette année et ils faciliteront la réduction des dépenses militaires, surtout *dans le* domaine conventionnel.

Malgré ces avancées, l'avenir de l'Allemagne suscite *« des préoccupations aussi bien sur le plan historique que psychologique »*, admet M. Gorbatchev dans la *Pravda* (7). Comment traiter une Allemagne dont l'armée unifiée sera la plus puissante du continent après l'armée soviétique ? Faut-il la « neutraliser » – ce que demande le Parti républicain d'extrême droite en RFA, – au risque de la voir mener une politique indépendante ? Faut-il au contraire l'enserrer dans un réseau d'*alliances* contraignant ?

Quoi qu'il en soit, les choses n'iront pas *« aussi vite qu'on se l'imagine à Bonn »*, a insisté le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Chevardnadze, tacitement approuvé par certains responsables occidentaux. La négociation doit, selon Moscou, donner toutes les garanties aux divers pays européens – en particulier à la Pologne – *(lire page 9)* et trouver son aboutissement dans le cadre de la conférence sur la sécurité et la coopération (CSCE), dont la réunion est prévue pour l'automne et qui devrait marquer *le début de la construction* d'une « maison commune » s'étendant de Vladivostok à San-Francisco en passant par l'Europe.

« La propagande contre l'armée est inacceptable »

L'ÉMERGENCE d'un géant économique allemand, combien déstabitrice pour la CEE, pourrait être profitable à la perestroïka – M. Chevardnadze certifiait récemment qu'une monnaie unique allemande serait une bonne chose pour l'URSS, dont les exportations vers la RDA seraient *désormais réglées* en deutschemarks (8). Mais cela suffira-t-il à convaincre les militaires soviétiques ? M. Gorbatchev a tenté de les rassurer dans son discours introductif à la réunion du comité central de février : *« Le danger de guerre persiste. les concepts et les doctrines des Etats-Unis et de l'OTAN – qui n'ont rien de défensifs – restent en vigueur. Leurs armées et leurs budgets militaires existent bien. C'est pourquoi nous avons besoin de forces bien formées et bien équipées. »* Pour apaiser les craintes des militaires face à la réduction des effectifs, il a promis un effort en faveur des soldats et officiers mis à la retraite. Enfin, il a dénoncé les campagnes de dénigrement : *« Un autre problème sérieux se pose. Il concerne la couverture par les médias de la vie de l'armée et de la flotte. Elle doit apporter un éclairage véridique, respectueux, sur l'armée, sur le devoir des soldats et des officiers. La propagande contre l'armée est inacceptable. »*

Cette défense prend toute sa signification à l'heure où l'armée se trouve engagée en première ligne, aux côtés des forces du ministère de l'intérieur, dans le maintien de l'ordre en Arménie, en Azerbaïdjan, au Tadjikistan, en Ouzbékistan... Elle voit ainsi son rôle politique se renforcer dans l'apaisement des tensions nationalistes qui ont manifestement pris au dépourvu le gouvernement soviétique, convaincu par ses propres discours lénifiants de l'*« amitié indéfectible »* entre les peuples de l'URSS.

La survie de l'empire est actuellement en jeu, et nul ne peut prédire l'avenir, même si les dirigeants de Moscou disposent de certains atouts : en premier lieu, la force, qu'ils n'ont pas hésité à utiliser à Bakou ; mais aussi les « diasporas russes » souvent compactes – appuyées par d'autres « minoritaires » (Ukrainiens, Biélorusses...) – et qui parfois n'hésitent pas, comme en Moldavie, à proclamer l'« autonomie » du territoire où elles sont majoritaires ; enfin l'arme économique, tant est grande l'interdépendance entre les régions. Il y a, en outre, la neutralité de la communauté internationale qui ne souhaite pas accélérer la déstabilisation de l'URSS et semble craindre plus que tout le chaos – on a pu constater, par exemple, la modération des réactions iraniennes et turques lors des événements sanglants de Bakou en janvier 1990.

Un dernier argument a été fourni par la plate-forme électorale de certains mouvements conservateurs russes : *« Les frontières de la Russie soviétique ont été définies arbitrairement dans les années 20 et arbitrairement changées. Dans le cas où une des républiques ferait sécession de l'URSS, la Russie chercherait à assurer sa souveraineté sur toute la terre qui a appartenu à ses nombreux peuples depuis des temps immémoriaux.* (9) » Une épée de Damoclès dont personne n'est à l'abri : ainsi, par exemple, la Lituanie dispose aujourd'hui d'un territoire de 20 % plus étendu que celui de l'Etat indépendant entre 1918 et 1940...

M. Gorbatchev défend une autre option que celle de l'indépendance totale : celle de la reconstruction de la fédération soviétique sur des bases *radicalement nouvelles*. Après *tout*, une certaine limitation de la souveraineté est aujourd'hui admise par d'autres Etats d'Europe pour favoriser la construction de la Communauté économique.

La Géorgie sera, le 25 mars, la dernière république à élire ses représentants aux soviets locaux et nationaux (10). Des gouvernements souvent proches des fronts populaires *(lire page 11, « La fin du centralisme démocratique »)* vont se trouver à la tête de nombreuses républiques de l'URSS. Moscou souhaite conclure avec eux des accords qui leur octroieraient de larges pouvoirs, en particulier économiques : aujourd'hui, n'importe quelle usine des confins de l'URSS dépend des superministères de branche, ces mêmes ministères qui sont, comme le dit un conseiller économique de M. Gorbatchev, *« génétiquement opposés à toute forme de marché* (11) ». En les plaçant sous une autorité locale, Moscou satisfait à la fois les aspirations à l'autonomie et sa volonté d'accélérer la réforme économique.

Mais, face à la montée de toutes les impatiences, rien ne dit qu'un tel compromis puisse être négocié. M. Gorbatchev a demandé – et obtiendra sans *doute – des pouvoirs élargis pour accélérer* la mise en place d'une économie de marché et pour négocier avec les républiques, plus déterminé que jamais à poursuivre sur la voie étroite qu'il a *choisie entre le projet conservateur* en perte de vitesse et celui d'une gauche radicale qui revendique l'instauration immédiate d'une démocratie à l'occidentale.

« Devons-vous paniquer quand des processus révolutionnaires deviennent réalité ?, s'interrogeait-il en juillet dernier, avec un stupéfiant sang-froid, devant une conférence de cadres du parti. *C'est nous qui les avons provoqués par notre politique. Est-ce que nous ne l'avions pas compris quand nous en avons discuté ? (...) Oui, ceci est conforme aux enseignements de Lénine, le socialisme s'affirme à travers la démocratie* (12). »

ALAIN GRESH.

(2) Lire Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, tome 1, Messidor, Paris, 1987, pp. 174-176.

(3) *Krasnaïa Zvezda* (quotidien de l'armée rouge) cité par *le Monde*, 13 février 1990.

(4) Cité par l'*International Herald Tribune*, 22 février 1990.

(5) Cité par Jerry Hough, *Russia and the West*, Simon and Schuster, New-York, 1988, p. 11.

(6) Sur cette distinction entre détente et entente, lire Jerry Hough, *op. cit.*

(7) Cité par l'*International Herald Tribune*, 21 février 1990.

(8) *Financial Times*, Londres, 17 février 1990.

(9) Plate-forme publiée dans *Literatournaïa Rossia*, 29 décembre 1989, et reproduite par *The Current Digest of the Soviet Press*, Columbus, Ohio, 7 février 1990. Le tracé arbitraire des frontières a été voulu par Staline pour accentuer les divisions entre les républiques.

(10) A l'exception des scrutins en Azerbaïdjan et en Arménie, qui ont été reportés en raison de la situation dans le Caucase.

(11) Nikolaï Petrakov, *Financial Times*, Londres, 19 février 1990.

(12) *Pravda*, 21 juillet 1989, cité par *The Current Digest of the Soviet Press*, Columbus, Ohio, 23 août 1989.

Dans la presse étrangère

Le drame azéri divise la Turquie

D'UNE manière générale, la prudence du gouvernement turc face aux événements d'Azerbaïdjan a recueilli l'assentiment de la presse du pays, mis à part les organes des nationalistes « pantouranistes » ou des extrémistes musulmans, qui trouvèrent un terrain propice dans l'indignation de la population. Le quotidien **Milliyet** (centre-gauche) note, dans son éditorial du 16 janvier 1990 : *« Il y a des liens indestructibles entre la Turquie et l'Azerbaïdjan. Nous sommes de la même race, nous parlons la même langue et nous partageons les mêmes traditions. Il est dès lors normal que nous éprouvions beaucoup d'intérêt pour les problèmes du peuple azerbaïdjanais. »* Mais, pour ce journal, le réalisme impose le *maintien de bonnes relations avec l'URSS. Le 27 janvier, un autre* éditorial souligne que *« si les deux Azerbaïdjans, du nord et du sud, étaient réunifiés, cela risquerait de mettre en pièces l'équilibre actuel dans la région »*.

Gunaydin (indépendant), pour mettre en garde contre l'exploitation du drame par des provocateurs, publie le 27 janvier deux photos où s'expriment deux opinions antagonistes ; l'une montre une pancarte exaltant la *« lutte pour la liberté de la turcité musulmane »*, l'autre un tract proclamant : *« Le mouvement fasciste resurgit sous le masque du nationalisme. »* Et le journal de conclure : *« La Turquie se trouve au milieu d'une zone de tremblements de terre. Les développements dans le Caucase représentent un piège dangereux pour elle. »* Approuvant la position du gouvernement, il ajoute : *« La Turquie ne reconnaîtra pas un Azerbaïdjan indépendant. » « Voici le massacre azerbaïdjanais »*, titre (le 25 janvier) le quotidien **Hurriyet** (indépendant) en *présentant des photos de* morts azéris. Pour ce journal, l'Union soviétique ne doit pas *« tomber dans le piège que tendent les Arméniens (...). Si les Azéris sont déçus par le comportement de leurs frères turcs, ce ne serait pas non plus en faveur des Soviétiques ; ils pourront alors tourner leurs regards vers d'autres parents où domine le fondamentalisme islamique. »* (27 janvier)

Autre son de cloche à droite. Ainsi **Tercuman** imprime, le 26 janvier, ce titre en manchette : *« Les rues de Bakou sont pleines de cadavres »* et il accuse le gouvernement d'inertie. L'un de ses chroniqueurs écrit : *« Partout, l'oppression contre le Turc : Azerbaïdjan, Kirkouk, Bulgarie, Grèce ! »* Cependant qu'un autre de ses journalistes observe (le 25 janvier) que *« les droits de l'homme ont une dimension universelle. La torture, la situation dans les prisons en Turquie ne peuvent être considérées comme une affaire purement intérieure. Dès lors, le fait de nous intéresser de près à ce qui se passe en Azerbaïdjan ne peut être qualifié d'ingérence dans les affaires de la Russie, ni de pantouranisme, ni de visées d'expansionnisme impérialiste. »*

Turkiye (nationaliste) refuse également de considérer les événements d'Azerbaïdjan comme une affaire intérieure de l'URSS : *« Dans la chute du communisme et dans les mouvements de réforme que l'on observe actuellement dans les pays communistes, le plus grand rôle revient aux moudjahidins afghans »*, écrit-il (25 janvier). Pour conclure que *« l'avenir du monde turc et de l'islam dépendra de la résistance azérie »*.

Enfin **Cumhuriyet**, quotidien de centre-gauche, voit dans cette tragédie une question *« très délicate, qui ne peut être traitée ni par goût du sensationnel ni pour servir d'appât aux calculs électoraux »* (24 janvier). Le journal critique alors l'attitude du Parti de la juste voie dont le leader, M. Suleiman Demirel, avait mis en parallèle les interventions soviétiques à Bakou et celles de Budapest en 1956 ou de Prague en 1968. Il reproche d'autre part au dirigeant social-démocrate Bulent Ecevit d'avoir demandé que la Turquie propose ses bons offices entre l'Azerbaïdjan et l'URSS, *« comme s'il existait deux Etats souverains »* (26 janvier).

ARTUN UNSAL.

Milliyet Halk gazetesi — Türkiye — GÜNAYDIN — Cumhuriyet — Tercüman — Hürriyet



LA « MAISON COMMUNE »

La fin du centralisme démocratique en URSS

Par AMNON KAPELIOUK

EN décidant de modifier l'article 6 de la Constitution codifiant le rôle dirigeant du PC (1), le plénum du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, réuni du 5 au 7 février dernier, entérinait un état de fait. Ce constat, le premier ministre, M. Nicolas Ryjkov, l'a formulé tout net : *« Il est bien tard pour discuter de la nécessité du multipartisme..., il existe déjà* (2). »

De fait, différents courants d'opinion s'expriment librement en URSS, par le canal de groupes pour le moment informels, actifs surtout à l'échelle locale, influents parmi les jeunes, et qui dans certaines Républiques rivalisent déjà avec le PC. Seules les personnes âgées et peu instruites, selon un récent sondage, se montrent réticentes face à ce multipartisme qui gagne du terrain (3).

M. Gorbatchev qui, en novembre dernier encore, se prononçait, pour des raisons tactiques, contre le pluralisme, a changé d'avis. *« Dans la situation complexe actuelle,* écrivait-il dans un article très remarqué, *les intérêts de la consolidation de la société et la mobilisation de toutes ses forces vives pour la difficile réalisation de la perestroïka poussent à conserver le système du parti unique* (4). » Lors du plénum de février, il a tenu un autre langage : *« La large démocratisation en cours dans notre société s'accompagne du développement du pluralisme politique avec l'apparition de différents mouvements et organisations socio-politiques, ce qui peut conduire, à un certain stade, à la création de partis politiques. »*

Impensable il y a encore un ou deux ans, le multipartisme est le fils légitime de la *glasnost* et de la perte de prestige du Parti communiste. Si, comme dit le fameux article 6 de la Constitution, le parti *« est la force qui dirige et oriente la société soviétique »*, alors il est responsable de tous les échecs économiques et sociaux. L'appareil est durement critiqué par la base. Ainsi, devant le dernier plénum du comité central, le mineur Fessenko s'est livré à une violente diatribe : *« Lors du voyage de Mikhaïl Gorbatchev* [en Ukraine, dans la première moitié de 1989, avant le mouvement de grève], a-t-il déclaré, *les apparatchiks locaux ont tout fait pour cacher la vérité. Si on lui avait alors dit la vérité, si on avait pris des mesures, il n'y aurait peut-être pas eu de grève. »* Selon lui, l'appareil voit dans *« tout le phénomène démocratique une menace personnelle. Pourquoi donc le parti perd-il son autorité, qu'est-ce qui le discrédite ? La faute en revient à l'appareil lui-même »*.

En signe de protestation, des membres du parti rendent leur carte. Un exemple parmi tant d'autres : M. Viacheslav Parinov, adhérent depuis vingt-huit ans, déclare à un journal moscovite : *« Le monopole du pouvoir, comme n'importe quel autre monopole, a miné le parti, qui est passé d'une organisation de lutte léniniste à un organe de direction de vingt millions d'adhérents en décomposition. Tant que le parti ne sentira pas dans son cou le souffle chaud d'un autre parti, il n'y aura pas de remise en question* (5). »

Face à ce discrédit croissant, M. Mikhaïl Gorbatchev cherche à rajeunir le parti. Au cours d'un entretien avec des invités lors de la même réunion du comité central, il a estimé qu'il fallait *« trouver de nouvelles forces »* pour le PC avant le prochain congrès, car *« aucun changement positif ne s'est encore produit »* dans l'activité de l'appareil. *« Si l'on formait un nouveau comité central aujourd'hui, dans six mois on aurait la même situation* (6). »

Omniprésent tout au long de l'histoire de l'URSS, le Parti communiste verra nécessairement, selon le secrétaire général, ses prérogatives diminuer et il n'exercera pas à l'avenir de mainmise sur le gouvernement, la police, le KGB, l'armée, les institutions de recherche, la radio, la télévision, la presse tout entière, etc. En d'autres termes, il ne sera plus un Etat dans l'Etat mais un corps politique œuvrant séparément des institutions étatiques. Il devra revenir à sa véritable vocation d'*« avant-garde politique et éthique du peuple* (7) ».

D'importantes échéances électorales

A L'ORIGINE, le multipartisme est apparu en URSS sur une base nationale, dans les pays baltes et dans le Caucase. Il existe aussi des courants politiques aux visées plus vastes et qui souhaitent étendre leurs activités à l'ensemble du pays, mais leurs moyens sont limités. A court terme, la seule possibilité de créer une force nationale réside dans une scission du PC. Ancien patron du parti à Moscou, le bouillant député Boris Eltsine dénonce les apparatchiks *« qui veulent à nouveau la majorité au prochain congrès »*, et se dit prêt à créer un nouveau parti qui serait *« libéré du dogme marxiste-léniniste* (8) ». Un autre député qui partage ces critiques, l'historien Youri Afanassiev, a présenté récemment une *« plate-forme démocratique »*. Selon lui, *« le Parti communiste n'a pas d'avenir parce qu'il est léniniste* (9) ».

Entre ce courant radical qui se détache du marxisme-léninisme et le courant conservateur, la majorité, au centre, se regroupe autour de M. Gorbatchev. Pour marquer la rupture avec le passé, ce dernier souhaiterait quitter ses fonctions de secrétaire général après son élection au suffrage universel comme président de l'Union soviétique. Le poste serait confié à l'un de ses fidèles, sans doute M. Alexandre Iakovlev, responsable de la politique étrangère au bureau politique (10).

L'avenir du Parti communiste est aussi lié aux projets concernant les structures nationales de l'URSS. Après les pays baltes et le Caucase, l'effervescence a gagné l'Asie centrale, où les revendications ont une coloration spécifique *(voir ci-dessous)*. Or, si ce grand pays s'oriente vers une fédération plus lâche des quinze Républiques, ou vers une confédération, la vie politique s'en ressentira inévitablement. En particulier si la création d'un Parti communiste pour la République fédérative de Russie, la seule qui en soit dépourvue, doit faciliter l'indépendance de chaque parti communiste national.

Lors de sa visite en Lituanie en janvier, M. Gorbatchev a conjuré les dirigeants du Parti communiste local de ne pas aller trop vite car, avec le temps, leurs visées indépendantistes pourraient prendre corps dans le cadre de la nouvelle légitimité. Certes, M. Mikhaïl Gorbatchev cherche à gagner du temps, puisque les élections aux soviets locaux et des Républiques, qui ont déjà commencé, aboutiront à l'élimination de la plupart des dirigeants locaux, qui dans leur grande majorité sont des conservateurs. Ensuite viendront les élections directes, au scrutin secret, des délégués pour le vingt-huitième congrès du parti, durant lesquelles la vieille garde subira de nouveaux revers.

Si tout se passe comme prévu, d'ici à la fin de l'année le parti aura changé de visage. Il fonctionnera alors avec moins de centralisme et plus de démocratie.

(1) Cette proposition sera transmise au Congrès des députés du peuple, seul habilité à modifier la Constitution, et qui devrait se réunir en session extraordinaire dans les prochains mois.

(2) *Tass*, 6 février 1990.

(3) *Novoye Vremia*, 26 décembre 1989.

(4) *Pravda*, 26 novembre 1989.

(5) *Vechernaya Moskva*, 25 août 1989.

(6) *Pravda*, 12 février 1990.

(7) M. Gorbatchev, dans la *Pravda* du 26 novembre 1989.

(8) Interview au *Sunday Times*, 11 février 1990.

(9) *Sovietskaïa Rossia*, 1er février 1990.

(10) Selon la chaîne de télévision américaine CNN, le 31 janvier 1990.

UNE SÉRIE TÉLÉVISÉE

La Pologne comme jamais vue

MAINTENANT que les régimes communistes d'Europe de l'Est se sont écroulés, sans doute allons-nous assister à une cascade de films documentaires dont le projet sera de corriger l'histoire officielle et de reconstituer l'authentique déroulement des faits durant les quarante-cinq dernières années. La série de Marcel Lozinski (1) apparaît déjà à cet égard exceptionnelle. En raison du très grand talent du réalisateur, l'un des meilleurs documentaristes polonais ; mais aussi parce que, effectivement, il nous montre, en quatre parties, une Pologne « jamais vue » à l'Ouest, ni à l'Est.

L'auteur a adopté, pour aborder un thème fort complexe, le parti de la simplicité. Il a pu avoir accès – dans des conditions épiques car le tournage, commencé en 1980, n'a pu être achevé que fin 1989 – aux archives des bandes d'actualités. Ces bandes de propagande montraient, dans un style euphorique et grandiloquent, les réalisations du régime. Marcel Lozinski confronte ces images aux souvenirs précis de quatre témoins privilégiés, acteurs malgré eux de la contre-histoire : Lechowslaw Gozdik, mécanicien, dirigeant du mouvement ouvrier de 1956 (aujourd'hui pêcheur en mer Baltique) ; Jan-Josef Lipski, qui participa à l'insurrection de Varsovie en 1945 et fonda le KOR (Comité de défense des ouvriers) en 1976 ; Jacek Kuron, leader de l'opposition, neuf ans de prison et aujourd'hui ministre du travail ; et Zbigniew Bujak, ouvrier électronicien, l'un des fondateurs de Solidarité.

Lechowslaw Gozdik, le moins connu à l'Ouest, est indiscutablement la révélation de ce film ; on y découvre une sorte de Walesa des années 50, même charisme, même popularité, mais sans le catholicisme, car l'homme croit encore au Parti et à l'idéal communistes. C'est lui qui émerge de la grave crise de 1956, de la révolte ouvrière de Poznan (74 morts, 300 blessés) et qui favorise le retour au pouvoir de Gomulka. Un retour effectué dans le délire de tout un peuple ; les images montrent des populations massées par millions sur le parcours de ce dirigeant communiste, vénéré, accueilli comme un messie (on pense à l'enthousiasme qui entourait également, en 1968, Alexandre Dubcek en Tchécoslovaquie) et l'on mesure alors l'étendue du gâchis politique... On comprend, dans les parties suivantes, sur quel terreau de déceptions dans un pays où la classe ouvrière était officiellement au pouvoir, une organisation comme Solidarité – ouvrière, catholique et nationaliste – a pu se développer à la fin des années 70 et finir par arriver au pouvoir, mettant ainsi en crise tout l'édifice du socialisme « réel » en Europe de l'Est.

I. R.

(1) « La Pologne comme jamais vue à l'Ouest », diffusion en France, sur FR 3, les samedi 10, 17, 24 et 31 mars 1990, à 22 h 30.

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde » 7, rue des Italiens 75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

UN MONDE A PART

Les cinq Républiques d'Asie centrale

Les troubles du Tadjikistan, où les griefs économiques aggravent la flambée du nationalisme, mettent en lumière la spécificité des cinq Républiques d'Asie centrale par rapport à l'ensemble de l'Union soviétique. Partout, les populations sont en majorité musulmanes et partout le revenu par habitant y est inférieur à la moyenne nationale *(2 084 roubles). La glasnost a été* plus lente à atteindre ces régions éloignées et les organisations politiques indépendantes s'y cherchent encore. Situées aux confins de l'Iran, de l'Afghanistan et de la Chine, elles occupent une position stratégique essentielle pour la sécurité de l'URSS.

KAZAKHSTAN

◆ Les Kazakhs émergent au XVe siècle à la suite de l'amalgame de tribus turques et mongoles. Ils cherchent l'appui russe au XVIIIe siècle et seront annexés par l'empire tsariste au XIXe siècle. Le Kazakhstan accède au statut de République fédérée de l'URSS le 5 décembre 1936.

◆ Le territoire s'étend sur 2 717 000 kilomètres carrés (cinq fois la superficie de la France) et sa population atteint 16,5 millions d'habitants, dont 36 % de Kazakhs, 37,5 % de Russes, 6 % d'Allemands, 5,4 % d'Ukrainiens. Plus de 500 000 Kazakhs vivent en Russie, 600 000 en Ouzbékistan et de 600 000 à 700 000 en Chine. Leur langue est d'origine turque. Les Kazakhs sont des musulmans sunnites convertis durant le siècle dernier, à l'instigation des Russes, qui voyaient dans l'islam un facteur d'ordre.

◆ La République est le grenier à céréales et à viande de l'URSS. On trouve d'importantes mines de charbon, de fer et de plomb, ainsi que du pétrole. Le pays est aussi riche de son énergie hydroélectrique. Revenu par habitant : 1 605 roubles.

◆ Violentes émeutes à Alma-Ata en décembre 1986, lors du remplacement du premier secrétaire du parti, un autochtone, par un Russe. Flambée de violence en juin 1989 contre les minorités venues du Caucase. Une partie du territoire est utilisée pour les essais nucléaires. Leur cessation fait désormais partie des revendications nationalistes.

KIRGHIZIE

◆ Convertis à l'islam au XVIIe siècle, les Kirghizes passèrent d'abord sous protectorat chinois (1758), puis russe, avant d'être intégrés à la Russie en 1876. Le pays, comme d'autres territoires musulmans, connut de graves émeutes contre les tentatives de conscription en 1916. Il obtint son statut de République fédérée le 5 décembre 1936.

◆ Sur 198 000 kilomètres carrés, il englobe une population de 4,3 millions dont près de la moitié de Kirghizes, 21,5 % de Russes et 12 % d'Ouzbeks. On trouve 150 000 Kirghizes en Ouzbékistan, 80 000 en Chine et 25 000 en Afghanistan. Leur langue est d'origine turque. Les Kirghizes sont des musulmans sunnites fortement influencés par les ordres soufis.

◆ Le territoire vit de l'élevage et de la culture (en particulier du blé). Il recèle d'importantes mines d'antimoine, de mercure, d'uranium et de charbon. Revenu par habitant : 1 209 roubles.

ÓUZBÉKISTAN

◆ L'émergence d'un pouvoir ouzbek en Asie centrale remonte au XVe siècle. La région fut ensuite dominée par les Perses avant d'être conquise par les Russes : Tachkent en 1865, Samarkand en 1868. La République fédérée est proclamée le 27 octobre 1924, après le grand redécoupage des territoires asiatiques décidé par Moscou. Le Tadjikistan s'en sépare en 1925, tandis que l'Ouzbékistan absorbe les 165 000 kilomètres carrés de la République autonome du Karakalpak (1936) – qui conserve ce statut – puis certains territoires kazakhs (1956).

◆ La République s'étend sur 447 000 kilomètres carrés et sa population est de 20 millions d'habitants, dont 70 % d'Ouzbeks, 8 % de Russes, 4 % de Tatars, 4 % de Tadjiks et 4 % de Kazakhs. Des Ouzbeks vivent aussi au Tadjikistan (900 000), en Kirghizie (450 000), au Kazakhstan (250 000) et en Turkménie (250 000). On en trouve 1,2 million en Afghanistan. Leur langue appartient au groupe des langues turques. Les Ouzbeks sont pour la plupart des musulmans sunnites, une petite minorité est chiite.

◆ Ressources : d'abord le coton dont la culture extensive a provoqué de sérieux problèmes écologiques et accéléré l'assèchement de la mer d'Aral, source de contestation nationaliste. Pétrole, gaz et divers minerais. Revenu par habitant : 1 209 roubles.

◆ Des pogroms ont été organisés en juin 1989 contre les Meshks chiites, dont une partie a été évacuée. De fortes tensions opposent aussi Ouzbeks, d'origine turque, et Tadjiks, d'origine iranienne.

TADJIKISTAN

◆ Jusqu'au XVIIIe siècle, les Tadjiks faisaient partie de l'émirat de Boukhara. Leur territoire sera conquis peu à peu par la Russie. Un fort mouvement armé, les basmandji, s'oppose dans les années 20 à la soviétisation. Le 5 octobre 1929, le territoire tadjik, jusque-là République autonome, devient une République fédérée soviétique.

◆ Le Tadjikistan s'étend sur 143 000 kilomètres carrés et sa population est de 5,1 millions d'habitants, dont 60 % environ de Tadjiks, 23 % d'Ouzbeks et 7,6 % de Russes. Les Tadjiks représentent un tiers de la population afghane. Persanophones, ils sont des musulmans sunnites (faible minorité chiite).

◆ Ressources : surtout le coton et les industries textiles. Présence de plusieurs minerais importants (fer, tungstène, plomb, zinc, etc.). Richesses hydroélectriques. Le revenu par habitant est le plus faible de l'URSS : 1 042 roubles.

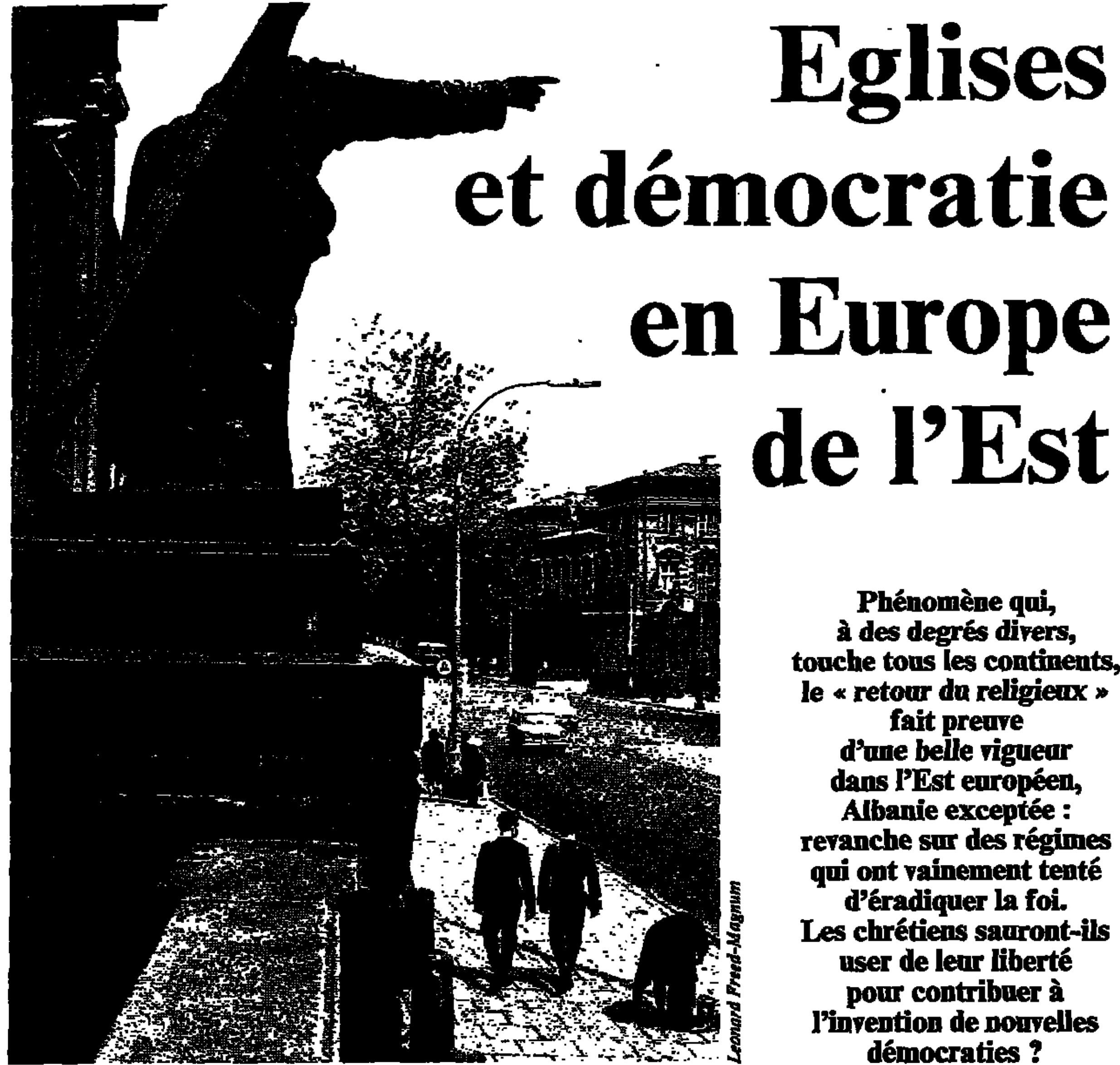
◆ Emeutes en février à Douchanbé contre l'arrivée de réfugiés arméniens et pour réclamer plus d'autonomie économique. Les contacts s'intensifient avec les moudjahidins afghans.

TURKMÉNIE (Turkménistan)

◆ C'est à partir de 1877 que la Russie commença à soumettre les grandes confédérations tribales turkmènes dont les allégeances oscillaient entre le gouverneur persan du Khorasan et le khanat de Khiva. Les Turkmènes participèrent à la grande révolte de 1916 contre la conscription. Le 27 octobre 1924, le Turkménistan accède au statut de République fédérée de l'URSS.

◆ La République s'étend sur 88 000 kilomètres carrés et compte 3,5 millions d'habitants dont près de 70 % de Turkmènes, 9,5 % de Russes et 8,5 % d'Ouzbeks. 100 000 Turkmènes vivent en Ouzbékistan, plusieurs centaines de milliers en Afghanistan et en Iran. Un grand nombre se trouve aussi en Turquie. Leur langue est d'origine turque et ils sont musulmans sunnites, bien qu'ayant une réputation de non-orthodoxie.

◆ Principales ressources : coton, élevage des moutons caraculs, soie, pétrole et gaz. Revenu par habitant : 1 375 roubles.



Leonard Freed-Magnum

VARSOVIE, RUE DE L'UNIVERSITÉ
L'échec d'un formidable appareil de répression

Eglises et démocratie en Europe de l'Est

Phénomène qui, à des degrés divers, touche tous les continents, le « retour du religieux » fait preuve d'une belle vigueur dans l'Est européen, Albanie exceptée : revanche sur des régimes qui ont vainement tenté d'éradiquer la foi. Les chrétiens sauront-ils user de leur liberté pour contribuer à l'invention de nouvelles démocraties ?

(Lire pages 12 à 15.)

De la résistance

Par PATRICK MICHEL *

A L'EST, l'actuel « renouveau religieux » semble très étroitement *lié à la résurgence* de la question nationale. Dans cette partie du continent européen, l'homogénéisation forcée des sociétés par les *régimes de type* soviétique avait contribué à geler artificiellement en surface, mais en les exacerbant au fond, les courants identitaires qui y étaient à l'œuvre tout au long du dix-neuvième siècle.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les conflits nationaux s'étaient apparemment endormis. Les modifications de frontières et les déplacements massifs de populations qui en ont découlé, débouchèrent en effet sur une véritable simplification de la carte ethnique est-européenne. Par ailleurs, *les questions nationales, survivances* d'un passé bourgeois, ont fait l'objet d'une tentative de dépassement, tant idéologique (internationalisme prolétarien) que culturelle (réécriture de l'Histoire, par exemple) ou institutionnelle (mise en place de structures à vocation homogénéisatrice), cet effort s'appuyant sur un formidable appareil de contrôle et de répression. Enfin la résistance, active ou passive, des sociétés à la soviétisation a conduit, dans nombre de cas, à un net déplacement de la question identitaire (1).

Néanmoins, le thème de l'*indépendance* nationale a largement été utilisé, soit pour lutter contre les prétentions hégémoniques de l'Union soviétique (Yougoslavie, Albanie), soit au contraire pour justifier un alignement très poussé (ainsi la tentative pour construire une nation est-allemande autour d'un Etat dont la seule légitimité était idéologique). Les deux thèmes ont même parfois été invoqués simultanément, comme en Pologne en 1956, où Gomulka s'est présenté aux Soviétiques comme le sauveur du communisme (ce qui supposait de faire des concessions aux sentiments nationaux des Polonais) et, à son peuple, comme le sauveur de son pays (ce qui *impliquait de donner* quelques assurances à Moscou). La Roumanie de Ceausescu saura, pour sa part, fort bien actionner ce levier de l'indépendance nationale.

La religion, qui était à un double titre une source de légitimation pour les régimes de type soviétique, participait à cette logique d'ensemble : en la combattant, le pouvoir se situait dans la ligne idéologique du projet léniniste ; en *s'appliquant à l'instrumentaliser* – ce qui supposait de passer des compromis minimaux avec les Eglises, – le pouvoir tentait de se poser en continuateur de l'histoire nationale et en héritier de la tradition (2).

Parallèlement, le religieux pouvait être utilisé de diverses manières par la société : comme gage de son pluralisme, face à l'unanimisme fictif que s'efforçait d'accréditer le pouvoir ; comme symbole de résistance à ce même pouvoir, les symboles laïcs ayant été confisqués ; comme réservoir éthique où puiser pour pallier l'absence de valeurs laïques discréditées ; comme *véhicule de recomposition* du tissu social ; enfin, comme instrument de redéfinition du politique.

De la longue confrontation avec le projet et la pratique soviétiques, certaines Eglises sortent, à l'évidence, créditées d'un réel prestige. C'est naturellement le cas des Eglises catholiques polonaise et tchécoslovaque, ou des

* Chargé de recherches au CNRS.

URSS Les valeurs évangéliques comme source de salut

Par KATHY ROUSSELET *

L'UNION soviétique serait-elle aujourd'hui le laboratoire, le lieu privilégié, permettant d'observer, comme sous l'effet d'un verre grossissant, la place de la religion dans les sociétés modernes et les *formes qu*'elle peut y revêtir ? En tout état de cause, elle révèle un phénomène unique : la réapparition de la religion dans une société « post-athée ». Les Eglises instituées se voient conférer par l'Etat un rôle important dans la restauration de la moralité et dans les activités caritatives. *Apparaissent toutes sortes de* mouvements religieux informels qui expriment également les aspirations sociales et politiques des chrétiens.

Les nouveaux groupes, de dimension *inégale, parfois minuscules, ne s'oppo*sent pas tous à l'Eglise orthodoxe. Nombre d'entre eux se conçoivent au contraire comme le levain dans la pâte. *Devant la difficulté de la hiérarchie* orthodoxe à entrer dans la dynamique de la perestroïka, devant son incapacité à redonner vie à l'Eglise, ce sont la base, les laïcs et quelques prêtres, qui mettent en place de nouvelles structures, et qui œuvrent à l'évangélisation de la société par la création d'écoles du *dimanche et de groupes de prières.*

Le groupe l'Eglise et la perestroïka est à cet égard particulièrement important. Des initiatives sont prises pour restaurer les traditions russes orthodoxes : des mouvements naissent comme le Groupe pour la diffusion gratuite de *littérature chrétienne, le Fonds* indépendant pour la renaissance de l'art religieux, la Société de la culture orthodoxe saint Ignace Briantchaninov, ou la coopérative Rus' qui se charge de fondre de nouvelles cloches. Des groupes multiconfessionnels se créent en marge des Eglises, fondés sur la *conviction que seuls l'œcuménisme et* la communion de prière de tous les chrétiens pourront sauver la Russie de la catastrophe morale et spirituelle.

devenue le symbole de l'unité nationale et qu'elle ait acquis plus de force et de popularité. Sous la pression nationaliste, s'est reconstituée en *Ukraine*, au cours de l'année 1989, l'Eglise orthodoxe apostolique ukrainienne autocéphale de rite ukrainien, dont le premier hiérarque est l'ancien évêque de Zitomir, *Ioann* Bondarcuk.

De même, en Ukraine occidentale, continue le combat *pour la légalisation* de l'Eglise gréco-catholique ukrainienne. (uniate, *voir l'encadré ci-dessous.*) En Russie, la religion prend, au sein de certains courants orthodoxes, une forte coloration nationaliste : *l'Union patriotique chrétienne*, fondée en 1988 par Vladimir Osipov, et dont la revue *Zemlja* remonte, pour ses premiers numéros, aux années 70, est à cet égard exemplaire. La revendication par de nombreux orthodoxes russes, aujourd'hui, de la canonisation des nouveaux martyrs de la Russie, et en *particulier de la famille impériale, par*ticipe également, dans une certaine mesure, de cet élan patriotique ; plus qu'une nostalgie monarchique, elle signifie la volonté de renouer avec l'héritage de la Russie.

L'ébullition socio-religieuse actuelle, dont les quelques groupes cités ici ne donnent qu'un faible aperçu, est une des caractéristiques majeures de la période gorbatchévienne. La recherche de nouvelles valeurs, la quête d'une histoire et d'une culture expliquent la place centrale de la religion dans la vie sociale. La difficulté des Eglises officielles à donner des réponses convaincantes explique, quant à elle, la multiplication des mouvements parallèles. Il semble que ce soit à travers eux que se réalisent aujourd'hui les aspirations religieuses en Union soviétique.

« La Russie ne vit que par nos prières »

LA communauté œcuménique formée autour de Sandr Riga et dont les premiers balbutiements datent du début des années 70, semble acquérir une certaine audience. D'autres mou*vements apparaissent comme l'associa*tion chrétienne indépendante Dieu est vivant, née à la fin du mois d'août 1989 à Novosibirsk et dont le document fondateur annonce : *« Notre devoir de chrétiens et de citoyens est de ramener Dieu dans notre pays : le peuple s'est détourné de Lui et cela lui a été fatal. Nous savons que la Russie ne vit que par nos prières et nous demandons à tous les chrétiens du monde d'unir leurs prières en ce moment critique. L'heure est proche, qui annonce la fin d'une époque placée sous le signe lugubre : Dieu est mort. Aujourd'hui nous disons : Dieu est vivant. Que ton règne vienne ! »*

Si jusqu'à présent la religion était refoulée, voire anéantie par la politique, il semble qu'elle prenne aujourd'hui sa revanche. *Le christia*nisme est, pour un nombre important d'organisations sociales et politiques indépendantes, la référence obligée. *La* crise politique, économique, sociale et écologique que traverse l'Union soviétique est perçue comme une crise spirituelle : si le pays est malade, c'est parce qu'il ne croit plus en rien. Les valeurs évangéliques apparaissent comme la seule source de salut.

A Leningrad, l'Union écologique chrétienne affirme ainsi que la lutte écologique doit être fondée sur les *« valeurs éternelles de l'humanité » ;* elle n'a d'ailleurs pas pour objectif de réunir que des chrétiens. Des partis démocrates chrétiens se sont constitués dans les républiques de tradition chrétienne : en Russie, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Biélorussie, en Ukraine occidentale, en Géorgie et en Arménie. Le programme politique du Front populaire de Biélorussie accorde, quant à lui, une place essentielle à la religion dans la société, dans le déve*loppement de la culture et l'éducation* de l'homme : garante de la santé morale de la société, la religion doit être enseignée aux adultes comme aux enfants ; il demande des jours fériés autour de Noël et de Pâques, exige une modification des institutions ecclésiales orthodoxes ainsi que la création d'un siège épiscopal catholique biélorusse et de centres administratifs pour les autres confessions. Le Front a obtenu *satisfaction sur plusieurs de ces points :* un évêque catholique est entré en fonction à la fin du mois d'octobre 1989, et, en novembre, l'éparchie orthodoxe de Minsk et de Biélorussie a été transformée en exarchat.

Le déplacement de la religion au centre même de la vie politique, comme principe axiologique des transformations socio-politiques, est également lié à un renouveau nationaliste, *que ce soit en Russie ou dans les autres* républiques chrétiennes. Il semble ainsi que depuis les événements sanglants du *9 avril 1989 l'Eglise* géorgienne soit

* L'auteur prépare une thèse sur les questions religieuses en Union soviétique.

G. Pinkhassov-Magnum

MANIFESTATION UNIATE A MOSCOU
Un christianisme déchiré par de nombreux conflits

Le casse-tête ukrainien

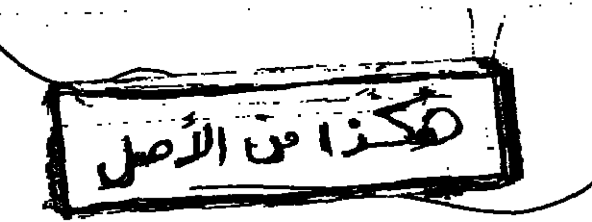
LE christianisme ukrainien est aujourd'hui déchiré entre l'Eglise orthodoxe sous la juridiction du patriarcat de Moscou, l'Eglise orthodoxe autocéphale ukrainienne et l'Eglise catholique ukrainienne. Les Ukrainiens aspirent à une Eglise qui les distinguerait en tant qu'entité nationale. L'idée d'un patriarcat réunissant les forces spirituelles tant catholiques qu'orthodoxes de l'Ukraine réapparaît. L'Eglise orthodoxe russe est, quant à elle, considérée comme l'Eglise de l'occupant.

Une Eglise orthodoxe ukrainienne autocéphale s'était *déjà constituée en 1919, mais elle fut supprimée en 1930.* Quant à l'Eglise *catholique ukrainienne* (uniate), sa création remonte à l'union de Brest, en 1596, acte qui rattache des *diocèses d'Ukraine et de Biélorussie à Rome : tout en* conservant leurs rites et leurs coutumes orthodoxes, les gréco-catholiques reconnaissent la suprématie du pape. *Accusée de collaboration avec les nazis* pendant la seconde guerre mondiale, elle est rattachée à l'Eglise orthodoxe russe lors du concile de Brest-Litovsk en 1946. Trois ans plus tard, selon des procédés similaires, l'Eglise gréco-catholique de Transcarpatie devient elle aussi orthodoxe.

Contrairement à l'Eglise orthodoxe autocéphale, l'Eglise gréco-catholique est restée très vivante dans la clandestinité. Elle compterait actuellement environ 5 millions de membres, non compris les catholiques ukrainiens dispersés en Asie centrale. Enjeu entre Rome et Moscou, ses fidèles luttent depuis de nombreuses années pour la légalisation de leur Eglise. Les espoirs d'une libéralisation religieuse qui accompagnent la nouvelle politique de M. Gorbatchev ont incité les uniates à multiplier les actions pour sensibiliser l'opinion publique en leur faveur. En août 1987, cinq évêques sortent de la clandestinité afin de prouver que, contrairement aux dires officiels, leur Eglise continue d'exister. Au cours de l'année 1989, des gréco-catholiques organisent des manifestations et des grèves de la faim à Moscou, dans le quartier de l'Arbat. Ils sont soutenus par un certain nombre de groupes informels orthodoxes, mais également par des hommes politiques libéraux comme Sakharov et Serge Averintsev, *membre de l'Académie des Sciences.*

MAIS la situation en Ukraine reste très complexe. A un problème politique lié au caractère nationaliste de l'Eglise catholique ukrainienne s'ajoute la discorde religieuse traditionnelle entre catholiques et orthodoxes au sujet des Eglises uniates. Si la rencontre de M. Gorbatchev avec le pape le 1er décembre 1989 a donné une lueur d'espoir, l'attitude du patriarcat de Moscou, et en particulier du métropolite Filaret de Kiev, reste figée. Alors que les catholiques ukrainiens pratiquent de plus en plus ouvertement leur religion, alors qu'en juillet 1989 un prêtre orthodoxe passe avec toute sa paroisse sous la juridiction de Rome – affirmant d'ailleurs que beaucoup de prêtres orthodoxes se convertiraient au catholicisme si l'Eglise gréco-catholique était légalisée, – le patriarcat de Moscou continue à ouvrir des paroisses orthodoxes russes. La renaissance en 1989 d'une Eglise orthodoxe autocéphale risque de rendre la situation encore plus difficile. A un conflit entre catholiques et orthodoxes russes pourrait s'ajouter un conflit entre orthodoxes des deux juridictions.

K. R.



religieuse à l'utopie nationale

Eglises protestantes de la RDA et de la Transylvanie roumaine.

Telle n'est pas la situation de la plupart des Eglises orthodoxes qui, comme en Roumanie ou en Bulgarie, se sont compromises avec le pouvoir, au point d'avoir à en demander aujourd'hui pardon à leur peuple. Le patriarche roumain Theoctist a ainsi dû démissionner. De même, les Eglises hongroises, tant protestantes que catholique, se sont trop coulées dans un modèle joséphiste (3) pour ne pas apparaître discréditées à l'heure de la transition.

Enfin, les Eglises interdites, qui ont survécu dans la clandestinité, telle l'Eglise uniate, en Union soviétique comme en Roumanie, sont aujourd'hui renaissantes et voient inévitablement dans la chute des régimes qui les avaient martyrisées un signe et une revanche, ce qui n'est pas sans conséquences. Ainsi, l'archevêque orthodoxe d'Ivano-Frankovsk, en Ukraine, a protesté, le 20 décembre 1989, contre des catholiques uniates qui auraient tenté de s'emparer de sa cathédrale et de le prendre en otage.

Mais quelle que soit la façon dont les Eglises entrent dans la période actuelle, celle-ci est lourde pour elles des défis d'une modernité à laquelle elles ne sont guère préparées. Les Eglises, à l'Est, sont aujourd'hui confrontées à des ruptures qu'elles ont bien du mal à gérer. Elles doivent cependant y faire face, dans des pays qui ont, sur fond de crise aiguë et multiforme aggravée par la faiblesse des nouveaux Etats, à définir les règles d'un jeu fondamentalement inconnu. Les perspectives de mutations économiques et sociales généralisées, accompagnées de restructurations qui affecteront de forts pourcentages de la population active, s'accordent mal avec la recherche d'une « troisième voie » théorique entre capitalisme et communisme de type soviétique. Partout à l'Est, la faiblesse de la tradition démocratique et la gravité de la crise socio-économique peuvent déboucher sur une aspiration populaire à des pouvoirs forts, au sein desquels les Eglises pourraient être tentées de tenir une place.

Le projet papal de reconquête spirituelle

S'AJOUTANT à la contrainte que représente une transition particulièrement difficile, plusieurs facteurs endogènes permettent d'expliquer pourquoi la religion peut devenir une machine de guerre contre une démocratie qui ne répondrait pas aux espoirs qu'elle a pu susciter. L'exemple de l'Ouest fait redouter un climat politique rationnellement désenchanté où se diluerait l'influence sociale des Eglises. On rencontre ainsi en Pologne des croyants qui admettent craindre qu'une amélioration de la situation économique ne favorise une sécularisation à l'occidentale (4). En fait, la plupart des hiérarchies religieuses ont du mal aujourd'hui à définir ce que pourrait être un choix intermédiaire entre l'ecclésiocentrisme, pour lequel avaient opté plusieurs Eglises, notamment protestantes, et l'intervention dans le champ politique, en utilisant le prestige acquis et le poids institutionnel qui en découle (l'affaire du carmel d'Auschwitz est fort révélatrice à cet égard), ou au contraire en tentant de trouver là une solution au discrédit dont elles sont frappées. Ces logiques internes peuvent d'ailleurs être relayées par des ambitions plus vastes, le projet de reconquête spirituelle de l'Europe, qui est au cœur de la pensée de Jean-Paul II, peut apparaître comme le dernier projet « total » sur le continent, justifiant des engagements politiques des Eglises locales.

La religion, comme véhicule privilégié d'une quête identitaire, constitue par ailleurs un instrument potentiel de légitimation de l'Etat-nation, avec tous les risques qui en découleraient. M. Milan Opocensky, pasteur tchèque, secrétaire général de l'Alliance réformée mondiale, s'en inquiétait à propos du cas polonais : *« Ce n'est pas sans une certaine appréhension que les protestants envisagent leur avenir : la nouvelle législation* (5) *mettra-t-elle toutes les Eglises sur un pied d'égalité ? Ou privilégiera-t-elle l'Eglise catholique ? Déjà le bruit court que Lech Walesa aurait déclaré qu'on ne peut être un bon Polonais que si on est catholique romain ! D'où la lettre de protestation d'un pasteur polonais, récemment publiée dans un journal de Genève, pour revendiquer une pleine nationalité polonaise et des droits identiques à ceux des catholiques romains* (6). »

Cette prise de position est à rapprocher du texte que M. Konstanty Gebert, alias David Warszawski, grande signature de la clandestinité polonaise, s'est vu contraint de publier, devant le refus de la presse de Solidarité, dans l'organe du comité central du parti, *Polityka*, pour protester contre l'attitude et les déclarations du primat de Pologne sur le carmel d'Auschwitz. M. Gebert constatait une nette détérioration des rapports polono-juifs en Pologne, dénonçant dans l'homélie du 26 août de Mgr Glemp à Czestochowa non un incident isolé, mais une *« prise de position consciente, politique et non religieuse »*, qui risque *« de servir de souche à l'antisémitisme polonais »* et il concluait : *« Aujourd'hui, je me sens un peu moins chez moi en Pologne* (7). »

Comme en écho, M. Alfred Schoener, grand rabbin de Budapest, déclarait récemment : *« Je ne sais pas si l'antisémitisme d'aujourd'hui est plus fort que jamais, mais il est certainement plus visible qu'avant* (8). »

Ces inquiétudes sur la capacité de mobilisation nationaliste du catholicisme, capacité qui pourrait trouver en Pologne une traduction politique rapide avec la création d'un parti nationaliste-chrétien, s'appliquent à d'autres situations. En Slovaquie, en Croatie, cette capacité existe, même si la dérive qu'elle a pu entraîner durant la seconde guerre mondiale a largement conduit à la refouler durant des décennies.

Les Eglises orthodoxes, quant à elles, se sont enfermées, par crainte, passivité ou servilité, dans un conservatisme et un ritualisme qui laissent mal augurer de leur attitude dans un processus politique tendant à la démocratisation. L'orthodoxie constitue l'un des piliers de la mouvance populiste slavophile en Russie, que le mouvement d'extrême droite Pamiat représente assez bien. Même si la hiérarchie orthodoxe s'est gardée jusqu'à présent de tout dérapage antisémite, le risque existe, en Russie comme en Roumanie ou en Bulgarie, de voir, d'une part, la religion utilisée par des forces politiques fondant leur action sur l'exclusion des minoritaires et, d'autre part, les Eglises elles-mêmes verser dans la surenchère nationaliste pour faire oublier leur compromission avec l'ancien régime.

En fait, dans cette partie de l'Europe où l'identification à un Etat était plus l'exception que la règle, la religion peut servir, comme durant l'entre-deux-guerres, de discriminant national, le pouvoir y puisant des stéréotypes propices à sa légitimation. La religion est, en tout état de cause, parfaitement à même de se prêter à une entreprise de légitimation d'une utopie nationale, après avoir su être, dans certains cas, un formidable instrument de lutte contre une utopie idéologique.

Aucune frontière n'est à l'abri des contestations. La perspective d'une réunification allemande nourrit les appréhensions polonaises et justifie les prises de position récentes du premier ministre Mazowiecki sur le pacte de Varsovie. La présence d'importantes minorités hongroises à l'extérieur du territoire national pose, pour le moins, la question de leur statut et de leurs droits. En Bulgarie et en Roumanie, la tentative de réviser les mesures discriminatoires à l'encontre des minorités a provoqué des manifestations. La Yougoslavie est au bord de la guerre civile. Tito et le socialisme avaient été des facteurs de cohésion, qui ont permis, sinon d'atténuer, au moins de reléguer au second plan les antagonismes nationaux. La disparition de l'un et la faillite de l'autre sont pour partie à l'origine de la montée des tensions entre Serbes et Albanais du Kosovo (9), mais aussi avec les Slovènes et les Croates.

La ligne de conflit passe à l'intérieur même des sociétés est-européennes. Le pasteur Laszlo Tokes, dont l'arrestation a déclenché les événements de Timisoara, s'est félicité de la présence de Roumains de souche aux côtés des Hongrois venus prendre sa défense contre les agents de la Securitate. Mais il ajoutait qu'un long chemin restait à parcourir pour parvenir à une bonne entente entre les deux nationalités. De la question tzigane en Hongrie au problème des Turcs de Bulgarie, la liste serait longue des minorités discriminées.

Dans une période de très profond bouleversement et de remise en cause des identités, la recherche d'un bouc émissaire est un réflexe traditionnel. L'antisémitisme « sans juifs » que l'on peut rencontrer dans certains milieux en Pologne en témoigne abondamment. Et l'on ne peut oublier l'Union soviétique, où les conflits déclarés, tel celui qui oppose Azéris et Arméniens, ne sauraient occulter d'autres conflits potentiels, notamment en Géorgie. Dans toutes les situations de troubles, la religion peut être sollicitée et utilisée, tant comme justification que comme bannière.

PATRICK MICHEL

(1) L'invitation lancée à Jean-Paul II par le nouveau président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a ici valeur de symbole. Elle sanctionne sans doute le rôle joué par l'Eglise catholique dans l'opposition au régime ; mais, au-delà, elle traduit la convergence qui s'est ébauchée entre deux lectures de l'histoire tchèque traditionnellement opposées. La lutte commune des catholiques et des protestants contre le système les a rapprochés, au point que le système soviétique s'est substitué au catholicisme comme *« adversaire principal »* pour le sens de l'histoire tchèque. C'est sans doute ce rapprochement que M. Vaclav Havel souhaiterait perpétuer, à l'heure où protestants et catholiques entrent ensemble dans une période de démocratisation.

(2) Le cas de l'Albanie est complètement à part. Il n'est d'ailleurs pas neutre que ce pays ait constitutionnellement prohibé toute religion. Sur ce sujet, voir Odile Daniel, « Nationalité et religion en Albanie », in *l'Autre Europe*, Paris, n° 21-22, pp. 268-278.

(3) L'expression vient de Joseph II, empereur d'Autriche de 1780 à 1790, qui fit de l'Eglise autrichienne une institution subordonnée à l'Etat.

(4) A ce sujet, les déclarations du cardinal Ratzinger sont très révélatrices. Voir ses *Entretiens sur la foi*, Fayard, Paris, 1985, notamment p. 234.

(5) Le pasteur Opocensky fait ici référence *à la loi du 17 mai 1989 sur la liberté de* conscience et de culte.

(6) *In l'Actualité religieuse dans le monde*, Paris, n° 74, 15 janvier 1990, p. 24.

(7) *Polityka*, Varsovie, 6 septembre 1989.

(8) *Libération*, Paris, 26 janvier 1990.

(9) Le cas du Kosovo est exemplaire : les Albanais, musulmans, se heurtent aux Serbes orthodoxes et regardent vers l'Albanie voisine, qui interdit la pratique de l'islam...



DÉCEMBRE 1989, JEAN-PAUL II ET M. GORBATCHEV
Le dialogue, après une longue confrontation



Toutes les grandes confessions

L'Europe centrale et orientale (qui inclut la partie européenne de l'URSS) se caractérise par une très grande diversité ethnique, culturelle et religieuse.

Toutes les grandes confessions y sont représentées : l'Eglise catholique romaine, à laquelle il faut rattacher les uniates (catholiques de rite byzantin reconnaissant l'autorité du pape) ; les différentes Eglises protestantes, organisées chacune dans un cadre national, *comme d'ailleurs* les Eglises orthodoxes. Bien que marginaux, l'islam comme le judaïsme y comptent des fidèles.

Il faut y ajouter des Eglises totalement indépendantes, telle l'Eglise arménienne, issue d'un schisme avec l'Eglise universelle antérieur au grand schisme orthodoxe, ainsi qu'une multitude de sectes.

« PAROLES DÉGELÉES » EN LITUANIE

« Les Russes ont réussi leur coup »

Nous sommes en Lituanie, durant l'été 1989. Une vingtaine de personnes racontent leurs difficultés, leurs problèmes, leurs espoirs. Parmi elles, Robert, un organiste, ancien séminariste, évoque le problème de la religion :

Il faut quand même dire qu'en Lituanie les orthodoxes avaient des privilèges dont nous, les catholiques, n'aurions pas osé rêver. Leurs temples *étaient toujours ouverts*. Personne n'a jamais empêché d'aucune façon les orthodoxes de se rendre dans leurs églises ni de suivre les prescriptions de leur culte. Leurs cloîtres fonctionnaient également. Mais cette extraodinaire indulgence est très facile à expliquer. En Lituanie, l'Eglise orthodoxe n'a aucun poids. Ils n'ont pas de fidèles. Si vous entrez dans une église orthodoxe, vous y verrez quelques grand-mères et c'est tout. Chez les jeunes, le souvenir même de la foi a disparu. Et, effectivement, on peut tout permettre à ceux qui ne représentent pas une menace.

Avec tout ce qui se passe actuellement, l'Eglise catholique, et là je ne mâche pas mes mots, commence à *« reprendre du poil de la bête »*. Il y a *Sayoudis*, le mouvement nationaliste, et la renaissance nationale. Le rôle de l'Eglise évolue. Nous sommes catholiques, donc différents des Russes. *Cela* nous réunit. Il y a un changement de consciences qui vient de se produire. Lituanien veut dire automatiquement *catholique*. *Mais si on regarde de près* les consciences... Prenons tout d'abord *Sayoudis*... Il y en a qui ont jeté aux orties *leurs cartes de parti*. D'accord. Mais vous ne les verrez pas pour autant à l'église. En principe, ils n'ont rien contre la foi. Mais qu'est-ce qu'ils représentent moralement ? Un jour ils sont rouges, l'autre jour, brusquement, ils changent de couleur. Ça n'inspire pas confiance. Quand on regarde un peu du côté des croyants, on reste tout aussi surpris. Avant la guerre, il y avait à Vilnius trente-six églises pour le tiers de la population actuelle. Et elles étaient toujours pleines. A présent, depuis la réouverture de la cathédrale, la plupart des onze églises en fonction restent à moitié vides. On n'a jamais eu le droit à une presse catholique. Récemment on a commencé à publier un journal. Le premier numéro *s'est arraché. Le second s'est correctement* vendu. Le troisième reste dans les kiosques : les invendus s'empilent aux presbytères... *Les curés n'ont* pas à qui les donner. On peut dire que les Russes ont réussi leur coup. Ils ont laïcisé la société presque à 90 %. Et le pire, ce sont *justement* les croyants. Ils affichent une foi de façade qui ne tire pas à conséquence. Ils sont souvent de bonne foi. Mais ils ne comprennent plus pourquoi se rendre à l'église. Croyants, non pratiquants. L'habitude est perdue. Peut-on regagner tout ce terrain perdu ? Je ne saurais pas vous dire.

Extrait de *Paroles dégelées, Ces Lituaniens que l'on dit Soviétiques*, par Irena Wiszniewska, à paraître le 20 mars aux Editions Calmann-Lévy, Paris, 272 pages, 98 F.

RDA Un rôle exemplaire à préserver

IL n'est pas besoin de mettre l'accent sur le rôle majeur joué par les Eglises dans l'évolution qui a conduit à l'*effondrement* du régime que dirigeait M. Erich Honecker. A Leipzig comme à Berlin, à Dresde comme à Karl-Marx-Stadt, c'est à l'intérieur et autour des lieux de culte que s'est articulé le mouvement qui, de proche en proche, a fait basculer la situation.

En fait, les Eglises constituaient en RDA les seuls espaces légaux à être autonomes à l'égard du pouvoir. Avant son expulsion en 1976, c'est là que Wolf Biermann pouvait chanter. C'est un pasteur, Rainer Eppelmann, qui a contribué à lancer le mouvement pour le désarmement, avec l'Appel de Berlin de 1982. Et c'est ce même Eppelmann, dont on sait l'attachement à une *organisation socialiste de la société*, qui réclamait à l'automne 1989 la démocratisation du pays, dans une lettre ouverte adressée au comité central du SED. En septembre dernier, le synode de la Fédération des Eglises protestantes (Kirchenbund) se prononçait pour un *« pluralisme démocratique de partis »*, et incitait les citoyens est-allemands à *ne pas* fuir la RDA.

Seules structures institutionnelles à ne pas s'être discréditées durant le nazisme, ces Eglises n'ont pas connu la persécution physique que devaient subir les autres Eglises du bloc soviétique : le nouveau pouvoir avait bien trop besoin, sinon de leur appui, du moins de leur neutralité. Il est vrai que les Eglises de RDA ont été contraintes en 1969 de quitter l'Eglise protestante allemande (EKD), créée en 1947 et rassemblant les Eglises protestantes de l'Est et de l'Ouest, et d'adopter une structure spécifiquement est-allemande. Cela ne les a pas empêchées de maintenir par divers canaux des relations étroites avec l'Ouest. De même, l'Eglise catholique (8 % de la population) a pu conserver des liens avec le Vatican, dont le gouvernement est-allemand attendait, avec la reconnaissance des frontières, un renforcement de sa légitimité. En 1960, déjà, Walter Ulbricht soulignait *« la compatibilité entre le christianisme et les objectifs humanistes du socialisme »*.

En 1971, au synode d'Eisenach, les Eglises protestantes définissaient leur attitude face au régime par la formule : *« Nicht gegen, nicht neben, sondern im Sozialismus »* (ni contre ni à côté, mais dans le socialisme), cette reconnaissance valant affirmation de leur autonomie : étant loyales, elles pouvaient se montrer critiques. Mais cette critique devait aussi rester dans les limites de la loyauté. Il en a résulté une situation quelque peu ambiguë. Ainsi, Werner Leich, évêque de l'Eglise de Thuringe, traditionnellement conservatrice, successeur en 1986 de Johannes Hempel à la *tête du Kirchenbund*, avait été le partenaire privilégié du pouvoir pendant l'opération d'autolégitimation de l'Etat est-allemand que fut l'« année Luther », en 1983. C'est d'ailleurs lui que M. Egon Krenz, éphémère successeur de M. Honecker, s'était empressé de rencontrer dès le lendemain de sa nomination.

Le contexte nouveau de la réunification

EN *pratique, il est clair que les nombreux* jeunes qui se tournaient vers les Eglises évangéliques étaient moins animés par des sentiments religieux que par des préoccupations d'ordre politique. Ces Eglises ont eu pour le mouvement social une fonction instrumentale, visant à assurer la liberté d'expression et à fournir un espace aux groupes d'opposition. Par ailleurs, les Eglises évangéliques de RDA ont joué un rôle d'intermédiaire entre ces groupes d'opposition et l'Etat, et elles ont contribué à populariser les thèmes de la paix, de la non-violence, de la démilitarisation, de l'objection de conscience, de la libre-circulation des personnes ou de la défense de l'environnement (1).

Pour l'ensemble de leur action, les Eglises évangéliques jouissent aujourd'hui d'un crédit considérable. Mais, comme le dit le théologien Herman Goltz : *« L'Eglise était espace de liberté, « lieu-tenant » de la démocratie. Elle ne le sera pas toujours : les groupes vont pouvoir, désormais, vivre par eux-mêmes, dans un espace sécularisé. L'Eglise risque donc de perdre le contact avec ces groupes* (2). » Il est vrai que l'avenir des Eglises est-allemandes se jouera sans nul doute dans le contexte nouveau de la réunification, dans un cadre très différent de celui que vont connaître les autres Eglises d'Europe de l'Est.

P. M.

(1) *Cf.* Margaret Manole, « Pacifisme et contestation en Allemagne de l'Est : sous le parapluie de Luther », *le Monde diplomatique*, novembre 1983.

(2) *In l'Actualité religieuse dans le monde*, n° 74, 15 janvier 1990.



Les eaux mêlées de la religion et du nationalisme

POLOGNE

38 millions d'habitants

Religion majoritaire : catholicisme romain (90 % à 93 %) (primat : Mgr J. Glemp).

Autres confessions (7 % environ) : *Eglise orthodoxe* autocéphale de Pologne (600 000 fidèles) ; Eglise évangélique (100 000 fidèles) ; Eglise polonaise catholique ; Eglise mariavite ; Eglise méthodiste, et plus d'une vingtaine d'autres Eglises.

[L'Eglise catholique romaine compte 27 diocèses, 103 évêques, 3 cardinaux, 21 600 prêtres, 10 500 religieux et 27 400 religieuses. Elle dispose de 24 séminaires diocésains, de 23 séminaires monastiques, d'une université catholique (Lublin), d'une académie de théologie (Varsovie), d'une académie pontificale (Cracovie), et d'un réseau de catéchisation fort de 22 207 centres. Il y a 32 maisons d'édition catholiques et 40 périodiques environ. (Source : *Zaklad Socjologii Religii*, Varsovie, 1989, données de 1987)]

Minorités nationales : Ukrainiens : 0,6 % ; autres : 0,3 % (notamment Allemands).

RDA

16,6 millions d'habitants

Religion majoritaire : protestantisme (6,4 millions, soit moins de 40 % de la population).

Autres confessions : Eglise catholique romaine (8 %) ; *Eglises protestantes libres (méthodistes : 17 000 ;* baptistes : 15 000) ; Eglise luthérienne ancienne : 15 000 ; sectes (Nouvelle Eglise apostolique : 100 000 ; Témoins de Jéhovah : 27 000).

TCHECOSLOVAQUIE

15,6 millions d'habitants (Tchèques : 63 % ; Slovaques : 31 %)

Religion dominante : catholicisme romain (65,6 %), primat : Mgr Tomasek. Compte tenu de la répression à *l'encontre des croyants* (les deux tiers des prêtres étaient empêchés d'exercer), il faut souligner l'existence d'une Eglise clandestine.

Autres confessions : Eglises protestantes (10 % environ, dont Eglise des frères tchèques) ; uniates : 100 000 ; *orthodoxes* : 50 000.

[Selon les sondages officiels, il y aurait eu seulement 30 % de croyants en Bohême-Moravie et 51 % de croyants en Slovaquie en 1980. Selon *The World Christian Encyclopedia*, Oxford, 1982, il y aurait 5 millions de catholiques pratiquants (32 %) et 1,3 million de fidèles d'autres confessions chrétiennes (8,3 %). (Source : Jacques Rupnik, *l'Autre Europe*, nº 21-22, 1989)]

Minorités nationales : Hongrois : 3,8 % ; Polonais : 0,5 %.

HONGRIE

10,6 millions d'habitants

Religion dominante : catholicisme romain (54 %), primat : Mgr Laszlo Paskai.

Autres confessions : Eglise réformée (19,5 %) ; Eglise luthérienne (4 %) ; juifs (1,5 %) ; orthodoxes : (0,5 %).

[94 % des Hongrois se déclarent croyants. Le nombre de prêtres catholiques en Hongrie pour 1 000 habitants est le plus faible d'Europe. Les communautés de base catholiques (Focolari, charismatiques, groupes Taizé, Bulanystes) regrouperaient entre 40 000 et 90 000 personnes]

Minorités nationales : Allemands : 1,6 % ; Slovaques : 1,1 % ; Tziganes : 3 %.

ROUMANIE

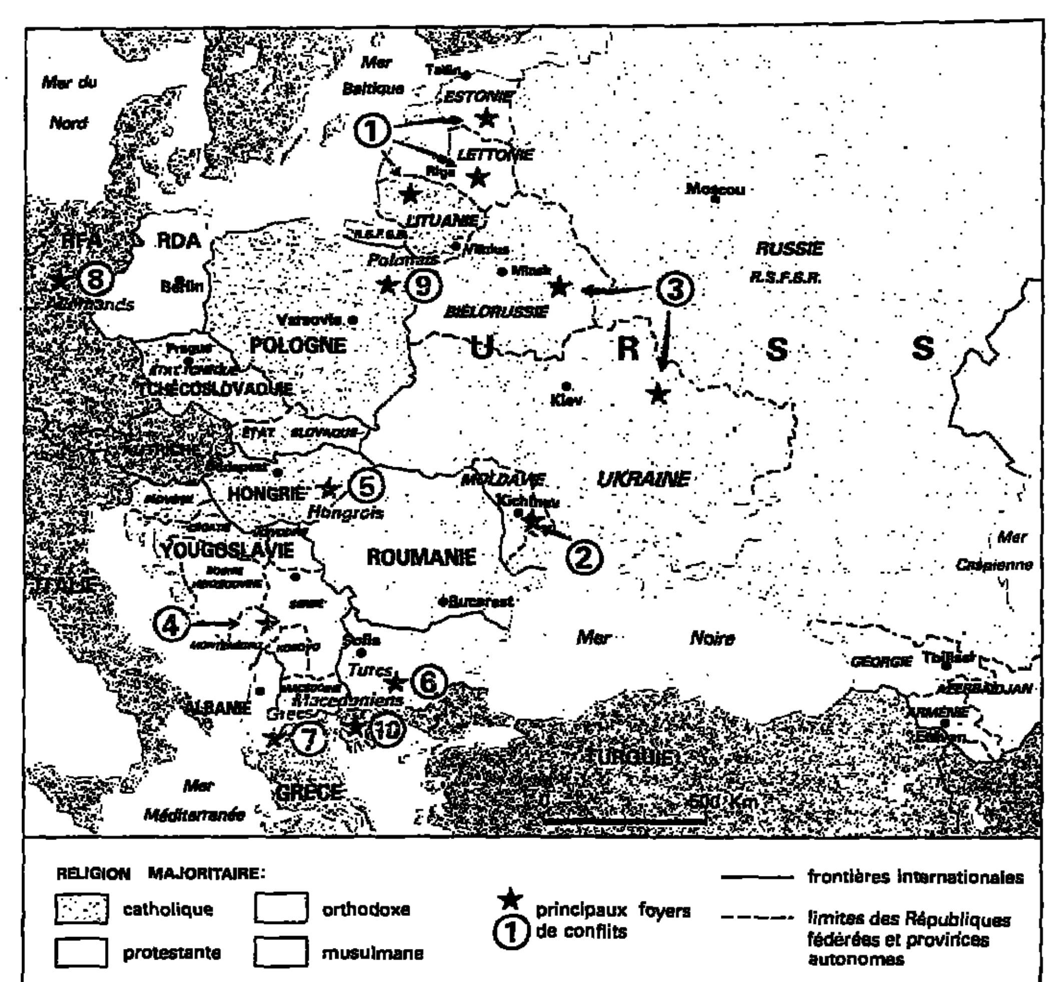
23 millions d'habitants

***Religion dominante :** Eglise orthodoxe (16 millions,* soit 70 % environ).

Autres confessions : catholiques romains : 1,2 à 1,5 million ; réformés calvinistes : 2 millions environ (Hongrois) ; évangéliques luthériens : 180 000 ; baptistes : 300 000 ; pentecôtistes : 200 000 ; adventistes : 70 000 ; musulmans : 46 000 ; juifs : 28 000.

[Une Eglise uniate subsiste dans la clandestinité depuis 1948, date de sa suppression officielle. (Source : Mihnea Berindei, *l'Autre Europe*, nº 21-22, 1989)]

Minorités nationales : Hongrois : 7,3 % ; autres : 9,9 % (notamment allemands).



Cartographie : Philippe Rekacewicz

❶ Puissants mouvements indépendantistes des peuples baltes avec une opposition vivace des populations russophones ainsi que des Polonais de Lituanie. Présence d'Allemands. ❷ Aspirations irrédentistes roumaines en Moldavie soviétique et dans certains territoires ukrainiens. Opposition des populations russophones. ❸ Mouvements indépendantistes dans les Républiques de Biélorussie et d'Ukraine, dont les nationaux sont aussi présents en Pologne, où ils réclament leurs droits culturels. ❹ Revendications de la minorité d'origine albanaise au Kosovo. Virulence des nationalismes dans toute la Yougoslavie (lire « La Fédération menacée d'éclatement », *le Monde diplomatique, février 1990*). ❺ *Minorités hongroises en Yougoslavie, Ukraine, Tchécoslovaquie et Roumanie* : revendications culturelles et autonomistes. ❻ Présence de minorités turques en Yougoslavie, en Grèce (Thrace) et surtout en Bulgarie, où elles luttent pour la reconnaissance de leurs droits. Objets de brimades en Grèce, elles font partie du contentieux entre Ankara et Athènes (lire « Les Balkans, fragile et vibrante mosaïque », *le Monde diplomatique*, janvier 1989). ❼ Populations grecques disséminées en Yougoslavie et en Bulgarie, concentrées dans le sud de l'Albanie, où la revendication de leurs droits culturels crée une pomme de discorde entre Tirana et Athènes. De surcroît, plus d'un million de Grecs vivent dispersés sur le territoire soviétique. ❽ Présence de communautés de souche allemande en Pologne, Hongrie, Roumanie, Tchécoslovaquie et URSS. *Revendications culturelles et parfois irrédentistes.* (Lire « Dans l'espace historique des convergences germaniques », *le Monde diplomatique*, décembre 1989.) ❾ *Minorités polonaises en Lituanie, en Ukraine, en Tchécoslovaquie et en Biélorussie.* Revendications culturelles. ❿ Macédoniens en Yougoslavie (une République fédérée), en Grèce et en Bulgarie. Ils sont considérées comme des Bulgares par les autorités de Sofia.

BULGARIE

9 millions d'habitants

Religion dominante : Eglise orthodoxe autocéphale (63,2 %).

Autres confessions : musulmans (10,6 %) ; catholiques (0,5 %) ; protestants (0,4 %).

Minorités nationales : Turcs : 8,5 % ; Tziganes : 2,5 % ; autres : 3,7 %.

ALBANIE

3,1 millions d'habitants

[En Albanie, la religion est interdite par la Constitution (art. 37 de la Constitution de 1976 : *« L'Etat ne reconnaît aucune religion : il soutient et développe la propagande athée pour inculquer aux hommes la conception matérialiste scientifique du monde.* » Les dernières statistiques disponibles remontent à 1942.]

Religion dominante : islam (68,9 %).

Autres confessions : orthodoxes (20,7 %) ; catholiques (10,4 %).

Minorités nationales : Grecs : 1,6 %; Tziganes : 0,2 %.

YOUGOSLAVIE

24 millions d'habitants
(Serbes : 36 % ; Croates : 19,7 % ;
Slovènes : 7,8 % ; Bosniaques : 8,9 %)

Religion dominante : Eglise orthodoxe (41 %).

Autres confessions : *catholiques : 32 % ; musulmans : 12 %.*

***Minorités nationales :** Albanais : 7,7 %* (Kosovo), Hongrois, Bulgares, Turcs.

URSS

287 millions d'habitants

Structures confessionnelles :
80 millions de chrétiens environ, dont : 40 à 50 millions d'orthodoxes ; 6,5 millions de catholiques de rite latin (pour l'essentiel en Lituanie, Lettonie et Biélorussie) ; 5 millions environ de catholiques de rite byzantin (uniates) en *Ukraine occidentale* ; 2 millions de chrétiens apostoliques arméniens ; 3 millions de protestants ; orthodoxes géorgiens, vieux croyants, etc.
45 millions de musulmans.
3 millions de juifs.
(Source : Centre russe œcuménique de Rome.)

LITUANIE

3,7 millions d'habitants
Capitale : Vilnius
Religion dominante : catholicisme romain (2 à 3 millions de croyants).
Autres confessions : orthodoxes.
Minorités nationales : *Russes : 9,3 % ; Polonais :* 7,3 % ; Biélorusses : 1,7 % ; Ukrainiens, juifs.

LETTONIE

2,7 millions d'habitants
Capitale : Riga
Religion dominante : protestantisme.
Autres confessions : catholiques (20 %) ; orthodoxes ; baptistes.
[Le séminaire de Riga est destiné à toute la communauté catholique d'URSS.]

Minorités nationales : Russes : 33,8 % ; Polonais : 4 % ; *Ukrainiens : 3,4 %* ; Biélorusses : 1,7 % ; juifs.

ESTONIE

1,6 million d'habitants
Capitale : Tallin
Religion dominante : protestantisme.
Autres confessions : orthodoxes ; catholiques (quelques milliers).

Minorités nationales : Russes : 30,3 % ; Ukrainiens : 3,1 % ; Biélorusses : 1,6 %.

BIÉLORUSSIE

10,2 *millions* d'habitants
Capitale : Minsk
Religion dominante : Eglise orthodoxe.
Autres confessions : *catholiques (2,5 millions) ; orthodoxes* ; uniates.

***Minorités nationales :** Russes :* 13,1 % ; Polonais : 4,2 % ; Ukrainiens : 2 % ; juifs : 1,4 %.

UKRAINE

51,7 millions d'habitants
Capitale : Kiev
Religion dominante : Eglise orthodoxe.
Autres confessions : Uniates (catholiques de rite byzantin) : 5 millions environ (l'Eglise uniate a été rattachée de force au patriarcat de Moscou en 1946 ; *elle a survécu dans la clandestinité.* Il y aurait environ 500 prêtres) ; catholiques romains : 500 000 ; baptistes, adventistes, pentecôtistes.

Minorités nationales : Russes : 21,9 % ; juifs : 1,3 % ; Biélorusses : 0,8 % ; Moldaves : 0,6 % ; *Polonais : 0,5 % ; Bulgares : 0,5 %.*

MOLDAVIE

4,3 millions d'habitants
Capitale : Kichinev
Religion dominante : Eglise orthodoxe (80 % environ).
Autres confessions : uniates ; juifs.

Minorités nationales : Ukrainiens : 13,8 % ; Russes : 12,9 %.

ARMÉNIE

3,3 millions d'habitants
Capitale : Erevan
Religion dominante : Eglise apostolique arménienne, dite « grégorienne » (95 %) *(en blanc sur la carte).* Il s'agit d'une Eglise indépendante, séparée au concile de Chalcédoine (451).
Autres confessions : catholiques de rite arménien ; *protestants* ; baptistes ; musulmans.

Minorités nationales : Azéris : 5,3 % [avant les événements d'Azerbaïdjan] ; Russes : 1,6 % ; Kurdes : 1,7 %.

GÉORGIE

5,2 millions d'habitants
Capitale : Tbilissi
Religion dominante : Eglise orthodoxe autocéphale (3,5 millions de fidèles).
Autres confessions : Eglise apostolique arménienne ; catholiques de rite arménien ; musulmans.

***Minorités nationales :** Arméniens : 9 % ; Russes :* 6,2 % ; Azéris : 3,2 % ; Grecs : 1,9 % ; Abkhazs : 1,7 % ; Ukrainiens : 0,9 % ; juifs, Kurdes, Coréens.

PATRICK MICHEL

NB. – Les chiffres indiqués sont à prendre comme des ordres de grandeur. Nombre d'informations font défaut *s'agissant des appartenances religieuses. De plus, les statistiques* existantes ne sont pas nécessairement fiables. Lorsque la source n'est pas explicitement indiquée, les données viennent des chiffres préliminaires du recensement soviétique de 1989, de *l'Etat des religions*, Le Cerf-La Découverte, Paris, 1987 et de l'*Encyclopedia Universalis, Chiffres du monde*, 1989.

A nos lecteurs

Devant une situation fort mouvante en Europe centrale et en Europe de l'Est, et pour répondre aux questions que pouvaient se poser de nombreux lecteurs, nous avions décidé de publier, dans notre numéro de février (pages 16 et 17), quatre grandes cartes en couleurs montrant les pesanteurs économiques, ethniques, diplomatiques et politiques, sur la longue durée, dans le Vieux Continent. Nous nous sommes adressés à un cartographe dont nous appréciions la qualité des travaux.

Malheureusement, le résultat n'a pas correspondu à ce que nous en attendions. Des erreurs grossières – que de nombreux lecteurs n'ont pas manqué de relever – entachaient certaines cartes, de sorte que celles-ci ne peuvent en aucun cas servir de référence. Ces documents nous sont parvenus si tard qu'il nous a été impossible, pour des raisons techniques, de les corriger ou de les ajourner. A cela sont venues s'ajouter des carences dans notre atelier de fabrication : des couleurs ont été altérées, ce qui rendait impossible la lecture de certaines cartes.

Nous avons, bien entendu, décidé d'arrêter notre collaboration avec ce cartographe. Et nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser cette accablante accumulation d'erreurs.



POLOGNE La fin d'une vocation à dire l'universel

ADAM Michnik l'avait dit avec force : la laïcisation de la Pologne dépendait en dernière instance de la disparition de la *structure totalitaire* (1). Cette double évolution est aujourd'hui engagée. La renaissance, manifeste pour qui rentre de Pologne, d'un anticléricalisme populaire, reposant il est vrai sur de solides traditions (2), comme la méfiance manifestée par certains *croyants à l'égard* des changements en cours dans le pays (3) démontrent, s'il en était besoin, que c'est bien, paradoxalement, le communisme qui a christianisé la Pologne, en faisant de la religion le véhicule privilégié d'une mise en cause de la légitimité du régime.

Jusqu'en 1978, le catholicisme a été, de fait, un instrument majeur de résistance à la soviétisation, un gage permanent du pluralisme de la Pologne et de son ancrage dans la culture, la tradition et la civilisation occidentales. L'élec*tion de Mgr Karol Wojtyla à la* papauté conférait en plus à la Pologne une place centrale dans une catholicité où elle s'était sentie, jusque-là, dans une position quelque peu périphérique. *L'expérience polonaise* devenait, pour l'Eglise, en quelque sorte universelle. Et le projet messianique visait à étendre à l'Europe la reconquête religieuse dont la Pologne a été le théâtre (4).

Le poids institutionnel de l'Eglise n'a jamais été aussi fort. Le pouvoir communiste l'avait d'ailleurs reconnu, espérant ainsi placer l'épiscopat dans le rôle d'interlocuteur privilégié, de médiateur entre lui et la société. En atteste le statut juridique accordé par la loi du 17 mai 1989, qui va jusqu'à reconnaître, dans son préambule, la *« contribution historique* [de l'Eglise] *au développement de la culture nationale et au* [...] *renforcement des valeurs morales fondamentales »*. Outre la garantie de la liberté de conscience et de culte, cette loi, forte de quarante-cinq articles, très détaillés, prévoit entre autres de notables exemptions fiscales, un large accès aux médias, et le droit pour l'Eglise de créer et de diriger des établissements scolaires (5).



Jean Gaumy-Magnum

1980 : CONFESSION DANS UNE USINE EN GRÈVE A GDANSK
Aujourd'hui, le pluralisme pose problème

Apparition de clivages longtemps dissimulés

IL est vrai que le pays est catholique à plus de 90 % et que la pratique religieuse a augmenté dans de nettes proportions depuis 1960, comme d'ailleurs le nombre de vocations sacerdotales, ce qui est exceptionnel en Europe.

Le nouveau *pluralisme* risque toutefois d'entraîner une réelle érosion de l'influence morale de l'Eglise sur la *société. Les évêques révèlent déjà* que les normes morales catholiques sont bien peu respectées. Mais, surtout, le pluralisme *prive* l'Eglise du caractère politiquement incontournable qui était le sien du fait de la confiscation, par les communistes, des symboles, des valeurs et du discours laïcs. Il lui faut se re-situer, et elle s'y applique, forte des positions qui sont les siennes.

Le catholicisme polonais n'hésite pas à défendre sa ligne propre, quitte à constituer une gêne pour le gouvernement issu de Solidarité, et pourtant dirigé par un catholique, M. Mazowiecki. Déjà, *à partir de 1982*, des voix timides *s'étaient élevées pour* reprocher au primat, Mgr Glemp, de privilégier les intérêts de l'institution au détriment de ceux de la *société*.

La position adoptée par le primat, Mgr Glemp, sur la question du carmel d'Auschwitz, et qui lui vaut d'ailleurs aujourd'hui une popularité inégalée, est à l'évidence à replacer dans la même perspective que le projet de loi sur l'avortement déposé à l'initiative de l'Eglise à la veille des élections législatives de l'automne 1988, ou que les candidatures suscitées par l'épiscopat pour tenter de barrer la route à certains candidats de Solidarité. *Tout* cela témoigne de la rupture de l'alliance antitotalitaire conclue entre l'Eglise et l'opposition laïque au cours des années 70. Cette alliance n'a, de fait, plus de raison d'être aujourd'hui.

Or la logique de ce front antitotalitaire permettait à l'Eglise d'apparaître comme un élément parfaitement homogène et cohérent de la scène polonaise. Avec la démocratisation on assiste à la fin de la situation de citadelle assiégée sur laquelle l'Eglise a campé durant des décennies ; à l'apparition de fissurations internes au sein du catholicisme polonais ; à la mise au grand jour de clivages qui, pour avoir toujours existé, étaient jusqu'alors dissimulés. On voit, par exemple, resurgir des différenciations régionales, recoupant assez précisément les trois zones – russe, autrichienne et prussienne – de l'époque des partages (5).

Surtout, à la différence de ce qui se passait à l'époque du cardinal Wyszynski, mort en 1981, le primat n'est plus le seul représentant officiel de l'Eglise catholique. L'arrivée à Varsovie, l'été dernier, de Mgr Jozef Kowalczyk, nonce apostolique de nationalité polonaise, *nommé par* le pape Jean-Paul II à la suite du rétablissement des relations diplomatiques entre la Pologne et le Vatican en juillet 1989, complique le jeu.

Depuis l'affaire du carmel, il est par ailleurs question de dissocier les fonctions de primat et de président de la conférence épiscopale, et même de scinder en deux l'archidiocèse de Varsovie-Gniezno, toutes mesures allant dans le sens d'une diminution des *prérogatives du primat, dont la tentative* pour réaffirmer son autorité sur l'Eglise, à l'occasion de l'affaire du carmel d'Auschwitz, aurait ainsi eu pour résultat paradoxal d'accélérer la diversification en cours, à l'intérieur du catholicisme polonais comme dans le pays.

La tendance est de fait à l'accroissement des tensions au sein de Solidarité. *Les préférences d'une partie importante* de l'épiscopat et du clergé vont à la création d'un parti nationaliste chrétien qui réactiverait l'équation « polonais = catholique » sur la scène politique (6). Dès 1980-1981, l'Eglise avait manifesté quelque réticence à admettre sa relégation au second rang du fait de la création et de la légalisation de Solidarité. C'est le coup d'Etat du *général* Jaruzelski *le 13 décembre 1981* qui lui avait rendu son rôle d'opérateur socio-politique central, sans que cela empêchât Mgr Glemp de songer déjà à la constitution d'une démocratie chrétienne qui aurait institutionnalisé le face-à-face symbolique entre le primat et le premier secrétaire du Parti. Son entourage l'en avait alors dissuadé (7).

L'Eglise catholique, *forte* en Pologne de sa position majoritaire et du caractère combatif qu'elle a su conférer *entre identité nationale et identité* religieuse, s'est historiquement posée en détenteur de la totalité, face à un parti qui lui-même se présentait comme le seul détenteur de la totalité. Mais le nouveau pluralisme confronte l'Eglise au relatif, à la difficulté, voire à l'impossibilité de dire l'universel (8). *En ce sens, la période actuelle apparaît*, tant pour la société que pour le catholicisme polonais, comme celle du questionnement d'une identité en déplacement, confrontée à l'avancée vers une certaine modernité.

P. M.

(1) Adam Michnik, *l'Eglise et la Gauche*, Le *Seuil, Paris, 1979, 225 pages.*

(2) Il existe en Pologne une tradition de libre-pensée (voir Oskar Czeczot, « Le tombeau de la libre pensée en Pologne », in *l'Autre Europe*, nº 21-22, 1989), de même qu'une tradition d'anticléricalisme populaire, qui s'est souvent conservée bien vivante dans la campagne. *Ce qui est nouveau, ce sont les réflexions très dures* de citadins hier encore très respectueux de l'Eglise, certains allant jusqu'à la taxer de *« totalitarisme noir »*.

(3) Dans certains milieux catholiques, on va même jusqu'à redouter une réussite économique qui signifierait l'instauration d'une société de *consommation où les Polonais « perdraient leur âme »*...

(4) Pour une analyse de ce projet messianique, *cf.* Patrick Michel, *la Société retrouvée – Politique et religion dans l'Europe soviétisée*, Fayard, Paris, 1988, 347 pages, notamment chap. 5, « Slavorum Apostolus », pp. 181-232.

(5) Sur les différences qui se sont perpétuées jusqu'à la période contemporaine entre les trois anciennes zones créées par les partages, voir *Histoire religieuse de la Pologne*, sous la direction de Jerzy Kloczowski, Le Centurion, Paris, 1987, 640 pages.

(6) La création de ce parti nationaliste chrétien est aujourd'hui, à l'initiative de M. Chrzanowski, plus qu'un simple projet. On peut rappeler que le seul ouvrage que le primat Glemp ait *jamais accepté de préfacer est* une brochure de Dmowski, leader de la Démocratie nationale de l'entre-deux-guerres.

(7) Entretien de l'auteur avec Jerzy Turowicz, rédacteur en chef de *Tygodnik Powszechny*, à Varsovie, début 1983.

(8) Sur ce sujet, voir notre article « La prétention à l'universel de l'Eglise polonaise », *in le Monde*, 5 septembre 1989.

ROUMANIE Après la compromission, séduire à nouveau

Par EDITH LHOMMEL *

LA révolution roumaine a provoqué au sein des différentes hiérarchies ecclésiastiques un inévitable remue-ménage : chez les représentants de l'Eglise orthodoxe (qui regroupe 80 % des fidèles), bien sûr, mais aussi dans d'autres confessions minoritaires, comme l'Eglise réformée évangélique, dont deux évêques (ceux d'Oradea et de Cluj) ont abandonné leurs charges. Le premier, Mgr Laszlo Papp, n'avait pas hésité à ordonner en octobre dernier la mutation du pasteur opposant Laszlo Tokes, dont l'arrestation allait être à l'origine des manifestations de Timisoara de décembre 1989 (1).

Comment pouvait-il en être autrement pour ceux qui, *depuis l'instauration* du pouvoir communiste en 1948, se sont efforcés, quarante années *durant, de composer* avec le régime, au mépris de la défense d'un nombre important de prêtres réfractaires, dont des centaines connurent la prison ou la mort, notamment dans les années *1952-1953* et 1958-1959 ? La démission du patriarche Theoctist, premier représentant de l'Eglise orthodoxe roumaine depuis 1986, qui, comme son prédécesseur Moitsescu, entretenait avec *le* régime Ceausescu d'excellentes relations, nullement assombries par la des*truction, ces dernières années*, de dizaines d'églises, donne la mesure de la contestation interne qui s'est développée au sein de cette confession.



Delahaye-Sipa

CÉRÉMONIE ORTHODOXE A BUCAREST
La révolution a provoqué de spectaculaires retournements

Ainsi, le spectaculaire retournement opéré par le patriarche roumain en faveur du Conseil du Front de salut national, le 22 décembre dernier, alors que la presse publiait son télégramme de soutien à Ceausescu rédigé aux lendemains de la *répression* de Timisoara, n'aura donc servi qu'à le discréditer davantage. De même que sa lettre du 6 janvier 1990 rédigée au nom du synode orthodoxe (publiée sans commentaire par *le Figaro* du 17 janvier 1990), dans laquelle il se félicitait du renouveau que l'Eglise allait connaître *« après des décennies d'esclavage infligées par la dictature de Ceausescu »*, regrettant au passage – mais sans plus d'explications – que *« certains d'entre nous n'aient pas toujours eu le courage des martyrs et n'aient pas reconnu publiquement la douleur cachée et les souffrances du peuple roumain »*... Il ajoutait encore : *« Nous regrettons que pour beaucoup de réalisations positives de l'Eglise il ait fallu payer le tribut des louanges obligatoires et artificielles adressées au dictateur »*...

Par-delà cette ultime tentative infructueuse pour se blanchir lui-même et d'autres métropolites, *tels* celui d'Alba-Iulia, qui dut aussi démissionner, ou ceux de Constanta, d'Oradea et de Cluj, déclarés « souffrants » depuis lors, la lettre officialise l'annulation par le synode de *« toutes les sanctions et interdits que la dictature lui avait imposé d'appliquer à des desservants ou à des Eglises pour des raisons politiques »*. *En clair*, cela *signifierait* la fin de la mise hors la loi de tout un ensemble de cultes, dont, sur les soixante reconnus avant-guerre, uniquement quatorze avaient reçu droit à l'existence au terme de la loi des cultes d'août 1948.

Nul doute que la libéralisation de la vie politique n'entraîne des changements importants dans le paysage religieux *de la Roumanie*, même *si le* Conseil du Front de salut national (largement modifié depuis lors) s'est contenté, dans un décret du 20 janvier 1990, de remplacer l'ancien département des cultes... par un ministère du même nom, dirigé par M. Stoicescu. Ainsi, l'importante Eglise uniate (catholique de rite orthodoxe), forte d'au moins un million et demi de *fidèles et qui, durement persécutée*, eut aussi à souffrir du zèle déployé par l'Eglise orthodoxe pour récupérer une partie de ses ouailles, sortirait grandie de sa longue période de « catacombes ». Qu'adviendra-t-il également des différentes sectes (pentecôtistes, adventistes, baptistes...) qui avaient recueilli un nombre important de croyants (au moins un million), révoltés par la passivité et la compromission de leurs Eglises ?

Prompte à se ranger aux côtés des nouvelles autorités (quelles qu'elles soient), l'Eglise orthodoxe et, avec elles, de nombreuses autres confessions ne resteront pas étrangères au jeu des partis politiques désormais autorisés. En vue de l'élection de nouvelles structures et d'un nouveau chef spirituel, après la dissolution, le 18 janvier dernier, de l'ensemble des organes délibératifs de l'Eglise orthodoxe, un « groupe de réflexion pour la régénération de l'Eglise » lançait un appel à tous les fidèles, le 26 janvier dernier, dans *Romania libera* : certains, parmi les signataires du texte, ont créé le Parti national chrétien et paysan, qui, *très vite*, a *fusionné* avec le Parti national paysan.

Nombreux seront les partis politiques à revendiquer la réintroduction de l'enseignement religieux, la possession d'une bible pour chaque citoyen, la *reconnaissance de l'activité* missionnaire de l'Eglise. La porte sera alors ouverte non seulement à une compétition redoublée entre les différentes confessions mais aussi à une recrudescence du prosélytisme religieux.

(1) Lire à ce propos Edouard Bailby, « La démocratie à l'anne des nationalismes », *le Monde diplomatique*, février 1990.

* Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est, Paris.

A lire

– Dimitri Pospelovsky, *The Russian Church under the Soviet Regime (1917-1982)*, Saint Vladimir Seminary Press, Crestwood, 1984, 536 pages.
– Patrick Michel, *la Société retrouvée – Politique et religion dans l'Europe soviétisée*, Paris, Fayard, 1988, 347 pages.
– *L'Autre Europe*, « Religion et politique », L'Age d'homme, Paris, Nº 21-22, 1989, 278 pages.
– *L'Actualité religieuse dans le monde*, nº 74, 15 janvier 1990, Paris.

● « UNE SEULE GERMANITÉ ? » – M. Roman Schnur, professeur de droit public à l'université de Tübingen, souhaite rectifier certains chiffres publiés dans l'article « Une seule germanité ? » paru dans le numéro de décembre 1989 du *Monde diplomatique*. Il se fonde sur des statistiques données par le périodique allemand *Globus* en 1985 (et sans doute déjà dépassées en raison des flux intenses de populations) : *« Pour l'Italie, ce ne sont pas 24 000 mais 240 000 citoyens de langue allemande qui vivent dans ce pays. En Roumanie, les germanophones sont descendus bien au-dessous de 400 000, et la plupart des écrivains importants ont émigré en RFA. La Hongrie comprendrait non pas 22 000 mais 220 000 germanophones. Les Soviétiques de langue allemande seraient 2,2 millions et non 3,3 millions. Enfin, personne ne sait, semble-t-il, à combien se monte la population germanophone en Pologne : cela s'explique en premier lieu par la présence de nombreuses familles mixtes qui se déclarent tantôt allemande, tantôt polonaises. »*

QUAND LE MÉPRIS SE PASSE DES LOIS DE

Les masques du rac

(Suite de la première page.)

Tout ce temps perdu... Pour l'expliquer, on invoquera les fantasmes du racisme, l'âpreté au gain, l'arrogance et la peur, en oubliant l'essentiel : une épaisse sottise. Entre-temps, assassinats, tueries et pendaisons ont exacerbé les haines et les passions. Combien d'*années faudra-t-il maintenant pour* surmonter les obstacles ainsi accumulés ?

Voilà exactement trente ans, en février 1960, à Greensboro (Caroline du Nord), quatre étudiants noirs se présentaient au comptoir d'une cafétéria Woolsworth, à deux heures de l'après-midi. Le personnel refusait de les servir. Banalité quotidienne, bien enracinée dans les mœurs. Le lendemain, ils étaient 23 ; le surlendemain, 85 ; en fin de semaine, 400 ; quelques jours plus tard, la même scène se reproduisait dans 300 villes du sud des Etats-Unis. La vague de fond était lancée. Pour le trentième anniversaire de leur coup d'éclat, les « quatre de Greensboro » sont revenus au même comptoir. Ils ont été servis. Par un vice-président de Woolsworth. Il s'appelle Aubrey Lewis. Il est noir (5).

Bien long paraît le chemin qui mène à ce but si simple, si naturel... A ceux qui, rêvant d'une société de droit, imaginent qu'elle serait mieux assurée par on ne sait quel « gouvernement de juges » échappant aux passions politiques, il faut rappeler que c'est la Cour suprême des Etats-Unis qui, voilà près d'un siècle, posa elle-même les fondements juridiques de la ségrégation raciale (6) : Noirs et Blancs seraient *« séparés mais égaux »*. Si sages soient-ils, des magistrats n'ont pas vocation de prophètes : ils reflètent dans toute leur médiocrité les préjugés de leur temps. Il faudra six décennies de patients efforts, d'action militante, de combats, pour que le 17 mai 1954 la Cour constate que *« des facilités d'éducation séparées sont, par elles-mêmes, inégales »* ; les budgets scolaires sont beaucoup plus généreux pour un élève blanc que pour un élève noir.

La partie n'était pas pour autant gagnée, et elle ne le sera, là encore, que par l'action militante. Trois ans après la décision historique de la Cour suprême, le président Eisenhower devra envoyer à Little-Rock (Arkansas) mille parachutistes pour faire entrer six élèves noirs dans une école blanche... En 1958, un artifice juridique retardera l'intégration raciale. Cueillant les fruits de sa résistance au droit, le gouverneur raciste Orval Faubus sera réélu avec 70 % des suffrages. Vain combat d'arrière-garde. Car à travers tout le territoire de l'Union la campagne se poursuivra pendant des années. En aucun cas, une victoire — judiciaire, politique, législative — ne sonne la démobilisation des militants.

Avec un pouvoir minoritaire blanc, c'est dans un contexte radicalement différent que l'Afrique du Sud va connaître des épreuves bien plus considérables pour d'abord abolir les lois de l'apartheid, ensuite pour faire respecter de nouvelles normes de droit, si délicates à mettre au point.

Sous la direction de M. Eugène Terreblanche, le Mouvement de résistance afrikaner (AWB) dispose d'une milice et invite les Boers à s'armer *« au nom de Dieu »*. De même, aux Etats-Unis, dans les années 50, des manifestants reprenaient en chœur le slogan : *« God, the original segregationist »* (« Dieu fut le premier ségrégationniste »). Quarante ans plus tard, toutes les lois racistes ont été abolies, des progrès parfois spectaculaires ont été accomplis, mais, inachevé, le chantier reste largement ouvert. Les Noirs constituent 12 % de la population américaine, mais 6,3 % seulement des élèves des « colleges » et en revanche 47 % des détenus dans les prisons. Le revenu annuel d'un Noir n'atteint encore que 59 % de celui d'un Blanc. Avancée autrefois inimaginable, le nombre de Noirs élus est passé de 1 469 en 1970 à 7 226 en 1989, mais ils sont loin d'avoir atteint un niveau de représentation « normal » en démocratie. Le pire est sans doute l'inexorable destruction du tissu social et familial : en 1960, 22 % des enfants noirs vivaient dans une *« famille sans père »* ; ils sont aujourd'hui 52 % (7). L'histoire n'est jamais finie, jamais l'action militante ne peut être rangée au placard des accessoires inutiles.

A chaque étape, la conquête d'un droit requiert toutes les énergies des mouvements de masse, associations populaires, groupes de pression, syndicats, soutenus par des hommes d'Eglise, écrivains, journalistes, avocats, toujours soumis aux pires vexations, à la répression la plus systématique. Qui donc, en Afrique du Sud, paiera de sa vie cette interminable campagne, comme aux Etats-Unis le pasteur Martin Luther King, assassiné quatorze ans après la condamnation de la ségrégation par la Cour suprême ?

CONTRAIREMENT aux lois, de plus en plus anachroniques, qui humilient, proscrivent ou parquent des êtres humains en raison de leur appartenance ethnique, les pulsions racistes sont, elles, éternelles et universelles. Avec ou sans prétexte, elles percent sous toutes les formes de chauvinisme national.

Auteur d'un pamphlet intitulé *Russophobie*, Igor Chafarevitch soutient que, en favorisant la liberté d'expression, M. Gorbatchev a déchaîné contre la culture russe de violentes critiques où s'illustrent, dit-il, des intellectuels juifs... A Leningrad et à Moscou, le cri *« Tuez les juifs »* a retenti dans des manifestations de l'organisation ultranationaliste Pamiat (8). Lors d'une récente réunion de l'Union des écrivains, à Moscou, divers intervenants ont brodé sur le même vieux thème *« Pourquoi les juifs sont-ils partout ? »*. L'un d'eux s'est taillé un certain succès en les accusant d'avoir imposé le communisme en Russie (9). Les témoignages de juifs récemment arrivés en Israël confirment que la vague d'antisémitisme prend de l'ampleur.

Le même courant n'épargne évidemment pas la Roumanie, où des slogans antisémites sont apparus dans les meetings du Parti paysan. Même rengaine : *« Ce sont les juifs qui ont apporté ici le communisme »*, répète-t-on (10). Les juifs ne sont pas seuls en cause. Au pseudo-procès de Nicolae et Elena Ceausescu, la voix anonyme du procureur invisible demande avec insistance à l'ancien dictateur : *« Qui sont les mercenaires étrangers qui tirent sur la foule (11) ? »* Pendant plusieurs jours, la rumeur s'enfle, venimeuse, parcourt les rues, atteint les télévisions occidentales : les agents de la Securitate sont secondés par des *« Arabes »*... Contre toute vraisemblance, la radio de Bucarest affirme que des *« troupes arabes »* sont arrivées *« par hélicoptères au cours de la nuit »*, puis elle précise qu'il s'agit de *« groupes de Palestiniens »*. Bienheureux miracle, l'un d'eux est capturé. Ligoté, déculotté, le visage tuméfié, il est, affirment ceux qui se sont saisis de lui, *« iranien »*. Il s'agit en fait d'un adolescent roumain, simple d'esprit (12). Les juifs, les Arabes et, depuis Khomeiny, les Iraniens possèdent en commun une exceptionnelle aptitude à servir de boucs émissaires...

Dans la propagande antisémite de Pamiat, le marteau qui, sur l'emblème communiste, croise la faucille cède la place à l'étoile de David. En Afrique du Sud, la milice raciste de M. Eugène Terreblanche arbore un insigne qui évoque une croix gammée à trois branches au lieu de quatre. A Leipzig, au cri de *« Sieg Heil ! »*, quelques centaines de skinheads marchant au pas de l'oie perturbent une manifestation en faveur de l'unification allemande, molestent les passants et brisent les vitrines en hurlant : *« Au diable les juifs* (13) ! »

« Jusqu'à ce jour, je n'aurais jamais cru des soldats de l'armée israélienne capables de telles choses », écrit Yoram Binur, journaliste israélien, en relatant les violences sexuelles commises par ses camarades sur deux adolescentes palestiniennes à l'époque de son service militaire. Pour tenter de comprendre, il va pendant quelques mois vivre la vie d'un Palestinien, se mettre, autant que faire se peut, à la place de l'Autre. Il ne cherche pas à élaborer une théorie. Simplement, il prend des notes. Et puis il raconte. Annonçant les drames futurs que seule une reconversion des esprits pourrait éviter, des scènes révoltantes. Et, surtout, le racisme banal. *« Cet Arabe-là, je vous le jure, avec un rien de plus, il pourrait être juif »*, dit en parlant de Yoram Binur l'Israélienne qui, contre un modeste salaire, confie au faux Palestinien quelque besogne (14). Le juif déguisé en Arabe sait bien, lui, qu'il y a dans cette phrase odieuse et stupide toute la quintessence du racisme ordinaire : le mépris, avec, au bout du compte, le pogrom et le sang.

Il faut atteindre ce degré de criminelle sottise pour devenir capable d'accomplir les horreurs que rapporte un écrivain israélien après une enquête dans les territoires occupés. Ce coup de fusil sur une fillette dont on vient d'assassiner le père... Ou ce dingue qui se croit héros : *« Chaque Arabe qu'il attrape, il le mord ; d'un coup de dents, il lui enlève un morceau d'oreille... pour le reconnaître la prochaine fois* (15). » La volonté d'humilier dégrade d'abord celui qui veut avilir, le dépouille d'une part essentielle de son humanité, la plus lumineuse, pour ne lui en laisser que la plus abjecte, celle qui lui permet d'offenser ses semblables.

LES comportements racistes des individus s'inscrivent naturellement dans une certaine conception du monde, à laquelle ils demandent une fallacieuse justification. *« Le combat contre le communisme servit d'excuse à la répression raciste* [en Afrique du Sud] *pendant deux générations »*, écrit Flora Lewis (16) ; au vu des bouleversements en URSS et en Europe de l'Est, elle constate que cet anticommunisme-là a désormais *« perdu son utilité »*... Mais que valait-il auparavant ? L'auteur invite quand même M. Nelson Mandela à abandonner son intention proclamée de nationaliser certains secteurs de l'économie sud-africaine. Là se trouve en effet la seule, l'obsédante préoccupation : la bonne santé du capitalisme l'emporte sur la dignité et la liberté du peuple noir. De quel pouvoir économique disposera-t-il demain ?

Priorité aux affaires. Ensuite, bien plus tard, quand sa révolte aura ébranlé l'édifice, on feindra de se pencher paternellement sur le sort de l'homme. Voilà pourquoi les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud furent décrétées avec un impardonnable retard, lui-même impitoyable reflet d'une hiérarchie des valeurs, d'une *« philosophie de la vie »*, que Thomas Merton (17), méditant sur le racisme *« en Alabama et en Afrique du Sud »*, commentait en ces termes voilà plus d'un quart de siècle : *« Lorsque nous parlons de nous comme du « monde libre », nous voulons dire avant tout le monde dans lequel les* affaires *sont libres. La liberté de la personne ne vient qu'ensuite, parce que, pour nous, elle dépend de l'argent (...). Si vous*



LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

Un conflit mon

Par ERIC J. HOBSBAWM *

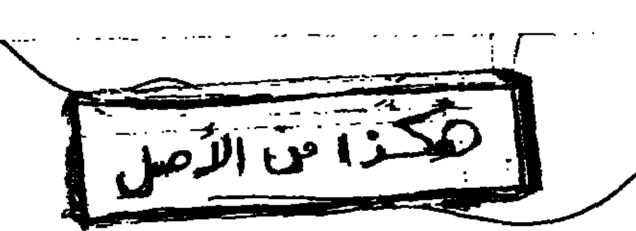
LA guerre qui éclata le 3 septembre 1939, personne ne l'avait voulue. Ni la France ni la Grande-Bretagne, bien sûr, dont les gouvernements y furent entraînés contre leur gré. Ni l'Allemagne non plus : Hitler et son état-major s'étaient certes préparés pour une guerre générale, mais ils n'envisageaient le déclenchement que dans les premiers mois de 1940. Hitler était convaincu que Dantzig serait un autre Munich. *« La guerre, il la voulait profondément, il la désirait, presque charnellement,* pour reprendre les termes de l'impressionnant ouvrage du professeur Donald Watt (1), *mais pas avec la France et la Grande-Bretagne, du moins pas en 1939. »*

Donald Watt n'a donc pas écrit un livre sur la genèse d'une seconde guerre mondiale qui, au moment de Munich, semblait inévitable. L'ouvrage raconte les dix derniers mois de paix, c'est-à-dire les origines immédiates d'une guerre qui, dans les formes qu'elle prit, n'avait pas été réellement préparée. La qualité remarquable de la recherche et de la synthèse qui nous est offerte par l'auteur témoigne de sa maîtrise des sources disponibles et de la bibliographie spécialisée de vingt-sept pays, de son intuition psychologique — les portraits des principaux acteurs sont souvent brillants — et de son aptitude à formuler des jugements, généralement défavorables.

Il s'agit néanmoins d'un ouvrage d'histoire diplomatique conventionnelle qui, malgré ses immenses mérites, est prisonnier des limites d'un genre dominé par l'impact au jour le jour sur les ministres, les diplomates et d'autres personnalités de premier plan de nouvelles et de déclarations — généralement mal interprétées. Ces réserves faites, *How War Came* est une étonnante réussite, non seulement parce qu'il replace 1939 dans une perspective paneuropéenne, ce qui est déjà peu fréquent, mais aussi dans un contexte global, ce qui est encore plus inhabituel. Son apport le plus original est peut-être de mettre en lumière l'importance, bien que négative, du Japon. Pour l'auteur, le fait qu'en 1939 les hostilités aient pu être évitées avec le Japon et l'Italie constitue un succès majeur pour Londres. Cette thèse peut sans doute être discutée, mais ce qui est incontestable c'est que, cette année-là, un autre Munich aurait été pratiquement inévitable si la Grande-Bretagne avait simultanément dû faire face à une double crise en Europe et en Extrême-Orient : sa marine n'avait pas les moyens de combattre sur plus d'une ou deux mers, au point que l'Amirauté envisagea sérieusement une attaque préventive visant à détruire la flotte italienne afin de pouvoir disposer de quelques bâtiments dans le Pacifique.

On oublie souvent que, au moment où la crise de Dantzig menaçait d'éclater, le

* Historien britannique, auteur, notamment, de *l'Ere des révolutions*, Complexe, Bruxelles, 1988, et de *l'Ere des empires*, Fayard, Paris, 1989.



ASSE DES LOIS DE L'APARTHEID

les du racisme

J.-P. GILISSEN. – « Haillons de prolétariat » (1988)

n'avez rien à vendre ou à acheter, la liberté, dans votre cas, est hors de propos (...). Notre société est ordonnée avant tout pour les affaires, et à chaque fois que nous avons à choisir entre les droits de la personne humaine et l'avantage d'une organisation qui fait des bénéfices, les droits de la personne ont du mal à se faire entendre. Les bénéfices d'abord, les personnes ensuite. »

En un temps où l'économisme a gagné en toxicité, ce précepte vaut, dans tout l'Occident, contre des Occidentaux, blancs, de surcroît pourvus de la dignité et des pouvoirs reconnus aux citoyens. D'où quelques millions d'exclus en France (18), quarante millions de « pauvres » en Europe de l'Ouest, où les entreprises annoncent pourtant des bénéfices record. *A fortiori* le même précepte vaut-il, au cœur de l'Occident comme dans les tiers-mondes, contre ceux qui ont le tort de ne pas être des Occidentaux, de surcroît dépourvus de la dignité et des pouvoirs reconnus aux citoyens.

Ce n'est pas par l'effet d'une stratégie délibérément raciste que les immigrés sont, en France (19) comme ailleurs, concentrés dans des ghettos. Ici, pas d'apartheid. Type d'emploi, modeste niveau de revenus, coût des loyers : c'est la loi fondamentale du marché – « *les bénéfices d'abord, les personnes ensuite* », selon la formule de Thomas Merton – qui, impavide, sans haine, organise spontanément la discrimination et les regroupements ethniques en des quartiers peu enviables qui cumulent tous les handicaps sociaux. Sans recourir à d'odieuses *lois* racistes, l'économisme, religion de l'argent, profane l'égalité républicaine et, par la vertu des lois du marché, instaure une authentique ségrégation raciale, un apartheid sans loi.

La République ne survivra pas à cette gangrène ; elle dépérit dès lors qu'elle relâche sa lutte contre toutes les inégalités, quelle que soit l'appartenance ethnique des victimes. Ces inégalités sont au contraire le nerf d'une économie que l'on prétend moderne : compétition, affrontements, rivalités entre individus et groupes industriels ou commerciaux, il lui faut des forts et des faibles, des vainqueurs et des *vaincus. Les « gagneurs »* sont adulés, les perdants oubliés, ou secourus avec condescendance...

Sur tous les terrains, toutes les forces conservatrices se coalisent pour dénoncer les méfaits de l'égalité républicaine, de l'« *égalitarisme* », disent-elles pour mieux la discréditer. Classiques ou extrêmes, civilisées ou populistes, bienséantes ou démagogiques, toutes les droites sans aucune exception portent en elles la même aversion pour l'égalité, vénèrent les hiérarchisations sociales, cultivent les disparités économiques et culturelles qui frappent durement les faibles. Parmi ces dernier, des « *Français de souche* », comme on dit ; mais aussi, nul ne l'ignore, les immigrés. Nul besoin d'afficher des tendances racistes. Aux Etats-Unis, au même titre que quelques Noirs riches, les « *pauvres Blancs* » sont l'alibi de la misère noire. Ils constituent aussi le formidable réservoir d'un racisme violent et grossier dont la fonction serait de rendre acceptable le racisme élégant, raffiné parce que non formulé, de tous ceux qui, par des mécanismes économiques indifférents à la personne humaine, maintiennent les Noirs dans l'exclusion.

La France et toute l'Europe sont contaminées par le même virus. Ainsi s'exprime un expert : « *Notre monde égalitariste n'aime pas beaucoup la philosophie même du sport, car la philosophie du sport, c'est l'émulation, c'est le classement, c'est la hiérarchie du résultat, c'est la volonté de vaincre.* » La même « philosophie » anti-égalitaire imprègne certaines conceptions de l'enseignement, de l'industrie, du commerce, d'une culture marchandisée, de systèmes audiovisuels soumis non pas à la loi de la qualité mais à celle de l'Audimat. L'expert cité se nomme Jean-Marie Le Pen (20). Bien d'autres, qui ne le suivent pas, exècrent comme lui l'« égalitarisme ». Sûr de lui, le leader du Front national ajoute : « *Le sport est de droite.* »

Ce qui est de droite, c'est la représentation qu'il se fait du sport, de tous les autres domaines – inséparables – de la vie en société. Député du Front national au Parlement européen et président d'honneur du Club de l'Horloge, M. Yvan Blot (21) part en guerre contre l'« *égalitarisme niveleur* » qui, selon lui, prendrait désormais la forme d'une double action en faveur des « *exclus* » et des « *immigrés* ». Il revendique donc un « *droit d'exclusion* » que, dans la plus stricte tradition raciste, il justifie par le « *besoin de survie biologique* »... Il affirme aussi que les Français ne peuvent « *accepter des flux migratoires illimités sur un territoire limité* ». Cette phrase rappelle une fâcheuse formule du premier ministre déclarant que la France ne peut accueillir « *les miséreux* » du monde entier.

A la même veine appartient une glose au ton prétentieux selon laquelle la « *vassalisation nationale* » serait déjà bien engagée par ceux qui veulent imposer à la France une « *colonisation de peuplement* ». Le gouvernement procéderait à un intolérable « *gaspillage de cartes d'identité françaises* », généreusement octroyées aux immigrés, qui, ainsi « *encartés, dégonflent les statistiques de la criminologie non européenne* ». Sans doute l'auteur veut-il parler de « criminalité »... Bien entendu, il s'appuie sur les révisionnistes pour douter de l'existence des « *chambres à gaz homicides* ». Il ricane à propos des « *platitudes ahanées par le Nobel's band en villégiature à Paris à l'initiative de l'entourage juif du président* » de la République. Il se gausse du « *jaspinage humanitaro-carnavalesque* » tout comme de la « *promotion du bazar multiracial* ». L'auteur (22) ne réclame pas des lois d'apartheid. Il en propage l'esprit.

Il n'est pas seul. A quelles foudres ne s'expose-t-on pas en critiquant telle association de jeunes immigrés qui a lancé « trente propositions » dont la plupart n'aboutiraient qu'à institutionnaliser les ghettos culturels !... Vont dans le même sens tous les plaidoyers en faveur du « droit à la différence », les appels au « respect de la différence ». A force de mettre l'accent sur ce qui distingue, on finira par séparer. N'ignorant pas les profondes « différences » qui caractérisaient la société française, les révolutionnaires de 1789 ont proclamé que les analphabètes et les lettrés, les tâcherons et les petits marquis, les pauvres et les riches, les athées et les prélats, les esclaves et les planteurs, les juifs (23), tous étaient égaux, car à travers ce qui les distingue, ils possèdent en commun une « identité » définie non pas par les particularismes ethniques, culturels, religieux, mais par leur commune appartenance à l'espèce humaine.

AINSI va la République. Ses adversaires le savent bien : imprégnés d'économisme ou de racisme, ils insistent sur la « différence » entre l'« élite » qui sait et la masse qui suit, entre le cadre diplômé et l'ouvrier au SMIC, entre le *Français de souche* » et *l'immigré. Sociales ou raciales, ces différences-là tendraient à justifier toute une panoplie d'inégalités qui sont le cancer de la République. Sournoise complicité entre toutes les théories, économiques ou racistes, qui exaltent les inégalités. Nul besoin de la codifier en des lois qui structurent l'apartheid. Ensemble, elles aboutissent à une ségrégation non pas légale mais de fait, terreau fertile pour tous les délires ouvertement ou insidieusement racistes.*

CLAUDE JULIEN.

(5) *U.S. News and World Report*, 12 février 1990.

(6) Dans l'affaire « Plessy contre Ferguson », la Cour décrétait le 18 mai 1896 que la ségrégation dans les trains de Louisiane ne violait pas la Constitution ; elle posait ainsi le principe selon lequel Noirs et Blancs doivent vivre « *séparés mais égaux* ».

(7) *U.S. News and World Report*, 22 janvier 1990.

(8) *Newsweek*, 12 février 1990. Le parquet de Moscou a engagé en février des poursuites contre Pamiat, en raison de ses appels à la haine raciale.

(9) *U.S. News and World Report*, 5 février 1990.

(10) *Le Monde*, 29 janvier 1990.

(11) *Le Monde*, 28 décembre 1989.

(12) *Le Monde*, 26 décembre 1989.

(13) *International Herald Tribune*, 6 février 1990.

(14) Yoram Binur, *Brebis galeuses*, Presses de la Cité, Paris, 1990, 226 pages, 100 F.

(15) David Grossman, *le Vent jaune*, Le Seuil, Paris, 1988.

(16) *International Herald Tribune*, 5 février 1990.

(17) Thomas Merton, *la Révolution noire*, Casterman, Paris, 1964. L'auteur, décédé, était moine trappiste.

(18) Voir René Lenoir, *les Exclus, un Français sur dix*, Le Seuil, Paris, 1989, ainsi que Philippe Lagouanelle et Daniel Druesne, « De la pauvreté en France », *le Monde diplomatique*, février 1990.

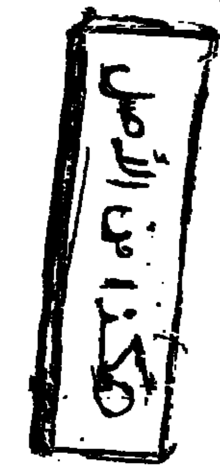
(19) Voir Paul Moreira, « Quelle politique d'intégration ? Frayeurs françaises et ghettos immigrés », *le Monde diplomatique*, décembre 1989. Aux Etats-Unis, les ghettos noirs *résultent aussi en grande partie de causes économiques* et de spéculations immobilières.

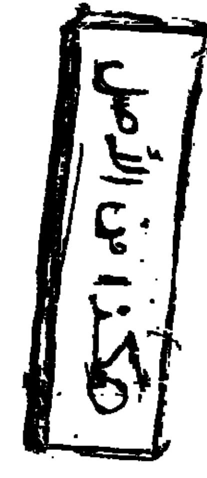
(20) Ces citations sont extraites du livre de Michel Caillat, *l'Idéologie du sport en France (race, guerre, religion)*, Editions de la Passion (285 bis, rue de Paris, 93100 Montreuil), 1989, 216 pages, 135 F. Cet excellent ouvrage mérite d'être lu car, appuyé sur de nombreuses références et sur des exemples troublants, il débusque les conceptions extrémistes dans un domaine où des esprits sereins ne s'attendraient pas à les trouver. Il analyse brillamment l'utilisation idéologique du sport par le régime de Vichy et rappelle – mais ce n'est là qu'un « *détail* », dirait M. Le Pen – que l'actuel président d'une grande fédération sportive fut soldat dans la Waffen SS.

(21) *Le Monde*, 16 février 1990.

(22) Maître de conférences à Lyon, l'auteur, M. Bernard Notin, a bénéficié des complaisances – de la complicité – du personnage auquel était confiée la réalisation technique de l'excellente revue *Economies et Sociétés* (nº 8, 1989) pour insérer frauduleusement cet article ouvertement raciste qui, bien entendu, n'avait pas été soumis aux responsables de la publication. Pour les réactions et commentaires, voir *le Monde*, 28-29 janvier 1990 et 18-19 février 1990.

(23) Robert Badinter, *Libres et égaux, l'émancipation des juifs sous la Révolution française*, Fayard, Paris, 1989.





conflit mondial dont personne ne voulait

clan militariste japonais faisait tout pour provoquer une guerre avec la Grande-Bretagne à propos des incidents de Tien-Tsin, entreprise *déjouée par l'ambassadeur* britannique à Tokyo – l'un des rares héros positifs du livre de Donald Watt – sans grand appui de Londres. Peut-être est-ce là trop valoriser le rôle de Sir Robert Craigie, car la résistance de la marine japonaise – qui avait les yeux rivés sur le Pacifique – à tout engagement aux côtés des dictateurs européens avait déjà bloqué le pacte militaire avec Hitler, soutenu par les « ultras » de l'armée de terre, et sur lequel Ribbentrop fondait tous ses espoirs. Il ne faut pas non plus oublier l'armée rouge, engagée dans des combats avec les Japonais sur la frontière mongole, et qui, sous le commandement du futur maréchal Joukov, leur infligea une défaite décisive au moment où était signé le pacte germano-soviétique. Cet épisode montre cependant à quel point les événements en Europe dépendaient de la politique de Tokyo, qui, pour un temps, allait maintenir le Japon hors du conflit.

Si les isolationnistes japonais aidaient ainsi indirectement l'Ouest, ceux des Etats-Unis rendaient inopérant l'antifascisme authentique de Roosevelt : alors même qu'il accordait discrètement un soutien concret à la France et à la Grande-Bretagne, ses déclarations publiques ne pouvaient être que verbeuses et purement rhétoriques. Cette attitude conduisit Hitler à faire peu de cas du président américain – considéré comme un de ces hommes politiques de la démocratie, hésitants et indécis – et à écarter d'un revers de main la crainte traditionnelle du haut commandement allemand *d'avoir à affronter, tôt ou tard, les ressources illimitées des Etats-Unis en cas* de guerre. Et de fait, en 1939, pour la dernière fois, les Etats-Unis abandonnèrent l'Europe à son sort.

Sur la question cruciale et controversée de l'URSS, Watt apporte moins de choses. Il ne fait guère de doute que toutes les puissances – à l'exception du Japon – sous-estimaient grossièrement son potentiel militaire. Il est non moins clair que les hommes politiques occidentaux répugnaient de toute manière à faire alliance avec elle. Le gouvernement britannique, malgré toute sa hâte à accorder sa garantie à la Pologne, prit le temps de consulter l'Afrique du Sud et le Portugal, mais pas l'URSS. Pourtant, en 1939, une alliance entre Paris, Londres et Moscou aurait servi les intérêts des trois pays. Elle n'aurait peut-être pas empêché la guerre, mais elle aurait interdit à l'Allemagne de concentrer toutes ses forces sur un seul front à la fois.

Les négociations avec Staline échouèrent, car l'objectif de l'Occident n'était pas de combattre mais simplement de donner plus de crédibilité à une posture de dissuasion, alors que, pour l'Union soviétique, toute autre formule qu'une action militaire coordonnée, de préférence couplée à la garantie de ne pas se retrouver seule face à Hitler, était vide de sens.

L'oubli des intérêts soviétiques

LES Soviétiques étaient d'autant plus méfiants que ce qu'ils considéraient comme leur flanc le plus vulnérable, la Baltique, avait été explicitement omis du système de garanties que la Grande-Bretagne dispensait avec tant de libéralité en Europe centrale et méridionale, donnée à laquelle Donald Watt accorde l'importance qu'elle mérite. L'Occident voulait des déclarations, l'URSS exigeait des plans de bataille, et elle en vint de plus en plus vite à la conclusion qu'elle ne les obtiendrait pas.

A quel moment Staline décida-t-il d'abandonner la carte occidentale et de répondre à la cour de plus en plus intense que, depuis le début du mois de mai, lui faisait l'Allemagne ? Bien qu'il existe de vagues témoignages de *« contacts entre quelques Allemands et quelques Soviétiques... quelque part, d'une manière ou d'une autre »* au début de 1939, aucun signe ne montre que les Soviétiques prirent la carte allemande au sérieux avant le début d'août. L'auteur est trop bon historien pour argumenter en sens contraire, mais on a le sentiment qu'il aurait préféré un Staline non engagé, soupesant patiemment les propositions de chacune des parties et acceptant la plus favorable. Mais, sur la question fondamentale de la protection du flanc baltique de l'URSS, l'Ouest ne fit aucune proposition. Quand Staline insista sur cette garantie, Hitler – prêt à payer n'importe quel prix à court terme pour s'assurer de la neutralité soviétique – accepta immédiatement son exigence de la totalité de la Lettonie, c'est-à-dire bien plus que ce qu'il avait autorisé ses négociateurs à concéder.

Ce que l'on peut reprocher à Staline, ce n'est pas d'avoir accepté, ou même d'avoir été trop méfiant à l'égard de l'Ouest – il avait de bonnes raisons pour cela, – mais d'avoir fait un mauvais calcul. Pour l'URSS, le danger allemand se révéla bien plus fort en 1941 qu'il ne *l'était probablement en 1939. Mais, à ce* compte, presque tout le monde fit le même mauvais calcul, jusqu'au moment où, trois années tragiques plus tard, le prévisible alignement défensif des démocraties occidentales et de l'URSS contre les agresseurs se mit en place.

Tout le monde fit de mauvais calculs, encore que, dans le cas de Hitler, il fallut du temps pour qu'ils se révélassent tels en raison de sa disposition à entrer en guerre, des exploits de ses armées et de l'effondrement tout à fait imprévu de la France. Le gouvernement britannique ne voulait *pas du tout de guerre, car les* puissances déclinantes ont toujours intérêt à se tenir à l'écart de conflits mondiaux (Donald Watt sous-estime la force de cet argument qui fut au cœur de la politique d'« apaisement »). Cependant, Chamberlain rejeta la meilleure chance de dissuasion : la proposition de « sécurité collective » de Litvinov. Quant à ses propres garanties, unilatérales et vides de substance, elle ne pouvaient que provoquer la guerre à propos de la Pologne, une guerre précipitée, grâce à la stupidité de Ribbentrop et à l'héroïque cécité des Polonais devant la réalité, par la crise de Dantzig.

Ce qui entraîna la Grande-Bretagne dans le conflit – et avec elle la France, dont le rôle, en 1939, n'eut rien de glorieux, – ce fut cette *conviction indéfinissable* mais tout à fait inébranlable qui se répandit dans toutes les couches de la société : puisque la guerre était certaine, il fallait résister à Hitler, quel qu'en soit le prix. A la grande surprise du Führer, cette attitude précipita l'Ouest dans une guerre non désirée. On pardonnera à *l'auteur* une touche de patriotisme lorsqu'il écrit que le peuple britannique fut le seul *« à entrer en guerre par choix, afin de se battre pour des principes et non parce que son pays était attaqué »*.

S'il n'entraîne pas toujours complètement l'adhésion, *How War Came* restera l'ouvrage fondamental sur les origines immédiates de la seconde guerre mondiale jusqu'au moment où les archives soviétiques seront ouvertes aux chercheurs. Lorsque ce jour arrivera, nul ne sera mieux équipé pour écrire une nouvelle version révisée que Donald Watt lui-même.

ERIC J. HOBSBAWM.

(1) Donald Cameron Watt, *How War Came : The Immediate Origins of the Second World War, 1938-1939*. Pantheon Books, New-York, 1989, 736 pages, 29,95 dollars.

EN OPPOSITION CROISSANTE AVEC

La politique industrielle japonaise

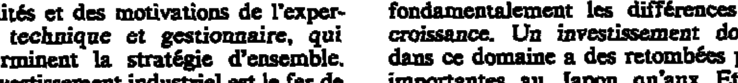
EMPIRE financier, le Japon ne cesse de renforcer sa puissance industrielle dans le monde. Devant cet expansionnisme qui menace des pans entiers de leur économie – l'automobile et *l'électronique notamment*, – les Etats-Unis et la CEE réagissent d'autant plus vivement qu'ils n'ont pas toujours compris à temps les ressorts de cette concurrence. Plus que la loi du marché, c'est le refus du libéralisme à tous crins qui a servi la fulgurante ascension nippone.

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE

Alors que la seconde guerre mondiale avait dévasté les bases industrielles des deux grands vaincus (Allemagne et le Japon), qui eût imaginé, en 1945, que Detroit allait devenir une petite ville provinciale au sein du marché planétaire de l'automobile ? Qui eût pu penser qu'en une fort brève période (1985-1987) les avoirs nationaux du Japon seraient à même de bondir de 19 600 à 44 000 milliards de dollars, tandis que ceux des Etats-Unis ne progresseraient que de 30 600 à 36 200 milliards ?

Comment expliquer cette extraordinaire évolution du Japon dont l'émergence comme premier pays créditeur est allée de pair avec ses étonnants progrès dans l'industrie depuis les années 50 ? Cette ascension, il la doit pour une part au jeu de la concurrence sur le marché international, mais pas seulement. Dès le début, sa stratégie industrielle s'est inspirée des enseignements de la conquête étrangère pendant l'âge d'or de l'impérialisme colonial occidental, et notamment de la mise à sac systématique de l'Inde. L'industrie textile de ce pays fut liquidée par l'occupant britannique soucieux d'éliminer un puissant concurrent. Les Japonais devaient en tirer les leçons, rejetant d'emblée les principes du libéralisme économique pour protéger leur industrie. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le magistral ouvrage de Romesh Chandera Dutt sur l'histoire économique de l'Inde (1) fut traduit chez eux et si sa lecture devint obligatoire dans tous les ministères.

Il y eut des moments où l'Angleterre victorienne (1835-1901) elle-même tenait un discours privé bien différent de son discours public. A preuve, l'exemple d'Herbert Spencer (1820-1903), partout adulé comme *« le prince du libéralisme économique »*. Il adressa cette remarquable mise en garde au baron Kaneko, alors ambassadeur du Japon aux Etats-Unis et l'un des stratèges de l'industrialisation de son pays : «... *A mon avis, la politique japonaise devrait, autant que possible, garder les Américains et les Européens à distance (...). Vous semblez proposer, par la révision du traité avec les puissances d'Europe et d'Amérique, d'ouvrir l'empire tout entier aux étrangers et aux capitaux étrangers. Je le regrette, c'est une politique néfaste. Si vous voulez vous faire une idée des conséquences probables, étudiez l'histoire de l'Inde (2).* »



De longs horaires de travail

LE conseil fut écouté, et ce fut par l'expansion de son industrie et de ses exportations – à commencer par le secteur du textile – que le Japon allait être en mesure de frapper jusqu'au cœur du Lancashire, dans l'intérêt duquel, précisément, avait été menée la politique britannique en Inde. Ce qui, entre les deux guerres, avait sauvé le Lancashire, ce n'était pas un libéralisme économique jeté aux orties, mais la préférence impériale...

Tout en se transformant progressivement en un géant industriel au cours des deux décennies de l'après-guerre, le Japon est devenu une puissance dont les intérêts, au sein de la restructuration du capitalisme mondial, divergent de plus en plus de ceux des Etats-Unis. Son industrie s'est développée plus rapidement, avec des taux de chômage et d'inflation beaucoup plus faibles qui lui permirent de dégager des excédents commerciaux et d'accumuler des avoirs extérieurs de plus en plus importants.

Alors que l'économie américaine représente environ un quart du produit mondial, sa faiblesse fondamentale tient au fait que le taux d'investissement y est un des plus bas de la planète. L'investissement par tête au Japon est plus du double de celui des Américains et il croît plus vite, de sorte que le fossé ne cessera de s'élargir au cours des années 90. Les mêmes divergences se retrouvent en termes de valeur ajoutée. Selon une enquête du journal *Nihon Keizai Shimbun* portant sur 1 529 sociétés cotées en bourse (3), ces firmes ont produit, de mars 1988 à mars 1989, une valeur ajoutée de 52 300 milliards de yens (+ 9,4 %), soit 4 500 milliards de plus que l'année précédente...

L'analyse des bilans est tout aussi révélatrice. Le coût des amortissements et de la main-d'œuvre n'a augmenté que d'environ 5 %. En revanche, les bénéfices ont crû de 32 % par rapport à l'année précédente, les salaires n'augmentant que de 5 %, grâce, notamment, à l'attitude fort accommodante (du point de vue patronal) des syndicats.

Beaucoup ont pensé, lors de l'accord dit du Plaza, conclu en 1985 par les grands pays industrialisés, que, l'appréciation du yen aidant, les trois fleurons traditionnels de l'économie japonaise – textile, acier, construction navale (4) – s'ouvriraient aux importations, ce qui aurait permis de réduire les excédents commerciaux et le montant des avoirs extérieurs. Il en alla autrement en raison des spécificités d'un système qui protège ce marché interne grâce à ses capacités d'adaptation et d'innovation et, surtout, grâce à ses horaires de travail – de loin les plus longs de tous les pays de l'OCDE.

La croissance industrielle et la productivité ne peuvent non plus être séparées du volume des investissements, des qualités et des motivations de l'expertise technique et gestionnaire, qui déterminent la stratégie d'ensemble. L'investissement industriel est le fer de lance de l'avance japonaise : sa croissance est estimée à 26 % pour 1989, contre 24 % en 1988 (5). Ces chiffres doivent être comparés à la détérioration chronique de la balance commerciale américaine dans les plus importants secteurs et avec des partenaires tels que Hongkong, la Corée du Sud, Taïwan et Singapour.

Le coût du capital industriel entre aussi en ligne de compte, comme le montre une étude de la Federal Reserve Bank de New-York. Ce coût, pour une usine d'une durée de vie de quarante ans, est de plus de 10 % aux Etats-Unis, contre 5 % en RFA et au Japon. La fiscalité ne peut expliquer cette différence puisque celle des Etats-Unis est la plus faible. L'explication doit être recherchée dans la supériorité de la gestion et des taux d'épargne – actuellement entre 16 % et 20 % des revenus disponibles.

Ces taux sont plus élevés que la moyenne internationale. Ils ne peuvent cependant à eux seuls permettre de dégager les excédents extérieurs du Japon. L'accession du pays au premièr rang du pouvoir financier est inséparable de sa stratégie industrielle et commerciale qui doit être comparée à celle des Etats-Unis. M. Akio Morita, président de Sony, le dit crûment dans son livre *Made in Japan ;* pour lui, les firmes américaines ne produisent plus et sont désormais incapables d'utiliser les nouvelles technologies : « *J'ai rencontré le patron de Chrysler Japan et lui ai demandé comment vont les ventes de voitures. Il m'a clairement dit qu'il n'était pas au Japon pour vendre des voitures, mais pour acheter des pièces détachées, des moteurs et des autos montées.* »

Les dépenses de recherche appliquée, pour essentielles qu'elles soient afin de comprendre les diverses performances industrielles, n'expliquent pas fondamentalement les différences de croissance. Un investissement donné dans ce domaine a des retombées plus importantes au Japon qu'aux Etats-Unis, en raison notamment d'une capacité de gestion et d'une motivation plus élevées. Globalement, ces dépenses sont plus fortes aux Etats-Unis, mais une forte proportion va à la défense et leur impact est négligeable sur les secteurs productifs et orientés vers l'exportation.



Richard Kalvar - Magnum

1990 : LES ROBOTS A L'OUVRAGE CHEZ NISSAN
La capacité de production risque de devenir excédentaire

Le produit national brut (PNB) nippon équivaut en gros aux deux tiers de celui des Etats-Unis, mais les investissements cumulés (en 1988) – soit 498 milliards de dollars – excèdent les investissements américains. Une récente analyse de la Bank of Japan montre que la recherche-développement compte pour le quart des investissements. Le rythme croît de 30 % par an.

Cette évolution a d'autres conséquences, notamment le comblement du fossé technologique. « *Dans le passé,* note l'Office of Technology Assessment du Congrès américain, *les firmes japonaises ont démarré avec des technologies étrangères et les ont assimilées ; aujourd'hui, elles sont efficacement compétitives en utilisant un savoir développé sur place.* »

Au milieu des années 60, le Japon achetait 2 % des brevets américains ; en 1988, 20 %. Or, le déséquilibre du Japon en matière de transferts de technologies (licences et redevances) a rapidement diminué : entre 1970 et 1985, les coûts (en prix constants) de ces achats sont passés de 2,7 milliards à 3 milliards de dollars cependant que les exportations japonaises de technologie passaient de 370 à 900 millions de dollars. Selon la firme de commerce C. Itoh, ce fossé devrait être comblé au milieu de la prochaine décennie.

L'EXPLOSION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS NIPPONS A L'ÉTRANGER

(En millions de dollars)

I. Par régions	1983	1985	1987	Montant cumulé au 31 mars 1989
Etats-Unis	2 565	5 395	14 704	71 860
Canada	136	100	653	3 231
Total Amérique du Nord	2 701	5 495	15 357	75 091
NPI (1)	1 117	718	2 580	15 018
Indonésie	374	408	545	9 804
Chine	–	100	1 226	2 036
Total Asie	1 847	1 435	4 868	32 227
Royaume-Uni	153	375	2 473	10 554
RFA	117	172	403	2 364
France	93	67	330	1 764
Total Europe	990	1 930	6 576	30 164
Amérique latine	1 878	2 616	4 816	31 617
Océanie	191	525	1 413	9 315
Afrique	364	172	272	4 604
Proche-Orient	175	45	62	3 338
Total général	8 145	12 217	33 364	186 356
II. Par secteurs				
Secteur manufacturier	2 588	2 352	7 832	49 843
Secteur non manufacturier	5 357	9 536	17 949	136 513
Total	8 145	12 217	33 364	186 356

(1) Nouveaux pays industrialisés : Corée du Sud, Taïwan, Hongkong et Singapour.

Source : Ministère japonais des finances (les chiffres sont calculés au 31 mars, fin de l'année fiscale japonaise).

Outre l'impressionnante explosion globale des investissements directs, particulièrement sensible après 1985, ces tableaux montrent :

1. L'importance croissante, dans ces flux, de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et de quelques pays asiatiques. Si, pendant les deux décennies précédentes, plus de trois quarts des investissements japonais allaient vers les pays en voie de développement (mines, entreprises à forte utilisation de main-d'œuvre), désormais plus de 65 % se font aux Etats-Unis et en Europe occidentale ;

2. L'industrie délocalise de plus en plus ses usines, mais les institutions financières deviennent les principaux investisseurs : banques, maisons de titres, compagnies d'assurances, services. Les investissements explosent dans le secteur non manufacturier. Le classement des sociétés présentes à l'étranger montre que sont en tête (en cumulé) : Nippon Life Insurance, Dai-Ichi Mutual Life Insurance, Sumitomo Life Insurance, Asahi Mutual Life Insurance.

Si, d'autre part, on « croise » les tableaux par régions et par secteurs, il apparaît que l'Europe et les Etats-Unis se taillent la part du lion dans la banque, l'assurance, les finances (environ trois quarts des capitaux), l'Amérique du Nord venant en tête dans le secteur industriel et dans l'immobilier.

On a aussi assisté, pendant la période allant du 31 mars 1988 au 31 mars 1989 (et la fin de l'année a confirmé la tendance), à une très importante progression des investissements japonais, dont le rythme va s'accélérant : pour l'Amérique du Nord, le total cumulé est passé de 52,7 à 75 milliards de dollars ; pour l'Europe occidentale, de 21 à plus de 30 milliards, le bond en avant concernant l'Océanie (de 6,6 à 9,3 milliards) s'expliquant surtout par la forte poussée des investissements en Australie (8,1 milliards en cumulé, sur un total de 9,3).

Sony sur un marché en mutation

LE Japon a rattrapé et dépassé nombre de ses concurrents dans une vaste gamme de produits industriels qu'il ne fabriquait pas à l'origine : télécopieurs, composants, matériaux composites de pointe, téléviseurs, photocopieurs, systèmes stéréo, magnétoscopes, automobiles, appareils photo et caméras, semi-conducteurs (6). L'utilisation des innovations étrangères et la valeur qui y fut ajoutée devaient se révéler, sur les marchés extérieurs, de formidables sources de devises. L'électronique et l'automobile sont les deux principaux champs de bataille où se mène la guerre nippo-américaine, que perdent les Etats-Unis.

La part américaine du marché mondial de l'électronique a baissé de 50 % en 1984 à environ 34 % en 1989. Celle du Japon est passée de 21 % à 27 %. Sa part du marché des semi-conducteurs était de 28 % en 1978, de plus de 50 % en 1987 et continue de progresser rapidement. Il n'est que provisoirement le second dans le secteur des superordinateurs. L'écart va aller croissant dans les années 90 en raison de l'incapacité des fabricants américains de composants, (ceux qui ont survécu, du moins) à répondre à la demande, tant en quantité qu'en qualité. D'où leurs efforts pour constituer des sociétés mixtes (*joint ventures*). « *A Tokyo, rares sont les semaines où aucune compagnie de la Silicon Valley ne vient tenter de conclure un accord de recherche et de réunir des capitaux introuvables aux Etats-Unis* », se lamente le *New York Times* (7). Même si la demande – toujours considérable – du secteur militaire protège encore provisoirement certaines sociétés.

Avec l'acquisition, par Sony, de Columbia Pictures Entertainment pour près de 5 milliards de dollars (dettes comprises), un autre signe de la montée en puissance du Japon vient d'apparaître. Car, cette fois, il ne s'agit pas d'un banal achat de firme américaine, mais d'un bond en avant du géant nippon de l'électronique qui passe de l'industrie (secteur secondaire) aux services (secteur tertiaire). Sony a ainsi ouvert la porte à d'imprévisibles mutations de l'industrie mondiale de l'électronique. Désormais, il a la possibilité d'occuper une place centrale dans le domaine des médias américains, de plus en plus colonisés par les capitaux étrangers (8). Sony avait déjà acheté en 1987 les disques CBS – la plus grande firme mondiale dans ce secteur – pour 2 milliards de dollars (9). Bientôt s'ajoutera la domination japonaise dans le secteur de la télévision de haute définition et les technologies de la vidéo (10). La logique de l'expansion de Sony va, à l'évidence, bien au-delà de la simple fusion de la production et de la diffusion de l'électronique grand public, d'une part, et d'autre part, de l'enregistrement du son et de l'image.

Ces changements révolutionnaires touchent tout autant l'industrie de l'automobile. Toyota est à ce secteur ce que Sony est à l'électronique. Avec une croissance annuelle moyenne de 22 % depuis 1984, elle a ravi à BP le rang de seconde firme industrielle mondiale hors des Etats-Unis.

Tout comme Wall Street et la City ont été détrônés dans le domaine financier (11), Detroit l'a été dans l'automobile. De même, cette industrie a cessé d'exister en Grande-Bretagne en tant qu'industrie nationale : ce qu'il en reste sera absorbé au début des années 90 par Toyota, Nissan, Honda, Ford et General Motors.

(1) Romesh Chandera Dutt, *Economic History of India*, 2 vol., Londres, 1899.

(2) Cité dans Frédéric Clairmonte, *le Libéralisme économique et les pays sous-développés : études sur l'évolution d'une idée.* Librairie Minard, Paris, 1958, p. 144.

(3) A l'exclusion des banques, des compagnies d'assurances et des firmes de courtage.

(4) Les bénéfices totaux avant impôt des six principales compagnies sidérurgiques ont triplé en 1988.

(5) *Japan Development Bank Report*, Tokyo, septembre 1989.

(6) Le développement ne peut jamais être séparé de la recherche. Avant même la seconde guerre mondiale, l'Agence pour la science et la technologie était rattachée au premier ministre. Il faut souligner le rôle essentiel joué par le secteur public, ainsi le Centre de recherche technologique du MITI et d'autres organismes financés sur fonds gouvernementaux.

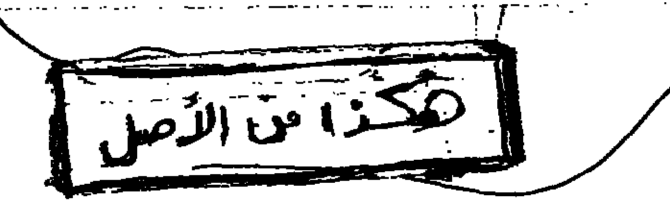
(7) *New York Times*, 2 octobre 1989.

(8) Avec la victoire remportée par Sony, un nouveau pan vital de l'industrie des médias a été colonisé. Quintex, firme australienne, a dépensé 1,5 milliard de dollars pour obtenir MGM-US Communications. News Corporation, de M. Murdoch, a acquis 20th Century Fox. Sans parler, dans l'édition, de Bantam Books, Harper and Row, Doubleday, etc.

(9) Ce qui a commencé comme une entreprise mixte classique s'est terminé par une prise de contrôle. Et l'avancée de Sony se poursuit : Cuber Peters Entertainment Co. est achetée pour 200 millions de dollars.

(10) Le Japon a déjà investi plus de 1 milliard de dollars dans la recherche concernant la télévision de haute définition.

(11) *Cf.* Frédéric F. Clairmonte, « La machine financière japonaise, phénoménale... et fragile », *le Monde diplomatique*, décembre 1989. Lire aussi, au sujet de la montée en puissance de l'industrie automobile japonaise et du déclin de Detroit, le passionnant ouvrage de David Halberstam, *The Reckoning*, 786 pages, édité en livre de poche en 1987 par Avon Books, New-York.



LES INTÉRÊTS AMÉRICAINS

n'a jamais cédé aux pratiques libérales

En 1960, les Etats-Unis produisaient 52 % des voitures mondiales, le Japon, 1 %. En 1980 – en deux décennies – le Japon est devenu le premier producteur et n'a cessé de l'être. En 1987, la production américaine représentait le cinquième du total, celle du Japon, 23 % – et 36 % des exportations. Alors que Chrysler est redevenu fragile, rien n'empêchera les géants nippons de s'approprier les deux cinquièmes du marché américain au milieu des années 90. General Motors, qui a pourtant investi 40 milliards de dollars au cours de la dernière décennie, a vu sa part du marché américain de l'automobile et du camion passer de 44,1 % à 34,1 %. Selon une étude faite par Ford, l'accroissement des capacités, en particulier celles des usines japonaises en Amérique du Nord et en Europe et des usines coréennes, devrait, au début des années 90, provoquer des excédents de production de 9 millions d'unités, soit plus de 20 % de ce qui sera en fait acheté. La crise est inhérente à cette accumulation de potentialités. C'est ainsi que New United Motor Manufacturing Industry (NUMMI), entreprise conjointe de Toyota et de General Motors, qui pouvait produire 648 000 automobiles en 1987, sera à même d'en fabriquer 2,12 millions en 1992. Dès maintenant, grâce à cette pénétration du marché, les Japonais sont capables de produire aux Etats-Unis des automobiles coûtant 700 dollars de moins que celles des « trois grands » de l'industrie américaine, ce qui représente un dixième du prix de vente d'une petite voiture.



Ambassade du Japon - Artephot

1872 : PREMIÈRE FILATURE PRODUISANT EN SÉRIE
Vieille de plus d'un siècle, une stratégie très cohérente

Pour restructurer l'industrie automobile, les stratèges japonais durent presser encore davantage le citron. Des accords du Plaza (1985) au début de 1989, le yen s'est apprécié de plus de 90 %. La réponse fut immédiate : le poids de cette restructuration fut intégralement supporté par la classe ouvrière japonaise, et d'abord les travailleurs de l'automobile. Cette opération fut facilitée par le faible coût de l'énergie et la chute des cours des matières premières libellés en dollars. Les prix des pièces détachées furent abaissés grâce à la rationalisation du marché intérieur et par les achats de plus en plus massifs de ces pièces dans les pays du Pacifique où la main-d'œuvre coûte moins (hors des quatre « dragons », où les salaires ont récemment augmenté). La recherche d'une main-d'œuvre de moins en moins onéreuse et non syndiquée a été un élément décisif. Comme le disait le porte-parole d'une multinationale, *« nous pouvons employer dix personnes en Malaisie pour le prix d'une au Japon »*. La loi gouvernant le phénomène d'accumulation n'a décidément pas changé depuis les débuts du capitalisme industriel.

A la fin de 1988, les achats de Toyota à l'étranger atteignaient les 800 millions de dollars. En 1990, pour la totalité de l'industrie automobile japonaise, ils seront de 4 à 5 milliards de dollars. La même logique est à l'œuvre avec le transfert d'usines en Grande-Bretagne où les salaires sont de 20 % moins élevés que sur le continent ouest-européen.

Les résultats de la rationalisation sont là. Selon un chercheur de l'université de Californie, les ouvriers travaillent quarante-huit secondes par minute dans l'usine ultramoderne de General Motors à Linder (New-Jersey). Chez NUMMI, le temps est de cinquante-cinq secondes par minute. Certains constructeurs américains fabriquent une voiture en moins de vingt heures ; la moyenne est de seize heures et demie chez les Japonais et de trente-sept heures chez les Européens. Pour ces derniers, les implications sont évidentes.

Ce ne sont pas nécessairement les compagnies locales qui profitent de la fabrication des pièces détachées et d'équipements. En général, les géants de l'automobile sont approvisionnés par des entreprises sous-traitantes japonaises installées à l'étranger, qui se comptent par dizaines. S'y ajoutent les achats de sociétés étrangères. Exemple : Calasonic, l'un des plus grands groupes nippons, associé à Nissan, a pris le contrôle en Grande-Bretagne de Llanelli Radiators Holding (15 millions de livres), lui-même un des géants de ce secteur.

La pénétration du marché européen n'est pas moins grande que celle du marché américain. Certes, des réglementations diverses peuvent être imposées aux importations et aux investissements, mais on voit mal comment il serait possible de prévenir l'augmentation de la pénétration japonaise, d'ailleurs désormais admise par Bruxelles *(lire ci-dessous l'article de Bernard Cassen)*.

Aucun des six grands (Ford, General Motors, Peugeot, Fiat, Volkswagen, Renault) ne contrôle plus de 15 % du marché. Si l'évolution actuelle se poursuit (le Royaume-Uni jouant le rôle de tremplin grâce au coût plus modique de sa main-d'œuvre), tout laisse à penser que les Japonais, qui commencent à investir dans les pays de l'Est, pourront s'assurer un cinquième des ventes en Europe au milieu de la décennie 90, voire avant, tout en devenant les premiers producteurs. Toyota et Nissan ont, d'autre part, commencé à s'attaquer au dernier carré où l'industrie européenne demeure toute-puissante : le secteur de la voiture de luxe.

Cette poussée – industrielle et financière – de l'empire japonais provoque des réactions de panique aux Etats-Unis. Le Japon devient le bouc émissaire des malheurs des Américains. Les médias sont mis à contribution pour entretenir cette hystérie.

Le Comité consultatif pour les questions de politique commerciale *(Advisory Committee for Trade Policy)*, qui siège auprès du président et que dirige le « patron » d'American Express, a pour mission d'en finir avec le « système multilatéral » que les Etats-Unis ont utilisé quand cela les servait, et circonvenu quand tel était leur intérêt. L'idée de le remplacer par un « système commercial organisé » *(managed trading system)* vise avant tout le Japon. Des campagnes de presse sont lancées. *« Voici où le Japon va maintenant frapper »*, titre *Fortune*. Dans *Atlantic Monthly*, un banquier, M. James Fallows, assure que *« l'économie japonaise causera des dommages au reste du monde si des limites ne sont pas fixées »*. On retrouve la stratégie de l'endiguement *(containment)* non plus appliquée à l'« empire du mal », comme le prévoyait dès 1947 la doctrine Kennan, mais, cette fois, à l'empire du Soleil-Levant. M. Jesse Helms, ancien chef de la CIA, parle de « Pearl-Harbour » à propos des discussions sur l'avion FSX. M. Richard Gephardt (démocrate) veut faire voter une loi qui contraindrait les membres du gouvernement traitant avec le Japon à participer aux travaux du Conseil national de sécurité... Propos et propositions qui ne peuvent que susciter le mépris des commentaires japonais.

Or, jamais la xénophobie ne pourra camoufler les dégâts causés par l'Amérique à sa propre industrie. Entre 75 % et 85 % des emplois créés pendant l'administration Reagan (1980-1988) ont été des emplois non qualifiés, mal payés, dans les secteurs non syndiqués des services. Les raids contre les entreprises, la liquidation de dizaines de milliers de PME ont ravagé le paysage industriel, accablé par des dizaines de milliards de dollars de dettes.

Les valeurs traditionnelles attachées au travail ont été malmenées. Comment s'étonner, dans ces conditions, d'une chute du moral et de la productivité ? Les Japonais n'y sont pour rien. Comme ils ne sont pas responsables de la baisse de la loyauté à l'égard de l'entreprise. Il faut aussi compter avec l'accroissement des inégalités sociales, la concentration accélérée de la richesse, l'injustice flagrante d'un système fiscal qui n'est pas pour rien dans l'augmentation des déficits fédéraux. Avec, aussi, l'état lamentable de l'éducation et un commerce de la drogue estimé à 150 milliards de dollars. L'empire japonais croît sur des décombres.

FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE



LES DOUZE DIVISÉS FACE A L'OFFENSIVE DES CONSTRUCTEURS NIPPONS

Une question de survie pour l'automobile européenne

Par **BERNARD CASSEN**

LE marché européen de l'automobile a de quoi susciter la convoitise des constructeurs japonais : il est en effet le premier au monde (12 millions d'immatriculations en 1988), et les besoins de certains pays méridionaux (Espagne, Portugal, Grèce) sont loin d'être satisfaits.

Or les Douze n'ont pu se mettre d'accord le 5 février sur la politique à adopter à l'égard des importations d'automobiles japonaises. Ils ont remis à la session de mars du conseil des affaires générales de la Communauté le soin d'élaborer une position commune. L'enjeu n'est pas mince, et c'est à juste titre que l'on a pu écrire que les voitures japonaises posaient *« un choix de société* (1) *»*. Un choix entre un modèle industriel européen, dont il faudrait préserver la construction au prix d'une dose raisonnable de protectionnisme, et l'ultralibéralisme de Mme Margaret Thatcher, qui a abouti à la quasi-disparition des constructeurs britanniques après le « sauvetage » de British Leyland par Honda puis l'arrivée d'Isuzu, de Suzuki, de Nissan et de Toyota.

Un salarié sur dix

CE débat européen est en tous points comparable à celui qui fait rage aux Etats-Unis où l'on voit la Silicon Valley réclamer une intervention du gouvernement fédéral pour préserver ce qui peut encore l'être de l'industrie américaine des composants électroniques, balayée par les concurrents nippons (2). Sans être devenue aussi dramatique, la situation de l'automobile outre-Atlantique est néanmoins extrêmement préoccupante : combinant habilement exportations directes et production à partir de leurs filiales locales, les constructeurs japonais se sont adjugés en 1989, 26 % des immatriculations de voitures particulières vendues aux Etats-Unis. Un précédent qui fait frémir les Européens car les entreprises de l'archipel ne dissimulent pas leur intention, non seulement de continuer à exporter du Japon mais aussi de réexporter vers l'Europe leurs véhicules « américains », tout en augmentant les capacités de production de leurs implantations sur le Vieux Continent, notamment dans les pays de l'Est.

Actuellement les automobiles japonaises – quelle que soit leur provenance – représentent environ 10 % du marché européen, avec des écarts considérables selon les pays : pour les dix premiers mois de 1989, 40 % pour l'Irlande, 31 % pour le Danemark, 15 % pour la RFA, mais, en raison d'accords d'autolimitation, seulement 2,8 % pour la France, 1,4 % pour l'Italie et 0,8 % pour l'Espagne. Ces disparités expliquent les positions divergentes au sein des Douze : si certains pays « constructeurs » (France, Italie, Espagne) sont particulièrement inquiets des risques de la concurrence japonaise sur leur économie, la RFA, pourtant principal producteur, ne souhaite pas de conflit avec le concurrent asiatique : pour la première fois en 1989, elle a en effet réussi à équilibrer avec lui ses échanges d'automobiles (à hauteur de 2 milliards de francs pour le seul mois d'octobre). Quant au Royaume-Uni, il n'a rien à refuser aux sociétés mères des entreprises clés en main opérant sur son territoire. Enfin les pays uniquement importateurs – Pays-Bas, Danemark –, qui n'ont pas de « champion national » à soutenir, n'ont cure de l'idée de « préférence communautaire », et sont surtout sensibles aux bienfaits de la concurrence.

La concurrence, telle est effectivement la panacée que, dans ce secteur comme dans les autres, la Commission des Communautés européennes propose en lieu et place de politique industrielle. L'objectif, pour elle, reste bien de libéraliser à terme – sept, huit ou dix ans (comme le demande la France) – l'importation des voitures japonaises avec, dans l'intervalle, un accord d'autolimitation à hauteur de 20 % du marché européen (les véhicules produits sous licence dans la Communauté étant comptabilisés, mais pas ceux produits aux Etats-Unis). Cette période est censée être mise à profit par les constructeurs européens pour se moderniser, augmenter leur productivité et lutter à armes égales avec leurs concurrents japonais.

Nous voici au cœur du débat : ce que gagnerait le consommateur européen achetant une voiture japonaise moins coûteuse, ne va-t-il pas le perdre – et au-delà – comme contribuable lorsque qu'il lui faudra financer les assurances-chômage des travailleurs de l'automobile ayant perdu leur emploi ? Il faut savoir qu'en Europe le secteur automobile, pris au sens large, occupe un salarié sur dix (les seuls constructeurs employant 1,8 million de personnes) et contribue au produit intérieur brut à hauteur de 10 %.

M. Jacques Calvet, PDG du groupe Peugeot SA, qui, dans la défense du dossier de l'automobile européenne, sait faire preuve d'un sens pédagogique qu'on ne lui a pas connu à l'égard de ses propres salariés en grève, expliquait récemment que *« sept voitures japonaises importées, c'est un emploi détruit en Europe ; un emploi japonais créé en Europe, c'est deux emplois européens détruits ; l'ouverture des frontières européennes, c'est 140 000 emplois européens perdus* (3) *»*.

Mission impossible

TOUTE la question est de savoir si une telle saignée d'emplois, et avec elle la perte par l'Europe d'une part importante de la maîtrise de sa production, est acceptable pour satisfaire les pulsions idéologiques des hérauts du libre-échange et de la concurrence. Le respect des règles d'une concurrence loyale à l'intérieur de la Communauté est déjà une tâche ardue (mobilisant une direction générale tout entière à Bruxelles) ; mais veiller au respect de la concurrence avec le complexe administrativo-politico-culturo-industriel japonais est carrément une mission impossible. Le coût de la main-d'œuvre, les législations sociales et techniques, les politiques commerciales, les traditions culturelles, etc., sont autant de paramètres que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ne prend guère en considération (4) et qui font pourtant la différence. Au-delà du cas de l'automobile, l'ouverture globale réciproque – non pas théorique, mais vérifiée sur le terrain – des marchés européens et japonais, voilà un objectif simple et clair à faire comprendre à Tokyo. Cela impliquerait évidemment de déroger aux dogmes libéraux et d'avoir une vue à long terme des intérêts des consommateurs qui, pris individuellement et dans l'instant, ne peuvent qu'être attirés par des prix de dumping.

Il ne s'agit pas, pour autant, de défendre indistinctement bec et ongles les politiques menées dans l'industrie automobile européenne et tout particulièrement française. Il est patent que cette dernière ne s'est pas totalement affranchie de relations sociales dignes du début du siècle (5) ; elle a plus tardivement que d'autres négocié le virage des mutations technologiques qui touchent le secteur (nouveaux matériaux, électronique embarquée, automatisation flexible, etc.) ; son souci du service après-vente n'a jamais été excessif ; elle a, de manière quasi suicidaire, longtemps pressuré les marges de ses équipementiers et sous-traitants, au point d'entraîner la disparition de beaucoup d'entre eux, alors que c'est l'intégration poussée des équipementiers et assembleurs japonais qui fait leur force mutuelle au moment où ils s'implantent en Europe.

Ces carences sont largement en train d'être comblées en France ; pour leur part, les constructeurs allemands, suédois et même italiens avaient plus ou moins su les éviter. Au point qu'aujourd'hui, l'automobile européenne, tout en restant très fragile, dispose d'atouts pouvant lui permettre de ne pas être distancée, et même, à terme, de survivre sans protectionnisme (6). Les grands constructeurs consacrent désormais 10 % de leur chiffre d'affaires à la modernisation de leurs outils d'étude, de leurs appareils et procès de production, et 4 % à la recherche-développement. Le projet communautaire DRIVE élabore des normes et spécifications fonctionnelles communes à tous les Etats, tout en poursuivant des travaux sur la gestion globale du trafic. Mais ce sont surtout, au sein d'Eurêka, la douzaine de projets PROMETHEUS qui forcent l'intérêt : systèmes de communication entre les véhicules et les centres d'information sur la circulation (météorologie, trafic, disponibilité des places dans les zones de stationnement), sécurité des automobilistes grâce à un « copilotage » électronique, gestion automatique de convois de véhicules pouvant rouler à 120 km/h à 50 cm de distance (projet Europolis), etc. L'Europe pourrait bien être la première à mettre sur la route la « voiture communicante » de l'an 2000. A condition que ceux qui la gouvernent veuillent bien lui en laisser le temps...

---

(1) Voir Eric Le Boucher, « Toyota, Ford et Volvo », *le Monde*, 9 janvier 1990.

(2) Voir « The Future of Silicon Valley-Does America Need A High-Tech Policy ? », *Business Week*, 5 février 1990.

(3) *le Monde*, 6 janvier 1990.

(4) Voir Claude Julien, « Démocraties sans courage », *le Monde diplomatique*, novembre 1989.

(5) Voir les deux articles sur Peugeot SA, *le Monde diplomatique*, novembre 1989.

(6) Voir le dossier « Automobile : tout change », *Science et technologie*, septembre 1988 et les numéros de novembre 1989 et janvier 1990 de cette revue.

COMPROMIS POLITIQUE INSTABLE, TROUBLES ETHNIQUES ET SOCIAUX

Le Pakistan à hue et à dia

A peine installé, le nouveau gouvernement indien doit rouvrir un dossier qui avait été quelque peu oublié : celui du Cachemire. Un dossier explosif car il provoque dans le territoire des réactions ethniques et religieuses difficiles à maîtriser. Pis encore : il suscite des prises de position chauvines à la fois en Inde et au Pakistan où il ajoute aux difficultés internes du premier ministre, Mme Benazir Bhutto. Le sous-continent n'est peut-être pas au bord de la guerre, mais il demeure loin de la paix.

Par ALEXANDRE DASTARAC et M. LEVENT

Conflits ethniques, revendications provinciales, troubles sanglants à Karachi, situation économique préoccupante, contraintes institutionnelles, crise dans le Cachemire indien voisin... Un an et quatre mois après son arrivée au pouvoir, Mme Benazir Bhutto n'a pas la tâche facile.

L'opposition, retranchée dans son *principal bastion du Pendjab autour de* l'Alliance démocratique islamique (IDA) de M. Nawaz Sharif, annonce périodiquement la chute prochaine de ce *« gouvernement autocratique »*. De fait, une vive inquiétude se fit jour en août dernier dans la capitale : il n'était *question que de démission, voire* de coup d'Etat. Le président Ishak Khan et Mme Bhutto mesurèrent leur force respective lorsqu'il s'agit de remplacer le chef d'état-major des armées, l'amiral Sirohey. Le général Aslam Beg fut finalement nommé. L'affaire avait mis en lumière le difficile compromis entre les trois composantes du pouvoir fédéral : l'armée, le président, le premier ministre. La même atmosphère de crise prévalut lorsque, en octobre, il s'en fallut de douze voix pour que fût votée une motion de défiance au Parlement. Au même moment, le Muhajirs Qaumi Movement (MQM) (1) privait le Parti du peuple pakistanais (PPP), le mouvement de Mme Bhutto, de sa base de Karachi, première ville du pays. Créée au milieu de la décennie 80, cette organisation entend représenter les intérêts des Muhajirs, émigrés venus d'Inde lors de la partition de 1947 ; elle a remporté des succès électoraux spectaculaires à Karachi, ainsi qu'à Hyderabad. Son passage à l'opposition risque d'aggraver l'antagonisme politique et ethnique entre un Sind rural et « sindi », laissé en marge du développement, et les grands centres *industriels et commerciaux dominés* par les Muhajirs. Les troubles sanglants de février lors de la grève générale imposée par les activistes du MQM laissent mal augurer de l'avenir.

Les dirigeants du PPP admettent que, pour demeurer au pouvoir, leur parti a dû mettre entre parenthèses nombre de thèmes défendus lors de la campagne électorale de 1988. C'est le cas du retour *« intégral »* à la Constitution de 1973 et de l'abrogation du huitième amendement qui confère des pouvoirs très étendus au président. Mais que peut faire Mme Bhutto face à un Sénat hostile et à une Assemblée où bien des élus du Parti du peuple pakistanais sont des notables ralliés de la dernière heure ? Le verrou institutionnel mis en place en 1985 par l'ancien dictateur Zia Ul Haq limite sérieusement les possibilités d'action efficace du gouvernement (2). Quant à l'opposition, elle est regroupée dans une coalition hétéroclite, le Front parlementaire d'opposition (COPF), allant de l'Alliance démocratique islamique à la gauche dirigée par M. Wali Khan, et dont la présidence a échu à l'ancien allié de Zulfikar Ali Bhutto (père de Mme Bhutto, exécuté), M. J. Jatoi. Le seul dénominateur commun des composantes de cette opposition est la dénonciation d'un gouvernement accusé d'être *« autocratique »*, voire *« fascisant »*.

Au cours des dernières années, le *fossé n'a cessé de se creuser entre la* société et sa représentation politique. Le Dr Mubshir Hassan, membre fondateur du PPP et ancien ministre des finances d'Ali Bhutto déclare : *« Discontinuité du processus parlementaire et dislocation du système judiciaire, tel est notre héritage. Le centre se bat ouvertement contre les provinces, le gouvernement manque d'expérience, accumule les erreurs, donne prise aux accusations de corruption, et revient à la vieille pratique du clientélisme. »*

L'écart entre le pays « réel » et sa représentation apparaissait déjà dans la composition de l'Assemblée de 1985, dominée par les propriétaires fonciers et les défenseurs d'intérêts tribaux (3). *La Chambre élue en 1988 a certes été* renouvelée grâce à l'arrivée d'adhérents du PPP et d'autres partis, mais il n'y eut pas de changement radical : 111 sur 215 de ses membres avaient en effet déjà été élus en 1985.

Le premier budget présenté par *Mme Bhutto le 3 juin 1989 a été l'occa*sion de multiples empoignades avec l'opposition. Les médias, libérés de fraîche date du carcan imposé sous Zia, se firent amplement l'écho des analyses présentant une économie *« au bord de la banqueroute »*. Qu'est-il advenu du taux de croissance qui aurait été de 6,5 % par an pendant la dernière décennie, et était souvent cité comme le signe d'un grand dynamisme ? A la Banque mondiale comme à la *Banque nationale du Pakistan*, le ton a changé. Le Dr Mahbubul Haq, qui fut pourtant durant les dernières décennies étroitement associé à la planification, considère aujourd'hui que le pays vit *« à crédit »* et ne pourra longtemps encore pratiquer la *« fuite en avant »*. Alors que nombre d'indices sont au rouge, il n'est question que d'austérité.

Le précédent régime avait beaucoup misé sur l'exportation de la main-d'œuvre et fait largement appel aux prêts étrangers. Les recettes en devises du début des années 80 (40 milliards de dollars entre 1980 et 1985) se distribuent à part égale entre le revenu des exportations et le rapatriement des devises de l'émigration, l'aide étrangère *comptant pour 10 milliards* de dollars. Représentant un quart du produit national brut, l'agriculture fournit l'essentiel des exportations. Grâce à des conditions météorologiques favorables, le pays a, depuis le début des années 80, bénéficié de plusieurs excellentes récoltes de coton et de riz – productions traditionnelles, – mais aussi de blé et de canne à sucre, qui ont pour *la première fois dégagé des surplus* exportables. L'équilibre reste fragile et 2 millions de tonnes de blé durent être importées en 1985.

Les bénéfices de ces dernières années n'ont été investi ni dans les infrastructures ni dans l'industrie. Le taux d'épargne est tombé à 3,6 % (comparé aux 20 % de l'Inde), au bénéfice d'une consommation sans frein de produits importés et d'opérations spéculatives.

Les fonds envoyés par les travailleurs émigrés ont beaucoup contribué au « boom » des années *1977-1985* (4). Aux côtés de l'Overseas Employment Corporation et de la Pakistan Overseas Employment Promotion Association, strictement contrôlées par le gouvernement, se sont multipliées des agences de recrutement qui ont, en échange de *juteuses commissions, organisé* le rapatriement des précieuses devises. Cette exportation massive de main-d'œuvre, originaire avant tout des villes, a aussi permis de réduire les tensions en soulageant pour un temps la pression sur le marché de l'emploi, tout en vidant les rangs des syndicats et des partis. La demande de main-d'œuvre est venue principalement des pays pétroliers du Golfe mais elle tend à décroître depuis le milieu des années 80.

Le Dr Akmal Hussain, conseiller économique de Mme Bhutto, déclare que *« la question de l'emploi est un problème stratégique pour les dix prochaines années »*. La population a dépassé les cent millions d'âmes ; son taux de croissance – 3 % l'an – est l'un des plus forts du monde. Aussi le gouvernement actuel cherche-t-il lui aussi à augmenter les rentrées de devises en élaborant des plans d'exportation de main-d'œuvre sur les marchés des pays en voie de reconstruction : Irak, Iran, et, espère-t-on, Afghanistan.

Stabilisation... ou déstabilisation ?

SELON les mécanismes mis au point *par le Fonds monétaire internatio*nal lors d'un accord signé trois semaines avant les élections du 16 novembre 1988, le gouvernement s'est engagé pour trois ans à appliquer l'un des programmes les plus détaillés qu'ait jamais signés Islamabad. Avec environ 14 milliards de dollars de dette, le Pakistan n'est pas sur la liste des *pays les plus mal lotis ; ses obliga*tions n'en sont pas moins lourdes, car il doit honorer les emprunts à court terme contractés ces dernières années (5). Pour corriger les déficits de la balance des paiements et du budget (6), le gouvernement a accepté l'essentiel des mesures d'ajustement *structurel : dévaluation de la monnaie*, libéralisation des importations et accroissement des exportations de produits agricoles, très forte diminution des subventions, augmentation des *impôts indirects appliqués à un nombre* accru de produits de consommation courante. En raison de la levée de boucliers provoquée par les propositions de lever des impôts directs visant en particulier les propriétaires fonciers, le pouvoir a dû battre en retraite. Il s'est aussi engagé dans un grand programme de privatisation du secteur public.

Le Dr Akmal Hussain affirme que cette politique vise à *« gagner du temps »*. Critiquant les conditions *imposées* par le FMI qui, selon lui, accentueront les actuels déséquilibres, il ajoute : *« Souscrire de nouveaux emprunts aggravera les déficits et, alors que le FMI parle de programme de stabilisation, je préfère parler de programme de déstabilisation. Aujourd'hui, le gouvernement doit même emprunter pour payer l'administration, alors qu'un tiers de l'économie travaille « au noir ». L'énorme budget militaire dévore nos ressources* (7), *mais 40 % des Pakistanais n'ont accès ni à l'eau potable, ni au logement, ni à l'éducation, ni aux soins médicaux. Telle est la véritable menace pour la sécurité du pays. »*

Pour toutes ces raisons, les initiatives du gouvernement se trouvent bloquées. *Le* Dr Mubashir Hassan, *pour sa part*, estime vital le soutien de l'Occident à l'*« expérience démocratique »*. Par sa visite, en février, M. Mitterrand a apporté un tel « soutien », même si sa promesse de livrer au Pakistan une centrale nucléaire ne contribue pas forcément à faire baisser la tension dans la région. Cependant, alors que s'accumulent les difficultés, se forge l'image d'une armée neutre et garante de la stabilité. Outre qu'elle contrôle un budget important, cette armée a son mot à dire en matière de politique extérieure (8) et de maintien de l'ordre, et les auteurs du putsch de 1977 restent protégés par le 8e amendement. Son chef d'état-major, le général Aslam Beg, a déclaré que le rôle de l'armée était de *« garantir la sécurité extérieure et intérieure du pays »*. Est-ce façon de suggérer que le temps travaille pour elle ?

(1) Le Muhajirs Qaumi Movement (MQM) a été fondé en 1983 à partir de la All Pakistan Muhajirs Students Organisation, créée en 1978. Il a obtenu respectivement 57 % des voix à Karachi, et 27 % à Hyderabad.

(2) Lire A. Dastarac et M. Levent, « Le Pakistan peut-il faire retour à la démocratie ? », *le Monde diplomatique*, février 1987.

(3) *Cf.* Omar Noman, *The Political Economy of Pakistan, 1947-1985*, Ed. KPI, Londres, 1988.

(4) En 1984, ils représentaient un volume de 3,2 milliards de dollars, soit 40 % des gains en devises du pays, et finançaient 86 % du déficit commercial.

(5) Le consortium d'aide au Pakistan, lors de sa réunion annuelle d'avril 1989 à Paris, a confirmé sa confiance au nouveau gouvernement en décidant d'accorder 3,011 milliards de dollars de prêts pour 1989-1990.

(6) Le service de la dette et la défense représentent à part presque égale 82 % du budget ordinaire pour 1989-1990.

(7) A. Dastarac et M. Levent, « La montée en puissance du complexe militaro-industriel », *le Monde diplomatique*, janvier 1989.

(8) A. Dastarac et M. Levent, « Mme Bhutto dans un champ de mines », *le Monde diplomatique*, novembre 1989.

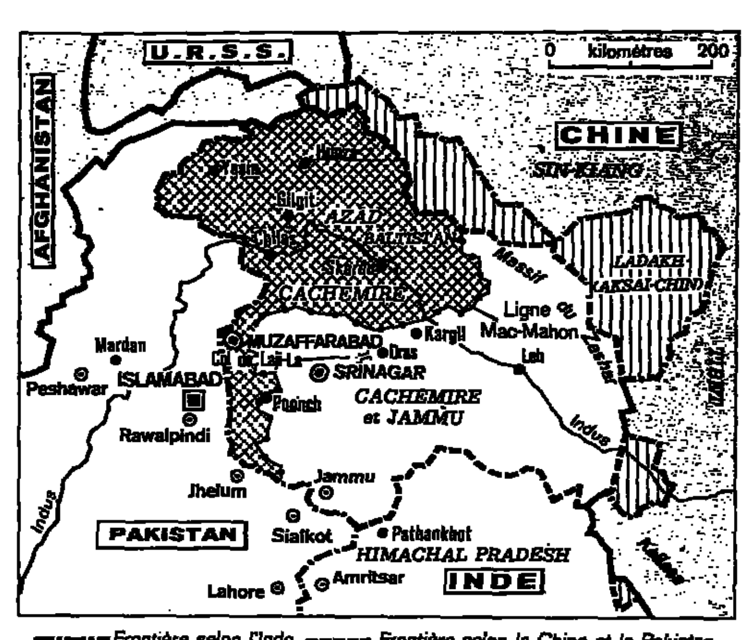
Montée des périls au Cachemire

LE danger que faisait peser sur lui le conflit *afghan étant pour le moment écarté*, le gouvernement de Mme Bhutto pourrait être menacé par la nouvelle crise au Cachemire indien. L'opposition fait en effet vibrer la corde nationaliste, accusant le pouvoir de *« trahir les frères musulmans opprimés »*. En Inde, d'autre part, la coalition hétéroclite dirigée par M. V.P. Singh risque de perdre encore en stabilité (1).

Depuis le 26 juillet 1949, le Cachemire est coupé en deux par une ligne de cessez-le-feu mise en place par les Nations unies ; les deux tiers de la région furent alors confiés à l'Inde dans *l'attente d'un plébiscite sur l'avenir du territoire*. Le Pakistan, quant à lui, créa un « Etat autonome », l'Azad Cachemire, doté depuis 1970 d'une Assemblée de vingt-cinq membres. Sous la pression des hindouistes, l'Inde a toujours différé le plébiscite et a intégré « son » Cachemire dans l'Union en 1957. En mars 1972, lors des accords de Simla, New-Delhi et Islamabad s'engageaient à régler le différend *« dans un cadre bilatéral et pacifique »*. Le problème fut relégué au second plan.

L'agitation n'a pas pour autant cessé. L'Etat *(indien) de Jammu et Cachemire a été le théâtre* au printemps de 1989 de manifestations contre la hausse des tarifs d'électricité, puis de durs affrontements, à la suite de la mort en prison du père d'un député de la Ligue du peuple cachemiri *(KPL), considérée comme propakistanaise*. Les portraits de l'ancien dictateur pakistanais Zia Ul Haq surgirent dans le bazar de Srinagar, et les arrestations de personnes soupçonnées de tendances séparatistes se multiplièrent. Des groupes fonda*mentalistes jusqu'alors sans grande audience*, tel le Front de libération de Jammu et Cachemire (JCLF), attaquèrent forces de police et établissements publics. La tension était telle en mai 1989 que M. Farooq Abdullah, « chef ministre », menaça *de « faire raser Srinagar s'il le fallait pour chasser les activistes »*, perte de sang-froid qui le discrédita dans la population (2). Depuis, la situation n'a cessé de se dégrader. La lame de fond qui dans l'Union indienne, de l'Assam au Pendjab, oppose *les Etats au pouvoir central a finalement* atteint la seule région à majorité musulmane.

Les élections de 1987 au Cachemire reflétaient une rapide érosion de la Conférence nationale (NC) de M. Farooq Abdullah et *de son alliance avec le* parti du Congrès. De 1983 à 1987, le pourcentage des voix recueillies par les deux partis tombait de 80 % à 53 %. Fait plus significatif *encore : le Front uni* musulman (MUF), un regroupement de mouvements autour de la Jamaat-e-Islami (JI), recueillait 32 % des voix (contre 6 % à la seule JI en 1983), *même s'il ne* parvenait à envoyer que quatre députés (sur 76 sièges) à l'Assemblée de Srinagar. Une tendance *à l'érosion des formations* traditionnelles apparut aussi dans la vallée de Jammu, pourtant à majorité hindoue, au profit de candidats indépendants. Le MUF fit sa campagne *sur des thèmes nationa*listes et religieux, demandant *« la fin du règne des familles sur la politique »*, le règlement du statut du *Cachemire et l'établisse*ment du Nizam-i-Mustafa (3) sur le modèle pakistanais. Ces élections furent entachées de nombreuses irrégularités qui aliénèrent un peu plus la sympathie des électeurs pour les partis traditionnels...



Frontière selon l'Inde — Frontière selon la Chine et le Pakistan

Territoires contestés entre la Chine et l'Inde — Cachemire sous administration pakistanaise depuis le "Cessez-le-feu" (1949)

Le succès du MUF et des groupes fondamenta*listes s'explique aussi par la dégradation de la* situation sociale et économique d'un Etat au budget déficitaire. La corruption et le népotisme détournent les investissements d'une région qui ne compte guère d'industries, le tourisme mis à part. *La chômage touche environ un tiers des Cache*miris âgés de vingt à trente ans – 40 % de la population, – ce qui donne prise à la propagande fondamentaliste dénonçant notamment les projets lancés par M. Farooq Abdullah : construction d'un *golf et d'un téléphérique pour le développement* d'une station de sports d'hiver à Gulmarg...

Les événements de décembre et de janvier derniers (une soixantaine de morts et des centaines de blessés), de même que l'annonce par le JKLF d'une *« intensification des actions armées contre les forces paramilitaires et militaires indiennes »*, soulignent les antagonismes croissants entre communautés alors que les hindous commencent à partir (4). Il est douteux que des mesures comme la nomination d'un nouveau gouverneur, M. Jagmohan, homme honnête et efficace, ou l'imposition de l'administration directe par le pouvoir central *suffisent à calmer le jeu. M. Farooq Abdullah*, qui a donné sa démission le 19 janvier, se retrouve dans l'opposition aux côtés du parti du *Congrès et dénonce aujourd'hui « le règne de la terreur et de la répression »*...

M. V.P. Singh doit parer au plus pressé : éviter une polarisation du conflit qui pourrait enflammer toute la communauté musulmane indienne, déjà traumatisée par l'affaire de la mosquée d'Ayodhya (5) et encore sous le choc des horribles massacres du Bihar, en novembre dernier.

Certes, ni l'Inde ni le Pakistan ne veulent prendre *le risque d'une guerre généralisée. Mais* pour New-Delhi, aucune région n'a autant d'importance stratégique que le Cachemire, limitrophe du Pakistan et de la Chine. D'autre part, alors que montent les forces néo-hindouistes, toute concession équivaudrait pour M. Singh à un suicide politique. Pour Islamabad, la question du Cachemire a longtemps été un pôle de ralliement de la communauté nationale. C'est sans doute ce rôle que veulent aussi lui faire jouer les héritiers de Zia, tout en intégrant cette affaire dans une stratégie panislamiste militante qui s'est renforcée à l'occasion du conflit afghan. De là à imposer par la force un plébiscite à l'Inde, il y a un pas que les Pakista*nais hésiteront à franchir... Mais l'entretien* d'un foyer de tension peut tenter bien des apprentis-sorciers au risque d'entraîner le Cachemire dans la sanglante spirale des divisions intercommunautaires et religieuses.

A.D. et M.L.

(1) Lire Vijay Singh, « Piloter l'Inde entre de nombreux récifs », *le Monde diplomatique*, janvier 1990.

(2) M. Farooq Abdullah est le fils de Sheikh Abdullah, dirigeant du Front du plébiscite, puis de la Coalition nationale, qui a passé plus de quatorze ans en prison. Grand vainqueur des élections de 1977, il est mort en 1982. Son fils lui a succédé comme ministre en chef de la province en 1983. Rapidement déstabilisé par les manœuvres de New-Delhi, il revint cependant au pouvoir en 1987.

(3) Nizam-i-Mustafa : ordre islamique idéal instauré par les premiers califes.

(4) Notamment au Jammu, région à majorité hindoue.

(5) Site d'une mosquée, réclamé par les militants hindouistes qui veulent depuis 1984 y reconstruire un temple, Rama étant censé y être né. Sur les massacres au Bihar, lire le *Financial Times* du 7 novembre 1989.

CRISE ÉCONOMIQUE, CRISE DE SOCIÉTÉ

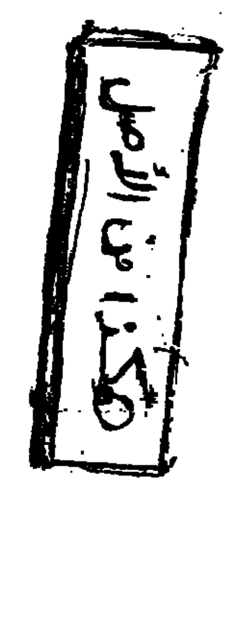
Sri-Lanka plongé dans la terreur

Sri-Lanka subit plusieurs crises qui s'enchevêtrent et le pays bascule dans le cauchemar. Le gouvernement conservateur, fermement conseillé par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, tente d'organiser une économie libérale. Dans le Nord, l'agitation se poursuit chez les Tamouls qui réclament leur autonomie. En pays cinghalais, un mouvement extrémiste, ultrachauvin, qui recrute essentiellement dans la jeunesse désœuvrée, se bat contre un pouvoir qui a choisi des méthodes de répression d'une rare sauvagerie. Au total, trente mille Sri-Lankais auraient péri en 1989.

Par ANNE PEETERS *


Arnold Karstens

CORPS SUPPLICIÉ JETÉ DANS LA FORÊT (1989)
Suspect, pour qui ? Assassiné, par qui ?



« *BOUDDHA est mort, mais le bouddhisme est toujours vivant.* » Ces mots, les Cinghalais (1) ont pu les lire sur les murs de Colombo, de Galle et de Kandy, peu après la mort, en novembre dernier, du chef du Janata Vimukti Peramuna (JVP), Rohana Wijeweera. « *Bouddha* », c'est lui, le chef historique du mouvement. Le bouddhisme, c'est le JVP. Cette référence à la religion de la majorité des Cinghalais est aussi un acte d'allégeance à la nation ; le mouvement ultrachauvin estime qu'elle a été trahie par la plupart des gouvernements depuis l'indépendance en 1948.

Depuis 1987, ceux que certains Sri-Lankais appellent les « *Sinhalese boys* » – les « garçons Cinghalais » – et d'autres les « *subversives* » – « agents subversifs » – sont sortis de la passivité apparente dans laquelle ils s'étaient plongés en 1983, quand le JVP avait été interdit en tant que parti politique.

Mais, dans le secret de la jungle, le JVP s'est réorganisé. La conclusion de l'accord avec New-Delhi en juillet 1987 a été l'occasion de déclencher une offensive dont le bilan s'élève aujourd'hui à des milliers de morts (2). Le compromis avec l'Inde est en effet considéré par le mouvement clandestin comme une trahison de plus de la part d'un gouvernement qui « *se vend à l'étranger* ». Momentanément détournée des affrontements dans le Nord et dans l'Est depuis que l'armée indienne est chargée d'y assurer l'ordre, l'armée sri-lankaise réplique au JVP par une répression totale.

Chômage endémique

LES milices privées sont intervenues au mépris des règles les plus élémentaires de respect des droits de l'homme. Les derniers rapports d'Amnesty international en témoignent (3).

Ni la levée du couvre-feu en novembre 1989 ni les propos rassurants tenus à la même époque par le ministre des finances aux représentants de la Banque mondiale ne peuvent cacher la réalité : la disparition de milliers de jeunes appartenant ou soupçonnés d'appartenir au JVP.

Le Janata Vimukti Peramuna (Front de libération du peuple) est né de frustrations auxquelles le pouvoir n'a pu répondre. Les jeunes gens qui soutiennent l'organisation terroriste n'ont rien à perdre. A l'absence de perspectives en matière d'emploi s'est ajoutée la difficulté de mener des études dans le pays. Depuis deux ans, les universités, lieux de recrutement du JVP, sont fermées. Seuls les Cinghalais aisés peuvent aller étudier à l'étranger.

Marxiste à l'origine, le JVP est devenu nationaliste à outrance. Ses dirigeants ont compris depuis longtemps que le marxisme « ne prendrait pas » dans cette société imprégnée de religion où, comme l'explique un sociologue cinghalais, « *la conscience de caste est plus forte que la conscience de classe* ».

Quand Rohana Wijeweera fonde le Janata Vimukti Peramuna en 1967, il vient d'être chassé de l'université Lumumba, à Moscou, pour ses idées jugées prochinoises. C'est lui qui, en 1971, sera à l'origine d'une insurrection antigouvernementale réprimée dans le sang. Désavoués aussi par Pékin, les dirigeants du JVP se tournent peu après vers le guévarisme, « *seule idéologie qui peut avoir cours dans un pays du tiers-monde* ». Bientôt, ils doivent se rendre à l'évidence : le marxisme ne l'emportera pas à Sri-Lanka. Les « purs » quittent le mouvement. Les autres se réorganisent autour d'un discours nationaliste axé sur la défense de la culture cinghalaise et sur des revendications socio-économiques.

On a parfois comparé le JVP aux Khmers rouges ou à Sentier lumineux. Le mouvement a certes recours à des méthodes qui rappellent celles de Pol Pot ou celles des extrémistes péruviens. Mais il n'a pas pour objectif de construire un « homme nouveau » ; il entend restituer sa splendeur à la nation cinghalaise.

Les combattants, souvent très jeunes, sont originaires du Sud et, de plus en plus, du centre du pays, zones où le principal problème économique – le manque d'emplois – se pose avec le plus d'acuité. Dans certaines régions, le chômage touche 75 % des moins de trente ans, et cela dans toutes les couches de la population.

« *Il faudrait créer 125 000 emplois par an pendant dix ans pour faire baisser le chômage de façon significative* », explique un économiste. Le problème n'est pas nouveau, mais les gouvernements en place depuis 1970 n'ont apporté aucune réponse valable à ce défi. En voulant freiner les importations et rendre le pays autonome, Mme Bandaranaïke, premier ministre de 1970 à 1977, qui se réclamait d'un socialisme modéré, a certes créé des emplois dans la petite industrie, mais sans pour autant être à même de faire face à l'explosion démographique. Quand, en 1977, le Parti d'union nationale (UNP), ultralibéral, arrive au pouvoir avec, à sa tête, M. Jayawardene, il crée lui aussi des emplois dans les zones franches. Or aucune des petites industries qui avaient vu le jour antérieurement n'a pu résister à la concurrence dans l'économie de marché instaurée par M. Jayawardene. En outre, l'instabilité créée dans le Nord par l'agitation des Tamouls contraindra l'Etat à de lourdes dépenses de maintien de l'ordre, le privant des moyens de corriger les déséquilibres sociaux et économiques.

Dans les collèges, le JVP a ainsi pu recruter des jeunes, nouveaux venus sur le marché de l'emploi, le mouvement n'hésitant d'ailleurs pas à recourir à la terreur auprès de ceux qui refusent l'embrigadement. Les générations plus âgées ont, elles aussi, souffert de la dégradation des conditions de vie, notamment depuis la suppression des subventions de soutien des prix des produits essentiels. Les parents des jeunes recrues du JVP observent souvent avec admiration l'engagement de leurs enfants dans la lutte et accordent un soutien passif aux actions du mouvement terroriste.

Véritable force invisible, le JVP peut à tout moment paralyser la vie économique. Lors des élections générales de 1988, l'organisation a lancé un mot d'ordre de boycottage. Une ressortissante étrangère raconte : « *Les habitants n'osaient pas sortir de chez eux. Alors, l'armée est venue encourager les gens à voter. Certains sont allés voter sous la protection des soldats. Quelques-uns ont été retrouvés assassinés plus tard.* » M. Ranasinghe Premadasa, l'actuel président, a été élu avec une courte avance sur son adversaire du Parti sri-lankais pour la liberté (SLFP), mais le taux d'abstention a été très élevé (4).

En juin 1989, le JVP a ordonné une grève des transports pour protester contre la suppression de subventions qui avait eu pour effet d'augmenter les prix. Les travailleurs ont suivi parfois par conviction, plus souvent sous l'emprise de la terreur. Le gouvernement a alors chargé le chef d'un petit parti d'extrême gauche de négocier avec l'organisation de Wijeweera. Les entretiens se sont déroulés en juillet et ont coïncidé avec un ralentissement des actions du JVP. En août, la presse contrôlée par le pouvoir annonçait la rupture des négociations. Le JVP a repris alors ses coups de main, notamment contre les familles de militaires. On a assisté à l'époque à une recrudescence des attaques contre les postes de police où les « subversifs » s'emparèrent des armes, contre les centrales électriques, les centres de communication et, fait nouveau, contre les intérêts étrangers. En septembre, on dénombrait 600 victimes, en octobre 800 et les mois suivants, plus d'un millier.

La répression, elle aussi, fait des ravages. En novembre 1989, Rohana Wijeweera est assassiné dans une plantation au nord de Kandy. L'annonce de la mort du dirigeant et de l'un de ses seconds provoque une véritable panique dans la population : on craint que Wijeweera, contrairement à ce qu'affirme la version officielle, n'ait été arrêté et torturé avant d'être tué, et qu'il n'ait donné des noms. Après une courte trêve, le JVP relance ses interventions, plus violentes que jamais. Les cadavres descendent, décapités, le fil des rivières. On en retrouve régulièrement dans les ravins ou dans les rues des villages.

La violence du JVP mais également celle des milices atteignent un degré tel que la population, naguère tacitement alliée à l'organisation, commence à basculer. Cependant la terreur ne cesse pas. Dans les villages, des hommes, des femmes et des enfants observent, sans émotion apparente, le spectacle des cadavres abandonnés. « *Ici,* dit un prêtre catholique, *c'est la culture du silence.* » Les assassins restent dans l'ombre et agissent la nuit.

« *Pour nous, la lutte continue,* explique un dirigeant du JVP. *La mort de Wijeweera ne change rien. Elle a une valeur symbolique, parce que c'est un mythe qu'on a assassiné. Mais Wijeweera n'avait plus le contrôle de l'organisation. Il voulait se retirer. En fait, nous sommes organisés en cellules indépendantes les unes des autres. Lorsqu'un chef est tué, des dizaines d'autres sont prêts à prendre la relève.* » Que reproche le JVP au gouvernement ? « *Il se compromet avec l'Inde et brade notre économie aux étrangers.* » En clair, pour ce dirigeant du JVP, l'ouverture aux intérêts étrangers à la fin des années 70 par M. Jayawardene est l'une des principales causes de la dégradation de la situation économique. L'ancien président voulait en effet faire de son pays un centre financier de l'Asie du Sud et avait, dans ce but, ouverts des zones franches. « *Aujourd'hui,* explique le représentant de l'organisation clandestine, *nos compagnies d'électricité et beaucoup de services publics sont vendus aux Coréens et aux Japonais.* »

La répression repose sur trois piliers. L'armée d'abord, organisée, méthodique, soucieuse de faire disparaître les cadavres en les brûlant le long des routes. La police ensuite. « *Les jeunes sont arrêtés sur la route ou alors qu'ils vaquent à leurs occupations, simplement parce qu'ils sont jeunes, donc suspects de sympathie pour le JVP,* explique encore le prêtre catholique. *Ils sont arrêtés et détenus sans procès pendant une dizaine de jours. Certains ne réapparaissent jamais.* »

Troisième pilier de la répression, le plus important sans doute, les milices privées. Celles-ci sont contrôlées par des ministres en place qui, dans le cadre de leurs fonctions, ont droit à une centaine d'hommes en armes pour assurer leur protection. Ces troupes se transforment, par le jeu du clientélisme, en véritables petites armées à la solde des politiciens.

Elles se nomment Black Cats (Chats noirs), ou encore Grey Tigers (Tigres gris), et organisent de véritables massacres. « *Officiellement, il est question de 10 000 morts en deux ans* », explique le représentant d'une organisation de défense des droits de l'homme. « *En fait,* ajoute-t-il, *il y en a certainement eu quatre fois plus. Tout se passe comme si, pour éliminer le terrorisme, on avait décidé de tuer des milliers de jeunes dans les dix années qui viennent.* »

Pour la mort d'un des leurs, les milices exigent des dizaines d'autres cadavres. Ainsi, dans une rue de Kandy, réputée favorable au JVP, on a retrouvé, à la fin de l'année dernière, le cadavre du père d'un militaire. Le lendemain, une milice privée annonçait qu'en représailles elle tuerait trente-cinq supects. Une semaine plus tard, le compte y était.

Exactions quotidiennes

DES personnes menacées s'organisent et se regroupent dans de véritables camps de réfugiés. On y trouve toutes les couches de la société, du simple pêcheur au chef d'entreprise, en passant par le syndicaliste ou le moine bouddhiste. Il se retrouve des moines bouddhistes impliqués dans le JVP, cependant que d'autres résistent à l'organisation – certains membres de la hiérarchie étant proches du pouvoir.

Des voix cinghalaises s'élèvent pour protester contre les exactions quotidiennes. Les organisations de défense des droits de l'homme se multiplient. Bien peu cependant ont les moyens de jouer leur rôle d'information, en raison de la peur, mais aussi de la censure.

Un économiste explique : « *Tant que le gouvernement n'aura pas résolu une série de problèmes fondamentaux – accès à l'éducation pour tous, chômage et inflation galopante, – le JVP aura des arguments pour poursuivre ses actions. On pourrait imaginer que des fractions modérées du mouvement acceptent de négocier, sous la menace d'une baisse de popularité. Mais cette éventualité ne pourrait provenir, dans l'état actuel de la crise, que d'une minorité.* »

Hypothèse encore lointaine. En attendant s'allonge la liste des morts, les victimes des milices privées étant les plus nombreuses. C'est donc aussi par le démantèlement de ces armées de l'ombre que passe la pacification du sud du Sri-Lanka, une opération qui ne se passera pas sans mal : il faut imaginer des solutions pour réintégrer ces milices dans des unités légales et les potentats locaux ne lâcheront pas volontiers le pouvoir qu'ils détiennent.

Quant à l'opinion internationale, elle est bien absente de ce drame. Sri-Lanka n'est pas un enjeu mondial. Soucieux de préserver le tourisme, le pouvoir s'ingénie à protéger l'image paradisiaque du pays : il fait ramasser les cadavres tôt le matin, les cachant ainsi aux visiteurs étrangers et il défend auprès des bailleurs de fonds internationaux l'idée que le pays est pacifié (5).

---

* Journaliste.

(1) Les Cinghalais, bouddhistes, constituent 70 % de la population sri-lankaise et sont concentrés dans le sud du pays. Les Tamouls, généralement hindouistes, représentent 21 % des Sri-Lankais et, depuis les événements de 1983, sont concentrés dans la province du Nord-Est dont ils réclament l'autonomie.

(2) L'accord entre Sri-Lanka et l'Inde a permis aux forces de New-Delhi d'intervenir dans le nord de l'île, peuplé de Tamouls. Les Indiens ont rapidement été amenés à conduire des opérations contre une des organisation locales qu'ils avaient auparavant discrètement aidée, entraînée et armée. Sur ce problème, lire les deux articles de Vijay Singh, « L'accord de Sri-Lanka au secours de M. Rajiv Gandhi », *le Monde diplomatique*, septembre 1987, et « L'Inde en guerre contre ceux qu'elle a armés », *le Monde diplomatique*, novembre 1987.

(3) *Sri Lanka*, Amnesty international, Londres, décembre 1989 et février 1990.

(4) Le Parti d'union nationale (UNP) de M. Premadasa a remporté la victoire avec 50,4 % des voix. Son principal adversaire, le Parti sri-lankais pour la liberté (SLFP) de Mme Bandaranaïke a obtenu 45 % des suffrages. Le taux de participation a été de 55 % seulement. C'est dans le Sud, fief du JVP, que l'abstention a été la plus forte.

(5) Citant des sources diplomatiques, le *Financial Times* du 17 janvier 1990 estime que quelque 30 000 personnes ont été tuées à *Sri-Lanka l'an* dernier (dans les zones tamoules et dans les zones cinghalaises). Huit mille seraient détenues dans des camps.

LES CITOYENS A LA

Sur les chantiers de

Décentralisation et désengagement de l'Etat ouvrent de nouvelles perspectives à la participation des citoyens aux décisions qui les concernent, là où ils vivent (1). Le combat politique pour la réalisation des droits et libertés démocratiques, l'expérience de pays, comme les Etats-Unis, rompus à l'action locale, peuvent déboucher sur une nouvelle citoyenneté faisant échec à la confiscation du pouvoir par les élites.

Par
CHRISTIAN DE BRIE

AVEC *ses 22 régions*, 100 départements et 36 527 communes – en moyenne une commune de 1 500 habitants sur 1 500 hectares tous les 4 kilomètres – gérés par *500 000* conseillers, dotés d'autonomie et de pouvoirs effectifs, la France présente apparemment un cadre propice à la participation des citoyens à la vie locale.

Mais la réalité diffère de ce bel agencement. A elle seule, l'agglomération parisienne est plus peuplée que les 28 000 plus petites communes, et 90 % des municipalités ont moins de 2 000 habitants. On y administre souvent les *pénuries* du désert français, dans une dissémination plus proche, toutes proportions gardées, de l'Inde des 600 000 villages que des technopoles de l'avenir européen. Loin de *l'idéal démocratique, plutôt qu'exercé* par le peuple, le pouvoir local reste pour l'essentiel confisqué par les notables, principaux bénéficiaires de la décentralisation opérée dans les années 80. Aujourd'hui comme hier, le droit de propriété et ses extensions économiques font obstacle à la gestion par les citoyens des affaires qui les concernent. Exode rural et concentration urbaine, bouleversements économiques et sociaux, destruction des équilibres *régionaux, accompagnent le développe*ment de la société industrielle, brutalement amplifiés par la crise, multipliant discriminations et disparités entre les collectivités locales et au sein de celles-ci.

Une longue tradition de centralisme étatique, abusivement qualifiée de jacobine, héritée en fait de siècles de monarchie absolue, prolongés par des décennies de bonapartisme (jusque *dans sa version gaulliste*), *freine* l'émancipation des villes et des régions qui ont depuis longtemps perdu leurs anciennes traditions de résistance au pouvoir central. Mais ces lourdes pesanteurs façonnées par l'histoire nationale (2) expliquent le présent ; elles ne suffisent pas à hypothéquer l'avenir. Si une trentaine de lois et plus de deux cents décrets relatifs à la décentralisation n'ont pas su aménager les *« modalités de la participation des citoyens à la vie locale » (3)*, c'est à *eux qu'il* incombe de prendre l'initiative et de multiplier les expériences.

En moins d'un demi-siècle, sous la houlette du pouvoir central et des responsables locaux, poussés par les exigences des citoyens contribuables qui en ont payé le prix, le paysage national a connu de considérables transformations. Les équipements collectifs se *sont multipliés, s'élevant à un niveau* jamais atteint auparavant, ouverts au plus grand nombre, mais maintenant dans l'exclusion trop de personnes. Aujourd'hui, le désengagement de l'Etat libéral signe l'affaiblissement des solidarités nationales, des contrepoids à la toute-puissance du capitalisme mondialisé et des bureaucraties communautaires. Mais le transfert à l'échelon local des responsabilités et des charges ouvre aussi au citoyen un champ d'action et de contrôle direct sur un pouvoir rapproché.

Le vote en 1982 de la loi *« relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions »*, suivie d'une longue série de textes est la première réforme d'envergure depuis un siècle (4).

Elle marque un tournant. Les élus vont être progressivement libérés de la tutelle du pouvoir central pour être soumis à celle des électeurs. Une chance est offerte à une avancée de la participation démocratique. Mais elle *arrive bien tard, alors qu'elle était* revendiquée dès la Libération. Car elle coïncide avec la crise, en particulier celle de l'Etat, l'internationalisation du marché et du travail qui éloignent le citoyen des vrais centres du pouvoir. Le local hérite de la gestion de services pour des clients usagers et du règlement des problèmes de tous ordres qu'accompagnent la transformation des modes de production capitaliste et les désordres qu'elle introduit.

Cependant, *l'accès de la région au* statut de collectivité locale dotée de compétences et de moyens propres, *gérée par* un *président* et un conseil élu, le transfert de l'exécutif départemental au président du conseil général, l'accroissement des pouvoirs de décision du maire, en particulier dans l'élaboration du plan d'occupation des *sols* (POS) et la passation des marchés, autant de réformes qui étendent le système *représentatif* et la *responsabilité* des élus devant les citoyens. Toutefois, privilégiant les exécutifs au détriment des conseils, elles ne garantissent pas la démocratisation de la vie locale, qui reste à conquérir.

Statut de l'élu et droits de l'opposition

JUSQU'A *présent, elles ont surtout* assuré le triomphe des notables et l'assise des féodalités dans la plus classique tradition nationale, la promotion spectaculaire des présidents de conseils généraux et régionaux, des maires des grandes et moyennes agglomérations. Dispensateurs de crédits conséquents, *gestionnaires d'une administration et* de services développés, maîtres d'œuvre de l'aménagement et du développement urbains, les nouveaux barons se sont d'abord employés, par le cumul des mandats, à conforter leurs positions, leurs réseaux de pouvoir et d'influence aux différents échelons. S'abritant derrière les impératifs d'une gestion aux techniques de plus en plus sophistiquées, ils se présentent en chefs *d'entreprise professionnels. Managers* du local, patrons autocrates ou paternalistes d'une majorité docile et d'un personnel administratif muselé, entourés d'un aréopage de technocrates, ils mettent en scène, par de coûteuses techniques de communication, une image de leur personne (de leurs réalisations et de leurs projets), volontiers futuriste, souvent dépourvue de réalisme et de modestie.

Peu de villes moyennes, voire de *chefs-lieux de canton perdus au fond* de régions enclavées ou déclinantes, qui ne se prétendent situées au carre*four de quelque grand axe européen*, pôles privilégiés de développement technologique, industriel ou culturel qu'un responsable compétent saura promouvoir. L'ensemble est souvent plus proche de la politique spectacle et de la manipulation que du débat et de la participation démocratiques. Marketing électoral, personnalisation et médiatisation du pouvoir : les pratiques nationales tendent à se reproduire à *l'échelon local avec les mêmes effets*. Passivité du citoyen qu'exprime l'augmentation régulière des taux d'abstention (5). Corruption qu'occasionne le financement de campagnes de plus en plus coûteuses : *l'essentiel de l'argent* occulte est collecté au niveau local par les techniques de fausses factures (6). *Leur généralisation discrédite la repré*sentation politique, hypothèque l'indépendance des élus à l'égard des bailleurs de fonds, c'est-à-dire des entreprises, clients et fournisseurs des collectivités locales, conforte l'électeur dans son désengagement.

Une réglementation précise et sévèrement contrôlée s'impose, comportant financement public, plafonnement et publicité des ressources et des dépenses. Manque également une *reconnaissance des droits de l'opposi*tion minoritaire. Déjà sous-représentée au conseil municipal par l'effet de la loi électorale, elle est privée des moyens de jouer son rôle de censeur de la gestion par la majorité. Celle-ci se comporte trop souvent en propriétaire des lieux, acceptant mal critiques et contestation, pourtant nécessaires au débat démocratique. Si quelques maires mettent à la disposition de leur *opposition locaux et secrétariat*, une tribune dans la presse municipale, d'autres la privent d'informations, réunissent sans elle le conseil en comité secret et traitent souvent la représentation élue en chambre d'enregistrement. Il en est fréquemment ainsi pour l'approbation des budgets locaux, soigneusement verrouillés, connus quelques jours avant d'être votés sans examen sérieux ni débat. Le gouvernement local – maire, *cabinet*, premiers adjoints, secrétaire général – tend à se comporter avec son assemblée délibérante comme le gouvernement national avec le Parlement.

Dans les cas, très nombreux, où un groupe de presse en situation de monopole apporte un *soutien inconditionnel* à la municipalité en place, l'électeur est privé de tout moyen d'appréciation *critique* de l'action de ses représentants.

Au-delà, l'élaboration d'un *statut* de l'élu local (7) permettrait de diminuer la prépondérance des notables *professionnels, d'accroître* la participation électorale en faisant entrer dans les conseils les diverses composantes de la collectivité, dont les plus nombreuses ne sont pas ou peu représentées (en particulier *employés* et ouvriers). Ce statut devrait donner droit à une rémunération décente correspondant à l'exercice provisoire, à temps plein ou partiel, d'une fonction publique avec *possibilité d'absences* et garantie de réintégration professionnelle. De plus, il devrait être assorti d'une formation aux fonctions d'élu qu'exige la technicité de la gestion locale.

Si l'on a pu constater un certain renouvellement des élus lors des élections municipales de 1989, la moyenne d'âge, en particulier celle des maires, reste élevée, femmes et jeunes sont très peu représentés (8). Et les cas ne sont pas rares de dynasties où l'on se transmet la circonscription comme un bien de famille.

Quant aux étrangers – 70 % vivent en France depuis plus de quinze ans, – en dépit des engagements pris, des

---

(1) Précédents articles : Claude Julien, « Le citoyen à la conquête du pouvoir » (octobre 1989) ; Christian de Brie, « Rendre aux élus du peuple la capacité de faire la loi » (novembre 1989) ; Jean-Louis Rollot, « Les fourmis de la culture » ; Jean-Luc Pouthier, « La presse et les paradoxes de la liberté » (décembre 1989) ; Thierry Pfister, « Au-delà de la crise du militantisme » et Antoine Sanguinetti, « L'armée, un monde tenu à part » (janvier 1990).

(2) Voir Jocelyne George, *Histoire des maires, 1789-1939*, Plon, Paris, 1989.

(3) Articles Iers des lois du 2 mars 1982 et 7 janvier 1983.

(4) Depuis la loi du 5 avril 1884 fixant le *statut des communes*.

(5) Ils varient entre 35 % et 50 %, sauf dans les petites communes (25 % à 35 %).

(6) Généralement lors de la passation des marchés ; voir, en particulier, la récente affaire SORMAE (SAE).

(7) Une proposition de loi « relative aux *statuts des élus locaux* », *présentée par* le groupe socialiste, a été déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale en octobre 1989.

(8) Lire Michel Carraud, *Que faire des jeunes ?* Publisud, Paris, 1989 et Mariette Sureau, *Des femmes en politique*, Economica, Paris, 1988.

Des Américains en quête

Par
PIERRE DOMMERGUES

« I*L arrive souvent, en Europe, que les gouvernants eux-mêmes regrettent l'absence de l'esprit communal*, notait Tocqueville en 1835 dans son traité sur *la Démocratie en Amérique, car tout le monde convient que l'esprit communal est un grand élément d'ordre et de tranquillité publique ; mais ils ne savent pas comment le produire. En rendant la commune forte et indépendante, ils craignent de partager la puissance sociale et d'exposer l'Etat à l'anarchie. Or, ôtez la force et l'indépendance de la commune, vous n'y trouverez jamais que des administrés et point de citoyens* (1). » Plus que jamais, la démocratie est un équilibre délicat entre un Etat (partenaire) cohérent, des collectivités territoriales responsabilisées et des citoyens d'autant mieux mobilisés qu'ils participent à l'élaboration et à la mise en place des projets les concernant.

Où en est l'Amérique des années 90 ? Sur le plan fédéral, c'est la grande panne : déficit budgétaire, déséquilibre des échanges, anarchie monétaire, *etc*. Sur le plan local, le paysage est contrasté : les ponts s'écroulent, les routes se dégradent, les avions décollent et atterrissent avec toujours plus de retard. Mais les villes, les réseaux de *villes, les comtés*, les Etats se mobilisent. Alors que le retrait de l'Etat central se poursuit, les élus territoriaux savent s'approprier les pouvoirs abandonnés. Pour gagner la bataille de la compétitivité, ils s'engagent dans des expériences où la démocratie est doublement gagnante : les projets locaux qu'ils suscitent cherchent à intégrer les déshérités, car ces derniers constituent l'armée de réserve dont l'économie a besoin : *cette mobilisation* de la base engendre des modes de décision où les citoyens sont activement sollicités par les *politiques. Hier encore*, les associations de protection de l'environnement ou de consommateurs devaient se battre contre les pouvoirs publics pour faire entendre leur voix. Aujourd'hui, la négociation est la norme. On négocie, même, avant la crise. Ensemble, on anticipe les problèmes et des solutions à *long terme. Récupération, diront* les uns. Participation, répliqueront les autres. Toujours est-il qu'on est entré, sur le plan local, dans un nouveau contrat social de citoyenneté.

« Avec vous, les collectivités locales peuvent créer un meilleur avenir pour les citoyens de notre région (2) », titre la plaquette de l'Association des collectivités locales de Californie du Sud (South California Association of Governments). « Los Angeles 2000, la cité du futur (3) », annonce le livre blanc établi pour le maire Tom Bradley par un comité d'hommes d'affaires, de « développeurs » économiques, d'universitaires, de représentants de la communauté et de leaders *d'opinion* locaux. *Vision : Californie 2010* (4) est le rapport officiel établi pour le gouverneur de Californie sous la direction d'un grand patron d'industrie et du directeur de la Fondation Rand, l'un des centres de prospective les plus respectés.

Ces documents récents partent d'un *constat* : la Californie, les vingt-quatre comtés qui entourent Los Angeles, la ville de Los Angeles elle-même, sont menacés d'asphyxie. Quelques données concernant Los Angeles et les comtés *qui l'entourent : d'ici à 2010*, la circulation augmentera de 40 %, la pollution atmosphérique s'aggravera ; la population s'élèvera de 13 à 18 millions d'habitants ; la proportion des Blancs *tombera de 61 % à 41 % : celles des Noirs sera stationnaire à 10 %* ; celles des Asiatiques augmentera fortement (de 5 % à 9 %) de même que celle des Hispaniques (de 24 % à 40 %). Etant donnée l'origine des nouveaux immigrants (que personne ne songe à refuser – car ils constituent aussi la richesse de demain), les principaux *problèmes sont* la *formation*, le logement, les transports, l'espace, la pollution et la criminalité.

Les trois documents s'accordent sur l'émergence de nouvelles modalités de consultation et de prises de décision. Ces propositions sont le fruit de concertations qui regroupent, généralement à *l'initiative des élus, des experts*, des hauts fonctionnaires, mais aussi et surtout des représentants du monde des affaires, des institutions philanthropiques (dont les fondations), du secteur associatif *ainsi* que des leaders d'opinion locaux. Le mécanisme est simple : un comité de 30 à 40 personnalités (*toujours* les « premiers couteaux ») suscitent la création de groupe d'études et de mobilisation (*« task forces »*) sur des sous-thèmes qui rassemblent, chacun, plusieurs dizaines de personnes pouvant elles-mêmes consulter d'autres citoyens. Plusieurs centaines, voire un *millier de citoyens sont ainsi impliqués*. C'est dans le va-et-vient entre les travaux du comité et les *« task forces »* que s'affinent les problématiques, que s'ébauchent des propositions, que se publient des rapports largement diffusés. La transparence est de rigueur. La presse locale joue son rôle dans la *diffusion de l'information prospective*. En Californie, aucun citoyen n'est, aujourd'hui, mis devant le fait accompli de la construction d'une bretelle d'autoroute à la sortie de son agglomération.

Les rapports ainsi établis n'ont qu'une fonction indicative. Ils sont ensuite discutés et amendés, comté par comté, municipalité par municipalité. C'est un procédé consensuel qui prend du *temps au départ, mais en gagne en* fin de parcours.

Dans la tradition anarcho-syndicaliste

DANS le Massachusetts, des citoyens essaient de créer ensemble un *« réseau »* de trois *petites villes* (Grenfield, Gardner et Athol) dont la population totale (zone rurale incluse) est inférieure à 70 000 habitants et qui sont perdues dans le Northern Tier (Marches du nord), à une heure et demie au nord-ouest de Boston, près de la frontière canadienne. Là, les problèmes *sont différents, en termes* non seulement de taille mais aussi d'objectifs. Il ne s'agit pas de maîtriser au mieux l'inévitable croissance de la première métropole de Californie, mais d'éviter que les trois communes ne disparaissent de la carte économique d'un Etat, le Massachusetts, qui, dans *l'ensemble, a réussi son pari* sur l'intelligence en misant sur certains segments de l'industrie informatique et sur les *services (finance et assurance)*.

En 1986, M. John Olver, sénateur démocrate du district, propose aux responsables économiques locaux de procéder à l'évaluation du potentiel de la région. Les défis sont identifiés, de

---

(1) Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, « 10/18 », Paris, 1970.

(2) Southern California Association of Governments, *Working Together... Local Governments Can Create a Better Future for the Region's Citizen*, Los Angeles, 1989.

(3) Los Angeles 2000 Committee, *LA 2000. A City for the Future*, Los Angeles, novembre 1988.

(4) California Economic Development Corporation, *Vision : California 2010*, Los Angeles, mars 1988.

هكذا من الأصل

CONQUÊTE DES POUVOIRS (V)

la démocratie locale



FRANS MASEREEL (1925)

recommandations du Conseil de l'Europe et du Parlement de Strasbourg (9), ils restent privés du droit de participer aux élections locales. L'exemple de pays voisins, en particulier scandinaves (10) – en Suède les *étrangers résidant depuis trois ans votent et sont éligibles aux élections* locales depuis 1975, – témoigne pourtant que cette réforme légitime est un facteur d'équilibre et d'intégration.

Aussi ouvert soit-il, le système représentatif qui consiste à déléguer à des « gouvernants » politiquement responsables devant les électeurs le soin de gérer les affaires communes ne satisfait pas le besoin de participation directe des citoyens que le cadre local permet de réaliser. D'autres procédures peuvent y contribuer comme le référendum : à condition qu'il soit d'initiative populaire, se rapporte à de véritables enjeux et ne serve pas seulement à plébisciter l'autorité en place.

Face au vide juridique, des expériences originales se sont développées surtout depuis les années 70, en particulier sous l'influence du courant autogestionnaire et des Groupes d'action municipale (GAM). Diverses initiatives montrent comment, au plan local, des citoyens peuvent se lancer à la conquête des pouvoirs :

– Comités et unions de quartier, inspirés du modèle des villes italiennes (11), pour la prise en considération, sur une base géographique, de problèmes spécifiques : équipements socio-culturels, logement, transports, sécurité, loisirs..., plus tard institutionnalisés sous la forme de comités d'initiative et de consultation d'arrondissements (CICA) dans le cadre de la loi PLM, fixant le statut des villes de Paris, Lyon et Marseille. Ils gagneraient à être vitalisés et établis dans les quartiers de toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

– Commissions extra-municipales consultatives ouvertes aux non-élus et couvrant différents secteurs de la vie locale : emploi, culture, logement et aménagement urbain, transports, santé, action sociale, sports, etc.

– Conseils municipaux associés élus assurant une représentation des étrangers. A Mons-en-Barœul (Nord), depuis 1985, trois conseillers étrangers siègent au conseil municipal et dans certaines commissions sans participer aux votes. Quelques villes, moins d'une dizaine, ont mis en place des formules similaires comme Amiens, Melle et Cerizay (Deux-Sèvres) ou s'apprêtent à le faire comme Les Ulis (Essonne) et Mulhouse où les immigrés pourront participer à l'élection des conseils consultatifs d'arrondissement.

– Conseils municipaux de jeunes, enfants et adolescents, élus dans le cadre des établissements scolaires, visant à la formation civique et à l'initiation aux responsabilités publiques, assurés par des élus municipaux. Ils existent dans une quarantaine de communes, le plus ancien depuis dix ans, à Schiltigheim.

Un besoin de participation directe

A l'origine, le besoin de participation directe à l'action locale part d'une revendication formulée par un groupe de citoyens, militants ou non, qui s'efforce de sensibiliser et de mobiliser le plus grand nombre de personnes concernées. Pour promouvoir cette revendication, se faire reconnaître, négocier avec les autorités, il faut généralement passer du stade informel au cadre associatif. L'évolution logique est souvent l'institutionnalisation de l'association, passant contrat avec le pouvoir local, qui la dote de moyens de gérer sa mission dans le cadre de la politique de la municipalité. Avec le risque d'intégration de structures devenues peu représentatives, perdant de vue peu à peu l'objectif initial, simples prestataires de services pour des clients. Et celui de la pérennisation de responsables coupés de la base, tentés d'utiliser leur position comme centre d'apprentissage et tremplin pour la reconquête du pouvoir, permettant de remettre en cause sur un autre terrain la volonté majoritaire sortie des urnes.

Nombre de notables aujourd'hui bien en place ont commencé leur carrière sur cette voie parallèle. Ils font alors preuve d'une grande aptitude à utiliser les réseaux associatifs pour justifier et valoriser leurs options, sonder la diversité des opinions et neutraliser les oppositions.

A partir d'une étude des pratiques participatives, en particulier à Grenoble, à Meylan et à Chambéry, une équipe de recherche de l'université des sciences sociales de Grenoble a bien mis en évidence les ambiguïtés de la démocratie locale. Par ses modalités d'intervention, la participation tend à fonctionner comme un système représentatif élargi, favorisant la formation et l'intégration de nouvelles élites dont les milieux populaires restent exclus (12).

Les difficultés s'accroissent quand s'élargissent l'aire d'intervention, la dimension des problèmes à résoudre lorsque l'on passe du cadre rural au milieu urbain, de la commune au département et à la région.

D'abord, la représentation s'éloigne et se restreint. Un canton rural de 5 000 habitants compte un conseiller général, une quinzaine de maires, une centaine de conseillers municipaux. Dans une grande ville, une population équivalente sera représentée par un seul conseiller municipal. La participation démocratique se heurte à la sous-représentation politique. Communes, départements, régions sont les bases d'implantation des partis qui y développent leur propre stratégie de conquête, de maintien et de contrôle, soucieux de satisfaire et d'élargir leur clientèle, entretenant les égoïsmes locaux, se défaussant à l'occasion sur les collectivités voisines des responsabilités qui leur ont été partiellement transférées : logements sociaux, chômage, intégration des exclus et des populations dites à risques. Politiques foncières et immobilières, d'implantation ou de fermeture d'entreprises industrielles ou de services sont inspirées par ces objectifs. Evaluation des coûts/avantages et légalité des opérations, rentabilité des interventions économiques sont rarement garanties. Le pouvoir économique y trouve son compte, soit qu'il prête la main pour venir en aide à ses alliés, soit qu'il tire profit de surenchères, coûteuses pour les administrés, destinées à attirer les capitaux, gages d'emploi et de recettes futures qu'une fiscalité, archaïque et inique, réserve aux mieux pourvus (13).

Le risque est de voir l'avenir des collectivités locales se jouer au « mistigri » de la défausse des problèmes sociaux et au « poker » de l'investissement des entreprises. Conscients de cette situation, les pouvoirs publics tentent de préserver cohérences et solidarités, privilégiant les formules contractuelles (14). Avec l'aide de l'Etat, municipalités, départements, régions s'emploient à mobiliser tous les acteurs – entreprises, établissements de crédit, administrations, réseaux associatifs – pour mettre en œuvre les formes d'un développement local à la fois autonome et intégré au marché : contrats de plan Etat-région, contrats de pays région-canton, syndicats intercommunaux à vocations multiples (SIVOM)...

De plus en plus exigeante et contraignante, la société développée laisse peu de place à l'action collective, en dehors des terrains balisés, favorisant les comportements individualistes au détriment de la prise de conscience de la réalité des rapports sociaux et de leur évolution. Mais, au-delà des appels à la mobilité et des bouleversements du monde qui les atteignent, les hommes aspirent d'abord à aménager l'espace où ils vivent. C'est dans les petites communes, les plus nombreuses, que la participation directe des citoyens peut trouver un champ d'action privilégié, expérimental, favorisé par la proximité du pouvoir et la maîtrise des problèmes. Toute avancée ici aura des répercussions ailleurs. Il faut considérer l'action locale, non comme une base de repli mais comme un levier pour la conquête des pouvoirs.

CHRISTIAN DE BRIE.

(9) Résolution du Parlement du 15 décembre 1987 et recommandation n° 712 du Conseil de l'Europe.

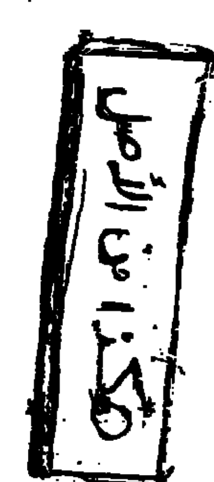
(10) Outre la Suède, les étrangers votent aux élections locales en Norvège, au Danemark, aux Pays-Bas et en Irlande.

(11) *Consigli di quartiere*, qui fonctionnent en Italie depuis plus de dix ans, en particulier à Bologne, Turin, Pavie.

(12) *La participation des citoyens au plan local et la pérennisation du système représentatif*, sous la responsabilité de Bernard Pouyet, CRFA, Université des sciences sociales de Grenoble, 1986.

(13) Les inégalités fiscales, en particulier en matière de taxe d'habitation, sont considérables. D'une façon générale, plus les communes et leurs résidents sont riches, moins ils paient d'impôts.

(14) Tel est le sens de l'avant-projet d'adaptation de la décentralisation présenté par M. Joxe. *Cf. le Monde*, 7 février 1990.



d'un nouveau contrat social

de même que les forces et les faiblesses *locales. Parmi les faiblesses*, la dégradation des industries traditionnelles, la dépopulation, l'inadaptation des qualifications des salariés, etc. Parmi les forces, la beauté d'une région protégée, une tradition (perdue) de petits entrepreneurs, une des plus grandes universités du Massachusets vivant dans un superbe isolement. Une stratégie d'ensemble à long terme est proposée, avec des options, ainsi qu'une série de programmes réalisables à court terme.

La manière est classique. Ce qui fait son originalité, c'est la démarche politique retenue. Le sénateur consacre une année à rencontrer, individuellement ou presque, les différents acteurs afin de les mobiliser. Il organise ensuite des dizaines de réunions de préau, afin d'assurer la communication. Il s'adjoint un professionnel de l'organisation, M. Michael Kane, ancien travailleur social. A eux deux, ils jouent le rôle d'« agit-prop » économique, l'un sur un registre plus politique, l'autre sur un registre plus technique.

Ce type d'action s'inscrit dans la tradition anarcho-syndicaliste *des organisateurs* professionnels qui, avant la seconde guerre mondiale, s'installaient, pendant le temps nécessaire, dans une ville, souvent à l'occasion d'un conflit social, afin d'aider les grévistes à structurer leurs luttes et à constituer un syndicat. Ensuite, ils allaient poursuivre leur mission ailleurs. Le film de Barbara Kopple, *Harlan County* (1977), raconte l'histoire de l'un d'eux. Leur démarche rejoint aussi la tradition des « agitateurs » – tel que Saul Alinsky, l'ami de Jacques Maritain, qui organisait les *habitants* d'un quartier, par exemple à Chicago, pour constituer un rapport de forces face à ceux qui les exploitent. Alinsky évoque sa stratégie en ces termes : *« L'un dit à l'autre : mon intérêt principal, c'est la déségrégation dans les écoles, et ton intérêt principal, c'est de chasser les revendeurs de drogue, et toi là-bas, tu es fatigué de déménager devant les bulldozers du plan de rénovation urbaine. Bien, j'ai besoin de votre aide pour faire cesser la ségrégation, et vous avez besoin de mon aide pour chasser les dealers et pour obtenir un programme de rénovation qui profite à tous. Faisons un marché : je soutiens chacun d'entre vous et vous me soutenez* (5). »

Avant-hier, l'objectif des « organisateurs » était la syndicalisation dans les usines en grève ; hier, la résistance dans les ghettos ; aujourd'hui, l'intégration, dans le système économique des déshérités au sens large du terme : les chômeurs, mais aussi les patrons des petites entreprises familiales. Ce qu'il y a de commun, c'est la volonté de faire travailler ensemble des hommes et des femmes sur des objectifs parallèles, en s'appuyant sur la base *(« grass-roots »)*. L'originalité du modèle de revitalisation du Northern Tier, c'est que, à la différence de programmes plus ambitieux, les décisions ont été prises par les acteurs économiques, sociaux (y compris les syndicats) et *universitaires*, non par *les banquiers* et les grands industriels régionaux (6).

Tous les petits patrons n'ont certes pas participé au programme. Les résultats sont néanmoins remarquables. Juin 1986 : diffusion de l'évaluation du potentiel de la région. Mars 1987 : redémarrage de la petite industrie du meuble grâce à des programmes communs de formation, de mercatique et de transferts technologiques. Novembre 1987 : des ingénieurs de l'université d'Amherst apportent leur compétence technique à plusieurs dizaines des petites entreprises de la métallurgie. Mai 1989 : la création d'un miniparc agro-alimentaire permet la mise en commun de services et la reprise d'une industrie abandonnée depuis près d'un siècle. Juin 1989 : mise en place d'un programme de formation de trois mois pour des ouvriers métallurgistes : un partenariat cofinancé par l'Etat (pour une valeur symbolique de 10 000 dollars), l'Institut universitaire de technologie local et dix-huit industriels de la région.

Apprendre à gérer la chose publique

L'HISTOIRE et la culture américaines ont créé un terrain propice à la décentralisation et à une forte participation des citoyens à la vie communautaire. Mais cette démocratisation de l'activité locale demeurerait superficielle si elle ne s'accompagnait d'un effort de formation, à tous les niveaux, à l'initiative des puissantes associations d'élus, notamment : Association nationale des gouverneurs (National Governors' Association), Ligue nationale des villes (National League of Cities), Association nationale des agences de développement d'Etat (National Association of State Development Agencies), Association internationale des secrétaires de mairie (International Association of City Managers), Conférence nationale des législatures d'Etat (National Conference of State Legislature), etc.

L'objectif est de former des stratèges de la chose publique. Les villes, les comtés, les Etats étant perçus *comme des « entreprises publiques »*, il convient d'apprendre l'art de la « planification stratégique » : comment anticiper les problèmes ? Comment concevoir un diagnostic ? Comment mobiliser les partenaires ? Comment communiquer son projet ? *Il importe d'acquérir des connaissances précises* et hautement professionnelles en fonction de ses responsabilités (pour rédiger une loi, mener une négociation sur l'environnement, etc.). Mais il importe surtout de se familiariser avec les mécanismes, les méthodologies et les outils opérationnels.

Quelle pédagogie utiliser ? Une pédagogie mobilisatrice qui repose sur trois piliers : l'information-communication (observer, *sur* place, les expériences des autres ou les écouter relater leurs expériences) ; la communication-action (s'approprier les concepts théoriques traduits en termes de programmes) ; l'action-coopération (réaliser, sous contrôle, des projets originaux avec des *« tasks forces »* décentralisées). Les participants deviennent les coacteurs de la formation.

Cet apprentissage actif s'appuie, en amont, sur une ingénierie de « transferts stratégiques » – aussi vitaux dans la formation des élus, des fonctionnaires, et des différents acteurs-citoyens que les « transferts technologiques » pour le développement des PMI. En aval, une assistance technique permet aux bénéficiaires de la formation de piloter des expériences originales. Enfin, l'apprentissage implique un accès rapide à l'information nécessaire à la prise de décision, sous forme d'ouvrages de réflexion, de guides, de périodiques, de banques de données, de services de réponses par téléphone etc.

En France, comme ailleurs, la décentralisation ne sera réussie que si elle s'accompagne d'un puissant mouvement de démocratisation dans les options *locales et régionales retenues* sur le plan économique, politique, social, technologique et culturel ainsi que dans les modalités de concertation et les modes de décision. Pour y parvenir, il faut un changement radical de mentalité chez les élus, les fonctionnaires, *les acteurs du développement et* les simples citoyens. Il est urgent de mettre en place des activités de formation et des recherches originales qui permettent d'assurer une transition efficace vers ces formes nouvelles de citoyenneté. Compétitivité, décentralisation et démocratie sont désormais condamnées à vivre ensemble.

PIERRE DOMMERGUES.

(5) Saul Alinsky, *in* Thierry Quinqueton : *Saul Alinsky, organisateur et agitateur*, Desclée de Brouwer, Paris, 1989.

(6) Sur les stratégies partenariales, voir Pierre Dommergues, « Les prémices d'une société de partenariat aux Etats-Unis », *le Monde diplomatique*, novembre 1988, et *la Société de partenariat Economie-territoire et stratégie de revitalisation régionale aux Etats-Unis et en France*, Anthropos, Paris, 1988 ; en collaboration avec Hughes Sibille et Elizabeth Wurzburg, *les Mécanismes de la création d'emploi : l'exemple américain*, OCDE, Paris, 1989.

POUR EN SAVOIR PLUS

– Outre les nombreuses publications *éditées par les associations d'élus locaux* on consultera utilement la revue *« Territoires »* publiée par l'Association pour la démocratie locale et sociale (ADELS), 108-110, rue Saint-Maur, 75011 Paris.

– L'association TRIADE, 142, rue du Bac, 75007 Paris, a pour mission de développer des partenariats entre les entreprises, les universités et les collectivités locales. En coopération avec la DATAR, des consultants français et nord-américains, elle propose une assistance technique aux villes et réseaux de villes afin de les aider à développer une stratégie internationale.

Le mois prochain :

VI. L'entreprise

par Bernard Cassen

DES SOCIÉTÉS BOUSCULÉES

Une science pour les

LES scientifiques tiennent volontiers le langage suivant : *« Pourquoi s'en prendre à la science et à la technologie des malheurs du temps ? Voyez l'Histoire : le fanatisme religieux et la folie politique sont à l'origine des guerres civiles et extérieures, comme de la plupart des souffrances infligées aux hommes. »* Le fait est indéniable, mais le propos un peu court. Il sous-entend que la science n'est pour rien dans l'idéologie dominante, qu'elle n'interfère pas avec les modes d'agir et de penser, qu'elle plane, sereine, dans l'empyrée des idées pures, tandis que la pauvre humanité se débat dans les folies que ses passions déchaînent.

C'était sans doute vrai de la science grecque, toute tournée vers la spéculation, méprisant les applications pratiques : il faudra attendre que la flotte romaine assiège Syracuse pour qu'Archimède se décide à construire des miroirs pour l'incendier. C'était encore vrai au Moyen Age, quand la religion et la cosmogonie chrétiennes imprégnaient tous les comportements. Mais il n'en est plus ainsi depuis Copernic et Galilée.

Par RENÉ LENOIR *

Par cercles concentriques, la science, par ses théories et ses pratiques, a touché des penseurs, des décideurs politiques, des entrepreneurs, puis des couches de plus en plus étendues de la population. Imagine-t-on l'idéologie marxiste ou l'idéologie saint-simonienne sans elle ? Les relations de la science et des Etats n'ont cessé de se renforcer, d'abord par le biais des armements, puis par celui de la recherche. Après l'échec de son aviation, c'est bien grâce à ses savants que Hitler espérait mettre l'Angleterre à genoux. Israël, après la guerre, avait réussi à faire partir ces mêmes savants d'Egypte, où ils s'étaient réfugiés et dont ils commençaient à renforcer la *puissance militaire*.

Indépendamment des armements, la liaison Etat-recherche est devenue un élément fondamental de la puissance des nations. Le temps n'est plus où Bernard Palissy pouvait poursuivre ses travaux en brûlant ses meubles. En médecine, en biologie, en chimie, en astronautique, en fait dans tous les domaines de la recherche fondamentale, la science a besoin de ressources publiques, si importantes parfois que plusieurs nations doivent s'associer, comme pour l'accélérateur de particules du CERN, à Genève.

Aujourd'hui, les savants ne peuvent pas plus conserver des mains propres que les philosophes, les politiques ou les entrepreneurs. La science est partout impliquée. Mais de quelle science s'agit-il ? L'homme de la rue continue de voir la science à peu près comme nos grands-parents la voyaient à la fin du dix-neuvième siècle : déterministe et *matérialiste*. Or, en trois quarts de siècle, elle a radicalement changé. Quelles étaient les implications philosophiques, politiques, sociales de cette science qui s'éloigne ? Quelles peuvent être celles de la science d'aujourd'hui et de demain ?

De l'orgueil au nihilisme

A la fin du dix-neuvième siècle, la logique est toujours aristotélicienne, c'est-à-dire adossée aux principes d'identité, de non-ubiquité, de *tiers exclu* et de *causalité*. La *chimie* est lavoisienne, c'est-à-dire qu'elle croit à l'existence de corps simples se retrouvant toujours identiques à travers leurs combinaisons. Que l'oxygène se combine avec de l'hydrogène pour donner de l'eau ou avec du fer pour donner un globule rouge, il reste toujours de l'oxygène.

La physique est laplacienne, c'est-à-dire déterministe, comme l'énonce Laplace avec clarté : *« Nous devons envisager l'état présent de l'univers comme l'effet de son état antérieur et comme la cause de l'état qui va suivre. Une intelligence qui, pour un instant donné, connaîtrait toutes les forces dont la nature est animée et la situation respective des êtres qui la composent, si d'ailleurs elle était assez vaste pour soumettre ces données à l'analyse, embrasserait dans la même formule les mouvements des plus grands corps de l'univers et ceux du plus léger atome : rien ne serait incertain pour elle, et l'avenir, comme le passé, serait présent à ses yeux. »* Cette physique croit à la continuité des phénomènes : la nature ne fait pas de saut.

L'astronomie est galiléenne et newtonienne. La Terre n'est plus le centre du monde, mais l'univers est vu comme une immense horlogerie se perpétuant dans un temps qui n'a ni commencement ni fin. La biologie évolutionniste est darwinienne.

La science est orgueilleuse, sûre d'elle-même. Berthelot, le chimiste, annonce que la connaissance de l'univers est pratiquement achevée. Bonaparte complimente Laplace sur son traité de mécanique céleste : *« J'ai trouvé souvent le nom de Dieu dans le livre de Newton, mais je ne l'ai pas rencontré une seule fois dans le vôtre. » « C'est que je n'ai pas eu besoin de cette hypothèse »*, répond *Laplace*. A la fin du dix-neuvième siècle, personne n'a besoin de cette hypothèse. Le principe de la conservation de l'énergie est considéré comme la plus grande loi du monde matériel. Du monde tout court, disent les biologistes. L'organisme vivant n'est-il pas une machine relevant des lois physico-*chimiques* ?

Cette conception mécaniste de l'homme et de l'univers dévalorise la métaphysique et les philosophies humanistes et renforce les philosophies nihilistes ou celles de l'absurde. On constate le désenchantement du monde. Un homme tire à sa façon la leçon de ces constats : Hitler, qui écrit dans *Mein Kampf*, ce livre un peu trop vite oublié : *« Dans un monde où les planètes et les soleils suivent des trajectoires circulaires, où des lunes tournent autour des planètes, où la force règne partout et seule en maîtresse de la faiblesse, qu'elle contraint à la servir docilement ou qu'elle brise, l'homme ne peut pas relever de lois spéciales. »*

Bien entendu, le nazisme a des racines tout autres que *scientifiques*. Mais une science qui nie l'être n'est pas en situation de contredire l'homme qui va dénier le statut d'êtres humains à des millions d'hommes. Les philosophies de l'absurde collent à la réalité du temps. A-t-on jamais rien vu de plus absurde, pendant près de soixante-dix ans, que l'affrontement des idéologies fasciste, nazie et stalinienne, que l'envoi de vingt millions de Soviétiques en Sibérie, l'extermination de six millions de juifs et la trentaine de millions de morts de la seconde guerre mondiale ?

L'ébranlement des certitudes

ET, pourtant, c'est pendant cette période qu'un changement révolutionnaire de concepts est intervenu dans le domaine scientifique. Faudra-t-il attendre deux siècles pour que le grand public en prenne conscience ? L'Eglise n'a plus ni le goût ni le pouvoir de faire abjurer les nouveaux *Galilée*. Mais un frein plus puissant subsiste dans l'esprit du plus grand nombre, y *compris* dans celui de beaucoup de scientifiques : la répugnance à évoluer, à renoncer à des certitudes.

C'est la physique qui, la première, ébranle les anciennes certitudes. Non seulement la molécule n'est pas le plus petit grain de matière, comme le croyait Lavoisier, mais elle n'est pas stable ; la radioactivité prouve qu'en échangeant quelques particules une matière se transforme en une autre : l'uranium en radium puis en radon, *puis, après quatorze états intermédiaires*, en plomb. Bien plus encore, ce grain disparaît, se dématérialise quand, *par exemple*, un positon (ou électron positif) rencontre un électron et que leurs masses s'évanouissent en un éclair de rayonnement gamma. Qu'importe, puisque matière et énergie sont les deux faces d'une même réalité innommée, nous dit Einstein.

En 1912, Rutherford découvre l'atome. Il le voit comme un petit système solaire : un noyau positif autour duquel tournent des électrons négatifs. Une douzaine d'années plus tard, l'électron est décrit comme une charge électrique qui change d'orbite. Mais, surtout, la physique montre qu'on ne peut connaître à la fois la position et la vitesse d'une particule nucléaire : c'est le principe d'incertitude d'Heisenberg. Si vous tenez à vous représenter l'univers comme composé de particules matérielles, la détermination de leur mouvement vous échappe : elle ne relève plus de la mécanique newtonienne mais d'un calcul de probabilités dû à la mécanique ondulatoire. Si vous tenez à déterminer ses mouvements, le corpuscule se résout en une onde abstraite, l'univers cesse d'être représentable en matière.

Dès lors, c'est une matrice mathématique qui permet d'appréhender l'atome. Et ce sont les mathématiques qui permettent de calculer la fonction d'onde (cette onde qui « pilote » un corpuscule), baptisée fonction ψ(psi) et qui n'est qu'un diagramme de probabilités. Nos habitudes de penser résistent devant des abstractions, mais la science ne nous permet pas de somnoler dans des certitudes simplistes.

La mécanique ondulatoire de Louis de Broglie est confirmée dans l'expérience des fentes de Young (1). Un électron envoyé par un canon à électrons passe par les deux fentes en même temps et interfère à la sortie avec lui-même : il est bien une onde. *Mais est-il aussi un corpuscule ?* Oui, quand un observateur étudie son comportement. Il ne passe plus alors, très sagement, que par une seule fente. Et voilà que Niels Bohr bouleverse une des plus vieilles notions philosophiques et scientifiques : le phénomène n'est pas la chose observée (souvent à travers un objectif, substantif devenu adjectif pour désigner l'observation), il est constitué par l'ensemble de cette chose, de l'appareil d'observation et de l'observateur.

A défaut de connaître le plus petit grain de matière, peut-on connaître le plus petit grain d'énergie ? Oui, répond Planck en découvrant la constante qui portera son nom. Et, dès lors, c'est la croyance dans le continu qui s'effondre : l'énergie véhiculée ou échangée l'est toujours par quanta entiers. La nature n'a pas de monnaie plus petite. *Elle fait des sauts*. Or les mathématiques classiques ont été bâties sur le continu. Ce merveilleux instrument qui a permis l'invention de la mécanique céleste et la découverte de Neptune, la théorie de la lumière et celle de la relativité n'est plus adapté à l'infiniment petit, et c'est un nouvel instrument, les *mécaniques statistiques* adaptées au discontinu, qu'il a fallu bâtir.

Tout récemment, enfin, une expérience a permis de vérifier l'une des prédictions les plus extraordinaires de la mécanique quantique : celle de la non-séparabilité. Elle a eu lieu en 1982, à l'Institut d'optique d'Orsay, dans le laboratoire du professeur Aspect. Deux particules ayant interagi dans le passé restent unies par un lien non matériel. Ainsi, pour résoudre les problèmes de la physique la plus avancée, les physiciens David Bohm (2), en Angleterre, *Bernard d'Espagnat* (3), *en France*, sont amenés à tenir compte d'un « réel voilé » ou d'un « ordre impliqué ». Les événements de la réalité ne sont pas tous descriptibles au moyen de concepts familiers.

Quelques années auparavant, les travaux d'Ilya Prigogine (4) sur les systèmes dissipatifs avaient déjà montré que la *conception mécaniste* et déterministe du monde n'est pas pertinente pour tous les phénomènes. Loin de l'équilibre, les processus physiques s'articulent en agencements singuliers, susceptibles de mutations qualitatives et produisent du nouveau. Sur ce point, l'évolution des systèmes physiques s'apparente à celle des systèmes sociaux.

Fin des conceptions réductionnistes du monde

DANS le même temps, les astrophysiciens, *eux aussi, bouleversaient* notre vision du monde. Hubble, en 1923, découvre d'autres galaxies que la Voie lactée et calcule que leur vitesse de fuite est proportionnelle à leur éloignement : l'univers est en expansion et il a une origine dans le temps. Dimension probable : quinze milliards d'années-lumière, âge probable : quinze milliards d'années depuis sa naissance, le Big Bang. Les théories d'Einstein, en même temps qu'elles constituent une des bases du modèle du Big Bang, relativisent l'espace et le temps.

Physiciens et astrophysiciens (5) *découvrent que les constantes* de l'univers (charge et masse de l'électron, masse du neutron, constante de Planck, vitesse de la lumière, constante de la gravitation, constante cosmique, etc.) sont d'une si prodigieuse précision que le hasard leur apparaît comme une hypothèse hautement improbable. Comme le dit Hubert Reeves : *« La liste est vraiment bien longue de ces coïncidences miraculeuses nécessaires pour que notre univers terrestre apparaisse (...) ! »* Il y a un demi-siècle déjà, l'astronome anglais Brandon Carter avait énoncé ainsi le principe anthropique : *« L'univers se trouve avoir, très exactement, les propriétés requises pour engendrer un être capable de conscience et d'intelligence. »*

Les dogmes de la biologie évolutionniste, eux aussi, se fissurent. Ce n'est pas l'évolution en soi qui est contestée, *mais* le rôle du *hasard* et celui de la pression de la sélection naturelle, le *deus ex machina* de Darwin. Pourquoi ? La paléontologie et l'étude des espèces vivantes ont mis en évidence des faits incompatibles avec ces dogmes, notamment avec le gradualisme :

– La stabilité. La plupart des espèces ne présentent aucun changement pendant la durée de leur présence sur Terre, les premiers fossiles ressemblent beaucoup aux derniers.

(1) *Cf.* Sven Ortoli et Jean-Pierre Pharabod, *le Cantique des quantiques*, La Découverte, Paris, 1984.

(2) David Bohm, *la Plénitude de l'univers*, Le Rocher, 1987. Edition anglaise : *Wholeness and the Implicate Order*, Routledge et Kegan, Londres, 1981.

(3) Bernard d'Espagnat, *A la recherche du réel*, Gauthier-Villars, Paris, 1979.

(4) Ilya Prigogine et Isabelle Stengers, *la Nouvelle Alliance*, NRF, Paris, 1979, et *Entre le temps et l'éternité*, Fayard, Paris, 1988.

(5) *Cf.* Serge Brunier, *Architecture de l'univers*, Bordas, Paris, 1985, et Trinh Xuan Thuan, *la Mélodie secrète*, Fayard, Paris, 1989.

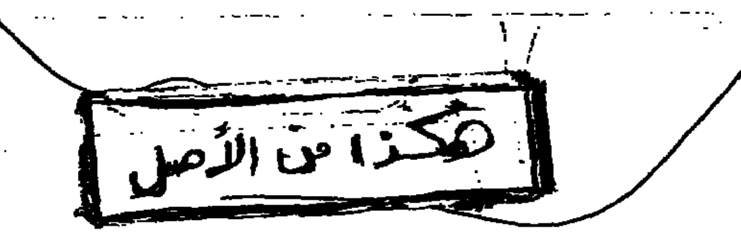
* Directeur de l'Ecole nationale d'administration.

LE THÉORÈME DE GÖDEL. – Ernest Nagel, James R. Newman, Kurt Gödel, Jean-Yves Gérard

★ Le Seuil, Paris, 1989, 178 pages, 99 F.

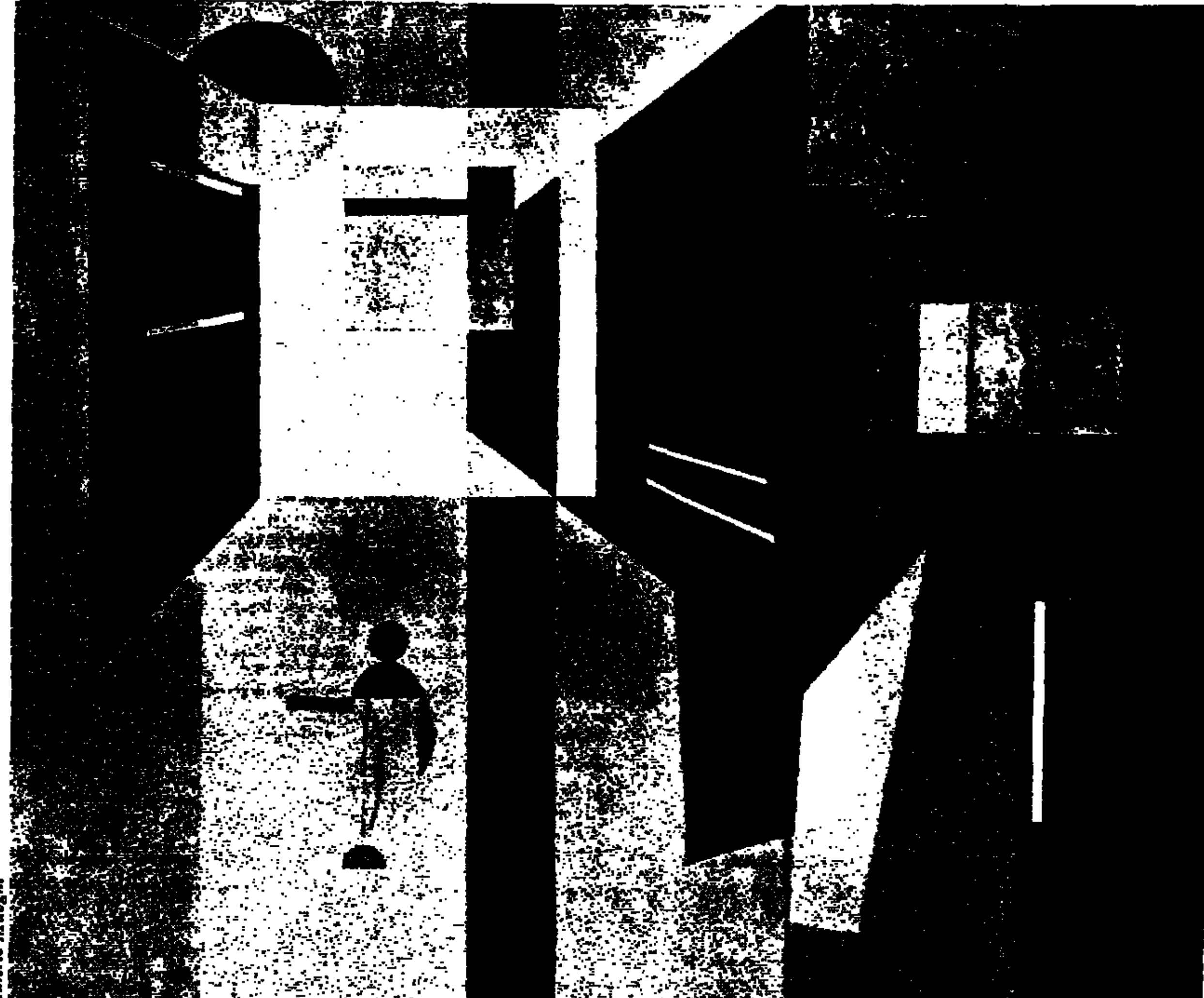
On se plaint suffisamment du manque de culture scientifique en France pour ne pas saluer l'extraordinaire effort pédagogique effectué dans ce livre. Découvert en 1931 par Kurt Gödel, le théorème qui porte son nom devait bouleverser la philosophie des mathématiques : il démontrait que *« la méthode axiomatique possède des limites internes qui excluent la possibilité d'axiomatiser ne serait-ce que l'arithmétique ordinaire des entiers »*. Autrement dit, dans tout système contenant l'axiomatique des nombres entiers, il existe des énoncés qui ne sont pas démontrables. Le livre se décompose en trois parties : la traduction de la démonstration originale de Gödel, une étude introductive qui permet de la comprendre et une conclusion philosophico-mathématique très stimulante. Il ne se lit pas comme un roman policier, mais est accessible – en sautant quelques pages – aux *titulaires* d'un baccalauréat scientifique.

ALAIN GRESH.



PAR L'ÉVOLUTION DE LA PENSÉE

hommes de ce temps


Galerie Maeght

WASSILY KANDINSKY. — « Vers la droite, vers la gauche » (1932)

— L'apparition soudaine. Dans une *zone donnée*, une espèce n'apparaît pas progressivement à la suite de la transformation régulière de ses ancêtres (6).

— Les intervalles entre les espèces *sont souvent faibles* ; les discontinuités entre les ordres, les classes et les phylums sont systématiques et presque toujours vastes. C'est exactement l'inverse de ce qu'exige l'évolution darwinienne (7).

— L'impossibilité d'expliquer par le gradualisme la transformation en ailes de membres antérieurs ayant perdu leur fonctionnalité.

— *La* genèse d'organes complexes homologues dans des espèces différentes, donc hors de toute descendance (l'œil du calamar a la même structure que celui des mammifères).

— La régénération d'un organe complexe par des voies différentes : le cristallin du triton, après ablation, se régénère à partir de l'iris et non de la cupule (à partir de laquelle il se forme *initialement*) (8).

— La coexistence, dans des espèces vivantes voisines, du bien et du mal adapté, de l'utile, de l'indifférent et du nuisible (9).

Ces constats multiples amènent à penser que, dès lors qu'existent des corrélations qu'aucun niveau d'organisation du vivant connu n'explique, des macro-mutations coordonnées se produisent sous l'influence de champs contrôlant l'évolution des organismes. Ce pas conceptuel, Rupert Sheldrake n'hésite pas à le franchir (10). Il reprend et généralise les théories de Whitehead et Waddington, et il s'appuie sur les expériences menées sur plusieurs dizaines d'années par Mac Dougall à Harvard, Crew à Edimbourg et Agar à Melbourne.

Cette théorie des champs morphogénétiques recoupe les travaux du mathématicien René Thom, ceux de David Bohm, et s'accommode fort bien des postulats de la mécanique quantique.

En neurobiologie, la conception mécaniste de l'homme est encore majoritaire. Mais des Prix Nobel comme R. Speery et John C. Eccles (11) ne confondent plus désormais la pensée et le cerveau, ce que le neurologue W. Penfield exprime fortement : « *Après une vie passée à essayer de découvrir comment le cerveau explique l'esprit, cela m'est comme une surprise de découvrir maintenant, à l'occasion de ce dernier examen de la question, que l'hypothèse dualiste* [la séparation de l'esprit et du cerveau] *semble la plus raisonnable des deux explications possibles* (12). »

La prodigieuse complexité du réel

TOUT aussi important que les évolutions en cours est l'intense travail de réflexion sur la cohérence de la méthode et de la pensée scientifiques appelé épistémologie. Ce travail est le fait de scientifiques comme de philosophes : Gaston Bachelard, Alexandre Koyré, Michel Foucault, Henri Atlan, Michel Serres.

Quand Gödel énonce son théorème (13), il montre que la notion de vérité dans les théories mathématiques n'est pas formalisable, ou encore qu'une théorie ne peut contenir sa propre épistémologie, c'est-à-dire apporter la preuve de sa cohérence. Il interdit de la sorte l'absolutisme qu'une pensée peut contenir, et autorise l'appréhension de cette pensée par l'extérieur, sa confrontation avec d'autres approches.

En quelques dizaines d'années, nous avons pris conscience de la prodigieuse complexité du réel et pris l'habitude de distinguer les niveaux de connaissance, d'apprécier la cohérence d'une théorie, discipline par discipline, chacune ayant ses concepts. Une théorie, dit David Bohm, n'est ni vraie ni fausse, elle est claire concernant certains domaines et obscure si on l'étend au-delà.

Légitime dans un domaine considéré, un point de vue cesse de l'être quand il tend au moyen d'extrapolations audacieuses, à expliquer le tout par les parties. Bohm constate que le processus de division est une façon de « *penser à propos des choses* » utile dans le domaine des activités pratiques, techniques et fonctionnelles ; mais, dès que l'homme se voit, et voit le monde, constitué de fragments à l'existence séparée, il est dans l'erreur : « *Cette sorte de faculté que l'homme a de se séparer lui-même de son environnement, de se diviser, de diviser et de partager les choses, l'a conduit à une série de résultats négatifs ou destructeurs... Crises sociales, politiques, économiques, écologiques, psychologiques, etc.* (14). » Qui ne souscrirait à ce jugement, à l'heure où nous prenons conscience à la fois de l'unité de notre système planétaire et de la précarité des remèdes parcellaires que nous apportons aux maux qui le ravagent ?

Si Bohm passe ainsi des sciences exactes aux sciences humaines, c'est que ses travaux de physicien et de mathématicien l'ont conduit à une vision de l'univers radicalement différente de celle qui a prévalu pendant trois siècles. Pour lui, le substrat du monde n'est pas constitué d'objets (fussent-ils des particules nucléaires), *mais de champs relationnels* en perpétuel mouvement. Ce qui est cohérent avec la mécanique quantique et la pensée d'hommes aussi différents que le chimiste-physicien Prigogine, le biologiste Sheldrake et le mathématicien René Thom (15). Le rêve de la grande unification conceptuelle est toujours présent, ce qui ne saurait étonner de la part d'un élève d'Einstein.

Cette coexistence de lois valables dans un ordre ou à un niveau donné et de création imprévisible, cette recherche de l'origine et de l'évolution des formes, cette conscience holistique (16) nouvelle, cette découverte d'un réel caché, mouvant, coloré, ont rouvert le dialogue entre la science et la philosophie (17). Science et philosophie n'ont pas vocation à être servantes l'une de l'autre. Mais, en devenant plus modeste et plus ouverte, la science a retrouvé les grandes questions de la *philosophie. Ce sont celles de l'homme* depuis toujours.

La science de ce temps n'en acquiert pas un statut ontologique pour autant : « *Le monde de la science n'est pas la demeure de l'être mais le spectacle de l'homme* », écrivait Descartes. Et cela reste vrai. Mais, en ne méprisant pas un autre rapport au réel, en ne niant plus l'existence d'événements rares ou uniques, ni la possibilité d'un libre arbitre, la science ouvre le débat et ne ferme plus l'horizon de la recherche.

L'impératif éthique : quel pouvoir éclairé posera des bornes ?

LES répercussions de cette mutation de la science sur la conduite de la société sont considérables. L'humanité ne peut plus considérer séparément la vision de son destin et l'évolution scientifique. A ceux qu'enivrent les possibilités quasi infinies du progrès technologique, il est bon de rappeler la modestie de ceux qui en savent le plus et reconnaissent qu'ils savent peu. Il est bon de rappeler aussi que le terme « progrès » peut être compris simplement comme synonyme d'évolution (ainsi pour le progrès technologique), mais aussi avec une connotation de valeur. Il peut signifier alors, par exemple, la satisfaction accrue des besoins matériels, sociaux et spirituels de l'homme.

Dans un univers où tout rétroagit sur tout, il est clair que l'activité scientifique et technologique ne peut plus être considérée hors de préoccupations éthiques. Celles-ci ne cessent de se manifester chez des scientifiques de grand renom, d'Oppenheimer au professeur Testard, quand ils arrêtent une recherche en raison des applications nuisibles qu'elle autorise. Ces préoccupations semblent aller de soi quand il s'agit du respect de l'être, du corps humain, mais paraissent moins évidentes à certains quand sont en cause des animaux (le professeur Léon Schwarzenberg a raison de stigmatiser les techniciens qui les torturent pour tester la résistance du corps aux décibels violents ou la nocivité d'un cosmétique) ou encore notre écosystème planétaire (18). Ici, pas de comité d'éthique pour imposer le respect.

A cette jonction de la science et de la politique, comment ne pas poser la question : Qui finance la recherche ? Pour une part considérable, celle qui a trait à la technologie, les grandes firmes industrielles. Il serait erroné d'avancer que les préoccupations éthiques n'entrent pas dans le champ des entreprises : de multiples signes montrent le contraire ; il serait naïf de croire qu'une majorité d'entre elles limiteraient la recherche et ses applications dès lors qu'un danger potentiel pour la nature ou pour l'homme apparaîtrait. Il faut donc bien qu'un pouvoir éclairé pose des bornes. Le siècle à venir sera plein de ce débat.

Les Etats aussi financent la recherche. En matière de recherche appliquée n'est-il pas temps qu'un minimum de rationalité préside au choix des priorités, alors qu'elles dépendent encore trop souvent des relations politiques de quelques grands patrons ? Et que les critères ayant conduit à ces choix soient présentés aux citoyens (19) ? En matière de recherche fondamentale, ne faut-il pas prendre garde aux remarques de René Thom : ne payons-nous pas les formidables progrès quantitatifs des trente dernières années par *une stagnation qualitative, puisque rien* de comparable à la relativité générale ou au rôle de l'ADN n'a été découvert pendant cette période ? Qui financera la recherche fondamentale, sinon les Etats ou la communauté des nations ? La démocratie ne sortirait-elle pas revigorée d'aborder ces questions tellement plus importantes que les chamailleries politiciennes ?

Cette remise en question des certitudes, cette ouverture au grand large, par-delà le savant, obligent l'homme à se découvrir. La vérité, pour les scientifiques, est-elle plutôt du côté du « comprendre » ou du côté de « l'agir » ? Combien d'entre eux peuvent échapper aux pressions de leur village, c'est-à-dire des autres spécialistes de la même discipline ? Au moins ne risquons-nous plus de rencontrer d'autres Lissenko, entend-on dire ! Allons donc ! Charles Dawson prétend avoir découvert dans le Sussex, en 1912, « l'homme de Piltdown », le chaînon manquant entre le singe et l'homme ; il a fallu quarante ans pour découvrir la supercherie. On apprend aujourd'hui qu'un paléontologue indien a berné la communauté scientifique pendant vingt ans (20). Il ne sera pas le dernier. « *De l'extérieur, on a l'impression qu'il n'y a qu'une méthode scientifique*, dit Jacques Roger, directeur de la Fondation pour la science, *mais ce n'est pas vrai. Il y a les traditions, la culture de chaque discipline... De chaque tribu. Et les gens sont dressés à cela dès l'université* (21). »

Il est important, on le voit, de rappeler aux lycéens et aux étudiants la valeur de la rigueur et la beauté de la quête du vrai ; urgent de développer une culture scientifique à la mesure de l'élargissement et de l'approfondissement de la pensée ; fondamental de refuser la césure entre une science réservée à des spécialistes ou à des techniciens commandités par des marchands, et l'abandon de la vie de la cité *aux politiques de clocher. Sans borne* est l'horizon philosophique que la science découvre, prodigieuses sont les merveilles que son savoir fait naître, immenses aussi les dangers actuels et potentiels qu'il recèle. Si les démocraties n'apprennent pas à vivre avec la science de ce temps, elles peuvent en mourir.

RENÉ LENOIR

---

(6) Stephen Jay Gould, *le Pouce du Panda*, Grasset, Paris, 1982.

(7) Mikaël Denton, *Evolution, une théorie en crise*, Londreys, Paris, 1988.

(8) Phénomène déjà bien analysé par Bergson, au début du siècle, dans *l'Evolution créatrice* (réédité aux PUF, Paris, *1986*).

(9) Rémy Chauvin, *Biologie de l'esprit*, Le Rocher, Paris, 1985, et *Dieu des fourmis, Dieu des étoiles*, Belfond, Paris, 1988. Pierre-Paul Grassé, *l'Homme en accusation*, Albin Michel, Paris, 1980. Jean Staune, *les Limites de la théorie néo-darwinienne*, neuvième congrès de la Société de biologie théorique, Editions du CNRS, Paris, 1990.

(10) Rupert Sheldrake, *Une nouvelle science de la vie*, Le Rocher, Paris, 1985.

(11) John C. Eccles, *le Mystère humain*.

(12) Wilder Penfield, *The Mystery of Mind*, Princeton University Press, 1975.

(13) « *La non-contradiction de l'arithmétique formelle n'est pas démontrable par des méthodes formalisables dans l'arithmétique formelle.* »

(14) David Bohm, *op. cit.*

(15) René Thom, *Esquisse d'une sémiophysique*, InterEdition, Paris, 1989.

(16) Est dite holiste, ou holistique, toute théorie qui privilégie l'explication par la globalité et la structure d'un ensemble et non par ses parties.

(17) *La Nouvelle Alliance* était à la fois un bon livre et un bon titre. Les colloques entre philosophes, mathématiciens et savants se multiplient. Le dernier s'est tenu début novembre 1989 au Mans. Des ouvrages scientifiques et mathématiques récents se réfèrent à Platon, Aristote, Bergson ou Piaget.

(18) Voir la série d'articles, « Inventer un avenir pour la planète », dans *le Monde diplomatique* de juillet à novembre 1989.

(19) Cf. Jean-Marc Lévy-Leblond, *l'Esprit de sel*, Fayard, Paris, 1981.

(20) Voir Catherine Vincent, « Détournement de fossiles », *le Monde*, 20 septembre 1989.

(21) Jacques Roger, « Plaidoyer pour la culture scientifique », *le Monde*, 23 novembre 1989.

A lire :

HISTOIRE DES SCIENCES

Colin Ronan, *Histoire mondiale des sciences*, Le Seuil, Paris, 1988. Michel Serres (sous la direction de), *Eléments d'histoire des sciences*, Bordas, Paris, 1989.

ÉTATS DE L'ART PAR GRANDS DOMAINES

Claude Allègre, *les Fureurs de la terre*, Odile Jacob, Paris, 1987. François Gros, *la Civilisation du gène*, Hachette, Paris, 1989. Albert Jacquard (sous la direction de), *Les scientifiques parlent*, Hachette, Paris, 1987. Alain Prochiantz, *la Construction du cerveau*, Hachette, Paris, 1989. Evry Schatzman, *l'Expansion de l'univers*, Hachette, Paris, 1989. Victor Weisskopf, *la Révolution des quanta*, Hachette, Paris, 1989.

LE MILIEU DES CHERCHEURS

Michel Callon (sous la direction de), *la Science et ses réseaux*, La Découverte, Paris, 1989. Bruno Latour, *la Science en action*, La Découverte, Paris 1989. Philippe Lazar, *les Explorateurs de la santé*, Odile Jacob, Paris, 1989. Jacques Perrin, *Comment naissent les techniques*, Publisud, Paris, 1988. Xavier Polanco (sous la direction de), *Naissance et développement de la science-monde, Production et reproduction des communautés scientifiques en Europe et en Amérique latine*, La Découverte, Paris, 1989. Isabelle Stengers (sous la direction de), *D'une science à l'autre. Des concepts nomades*, Le Seuil, Paris, 1987. Isabelle Stengers et Judith Schlanger, *les Concepts scientifiques*, La Découverte, Paris, 1989.

LE RAPPORT A LA SOCIÉTÉ ET A LA NATURE

André Bourguignon, *l'Homme imprévu - Histoire naturelle de l'homme - 1*, PUF, Paris, 1989. Bernard Crousse et Luc Rouban, *Progrès scientifique et débat éthique*, Cerf/Cujas, Paris, 1989. Denis Duclos, *la Peur et le savoir*, La Découverte, Paris, 1989. Lynn Margulis et Dorion Sagan, *l'Univers bactériel*, Albin Michel, Paris, 1989. Pierre Papon, *les Logiques du futur*, Aubier, Paris, 1989. Jacques Robin, *Changer d'ère*, Le Seuil, Paris, 1989. *Alliages*, revue trimestrielle dirigée par Jean-Marc Lévy-Leblond, diffusion Le Seuil.



« MANIFESTE POUR UNE FIN DE SIÈCLE OBSCURE », de Max Gallo

Comment penser l'avenir ?

Par SAMI NAÏR *

POUR aller à *contre-courant* des modes dominantes, il faut, aujourd'hui, non seulement des valeurs bien affirmées, mais encore des idées et du talent. Dans son nouveau livre (1) *Max Gallo en fournit la brillante* démonstration. Première constatation : la déroute du socialisme despotico-bureaucratique ne doit pas faire oublier la crise également profonde, bien que de *nature différente*, du capitalisme occidental.

Le modèle libéral n'est pas, au regard de *sa pratique* et de *ses résultats*, le système sur lequel cette fin du XX[e] siècle doit se replier pour éviter les affres du « communisme despotique ». Car la pauvreté, la violence, la drogue, bref *le délitement du lien social*, comme produits des politiques économiques du libéralisme, menacent ouvertement et dangereusement l'équilibre des sociétés développées ; l'accroissement de la misère dans les pays du tiers-monde, l'émergence des fanatismes, du racisme, sont aussi le *résultat de la domination du système* capitaliste à l'échelle de continents entiers.

Plus grave encore : la pensée critique elle-même est en voie de disparition dans cette « mégamachine » qu'est le capitalisme occidental. Celui-ci implique sans doute l'émergence de l'individu, mais s'oppose farouchement à l'expression de l'individualité libre et autonome. Cette contradiction, aujourd'hui *centrale*, selon Max Gallo, est bien ce qui discrédite le capitalisme comme *système* de gestion des ressources humaines. Mais si l'alternative n'est donc pas entre logique du profit et « socialisme » bureaucratique, lequel a failli au-delà des prévisions les plus pessimistes, cela *signifie-t-il* qu'il faille délaisser les grands projets d'avenir et s'accrocher au pragmatisme ambiant, celui de la « modernité » et de l'adaptation au système dominant ? Cela *signifie-t-il* que, pour la gauche, le socialisme démocratique doive se réduire à une multitude de recettes pratiques visant à colmater les brèches du capitalisme, à atténuer ses effets, à le rendre *plus présentable* ? *Cela* signifie-t-il que la pensée de la transformation sociale doive définitivement se dissiper au profit du pseudo-réalisme de la gestion quotidienne ?

Max Gallo en appelle au contraire à la force du refus. Pour accéder à la société nouvelle, qui doit réaliser la synthèse entre le marché hérité du capitalisme et la démocratie émancipatrice, *fondée sur la liberté* de l'individu, il convient de s'appuyer sur les deux seules forces capables d'orienter l'histoire *de la société moderne : les* mouvements sociaux et l'Etat-nation. L'objectif n'est plus d'introduire une « *rupture* » *structurelle* avec le *capitalisme*, mais, en maîtrisant les flux productifs, de tendre vers l'égalité et de soustraire à la loi du profit des secteurs-clefs pour la vie en commun : ceux de la formation, de la santé, de l'environnement par exemple. Ces espaces peuvent devenir des « zones hors marché », échappant à la « marchandisation » généralisée des relations sociales.

De l'Etat-nation à la mobilisation des sociétés

LES mérites de cette analyse globale ne devraient pas empêcher de pousser plus loin l'analyse du phénomène de l'émergence irrépressible de *l'individualité*, ce qui permettrait, notamment, de mettre en évidence la crise de structures porteuses plus fondamentales, comme celle du travail *et* de son organisation moderne. Ni de repenser le lien social, à partir d'une conception sans doute moins traditionnelle des pratiques politiques (2). De *même*, *les relations avec les pays du* tiers-monde pourraient faire l'objet d'une approche plus détaillée et précise.

Mais les deux points qui semblent poser le plus de problèmes dans la *démarche de Max Gallo sont à la fois* la conviction que l'Etat-nation reste le vecteur central du contrôle des *échanges productifs et* que *des zones* hors marché sont possibles dans ce système. Or rien ne laisse penser que les processus de « marchandisation » à l'œuvre dans le capitalisme soient disposés à laisser échapper les secteurs les plus importants de la consommation collective. Quant à l'Etat-nation, n'est-il pas lui-même l'expression de rapports marchands ? N'a-t-*il* pas de plus en plus de difficultés à s'opposer aux pôles de décision économique, qui ne sont *plus*, aujourd'hui, nationaux ? La solution réside-t-elle dans un repli sur les frontières nationales ou, au contraire, dans des stratégies qui impliqueraient non seulement des politiques publiques *interétatiques* communes, *mais* aussi des mobilisations sociales transnationales ?

Ces questions, et bien d'autres encore, méritent d'être posées à Max Gallo, elles appellent un approfondissement, peut-être contradictoire, de la réflexion à laquelle il nous invite.

(1) Max Gallo, *Manifeste pour une fin de siècle obscure*, Odile Jacob, Paris, 1989, 204 pages, 85 F.

(2) Voir, par exemple, Thierry Pfister, « Au-delà de la crise du militantisme », *le Monde diplomatique*, janvier 1990.

* Professeur de sciences politiques, rédacteur en chef de *l'Evénement européen*, Paris.

Calendrier des fêtes nationales

1[er]-31 mars

3 MAROC	Fête nationale
6 GHANA	Fête de l'indépendance
12 ILE MAURICE	Fête nationale
17 IRLANDE	Fête nationale
23 PAKISTAN	Fête nationale
25 GRÈCE	Fête de l'indépendance
26 BANGLADESH	Fête de l'indépendance

UN FILM DE MARCEL HANOUN

« Otage » : Du côté de la détresse

L'IMAGE a conquis le monde ; la télévision montre tout, grands événements et petites misères ; rien n'échappe à *l'œil de ce cyclope omniprésent*. Telles sont quelques-unes des certitudes de notre temps et de notre « société de communication ». Devant l'impact, la force de ce que *l'on voit sur l'écran, on oublie parfois de* se demander comment cela est filmé, comment ces images ont été élaborées, cadrées, bref, mises en scène. On en arrive à se persuader – tellement *le débit des images coule* naturellement – que filmer va de soi, qu'il suffit de laisser une caméra (ou un caméscope) tourner, enregistrer l'événement pour faire acte de création audiovisuelle. *Feuilletons télévisés*, documentaires, films se ressemblent par leur style uniforme, et donnent effectivement l'impression d'avoir été réalisés par une sorte de caméra automatique.

Paradoxalement, si l'image domine, le créateur d'*images*, l'*artiste* audiovisuel, est de plus en plus rare, de plus en plus solitaire. Et de plus en plus maudit. En France, c'est le cas, en particulier, de Robert Bresson, de Jean-Marie Straub *et de Marcel Hanoun*. Ce dernier – auteur, entre autres, de *l'Authentique Procès de Carl Emmanuel Jung* (1966), long métrage exemplaire sur le jugement d'un ancien criminel nazi, et de *la Nuit claire* (1978) – vient de réaliser, avec le concours de l'INA, *Otage* (1), une œuvre sur « *le sort particulièrement injuste de tout homme privé de liberté et gardé en otage* ».

Marcel Hanoun *ne retrace pas l'anecdote tragique* d'un otage *précis* (2), mais il révèle la détresse intrinsèque de toute personne en situation d'otage. Il le fait au moyen d'une écriture cinématographique qui se veut en *adéquation* avec le sujet filmé. Dépouillement absolu, austérité, recherche d'une expression minimale, d'un « art pauvre » pour rendre compte d'une vie de cellule, d'une mono*tonie carcérale, d'une peur et d'une souffrance* crues.

MURS qui font penser à des toiles de Fautrier (auteur lui-même des *Otages*), *cadrages stupéfiants qui rappellent parfois le regard oblique de Matisse*, Marcel Hanoun crée ainsi un langage spécifique et casse avec une violence radicale l'uniformité de l'audiovisuel dominant. Soudain, cet otage *symbolique est* vrai ; il regarde frontalement le spectateur, qui se retrouve dans une position inconfortable, car, dit *l'auteur*, « *il a le point de vue privilégié du ravisseur* ». *Abandonnant une passivité purement contemplative*, le spectateur se sent alors responsable. Et reprend enfin son rôle de citoyen.

I. R.

(1) *Otage*, *réalisation* : Marcel Hanoun ; *interprète* : François Dragon ; *durée* : 56 mn ; production : TV Infini, 15, rue des Ursulines, 75005 Paris.

(2) *Cf.*, à ce propos, *Paroles d'otages*, de Jean-Claude Raspiengeas et Patrick Volson, diffusé les 11 et 18 janvier 1990 par TF 1 (voir *le Monde*, supplément « Radio-télévision », daté 7-8 janvier 1990).

Colloques et congrès

• LIBERTÉS D'OPINION, LIBERTÉS D'EXPRESSION FACE AU POUVOIR DE L'ARGENT ET AU CONSENSUS IDÉOLOGIQUE. – Colloque organisé à Tunis par l'édition arabe du *Monde diplomatique*, sous la présidence de Claude Julien, les 7 et 8 mars. *(Tél. : 350 199 à Tunis.)*

• LES FEMMES DANS LA CITÉ. – *Colloque de la Jeune République*, le 10 mars, à Paris. *(7, rue Erard, 75012 Paris. – Tél. : 43-44-24-17.)*

• POUVOIR DE PENSER ET ÉMANCIPATION. – A Vénissieux, les 10 et 11 mars, avec le Groupe français d'éducation nouvelle. *(8 bis, rue Gaspard-Picard, 69200 Vénissieux.)*

• L'UNIVERSITÉ EN QUESTION. – Journée de réflexion le 13 mars à Toulouse, à l'initiative de l'Association internationale des sociologues de langue française. *(Université de Toulouse-le-Mirail, 5, allée Antonio-Machado, 31058 Toulouse Cedex. – Tél. : 61-41-11-05.)*

• L'EUROPE DE LA SANTÉ. – Journée d'études de l'École nationale de la santé de Rennes, les 15 et 16 mars. *(2, allée de la Rivière, 35760 Saint-Grégoire. – Tél. : 99-68-75-87.)*

• LA PROLIFÉRATION DES ARMES CHIMIQUES : INITIATIVES POLITIQUES DANS L'ATTENTE D'UN TRAITÉ INTERNATIONAL. – Colloque international du groupe de recherche et d'information sur la paix, le 16 mars à Bruxelles. *(GRIP, 33, rue Van Hoorde, Bruxelles. – Tél. : 241-84-20.)*

• DROITS DES FEMMES DU MAGHREB. – Colloque à Paris les 16, 17 et 18 mars. *(14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. – Tél. : 45-31-64-37.)*

• DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE MGR ROMERO AU SALVADOR. – Rencontre, le 24 mars à Paris, à l'initiative de Solidarité Oscar Romero. *(43 ter, rue de la Glacière, 75013 Paris.)*

• LA RÉPUBLIQUE MODERNE ET LE SACRÉ. – Conférence de Claude Julien, le lundi 2 avril, au Collège de France à Paris, à 18 heures. *(Raison Présente, 14, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris. – Tél. : 46-33-03-50.)*

Les éditions étrangères du « Monde diplomatique »

Le numéro de février-mars du Monde diplomatique en arabe est paru. Comme *le Monde diplomatique en español*, cette publication reprend en traduction la plupart des articles de notre édition française. Elle comprend aussi une section spéciale consacrée aux problèmes du monde arabe (ce mois-ci un dossier sur la situation et les perspectives de l'information dans le monde arabe.)

• *Le Monde diplomatique, édition arabe*, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Suisse. Tél. : (4122) 732-25-31. Télex : 28-576. – Prix de l'abonnement : Maghreb, Egypte, Soudan, Syrie, Liban : 45 francs suisses ; autres pays arabes : 60 francs suisses. Europe : 60 francs suisses. – En vente dans les principaux kiosques dans les pays arabes et en Europe.

• *Le Monde diplomatique en español*, 25 de Mayo 596, 5[e] piso, 1002 Buenos Aires. Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays limitrophes de l'Argentine, 60 dollars pour les autres pays. Adresse en Espagne : calle Capitán-Haya, 49, 9[e] piso, 28020 Madrid, Espagne. Tél. : (3-91) 571-5974 ; Fax 571-5309.

هكذا من الأصل

L'ardente obligation d'innover

Dans la guerre économique, c'est souvent la capacité et le rythme de l'innovation qui désignent les vainqueurs. Innover, c'est, dans l'entreprise, conjuguer en permanence priorité à la recherche-développement, forte consommation d'information scientifique, technique et économique, écoute attentive de l'usager et goût calculé du risque. Mais c'est aussi veiller à ce que les relations du travail soient à l'unisson de cette démarche... Les industriels français ont aujourd'hui appris de leurs concurrents que l'innovation est bien la clé de la compétitivité. Le salon INOVA, qui a lieu du 3 au 6 avril à Paris au Centre de communication et d'échanges de La Défense (CNIT), en apportera de multiples témoignages.

L'Etat aux côtés des entreprises qui misent sur la recherche

Par HENRI GUILLAUME *

EN ce début d'année 1990, on ne peut qu'être frappé par la bonne situation de l'économie française : la croissance est revenue, les prix sont maîtrisés. Pour nombre d'entreprises qui ont retrouvé des marges financières importantes, la priorité naturelle est de privilégier les investissements de capacité et de se tourner vers la conquête des marchés les plus immédiats.

Le déficit des échanges industriels (83 milliards de francs en 1989), même s'il s'explique en partie par la reprise très forte de l'investissement, doit néanmoins inciter à la prudence. Car il ne faut plus attendre désormais de la politique macroéconomique des gains de compétitivité substantiels. La capacité de créer, de diffuser des produits nouveaux, de mettre au point des procédés performants est la meilleure garantie de succès sur les marchés mondiaux. C'est pourquoi les stratégies d'innovation, la gestion des compétences scientifiques et des ressources technologiques, ainsi que les politiques de soutien des pouvoirs publics, sont plus que jamais des impératifs d'actualité.

En dix ans, a surgi une nouvelle « race » d'entreprises, certes souvent de petite taille, mais d'excellent niveau technologique, animées par des dirigeants pleins d'ambitions et de projets. Ces jeunes entreprises et entrepreneurs misent sur la recherche et le développement et, phénomène *tout à fait récent*, regardent d'emblée vers l'Europe et les grands marchés américains et asiatiques. *Ils n'hésitent pas à* s'associer à des programmes prestigieux, tels Airbus, le réseau *numérique à intégration* de services (RNIS), le TGV, etc.

Il y a dix ans, il était rare de voir une petite entreprise proposer à un géant une solution technique. C'est entré aujourd'hui dans les mœurs. L'industrie française bénéficie de ces programmes de haut niveau technologique, et l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) a mesuré les effets favorables de leurs retombées sur des entreprises, même très petites, où la biotechnologie et l'intelligence artificielle, par exemple, sont bien représentées.

Néanmoins, la morphologie du tissu industriel français, comparée à celle d'autres pays industrialisés, fait apparaître des points faibles : nombre trop limité d'entreprises moyennes franchissant des seuils de développement qui leur permettent d'affronter la concurrence internationale, insuffisance de l'effort de recherche industrielle dans les secteurs traditionnels (1). Il est donc indispensable de soutenir les entreprises moyennes et de ne pas négliger les secteurs à moins forte intensité technologique. Même si, dans ce dernier cas, le niveau technologique de l'innovation peut sembler limité, le risque et l'enjeu économiques sont tout aussi importants que dans d'autres domaines.

Pour accompagner ces entreprises, la France s'est dotée d'une *série d'outils bien adaptés au soutien de l'innovation.* Une mesure fiscale d'abord : le crédit d'impôt-recherche qui, pour 1989, est estimé à 2,6 milliards de francs. Ensuite les « sauts technologiques » et les « grands projets innovants » mis en place par le ministère de la recherche et de la technologie, d'une part, et le ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire, d'autre part. Les « sauts technologiques » *soutiennent les travaux* d'investigation à répercussion technologique, qui ne sont pas *obligatoirement conçus pour* entraîner un chiffre d'affaires immédiat. Les « grands projets innovants » assurent, eux, un financement public des grands projets menés par une ou plusieurs entreprises.

Pour sa part, depuis dix ans, l'ANVAR soutient, au titre de l'aide à l'innovation, les projets de toutes les entreprises, à l'exception d'une soixantaine de grands groupes industriels et de leurs filiales qui n'ont pas de politique indépendante en matière de recherche et développement. En 1989, l'Agence est intervenue pour 1,3 milliard de francs, dont 1,18 milliard pour les entreprises de toutes tailles et de tous secteurs. L'Agence finance également des recherches appliquées de laboratoires et des sociétés de recherche sous contrat, et le recours aux services de l'innovation.

Les récents rapports réalisés *dans le cadre de la préparation du* dixième Plan, et notamment celui de l'intergroupe Recherche, présidé par M. Yves Farge, *directeur* de la recherche-développement du groupe Pechiney, ont tracé un *constat sans complaisance : en* matière de recherche industrielle, la France a encore du chemin à parcourir. La part des dépenses de recherche et développement nationale financée par ses entreprises reste, en effet, globalement inférieure à celle de ses principaux concurrents : 45 %, contre 55 % *ou davantage en Allemagne, aux* Etats-Unis et au Japon.

Ce phénomène est particulièrement frappant pour les secteurs traditionnels à basse et moyenne intensité technologique, et surtout pour le tissu des petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries (PME/PMI). Pendant la durée du dixième Plan, il est prévu de rattraper l'effort des pays les plus avancés et de porter la dépense nationale de recherche et développement à 3 % du produit intérieur brut (PIB). *Sur une longue période,* l'objectif est de faire progresser la partie civile de cette dépense à un *rythme supérieur, en valeur, à celui* du PIB (2).

(Lire la suite page 28.)

* Président-directeur général de l'*Agence nationale de valorisation de la recherche* (ANVAR), secrétaire général du comité interministériel Eurêka.

(1) Voir ministère de la recherche et de la technologie, *Recherche et développement dans les entreprises*, La Documentation française, Paris, 1989.

(2) Voir « Recherche et technologie : les propositions du dixième Plan », *le Progrès technique*, revue de l'Association nationale de la recherche technique, nº 4, 1989.

Lire également

● **PAGES 28 et 29** : Imprévisibles logiques du comportement des usagers, par *Jacques Perriault ;* suite de l'article d'Henri *Guillaume ; Guerres de mouvement et lignes Maginot, par André-Yves Portnoff.*

Imprévisibles logiques du comportement des usagers

Par JACQUES PERRIAULT *

DE l'inventeur à l'utilisateur, *le parcours de l'innovation* est encore mal connu. Pour s'en convaincre, il suffit, par exemple, de voir comment ont évolué les modes d'acquisition et d'utilisation, par les ménages, des nombreux appareils de communication *qui aujourd'hui équipent les* foyers.

A cet égard, la vitesse de propagation d'une innovation est souvent surestimée. Thomas Edison ne *déclarait-il* pas en *1913* que, dix ans plus tard, la totalité de l'enseignement s'effectuerait au moyen du film ? Le premier central téléphonique est installé à Paris en *1879. Presque un siècle après, en* 1974, il n'y a pourtant que 24 % des ménages raccordés au réseau. Le décollage se fera par la suite. Les récepteurs de radio commen*cent à être achetés en grand nom*bre dès 1930, mais il faut près d'un demi-siècle pour que *la* quasi-totalité des foyers en possède un. L'évolution aura été un peu plus *rapide pour la télévision,* qui n'émet régulièrement qu'à partir de *1949. En 1989, 94 %* des ménages sont équipés d'un appareil. Il aura fallu quarante ans...

Déclencher le consentement

Autre forme d'hypothèses erronées : il y a une dizaine d'années, les installateurs d'autoradios prédisaient l'équipement des voitures particulières en Citizen band (CB) — émetteur qui permet de communiquer avec d'autres conducteurs. Aujourd'hui ce n'est pas dans les voitures des particuliers que l'on trouve la CB, mais dans les cabines *des poids lourds. Au tour*nant des années 80, le minitel devait servir exclusivement la consultation de l'annuaire électronique, selon les déclarations de la direction générale des télécommunications. Il se trouve aujourd'hui dans de multiples lieux et pour d'*autres* usages.

Il est instructif de regarder où, au fil des ans, un appareil va se *nicher*. Mais il est très difficile de le prévoir à l'avance. Ce ne sont pas les industriels du vidéo-disque qui diront le contraire, eux qui ont tenté, plusieurs fois par le passé, *d'en mettre sur le marché.*

Les seules stratégies de pouvoir et de séduction ne suffisent pas à *déclencher le consentement des* usagers. D'autres facteurs interviennent. Le premier relève tout simplement de la psychologie des individus. Tout le monde ne se *représente pas*, en effet, de la même façon les avantages d'un *nouvel appareil mis sur le marché.* Avec le recul, l'histoire est riche en exemples cocasses. Les témoignages d'auditeurs des premiers phonographes sont, à ce titre, éloquents : *le compositeur* Charles Gounod est émerveillé, tandis qu'un critique scientifique, *Louis* Figuier, n'entend qu'une voix de polichinelle. Un académicien crie à l'escroquerie et suspecte le démonstrateur de ventriloquie, *tandis qu'un journaliste s'émer*veille de ce que la voix d'une cantatrice n'ait rien perdu de sa fraîcheur au bout d'un mois d'enregistrement. Tout cela appar*tient au passé, dira-t-on, mais* comment se fait-il alors que les *intellectuels* aient refusé aussi longtemps de s'équiper de téléviseurs, sinon parce que l'image *qu'ils en avaient était mauvaise ?*

Second facteur : les finalités d'utilisation que les acheteurs *attribuent à l'appareil. Il y en a* toute une gamme, dans laquelle s'entrelacent les fonctions purement instrumentales et d'autres, symboliques. Dans une chaîne sté*réo très sophistiquée, avec* beaucoup de boutons et de cadrans, certains trouveront un gage de prestige de technicité. Cet argument fait aussi vendre des appa*reils photo très complexes, entiè*rement noirs, car cette couleur fait « professionnel ».

On constate *aussi* très *souvent* chez les usagers une rationalité plus ou moins consciente que l'on pourrait caractériser comme une tentative de corriger un déséquilibre *affectif, physique ou social*. La photographie de famille ou celle d'un être aimé, joue un rôle affectif essentiel *puisqu'elle pallie* une absence, voire une disparition. Le micro-ordinateur a été très vite utilisé par les handicapés, les non-voyants, les infirmes moteurs *cérébraux pour communiquer* avec le reste du monde. Le petit écran, enfin, constamment allumé, est le seul compagnon de bien des personnes âgées.

Les ménages sont aujourd'hui équipés dans leur quasi-totalité, des différentes machines à communiquer : téléviseur, téléphone, appareil photo, etc. Mais posséder un appareil et l'utiliser sont deux choses bien différentes. L'usage *ne s'est, en effet, pas développé* au rythme de l'achat. Ainsi, malgré la progression du nombre d'appareils photo, la consommation de pellicules est restée stable au cours *des* dix *dernières années :* entre trois et quatre par an et par *ménage. Le temps d'écoute de la* télévision, lui-même, a peu augmenté. Autre indice convergent : entre 1975 et 1985, le budget des ménages consacré à l'ensem*ble « culture » — qui regroupe* les achats de livres, de cassettes et pellicules — n'a pas augmenté plus vite que le budget global des dépenses, avec une croissance *moyenne* de 3,5 % *par* an. Encore cette croissance provient-elle d'un *nombre réduit de ménages* qui « tirent » vers le haut la moyenne nationale, comme le montre un rapport récent du ministère de la culture et de la communication (1).

De l'espace et du temps

Ce *n'est* donc pas l'« *explosion* de l'information » qui explique ces *comportements. Une autre* hypothèse est que l'usage de ces appareils obéit à une logique de correction de divers manques. Pendant une longue période ils ont permis *de gagner de l'espace. L'équipe*ment en récepteurs de radio peut s'analyser de cette manière. Telle auditrice âgée, interrogée voici dix ans, déclarait qu'en 1930 elle *écoutait tous les soirs les « nou*velles » sur Radio-Paris, qu'avec *ses amies elle dansait le dimanche* après-midi sur la musique du Savoy, émise par Radio-Londres, et que le mercredi elle écoutait la pièces de théâtre de Radio-Lyon.

*On peut regretter qu'aujour*d'hui l'auditeur ne puisse plus se livrer à un tel balayage de l'espace radiophonique, encerclé qu'il est par de multiples stations locales. *Jusqu'en 1975, les ménages* achètent, dans l'ordre, un réfrigérateur, *un téléviseur, une machine* à laver, une automobile, et s'abonnent au téléphone. En 1980, se produit une modification intéressante : le téléphone passe avant *l'automobile. Ce n'est, semble-t-il,* plus de l'espace qui est recherché, mais du temps, comme les études actuelles de mercatique le confirment. Le gain de temps est bien la motivation principale expliquant le succès des produits surgelés, du four à micro-ondes et, dans le *domaine de la communication*, de la télécopie.

Dans cette hypothèse, la *constitution de cet équipement* aurait servi à maintenir l'équilibre du foyer *et ses contacts exté*rieurs, dans une société passée progressivement de la sociabilité d'une famille rurale élargie à celle de la famille nucléaire urbanisée. *La recomposition de la sociabilité* s'effectuerait alors par une gestion médiatisée de la distance. Les ventes par correspondance, le télé-achat, l'enseignement à dis*tance sont des services* en plein développement. Le temps devient de plus en plus rare. *Aujourd'hui,* 70 % des femmes entre trente et quarante-cinq ans travaillent, alors qu'*elles n'étaient* que 50 % en 1975, ce qui explique en partie le *rôle désormais joué* par le téléviseur (2).

Il y a beaucoup à comprendre et à apprendre, du côté des utilisateurs. La logique de l'usage devrait aider à prendre les décisions dans le champ social et culturel car les *machines*, par leur présence et leur mode d'utilisation, constituent *dans bien des cas, des signes* manifestes de déséquilibres qui sont ainsi régulés. *Pour les produc*teurs de biens et de services, raisonner uniquement en termes de « grand public » peut masquer la diversité des attentes chez les *consommateurs.* Des attentes qui, si on les analyse avec finesse, *ouvrent d'énormes possibilités* aux ingénieurs et aux industriels.

* Directeur du département Recherche et innovation au Centre national d'enseignement à distance (CNED) ; auteur de *la Logique de l'usage. Essai sur les machines à communiquer*, préface de Pierre Schaeffer, Flammarion, Paris, 1989.

(1) Olivier Donnat, *les Dépenses culturelles des ménages*, ministère de la culture et de la communication, Paris, 1989.

(2) *Données sociales*, INSEE, Paris, 1990.

L'Etat aux côtés des entreprises qui misent sur la recherche

(Suite de la page 27.)

A la veille de l'ouverture du Salon INOVA, il convient de souligner *l'effort considérable consenti* par les pouvoirs publics français pour soutenir la recherche industrielle : en 1990, 5 milliards de francs sont destinés aux actions *de développement de la recherche* dans les entreprises, soit une croissance de 20 % ! On peut prévoir aujourd'hui que la fraction du PIB consacrée aux dépenses natio*nales de recherche et développe*ment devrait croître de 2,34 % en 1989 à 2,38 % en 1990, ce qui devrait permettre de rattraper progressivement le retard pris par rapport à l'Allemagne, où elle atteint 2,8 % (3).

La mutualisation du risque, par *l'aide à la recherche et à l'innova*tion, commence à porter ses fruits, et les entreprises sont amenées à créer de plus en plus d'emplois scientifiques, domaine où l'écart avec la RFA, par exemple, reste très marqué : sept scientifiques pour mille salariés en France, contre treize en Allemagne. L'ANVAR *soutient* d'ailleurs financièrement l'embauche de chercheurs pour les plus petites d'entre elles (moins de cinq cents personnes).

Un terrain mondial

La prise de conscience des pouvoirs *publics accompagne celle des* entreprises. Deux études récentes, réalisées à la demande de la direction générale de l'industrie (*France 300* et *PMI 90*), montrent *que les PMI perçoivent de plus en* plus clairement que le terrain de jeu est désormais mondial et que l'ouverture à l'international et le dynamisme de l'innovation sont *autant de passages obligés vers la* performance. Pour être efficace, cette prise de conscience doit *s'accompagner*, sur le terrain, de la mise en place d'une synergie *entre tous les acteurs publics* et privés de l'innovation. En *témoi*gnent la mise en place récente du réseau de diffusion technologique *par le ministère de la recherche* et de la technologie et le ministère de *l'industrie* et de *l'aménagement du* territoire, destiné à favoriser le transfert de technologie, condition *préalable* de l'innovation pour beaucoup d'entreprises, en associant les compétences existant au niveau régional et interrégional ; le rapprochement de l'ANVAR et du *programme* Eurêka, *concrétisé*, le 15 janvier dernier, par une série de mesures visant à favoriser la participation des PMI et à apporter un soutien notable au montage de *projets européens et à la recherche* de partenaires.

1990 devrait donc être un *« bon cru » pour l'innovation*, et les chiffres de l'ANVAR sont là pour en apporter la preuve.

HENRI GUILLAUME.

(3) Voir « Les PME et la nouvelle politique technologique en *RFA* », *CPE Bulletin*, n° 62, novembre 1989.



Supplément Innovation

Guerres de mouvement et lignes Maginot

Par ANDRÉ-YVES PORTNOFF *

LA France n'en est plus, en matière d'innovation, au niveau alarmant de 1973, année où Thierry Gaudin et quelques *autres francs-tireurs* eurent le courage de créer le premier Salon INOVA. Sept ans plus tard, le Conseil national du patronat français (CNPF) semblait encore étonné de sa propre *audace* lorsqu'il organisait des journées intitulées «Innover aujourd'hui *pour les marchés de demain* » afin *de mobiliser le* tissu industriel. Souci louable, car celui-ci demeure bien sourd à l'innovation, et l'on pourrait noircir les *pages de tout un livre avec la liste* des occasions perdues par les industriels de l'Hexagone.

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) met au point une technologie *intéressante pour* les écrans plats, mais le seul industriel qui veut bien l'acheter est *japonais. Le Centre national* de la recherche scientifique (CNRS) découvre un insecticide biologique il y a deux ans, mais c'est un Américain, Du Pont de Nemours, *qui va le développer*, car les chimistes européens n'ont pas réagi. A la même époque, Elf revendait au japonais Vuasa les brevets de Michel Armand, autre chercheur du CNRS, *sur un nouveau* type de plastique conducteur qui permettra peut-être de réaliser des batteries légères pour voitures électriques (1). Il y a peu encore, le CNRS et l'ANVAR *révélaient*, avec une légitime satisfaction, la conclusion d'un accord entre l'*auteur* français d'un *logiciel* de dictionnaire et la filiale française de Texas Instruments.

Le fait que les chercheurs français soient capables de vendre les fruits de leurs travaux à des industriels aussi peu impressionnés *a priori* par la technique française que le sont Américains et Japonais est évidemment flatteur *et démontre la capacité de la* recherche nationale à se maintenir au meilleur niveau mondial. Une reconnaissance importante pour les laboratoires publics, et notamment ceux du CNRS, *traînés dans* la boue et menacés par une partie de la *droite sous le gouvernement* de M. Jacques Chirac. Et une preuve que l'innovation ne s'y obtient pas en se préoccupant seulement de la recherche : il faut *aussi* que les acquis de celle-ci soient pris au sérieux par les responsables des entreprises, et que ces derniers aient le courage d'assumer le risque du lancement *d'un nouveau produit*.

On peut aussi accumuler les contre-exemples prouvant la capacité de l'industrie française à *innover*, surtout *lorsqu'elle* n'a *pas à le décider elle-même. Car* enfin, du nucléaire au spatial, d'Airbus au minitel et aux télécommunications, l'*impulsion* est venue, chaque fois, certes sur fonds publics, de ces hauts fonctionnaires, cette race dont se moquent si volontiers «les chefs-*d'entreprise-libéraux-qui-n'ont-pas-de-leçons-à-recevoir-des-ronds-de-cuir*»... Les «experts» industriels continuent à préconiser de ne pas cumuler risques technologiques *et commerciaux, ce qui* veut dire qu'il faudrait éviter d'exploiter les possibilités d'un progrès technique pour créer un nouvel objet ou un nouveau service, donc un *nouveau marché*. Cette frilosité si répandue implique que les Japonais ont eu tort de lancer le Walkman, le magnétoscope et tant de produits audiovisuels électroniques.

L'attrait des appels d'offres publics

Cela explique sans doute pourquoi les grands électroniciens français, si performants pour répondre aux appels d'offres de l'Etat – dans les secteurs civil et *surtout militaire, – ont eu tant de* répugnance à se lancer dans l'électronique grand public, responsable d'une *partie* notable du déficit du commerce extérieur. Pourtant l'industrie française a réalisé de très grands progrès et elle comprend bien mieux aujourd'hui l'importance cruciale du développement technique et de l'innovation. Mais l'effort doit être à *tout prix accéléré. Deux enquêtes, dirigées par* Alain Bucaille et Bérold Costa de Beauregard, au ministère de l'industrie, viennent de le démontrer (2) : parmi les *trois cents sociétés* françaises moyennes ou grandes qui se situent entre les vingt premiers *groupes et les PME*, *« la technologie est rarement jugée essentielle »*, innovation et technologie *« restent encore excentrées et mal intégrées »* à la stratégie.

Parmi les PME, une minorité importante investit *globalement dans l'intelligence* : recherche, formation, informatique, réseaux commerciaux. Et l'on constate *que les PME* qui font le plus de recherche en leur sein sont aussi *celles qui achètent le plus de* prestations extérieures, qui recherchent le plus l'information et se battent le mieux sur les marchés internationaux.

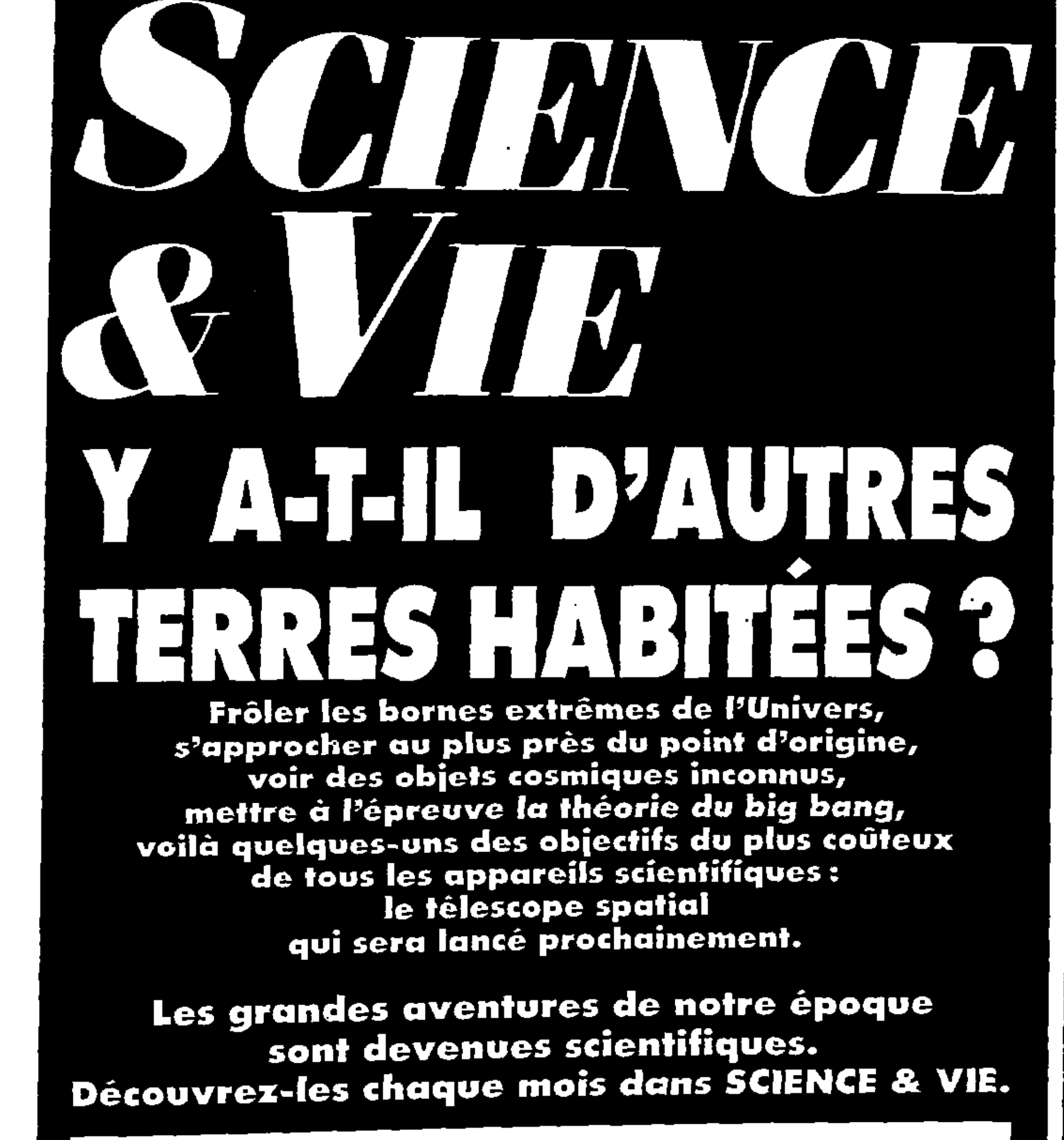
Finalement, tout se *résume* à un problème de défaut d'écoute : il apparaît que la fonction technique demeure trop coupée des services commerciaux et des centres de décision des directions générales, que celles-ci restent trop indifférentes à la technique, trop *méprisantes pour les compétences* disponibles à l'extérieur et trop lentes à réagir aux attaques *des* concurrents.

Le *mal* est *évidemment* d'ordre *culturel. Ce qui est en cause*, c'est la structure même des organisations et surtout l'esprit qui les a inspirées. *Il* ne suffit pas de clamer dans les dîners que Taylor est mort, que la pyramide est renversée. Même parmi les entreprises moyennes ou grandes qui, en France, *investissent le plus en* technologie, une sur deux se reconnaît moins capable que ses rivales d'innover rapidement en matière de produits ou de procédés. *La pesanteur des structures*, des niveaux de décision et aussi d'un système éducatif qui ne forme pas des hommes d'action expliquent cet aveu. On ne mène pas des guerres de mouvement avec des lignes Maginot en béton.

* Directeur de la rédaction de *Science et technologie*.

(1) Voir *Science et technologie*, n° 23, *février* 1990.

(2) voir *Science et technologie*, n° 24, mars 1990.



Dans les revues...

POLITIQUE INTERNATIONALE. Une livraison principalement consacrée aux crises de *l'Est*, et un dossier spécial sur « Interdépendance économique : le défi des années 90 » avec, notamment, un article de Riccardo Petrella. (N° 46, hiver, *trimestriel, 70 F.* – 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris).

DÉFENSE NATIONALE. *OTAN et défense soviétique*. Un dossier sur le Maghreb (Marc Bonnefous, Claude Cheysson, Robert Santucci). (Mars, mensuel, 40 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris).

COSMOPOLITIQUES. Le retour de la géopolitique et les actes d'un récent colloque sur l'URSS sur le thème « *Décomposition ou recomposition* ». (N° 14-15 février, trimestriel, 100 F. – 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris).

LE COURRIER DES PAYS DE L'EST. « Les transports à l'Est, clé du commerce entre les deux Europes ». A lire aussi : une étude sur l'industrie automobile yougoslave. (N° 345, décembre 1989, mensuel, 48 F. – La Documentation française, Paris).

LA REVUE DU CINÉMA. A lire, un article de Raphaël Bassan sur le cinéma estonien. (N° 457, février, mensuel, 30 F. – 3, rue Récamier, 75007 Paris).

REGARDS. « Une nouvelle Allemagne : est-ce bon pour les juifs ? », se demande la revue du Centre communautaire laïc juif de Belgique. (N° 224, 8-21 février, tous les quatorze jours, 90 francs belges. – 52, rue *Hôtel-des-Monnaies*, B-1060 Bruxelles).

TAYAD INFO. Une nouvelle revue consacrée aux droits de l'homme en Turquie avec *plusieurs articles sur* la situation dans les prisons. (N° 1, janvier-février, bimestriel. – 38, rue d'Hauteville, 75010 Paris).

ZAWAYA. *Une longue étude sur la politique américaine* au Liban et plusieurs articles sur l'unité yéménite. (N° 2-3, 30 F, bimestriel, janvier 1990, 30 F. – 7, rue de *Pauline-Kergomard, 75020 Paris*).

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. A signaler, en particulier : la question de l'avenir du COMECON, le bilan d'une année de revenu minimum d'insertion (RMI), ainsi que le désengagement de la CEE en Afrique à la lumière de la convention de Lomé IV. (N° 74, février, mensuel, 17 F. – 12, rue du Chaignot, 21000 Dijon).

RAW MATERIALS REPORT. Le potentiel minier de la Tanzanie et de la Namibie ; les perspectives d'une nouvelle politique minière au Chili. (Vol. 7, n° 1, trimestriel, abonnement annuel (avion) : 300 couronnes. – PO Box 81519, S-104, 82 Stockholm).

MARCHÉS TROPICAUX ET MÉDITERRANÉENS. Un intéressant numéro spécial sur la France et l'Afrique (*action publique, secteur privé, échanges commerciaux*, politique de coopération, présence militaire). (N° 2303, hebdomadaire, 29 décembre, 55 F. – 190, boulevard *Haussmann, 75008 Paris*).

AUJOURD'HUI L'AFRIQUE. Un long historique de l'Afrique dans le non-alignement. (N° 40, trimestriel, 25 F. – 21, rue Marceau, 93100 Montreuil).

MONDES EN DEVELOPPEMENT. Numéro entièrement consacré à « l'économie algérienne en réformes » (N° 67, trimestriel, 150 F. – Avenue Jeanne 44, B-1050 Bruxelles).

LA REVUE TIERS-MONDE. La « croissance internationale » des groupes coréens ; les principes économiques des sociétés africaines. (N° 120, octobre-décembre 1989, *trimestriel, 115 F. – 58, boulevard Arago, 75013 Paris*).

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE. Où va la Chine ? par Jean-Philippe Béja, Michel Bonnin, etc. (N° 944, novembre-décembre, bimestriel, 70 F. – 116, rue de Rivoli, 75001 Paris).

PENSAMIENTO PROPIO. L'« histoire non officielle » de l'invasion américaine du Panama, par Chuchu Martinez, un ancien collaborateur du général Torrijos. (N° 67, janvier-février, mensuel, abonnement annuel : 32 dollars. – Apartado C-163, Managua, Nicaragua).

AMÉRIQUE LATINE INFORMATION. Un important dossier sur le résultat de l'élection présidentielle au Chili, avec une analyse d'Alain Touraine. (N° 63-64, janvier-février, mensuel, 36 F. – 17 bis, rue Louis-Adam, 69100 Villeurbanne).

CIMADE INFORMATION. Un numéro spécial sur les expériences d'« agriculture alternative » au Brésil. (*Hors série, décembre, 40 F. – 176, rue de Grenelle*, 75007 Paris).

NACLA. Comment s'organisent les sans-logis de trois grandes villes d'Amérique latine : Lima, Mexico et Sao-Paulo. (Vol. XXIII, n° 4, décembre, bimestriel, abonnement annuel : 20 dollars, – 475 Riverside Drive, Suite 454, New-York, NY 10115).

CROISSANCE DES JEUNES NATIONS. Un dossier sur le Nicaragua à l'heure des élections et une enquête sur les ouvriers immigrés vietnamiens en Europe de l'Est. (N° 324, février, mensuel, 29 F. – 163, boulevard Malesherbes 75017 Paris).

PARCOURS. « Sortir de la crise », par Alain Lipietz, et « Economie et modèle d'auto-suffisance dans le tiers-monde », par Claude Bataillon. (N° 1, janvier, semestriel, 50 F. – 31, rue des Amidonniers, 31009 Toulouse Cedex).

VERS UN DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE. Un intéressant article sur la Garantie des risques à l'exportation, une institution suisse au-dessus de tout soupçon... (N° 102, janvier, bimestriel, abonnement un an : 35 francs suisses. – Case postale 81, 1000 Lausanne 9).

POLITIS. Un entretien avec Félix Guattari, dans le cadre de la série « Les intellectuels et le congrès du PS », fait suite aux interventions de Jacques Robin et René Passet. (N° 93, 22 au 28 février, hebdomadaire, 20 F. – 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris).

FUTURIBLES. Deux grands thèmes : les politiques de revenu minimum en Europe ; les embûches du marché unique pour les entreprises. (N° 139, janvier, mensuel, 50 F. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07).

OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ÉCONOMIQUES. Au sommaire, une étude sur les pauvretés – ancienne et nouvelle – en France, et une analyse des diversités sociales en Europe. (N° 30, janvier, trimestriel, 95 F. – OFCE, 69, quai d'Orsay, 75007 Paris).

AGORA. Un dossier de réflexion sur les inégalités sociales en matière de santé dans le monde (N° 13, février, trimestriel, 60 F. – 3, *rue de Sévigné*, 75004 Paris).

ÉTUDES. Problèmes sociaux et éthiques posés par le séquençage du génome humain. Une étude sur la Pologne, l'Eglise et la démocratie, par Patrick Michel. (Février, mensuel, 45 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris).

CARBET. « L'Inde en nous » : l'indianité « des Caraïbes aux Mascareignes » (DOM, Jamaïque, Réunion, Maurice, etc.). Emigration d'autrefois, phénomènes culturels contemporains. (N° 9, décembre, 85 F. – BP 145, 97202 Fort-de-France).

PLEIN DROIT, publication du Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI), s'intéresse aux changements introduits dans la législation sur les migrants par la loi Joxe. (N° 9, décembre 1989, trimestriel, 40 F. – GISTI, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris).

PROJECTIONS. *La santé au présent*. Nouvelle revue qui consacre son numéro 1 à « Médecine et anthropologie », avec Marc Augé, Marc Gentilini, Jacques Ruffié, etc. Une vision transdisciplinaire de la maladie, du médicament, des programmes de santé. Des débats capitaux. (N° 1, hiver 1989-1990, trimestriel, *60 F. – Editions de Santé, 19, rue Louis-le-*Grand, 75002 Paris).

INTERCULTURES. *Une livraison sur le thème* « Particularismes culturels et universalité humaine », où interviennent scientifiques et professionnels du contact entre *les cultures*. (N° 8, décembre-janvier, bimestriel, 60 F. – SIETAR-France, 122, rue Nollet, 75017 Paris).

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINES. Les communications présentées à un colloque « racisme et xénophobies ». (N° 10, 1990, abonnement annuel : 60 F. – Groupe Regards critiques, pa A. Cresti, BP 15, CH-1015 Lausanne, Suisse).

PSYCHOLOGIE CLINIQUE. Le dernier numéro traite de l'intériorité, en particulier dans les sociétés contemporaines. (N° 2, 1989, trois numéro par an, abonnement annuel : 200 F. – Klincksieck, Paris).

REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES. Coût, gestion et financement de l'enseignement supérieur, en France, en Europe et aux Etats-Unis : actes du colloque des *26-27 avril 1989*, organisé avec la participation du *Monde*. (N° 27, quatrième trimestre 1989, trimestriel, 150 F. – 26, rue Vercingétorix, 75014 Paris).

TELECOMS MAGAZINE. Un dossier sur « la fin des PTT en Europe » sous les coups de boutoir des politiques communautaires de déréglementation. (N° 31, février, mensuel, 55 F. – 5, place du Colonel-Fabien, 75010 Paris).

SYSTÈMES SOLAIRES. *Un dossier sur les maisons* solaires. (N° 53-54, décembre-janvier, mensuel, 70 F. – 8, rue de Richelieu, 75001 Paris).

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

• L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE. DE LA CRISE A UNE CROISSANCE DURABLE : un ajustement de la stratégie de la Banque en Afrique, compte tenu de l'aggravation de la situation économique sur le continent (Banque mondiale, Washington DC, 1989, 346 pages).

Bureau international du travail.

• LE TRAVAIL DANS LE MONDE 1989 : emploi, revenus, avec un chapitre spécial sur l'ajustement structurel dans la fonction publique. (BIT, Genève, 1989, 163 pages, 30 francs suisses).

Fonds des Nations unies pour l'enfance.

• LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE 1990 : tous les indicateurs de santé, nutrition, éducation, etc. Et un cri d'alarme : si rien ne change, 100 millions d'enfants mourront dans la décennie 90. (UNICEF, Genève, 1989, 100 pages, 45 francs).

Ligue des Etats arabes.

• L'ÉTAT DE PALESTINE. Textes fondamentaux : de la déclaration Balfour aux grandes résolutions de l'ONU, avec les principales déclarrations de M. Arafat et les décisions des sommets arabes jusqu'en 1988 (Ligue arabe, délégation permanente auprès de l'ONU à Genève, 155 pages, décembre 1989).

Organisation de coopération et de développement économiques.

• ÉCHANGES DE SERVICES ET PAYS EN DEVELOPPEMENT : avantages et possibilités d'une libéralisation des services (*OCDE, Paris, 1989*, 147 pages, 70 F).

les livres

DANS UNE ALLEMAGNE ORDINAIRE

Comment, aujourd'hui, expliquer l'amertume ?

NAPPE DE FEU, *roman de Max von der Grün, traduit de l'allemand par Lucien Putz, Messidor, Paris, 1990, 320 pages, 110 F.*

CHOMAGE, alcoolisme, perte de confiance en soi, effritement des couples dans un quartier ouvrier d'une petite ville des environs de Cologne : *Nappe de feu* décrit des existences certes pas misérables, mais sans avenir. Lothar, maçon d'une quarantaine d'années, devient chômeur lorsque son patron dépose son bilan dans des conditions assez troubles. L'inaction aggrave les fêlures de sa vie privée : il supporte mal de dépendre financièrement de sa femme, une bibliothécaire assurée de son traitement, tandis qu'il perd le contact (mais l'a-t-il jamais vraiment eu ?) avec sa fille unique, que l'échec scolaire contraint à renoncer à sa vocation de musicienne.

La vie n'est pas moins amère autour de lui. Un retraité des mines meurt de silicose ; un couple ami se défait dans des circonstances sordides. Que faire ? Sa fille Claudia quitte à l'improviste le foyer familial pour rejoindre, on l'apprendra, un groupe d'extrême droite semi-clandestin. Lothar refuse les emplois qu'on lui propose lorsque sa femme fait jouer ses relations social-démocrates : n'a-t-il pas été exclu, lui le vieux militant et fils de militant, pour procommunisme supposé lorsqu'il avait protesté contre une hausse du prix des transports municipaux ?

Ici apparaît le véritable sujet de Max von der Grün : le paysage politique ouest-allemand vers la fin des années 70. Il est fort simple, partagé en deux. D'un côté, la social-démocratie muée en parti unique de fait, dispensatrice de places et de protections, définitivement compromise avec des hommes d'affaires qui n'hésitent pas à raser un quartier entier au nom du profit ; de l'autre, une inquiétante « association pour le renouveau moral allemand », au néonazisme à peine dissimulé.

C'est le conformisme qui règne en maître. Lorsque Lothar décline une offre de réintégration au parti, un vieil ami le lui reproche : *« Ce n'est pas très malin de ta part, Lothar. De nos jours, on doit faire partie d'un troupeau, n'importe quoi, les protestants, les catholiques... Il faut être membre de quelque chose, sinon les gens ne savent pas à qui ils ont affaire, et ça, c'est déjà suspect. »*

Deux « petits boulots », des emplois acceptés faute de mieux, vont plonger Lothar au beau milieu d'une affaire de trafic d'armes et d'une conspiration néonazie. Son rôle sera décisif dans la révélation des deux.

On aimerait apprécier davantage ce livre. D'où vient alors qu'on le referme avec insatisfaction ? Serait-il manichéen ? Non, puisque l'auteur y introduit, aux côtés du narrateur, un policier retraité et un jeune pasteur qui partagent son dégoût et l'aideront à faire éclater la vérité.

AU fond, tout le début du roman convainc davantage, avec sa lenteur nécessaire, qui traduit la sourde amertume d'existences gâchées par un système. Le romancier est moins à l'aise lorsque, après ces pages d'exposition, le problème politique intervient. Parmi les questions que se pose le lecteur : pourquoi Claudia, une jeune fille sensible, une artiste, se laisse-t-elle happer par le néofascisme ? Suffit-il de rappeler un anniversaire où ses amies rivalisaient joyeusement de propos antisémites ? Tout cela est bien schématique, et l'équipée provocatrice par laquelle Lothar et ses amis déclenchent le choc qui permettra d'arrêter les néonazis rappelle, par son invraisemblance, une veine de romans policiers engagés que la RFA a connus dans les années 70, beaucoup plus courts, mais presque plus fouillés.

D'autres romans de Max von der Grün expliquent sans doute mieux sa réelle popularité outre-Rhin. Né en 1926, Bavarois d'origine, il a d'abord été mineur dans la Ruhr, puis s'est mis à écrire. Il fut l'un des fondateurs du Groupe 61, qui rassembla des écrivains comparables aux romanciers populistes des années 30 en France. *Nappe de feu* illustre bien les richesses mais aussi les limites des courants littéraires de cette tendance.

JEAN-JACQUES GUINCHARD.

EUROPE

LA SUISSE LAVE PLUS BLANC. – Jean Ziegler

★ Le Seuil, Paris, 1990, 189 pages, 89 F.

A en croire Jean Ziegler, professeur de sociologie à Genève et député au Parlement de la Confédération, la Suisse serait une formidable plaque tournante du trafic de la drogue. Le système bancaire d'abord, dont les qualités d'accueil de l'argent, d'où qu'il vienne, sont au-dessus de tout soupçon. Il fonctionne comme une gigantesque entreprise de prélavage, blanchiment et recyclage des narcodollars. Mais aussi, le pays où quelques caïds trouvent asile et protection. Le plus grave : les institutions sont compromises.

On resterait incrédule si l'auteur n'avait réussi à assembler les principales pièces d'un puzzle faisant apparaître une coalition où figurent quelques-unes des plus hautes autorités politiques, administratives, judiciaires, financières. Un conglomérat, gardien vigilant du trésor caché et de ses fabuleux profits, contre toutes les curiosités, internes ou formulées par des gouvernements engagés dans la lutte contre le trafic. Complices ou sous la menace du crime organisé, ces honorables correspondants qui incarnent les vertus nationales de propreté ? Une chose est probable : les cartels de la drogue ne sont pas seulement à *Medellin* ou à Hongkong (1).

CHRISTIAN. DE BRIE.

(1) Lire, en particulier : « L'économie de la drogue », *Dossiers et documents, le Monde* n° 174, février 1990, 15 F.

CYPRUS : MY DEPOSITION. – Glafkos Clerides

★ Alithia Publishing, Nicosie, 1989, 474 pages, 30 dollars.

Figure de proue de la vie politique chypriote, Glafkos Clerides fut président de la République par intérim de juillet à décembre 1974, juste après la tourmente du coup d'Etat des colonels grecs dans l'île et l'invasion de l'armée turque qui suivit. Président du Parlement pendant de longues années, il est aujourd'hui le chef du premier parti de l'opposition conservatrice. Le voici qui vient de livrer le premier tome de ses mémoires, publiées en grec et en anglais.

Ce volume couvre la genèse de la République de Chypre ainsi que les sanglantes premières années de l'indépendance. Proche collaborateur de l'archevêque Makarios, fils d'un ancien maire de Nicosie, Glafkos Clerides, juriste de formation, a participé activement aux négociations avec les Britanniques conduisant à la décolonisation en 1960. Sur les premiers accrochages intercommunautaires de 1963-1964, il apporte un témoignage de première main et dépassionné, éclairant de nombreux points historiques encore restés dans l'ombre.

CHRISTOPHE CHICLET.

AMÉRIQUES

RUPTURES A CUBA. – Janette Habel

★ La Brèche, Montreuil, 1989, 286 pages, 130 F.

Dans une importante préface, François Maspero retrace l'histoire de l'engagement de tant d'intellectuels français en faveur de la révolution cubaine. Il rappelle pourquoi, dans l'atmosphère de guerre froide du début des années 60, « *Cuba, c'était l'espoir* », l'espoir d'« *une société différente qui échappât aux lois du pouvoir, de la notoriété et des richesses* ». Il répond aussi, indirectement, à Jeanine Verdès-Leroux, qui, dans *la Lune et le Caudillo* (l'Arpenteur, Paris, 1989), fait, avec une certaine hargne, le procès de ces intellectuels « *illuminés* ». Janette Habel fut de ceux-là, et, sans rien renier, elle nous propose l'étude la plus sérieuse publiée sur Cuba depuis longtemps. S'appuyant sur une documentation rigoureuse, l'auteur explique la logique économique suivie par Cuba depuis 1986 et ses conséquences sociales. Elle analyse les raisons qui ont conduit M. Fidel Castro à adopter la ligne dite de « *rectification* », les désaccords avec M. Gorbatchev, le refus de la perestroïka, l'affaire Ochoa...

Si l'auteur reconnaît les nombreux acquis du régime – en comparaison surtout avec les pays environnants (Haïti, République dominicaine, Jamaïque...) – elle note que Cuba s'enlise dans le bureaucratisme et que, devant la peur de la débâcle économique, le culte de M. Fidel Castro atteint des proportions délirantes. Elle constate – paraphrasant Trotski à propos de Robespierre – que M. Fidel Castro est actuellement « *assis sur le tranchant d'une gigantesque contradiction et il appelle à son aide le tranchant de la guillotine* ».

IGNACIO RAMONET.

LES CHEVEUX DU SERPENT. – Ruth Escobar

★ Sylvie Messinger, Paris, 1989, 244 pages, 110 F.

Après quelques coups d'éclat journalistiques qui la rendent célèbre, Ruth Escobar, « *née de père inconnu* » dans le Portugal de Salazar, se tourne, au Brésil, vers le théâtre d'avant-garde et monte des pièces qu'elle transforme en autant de brûlots contre le pouvoir. C'est déjà trop. La dictature militaire répond par la censure et l'emprisonnement à l'insolence et à l'obstination. Plus tard (en 1986), élue députée de l'Etat de Sao-Paulo, elle entreprend un travail législatif important en faveur des femmes et des minorités. Une vie à contre-courant et une résistance quotidienne à toute forme d'oppression.

ANDRÉ GABASTOU.

ASIE

LE LAOS. Stratégies d'un Etat-tampon. – Christian Taillard

★ Editions RECLUS, Montpellier (diffusion La Documentation française), 1989, 200 pages, 120 F.

Voici un très clair et très utile ouvrage sur un pays quelque peu oublié parce que, croit-on, il se situe hors des zones de tempête, alors que, justement, parce qu'il joue le rôle de tampon depuis des siècles, il est placé en leur cœur. Christian Taillard développe sa thèse de façon lumineuse ; en s'appuyant sur l'analyse géographique, historique, sociologique, il sait rendre lisibles les statistiques et accompagne son texte d'une excellente cartographie. De sa situation géopolitique, le Laos tire son originalité sur laquelle pèse, mais n'obère pas, son impossibilité de devenir indépendant économiquement. Très peu et inégalement peuplé, le Laos est aussi entouré de masses démographiques impressionnantes : Chine, Vietnam et même Thaïlande. Un regret : l'auteur n'aurait-il pas dû s'interroger sur la place du bouddhisme dans l'organisation sociale actuelle et future du pays ?

J. D.

WOMEN'S ASIA. – Yayori Matsui

★ Zed Books, Londres, 1989, 172 pages, 7,95 livres.

Japonaise, journaliste à l'*Asahi Shimbun*, Yayori Matsui a, pendant des années, enquêté sur la situation des femmes dans de nombreux pays d'Asie, du Pakistan à la Corée du Sud. Résultat : un livre un peu impressionniste, mais qui a le mérite de faire connaître en Occident (il est paru au Japon en 1987) quelques-uns des aspects d'un problème grave et multiforme. L'auteur ne cache pas sa sympathie pour ces mouvements qui, de Séoul à Bangkok, de Manille à Karachi, veulent en finir avec l'industrie du sexe (entre sept cent mille et un million de prostituées en Thaïlande) et, plus généralement, l'exploitation de femmes et de très jeunes filles. Elle ne manque pas de souligner les rapports entre notre niveau de vie et l'esclavage subi par des millions de ses sœurs, dans les plantations (Sri-Lanka) et les usines – à capitaux japonais notamment. Elle décrit aussi la lutte de Pakistanaises contre une islamisation rétrograde. Sans doute optimiste au sujet du rôle que peut jouer Mme Aquino, elle insiste sur le combat pour la démocratie de femmes sud-coréennes.

J. D.

TIERS-MONDE

POUR UNE HISTOIRE DU DÉVELOPPEMENT. États, sociétés, développement. – Catherine Coquery-Vidrovitch, Daniel Hemery, Jean-Paul Piel (éd.).

★ L'Harmattan, Paris, 1988, 288 pages, 145 F.

Bien avant que la notion de tiers-monde ne soit élaborée (vers 1950, dans les organisations internationales), certains pays du Sud s'étaient engagés sur la voie du développement. Telle l'Egypte de Muhammad Ali, « cas exemplaire », qui dès le début du dix-neuvième siècle vécut une première expérience de transition entre système tributaire du capitalisme commercial. Vers 1830, elle devint même à l'échelle régionale, la rivale du capitalisme européen et fut brisée, pour cette raison surtout, par une coalition des puissances du Vieux continent.

Sur l'histoire de ces développements, sur celle du concept occidental et des modèles que celui-ci lui inspira (soviétique, fasciste, social-démocrate, libéral), sur les facteurs de blocage (« *incompatibilités foncières* », dans certains cas) et les limites du modèle *développementaliste*, cet ouvrage pluridisciplinaire propose d'intéressanrtes ouvertures.

ODILE FELGINE.

LES RISQUES DE LA SOLIDARITÉ. Entretiens sur le CCFD. – Bernard Holzer, Frédéric Lenoir.

★ Fayard, Paris, 1989, 241 pages, 85 F.

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) « *dans le tiers-monde soutient une « Église populaire » qui est à l'Église ce que les démocraties populaires sont à la démocratie* », écrivait Louis Pauwels dans le *Figaro-Magazine* du 11 mars 1989. Cette attaque, parmi tant d'autres orchestrées par la droite et l'extrême droite, a déjà suscité de nombreuses réponses, y compris dans les colonnes du *Monde diplomatique*. Pourtant ce livre-entretien avec Bernard Holzer, secrétaire général de l'organisation, permet de faire le tour de la question. Après avoir rappelé les origines du CCFD et ses principales activités, Bernard Holzer décrit les structures de l'organisation et les hommes qui l'animent avant de répondre, point par point, aux diverses accusations dont l'essentiel est rappelé en annexes.

ALAIN GRESH.

LE TEMPS DES REQUINS

Un calcul ignominieux

LE MALHEUR DES UNS..., roman de Pierre Boulle, Editions de Fallois, Paris, 1990, 216 pages, 90 F.

PIERRE BOULLE lit les journaux. Une histoire perdue entre cent autres lui semble-t-elle emblématique de l'époque, il s'en empare et romance. Ainsi, en pleine guerre du Vietnam, quelques lignes sur les dispositifs électroniques disséminés par les Américains lui avaient inspiré *les Oreilles de jungle* (1). Dans son nouvel ouvrage, les coupures de presse jouent, cette fois, un rôle stratégique : après avoir donné à l'auteur l'idée du sujet, elles orientent l'action des personnages, dont le souci constant sera de peser sur la presse, écrite et audiovisuelle, et cela jusqu'à l'ultime ligne, après la tragédie fantastique qui a englouti le héros.

Ce héros est de l'espèce que vomit Alain Minc dans l'*Argent fou (2)*, l'espèce des chefs d'entreprise à la fois audacieux et totalement amoraux. Pierre Boulle, qui ne craint pas la plus grosse caricature, le baptise d'ailleurs Shark, pour ne pas dire Requin (son milliardaire chinois s'appelle... Han, sa secrétaire... Bristol). Il peint, au couteau, un monde qui ne fait pas dans la nuance. Le nôtre.

La SIHM – Société Internationale des Hévéas de Malaisie – vivote quand, en 1982, Alexandre Shark, son PDG, lit un article sur une nouvelle maladie appelée sida, contre laquelle la seule protection est le préservatif. Le génie de Shark, ce visionnaire, consiste à prendre, dans l'heure, des décisions d'une grande portée : commande de centrifugeuses capables de fournir le latex approprié, modernisation et extension des plantations de Malaisie. Il faut prévoir à long terme : l'hévéa planté aujourd'hui ne sera pas saigné avant de nombreuses années. Il convient donc de s'assurer de la rentabilité de ces énormes investissements, et, pour cette raison, tout bascule : un certain esprit d'entreprise, la volonté de puissance, l'appât du lucre assassinent la vertu, c'est-à-dire les hommes.

Car tel est bien le thème du roman : pour que les jeunes pousses d'hévéa permettent à la SIHM de devenir la plus puissante multinationale du préservatif, il faut des milliards de clients. Pour Shark et Han, le salut passe par l'échec de la recherche sur le sida. Sous le couvert du financement philanthropique, ils sabotent le travail scientifique, jouent des oppositions, bien réelles, entre savants et laboratoires, suscitent l'espionnage et se muent en chefs de gang en faisant tuer au même instant, en France et en Californie, l'élite des chercheurs. Modernes, ils savent l'utilité d'un groupe de pression – celui, notamment, qui fera accepter par la hiérarchie catholique l'usage des préservatifs – et la puissance de nouveaux mouvements contemporains et ils manipulent des écologistes qui s'emparent des singes servant au dépistage du virus. Démocrates, ils souhaitent le succès, en 1989, des jeunes de la place Tiananmen : la libéralisation d'une société ne peut que favoriser l'échange sexuel, et, comme « ils » sont plus d'un milliard...

LA tragédie finale – les six dernières pages de Pierre Boulle sont superbes – fait de ce roman un conte philosophique. Elle ne rétablit qu'en apparence une certaine justice, car la dramatique disparition du requin, après celle, atroce, de son fils et successeur désigné, ne permet pas à la vérité de s'étaler au grand jour. Shark interdit que son ignominie soit révélée et ses acolytes respectent son testament implicite. Les médias écriront tout et n'importe quoi, sauf ce qui s'est passé. Le système va se perpétuer. Sa « conclusion », Pierre Boulle ne l'a pas trouvée en lisant une coupure de presse, mais en contemplant notre société. Son roman est un reportage sur l'argent fou, ou sur l'argent tout court.

JACQUES DECORNOY.

(1) Flammarion, Paris, 1972.
(2) Grasset, Paris, 1990 (voir *le Monde diplomatique*, février 1990).

AFRIQUE

NORD-CAMEROUN. Crise et peuplement. – Alain Beauvilain

★ Disponible chez l'auteur : Bois d'Harcourt, 76330 Notre-Dame-de-Gravenchon, 1989, 2 tomes, 625 pages, 600 F.

Terrible et édifiant inventaire des multiples crises qui frappèrent le Nord-Cameroun, région de grande diversité naturelle et ethnique, que la passionnante thèse d'Etat d'Alain Beauvilain. Si les crises alimentaires sont provoquées par la sécheresse, par les invasions acridiennes, elles sont parfois aussi le fait de la violence des hommes, des guerres et des pillages. Autres fléaux, les épidémies (variole, méningite, choléra, grippe, etc.), dont l'administration coloniale tente d'enrayer l'effroyable mortalité par des mesures de vaccination forcée et des campagnes d'assainissement (éradication de la maladie du sommeil). Aides d'urgence (créées dans les années 30) et timides réformes culturales sont reprises par l'Etat camerounais et développées de manière « volontariste »... ce qui, cependant, n'atténuera en rien les désastreuses conséquences de la crise climatique de 1983-1985, ni le désarroi économique actuel dont l'auteur dresse un sombre constat.

ODILE FELGINE.

COTE-D'IVOIRE. Histoire d'un retour. – Laurent Gbagbo

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 75 pages, 60 F.

M. Laurent Gbagbo, docteur en histoire et fondateur du Front populaire ivoirien (FPI), le principal parti d'opposition – interdit – en Côte-d'Ivoire, s'est exilé volontairement en France de 1982 à 1988. Il est revenu dans son pays natal fin 1988. Il a été reçu par le président Houphouët-Boigny, mais a refusé de se rallier au régime. En novembre 1988, son bras droit au sein du FPI, M. Innocent Anaky, un industriel, a été arrêté et accusé de fraude fiscale. Apparemment, le régime ivoirien n'a pas osé s'en prendre à M. Laurent Gbagbo lui-même, qui a retrouvé son poste à l'Université mais reste soumis à diverses pressions et intimidations.

C'est l'histoire de son retour et de ses démêlés avec les autorités ivoiriennes que M. Laurent Gbagbo raconte dans ce bref ouvrage. Il y expose aussi le programme du FPI, qui réclame l'instauration du multipartisme, et fait le procès de la politique économique de la Côte-d'Ivoire.

CLAUDE WAUTHIER.

BEYOND THE BARRICADES.

★ Kliptown Books, Londres, 1989, 144 pages, 12 livres.

Sur la violence dans les townships sud-africaines, ce livre contient de nombreuses photos inédites prises par vingt photographes sud-africains du collectif AFRAPIX et remarquablement reproduites en grand format. L'aspect documentaire est renforcé par l'inclusion de nombreux témoignages oculaires, de dépositions sous serment (*affidavits*) de personnes arrêtées ou torturées, de récits recueillis auprès des familles des victimes, d'analyses des luttes dites « intertribales ». Autant d'éléments de première main qui permettent de replacer les photos dans leur contexte politique, économique ou social. Les documents présentés constituent aussi un matériau brut destiné à témoigner de ces terribles années 80, dont une moitié aura été placée sous le signe de l'état d'urgence (instauré en juillet 1985).

JACQUES ALVAREZ-PEREYRE.

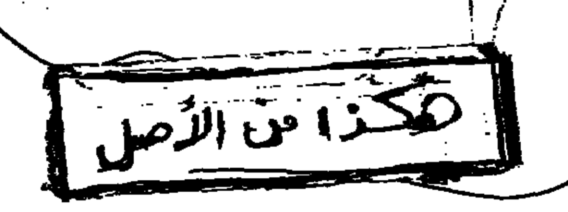
MAGHREB

HABITAT, ÉTAT, SOCIÉTÉ AU MAGHREB. – Sous la direction de Pierre Robert Baduel

★ Editions du CNRS, Paris, 1988, 396 pages, 110 F.

Les trois principaux pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) ne connaissent pas seulement une crise conjoncturelle du logement dans les villes, ils vivent également une situation de « mal logement » qui affecte l'ensemble du cadre urbain et rural. Cet ouvrage collectif, qui regroupe vingt-sept contributions, explore les différentes dimensions de ce phénomène. Le déficit chronique de logements, même pour les classes moyennes, en Algérie, au Maroc et dans une moindre mesure en Tunisie, ainsi que la suroccupation du parc de logements résultent principalement de l'échec des politiques volontaristes menées par ces trois Etats. Face à leur désengagement actuel, bidonvilles, constructions spontanées, promotion foncière privée plus ou moins clandestine foisonnent. L'habitat apparaît ainsi au Maghreb comme « *le nœud des tensions sociales* », le lieu où s'élabore de la manière la plus visible une « *société à deux vitesses* ».

ABDELKADER DJEGHLOUL.



du mois

OCÉANIE

LES SPOLIATIONS FONCIÈRES EN NOUVELLE-CALÉDONIE (1853-1913). – Joël Dauphiné (préface d'Edgar Pisani)

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 347 pages, 190 F.

Dix ans après le remarquable ouvrage d'Alain Saussol intitulé *l'Héritage* (Société des océanistes, Paris, 1979), le livre de Joël Dauphiné rappelle avec force ce que fut dans l'archipel l'enchaînement des spoliations foncières, des révoltes qu'elles suscitèrent et des répressions qui s'ensuivirent.

L'auteur montre comment la mainmise française sur les terres a engendré un clivage profond et durable entre les colons et les autochtones, entre Blancs et Noirs. Ceux-ci n'ont habituellement été dignes d'attention qu'en tant que main-d'œuvre potentielle au service des colons et du secteur public – sur les terres qu'on leur arrachait, sur les chantiers miniers, et aux travaux forcés, ou en tant que soldats. Se référant à des mythes inventés pour les besoins de sa cause, l'administration a presque toujours ignoré les représentations et les pratiques réelles du monde mélanésien, et renié les engagements pris en sa faveur. Pourtant, comme le souligne Joël Dauphiné, s'il subsiste une population canaque, avec une culture propre et des revendications d'indépendance, c'est peut-être au cantonnement dans des réserves qu'il faut l'attribuer.

JEAN-MARIE KOHLER.

FRANCOPHONIE

FRANCOPHONIE SCIENTIFIQUE. Le tournant. – *Universités francophones*, avant-propos de Bakary Touré, préface de Michel Guillou

★ AUPELF – John Libbey, Paris, 1989, 189 pages, 120 F.

La francophonie scientifique ? Sans être encore une réalité installée, ce n'est plus un simple vœu pieux. Reprenant les principales communications de deux colloques, tenus à *Paris* en *1987* et à Dakar en *1989*, l'ouvrage collectif de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) évoque à juste titre le « tournant » pris au cours de cette fin de la décennie, et *symbolisé par les sommets* francophones de Paris, Québec et Dakar.

Ces rencontres ont eu le mérite de rappeler que le monde ne se réduit pas aux pays de l'OCDE, rejoints médiatiquement, depuis peu, par *l'Europe de l'Est. Il y a aussi l'immense* Sud, en grande partie francophone, qui pose à la recherche des problèmes spécifiques, et des problèmes qui trouvent dans le français leur mode naturel d'expression. Parmi les collaborateurs *de cet ouvrage, qui devrait faire réfléchir* les tenants du « tout-anglais », de nombreux universitaires africains, belges et canadiens et, pour la France, MM. Jean Bernard, Stelio Farandjis, Paul Germain, Michel Guillou, Jacques Leprette, Claude Olivieri, Christian Philip et Jacques Poly.

B. C.

Le « Nicolas II » de Marc Ferro

Par YVES FLORENNE

DRAMATURGE d'instinct, l'historien lève le rideau sur son personnage (1). Une seule ligne pour le montrer par un trait qui le révèle et que, pour le juger, on ne devrait jamais oublier : *« Lorsqu'il apprit qu'il allait régner, Nicolas éclata en sanglots. »* Puis : *« Je ne suis pas capable d'être tsar. »* D'avance, il se condamnait à ce que serait son destin. A la fois trop faible pour le refuser, mais ayant fortement conscience d'un devoir inéluctable, il se cuirasse.

Car c'était un jeune homme tendre, « charmant », qui se voyait pour longtemps un avenir libre et rêvait de lointains voyages. La réalité fut cette charge qu'il s'obligea à porter pendant un quart du siècle, et qui devait l'écraser, lui et les siens. Quand il la reçut, il n'y vit que le legs d'un *« incomparable père », un « père-la-tendresse ». Alexandre III avait eu* des tendances libérales, le meurtre de son propre père le retourna, et il institua un *« gouvernement de la terreur »*. Tout se passa comme si Nicolas ne s'en apercevait pas : ce que le Père lui avait laissé ne pouvait qu'être bon. Ne fallait-il pas le regard et le recul de l'historien pour constater que « la Sainte Russie », telle que la reçut le dernier tsar, retrouvait sa voie en devenant le *« premier Etat policier dans l'histoire de l'Occident »*. Nicolas se voulait, se croyait avec une sorte de conviction religieuse, se proclamait autocrate. Le livre nous montre que *« l'autocratie du tsar n'existait pas »*. Elle est dans ce qu'on appelle aujourd'hui la nomenklatura : *« Tout un système de filtres qui ne laisse à peu près rien passer de la réalité. »*

Du reste, la politique intérieure ennuyait Nicolas quand elle ne l'exaspérait pas. Il se passionnait pour la politique étrangère, et se montra pacifiste dans l'âme. Il suscita la conférence de La Haye *« pour la paix universelle »* et proposa aux puissances européennes un plan de désarmement. Ce fut un concert pour le rejeter. Il est vrai que, pour Nicolas, les entreprises du côté de l'Asie n'étaient pas la guerre. Ce fut en tout cas un curieux effet de son pacifisme que son rêve de devenir *« l'amiral du Pacifique », « l'empereur du Pacifique »*. Et de régner sur Constantinople qu'il appelait toujours « Tsargrad ». A ce rêve, le Japon mit brutalement fin. Maléfique année 1905 : la défaite entraînerait la révolution. Une révolution non pas avortée mais suspendue. Un film interrompu pour reprendre au même point en 1917. »

« Je suis un malchanceux », avait dit Nicolas. Encore un peu de temps pour devenir « Nicolas le sanglant ». Mais c'était le système qui était sanguinaire. Lui n'était qu'incurable du passé. Il condamnait tout ce qui était neuf, ou s'en détournait : ainsi pour les mœurs, l'art, la littérature. Ses idées étaient trop arrêtées, son entêtement trop buté pour manifester une grande intelligence. Il le montra avec candeur en faisant rayer du dictionnaire le mot *intelligentzia*.

Coup de théâtre : *1914*. Un enthousiasme patriotique déchaîné rendit au tsar son état de grâce, couronné par les premières victoires. Le reflux allait l'emporter. Il eut pourtant un allégement inattendu. Celui qui avait pleuré quand la couronne tomba sur lui, venant d'abdiquer, s'éloigna en sifflotant.

Paradoxalement, la vraie vocation de cet autocrate malgré lui fut d'être le plus tendre, le plus attentif, toujours présent, des maris et des pères. Les siens le lui rendirent bien. *Jusqu'au dernier moment ils ne se quittèrent pas.*

A la fin de son livre l'auteur se demande pourquoi, au contraire de ces événements historiques que sont la mort de Charles Iᵉʳ et de Louis XVI, celle de Nicolas II est un *« non-événement »*, ou rien de plus qu'un fait divers. Le lecteur peut se poser autrement la question. Voilà un ouvrage où est peinte avec une grande force une période capitale de l'histoire du monde. Au centre du récit, un homme victime de sa naissance et de l'héritage, écrasant pour lui, d'un despotisme oriental vieux de mille ans. Or pas moins d'un quart de ce livre est consacré à ce seul *« fait divers »*. C'est qu'il valait d'être examiné pour la première fois dans l'esprit critique le plus objectif. Marc Ferro a su rassembler les pièces significatives les plus « parlantes » relatives à l'événement. *Elles forment la plus éclatante des cacophonies et le plus* étonnant tissu de contradictions. On note aussi que les juges appelés à en connaître, comme les autres témoins qui exprimèrent leurs doutes sur la version courante – la mise à mort totale, – furent fusillés, ou moururent subitement d'une opportune maladie. Pour le lecteur qui a tout bien pesé, l'assassinat collectif d'Ekaterinbourg, suivi de la destruction par le feu des treize corps et leur ensevelissement avec vêtements et bijoux, tout cela ne fut qu'une mise en scène. Seul le tsar sera fusillé, un peu plus tard et ailleurs ; très probablement avec son fils, déjà condamné à mort par la maladie. Ce crime-là serait sans excuse. Les cinq femmes auront été sauvées. Il ne faut pas oublier que l'Allemagne les considérait comme allemandes, par leur mère, et qu'au *moment de Brest-Litovsk on ne pouvait que tout faire pour* répondre à cette exigence. Tout cela n'empêche pas les plus sérieux des dictionnaires d'avoir enregistré dans tous ses détails, avec les dates, un massacre qui n'a probablement jamais existé.

Reste que ce « fait divers », ce « non-événement » éclaire d'un jour violent l'état de la Russie pendant ces quelques mois : elle a éclaté dans la plus totale anarchie. L'autorité effective de Lénine ne doit guère dépasser Moscou. Quoi *qu'il en soit*, le mot prêté par un témoin aux exécuteurs du tsar est très significatif de la réalité du moment : *« La révolution va mourir, tu dois mourir aussi. »*

LA dynastie des Romanov qui régna pendant trois siècles et donna seize tsars ne compte que deux Nicolas. *Ils* sont presque contemporains : treize années seulement séparent la mort de l'un et la naissance de celui qui sera le dernier tsar. Sur Nicolas Iᵉʳ et sa Russie, Custine a laissé un témoignage implacable – et prophétique. Quelques lignes de sa conclusion : *« Allez en Russie. Quiconque aura vu ce pays se trouvera content de vivre partout ailleurs. Il est toujours bon de savoir qu'il existe une société où nul bonheur n'est possible, parce que, par une loi de sa nature, l'homme ne peut être heureux sans liberté. »*

Les premières années de notre millénaire virent naître l'Etat russe. Serait-il donné aux dernières d'apporter au peuple russe, pour la première fois de son histoire, cette liberté ? L'interrogation peut se lire entre les lignes, à la dernière page de Marc Ferro. La réponse demeure encore en suspens.

(1) Marc Ferro, *Nicolas II*, Payot, Paris, 1990, 372 pages, 140 F.

SOCIÉTÉ

CHOCS DES CULTURES. Concepts et enjeux pratiques de l'interculturel. – Carmel Camilleri et Margalit Cohen-Emerique (sous la direction de)

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 398 pages, 200 F.

« Présenter la réalité et les conditions de l'interculturel comme projet de régulation harmonieuse de la communication entre porteurs de culture différente » : tel est l'objet de cet ouvrage. Cette ambition débouche sur un riche éventail d'analyses de pratiques professionnelles (travailleurs sociaux, métiers de la santé, entreprise, école...), une réflexion sur *l'exportation de nos modèles culturels (enseignement, management, transferts de technologies)* et une mise au point théorique par Carmel Camilleri.

Le livre est destiné à des spécialistes, mais aussi à un large public, à ceux qui sont en contact avec l'interculturel. Autrement dit, à chacun d'entre nous.

CLAUDE LIAUZU.

RACE, NATION, CLASSE. – Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein

★ La Découverte, Paris, 1988, 308 pages, 120 F.

Quelle est la spécificité du racisme contemporain, à quelles sources s'alimente-t-il ? Comment progresse-t-il ? En quoi et comment fait-il partie intégrante des sociétés occidentales et est-il inscrit au sein de l'universalisme qu'elles proclament ?

Telles sont les interrogations auxquelles Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein tentent de répondre dans une approche pluridisciplinaire et une démarche comparative. C'est également l'occasion pour les deux auteurs, chacun à sa manière, de renouveler l'analyse marxiste de certains concepts (Etat-nation, classes sociales...), en mettant à jour leur articulation avec le phénomène du racisme, par une investigation diversifiée de l'Histoire.

DYONAMA YWASSA.

LE GUIDE DU CITOYEN FACE A LA POLICE. – Denis Langlois

★ La Découverte, Paris, 1989, 189 pages, 70 F.

Du simple contôle d'identité dans un lieu public à l'arrestation ou au placement en garde à vue, *des réponses simples et pratiques* à toutes les questions que peut se poser le citoyen soucieux de faire valoir ses droits.

Mais ce petit livre a également le mérite de prescrire, de manière accessible à tous, un ensemble de conduites à observer dans chaque situation particulière, afin de faire respecter, dans la sérénité, la dignité de la personne humaine.

C. B.

DROITS DE L'HOMME, TRAVAIL ET SYNDICATS. – Jean de Givry

★ Editions universitaires, Paris, 1989, 264 pages, 139 F.

*Contribuer à ce qu'aux droits de l'homme-*citoyen de la société civile s'ajoutent les droits de l'homme-travailleur de la société professionnelle : telle est la finalité proclamée de l'Organisation internationale du travail (OIT). Jean de Givry, haut fonctionnaire au Bureau international du travail depuis 1946, nous aide en s'attachant à décrire aussi bien les fonctions normatives de l'OIT au travers des conventions et des recommandations que les fonctions protectrices qu'elle exerce en examinant les plaintes qui lui parviennent. Entre autres résultats, l'OIT a ainsi contribué à la libération d'un nombre important de syndicalistes, au rétablissement du droit de grève, etc. Dans le cadre contraignant et ambigu d'une structure multipartite (gouvernements-employeurs-salariés), malgré la politique du compromis qui lui est inhérente et la prudence de langage de rigueur, l'OIT contribue ainsi à faire avancer le *« contrat social universel » qui lie la communauté des nations.*

PHILIPPE VIDELIER.

SCIENCE

LA RAISON CLASSIFICATOIRE. – Patrick Tort

★ Aubier, collection « RES », Paris, 572 pages, 195 F.

Patrick Tort est un franc-tireur. Et un partisan. Quinze études consacrées à de grands débats scientifiques des trois derniers siècles, ou à de vastes élaborations théoriques, font émerger, à travers la diversité des thèmes abordés (biologiques, linguistiques, etc.), la puissance d'une thèse unique : tout acte de classification s'établit sur un rapport complexe entre la métaphore et la métonymie. Il s'agit d'une opposition dialectique, non d'une exclusion : il y a de la métaphore dans toute métonymie et vice versa. C'est même l'analyse de cette mutuelle imprégnation qui permet d'appréhender la répétition tous azimuts d'un mode logique des affrontements doctrinaux.

Par delà une vision strictement épistémologique, la vocation et la provocation anthropologiques ne sont guère voilées. Et elles seront difficiles à ignorer, sauf à *oublier que Claude* Lévi-Strauss a naguère pointé dans la métaphore et dans l'opposition deux formes premières de la pensée discursive. L'auteur renouvelle le problème.

GEORGES GUILLE-ESCURET.

HISTOIRE

KEMAL ATATURK. Les chemins de l'Occident. – Alexandre Jevakhoff

★ Tallandier, Paris, 1989, 490 pages, 145 F.

« Malheureusement, trop de compagnons de Kemal ne le conçoivent que comme une œuvre d'art, au risque de le transformer en un héros antique maladroitement vitrifié par des embaumeurs zélés », constate l'auteur de cette nouvelle biographie du maître fondateur de la Turquie moderne. Grâce à un travail souvent inédit dans les archives françaises, italiennes et anglaises, agrémenté d'une parfaite connaissance des langues turque et russe, l'auteur dévoile nombre d'épisodes jusque-là inconnus ou flous.

En refusant de jouer les chroniqueurs officiels d'une légende surannée, il nous montre un personnage avec ses défauts et ses qualités. Atatürk est désacralisé au profit d'une réalité historique qui rend au fondateur de la République turque sa dimension humaine. Derrière le héros laïque et républicain se cachait aussi un pragmatique capable de flirter avec les islamistes ou avec les Kurdes lorsque le besoin s'en faisait sentir.

CHRISTOPHE CHICLET.

◆ LOIN DE LA PALESTINE. – (*Centre vidéo de Bruxelle, 113, rue Royale-Ste-Marie, Bruxelles, 1989, 65 pages*) : quels regards des jeunes des Ardennes belges portent-ils sur la Palestine ?

◆ IRAQ. – Jonathan Crude (*Middle East Economic Digest, Londres, 1989, 94 pages*) : un survol de la situation économique de l'Irak après la guerre du Golfe.

◆ TEXTES SUR LA DÉCOLONISATION. – Jacques Dalloz (*Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1989, 125 pages, 32 F*) : du programme électoral du président américain Wilson en *1912* aux déclarations françaises de 1988 sur la Nouvelle-Calédonie.

◆ LA PEINE DE MORT. – Jean Imbert (*Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1989, 127 pages, 32 F*) : de l'Antiquité à la campagne pour l'abolition.

◆ LES POLITIQUES D'INTÉGRATION DES JEUNES ISSUS DE L'IMMIGRATION. – Bernard Lorreyte (sous la direction de) (*CIEMI-L'Harmattan, Paris, 1989., 413 pages, 190 F*) : une réflexion inscrite dans une analyse du phénomène « jeune » en France et dans divers pays européens.

◆ UNIVERSITÉS ET DÉVELOPPEMENT URBAIN DANS LE TIERS-MONDE. – Marie-Paule Brugnes (*Editions du CNRS, Paris, 1989, 180 pages, 95 F.*) : étude comparée de Fès (Maroc), Merida (Venezuela), Morelia (Mexique) et Sfax (Tunisie).

◆ ÉNERGIE INTERNATIONALE 1989-1990. – (*Economica, Paris, 1989, 345 pages, 250 F.*) : analyse des évolutions mondiales marquées par une reprise de la demande et de nouvelles contraintes sur les industries de l'énergie.

◆ VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS IN THE SOCIALIST REPUBLIC OF VIETNAM. APRIL 1975-DECEMBER 1988. – (*Aurora Foundation, 177 Toyon Road, Atherton, California 94025, Etats-Unis, 1989, 158 pages, 10 dollars*). Témoignages sur les camps et les mauvais traitements infligés par un régime totalitaire.

COMMUNICATION

A QUI APPARTIENT LA TÉLÉVISION ? – Jean-Michel Salaün

★ Aubier, Paris, 1989, 240 pages, 100 F.

« L'Europe, dit l'auteur, est atteinte par le virus de la communication » et les principales manifestations de cette épidémie seraient précisément les débats, trop passionnels, à propos de la télévision. Ces débats concernent aussi bien les programmes que les technologies (câble, haute définition, cryptage...), le rôle de l'Etat que la fonction éducative, la nécessité des quotas que la rivalité avec le cinéma. Bref, la télévision a le don d'énerver tous les acteurs sociaux et de permettre à chacun d'énoncer tranquillement des *convictions* fortes. Mais, justement, se demande l'auteur, toutes ces prises de position ne seraient-elles pas trop hâtives ? Connaît-on assez bien les dossiers ? S'est-on donné la peine de regarder de *plus près les termes des enjeux ?* A tout hasard, Jean-Michel Salaün rappelle les principales données de base et propose sa propre analyse, fortement documentée.

I. R.

VILLES

PENSER LA VILLE. Choix de textes philosophiques. – Pierre Ansay et René Schoonbrodt

★ Archives d'architecture moderne, 14, rue Defacqz, Bruxelles, 479 pages, 130 F.

Le fait urbain vu par cinquante-cinq philosophes anciens et modernes, d'Aristote et de saint Augustin à Hegel, de Nietzche et de Benjamin à Foucault, Guattari, Deleuze, Serres et Baudrillard. Cette anthologie stimulante a été préparée à l'occasion du 20ᵉ anniversaire de l'ARAU (Atelier de recherche et d'action urbaine) bruxellois. Ce sont donc aux contradictions philosophiques de la ville comme figure centrale de l'Histoire de l'Occident que s'attachent les auteurs du recueil ; ils sont engagés, comme tout l'ARAU, dans la défense de Bruxelles comme réalité locale concrète, contre le Bruxelles systémique et abstrait des eurocrates. Quels philosophes de Sao-Paulo ou du Caire, de Mexico ou de Calcutta nous aideront à décoder ces villes-chaos, nous aideront à penser la cité comme fait mondial et non plus seulement comme fait occidental ?

JEAN CHESNEAUX.

RELIGION

QUELLE MORALE POUR L'ÉGLISE ? – Bernhard Häring

★ Editions du Cerf, Paris, 1989, 224 pages, 125 F.

Aux questions intelligentes et bien informées d'un journaliste, Bernhard Häring répond avec force, précision et courage. Le grand théologien et moraliste allemand, issu d'une famille farouchement antinazie et que ce passé a pour toujours marqué, raconte, notamment, le procès que pendant neuf ans lui firent la Congrégation pour la doctrine de la foi et les *« terroristes ecclésiastiques »*. Il médite avec un souffle admirable et une grande sérénité sur la morale de notre temps, le concile Vatican II, la papauté. Il estime que *« l'Eglise ne pourra pas éviter de rendre des comptes »*, ni *« échapper à une nouvelle prise de conscience de la nécessité de vivre le Concile avec toutes ses implications »* – et de regretter que règne à Rome *« un groupe infime mais puissant »*. Le livre de B. Häring est déjà un de ces craquements qu'il annonce, un signe de cette *« tension explosive (...) entre le Magistère du pape et la recherche collégiale de la vérité »*.

J. D.

DES RÉVOLUTIONS SOCIALISTES AUX RÉVOLUTIONS CAPITALISTES

Les allers-retours de l'histoire

Par **ROBERT BONNAUD***

NOUS avons été trop timides. Nous avons, une fois de plus, surestimé le *Volksgeist*, l'esprit des peuples, les spécificités régionales, et sous-estimé le *Zeitgeist*, l'esprit du temps, les originalités d'époque, *les flux et reflux planétaires, les synchronismes* mondiaux successifs et contradictoires, le caractère universel des rythmes, diversifiés à l'infini, qui agitent la masse humaine. Notre surprise devant les bouleversements libéraux et capitalistes de l'Est est la même que celle des démographes devant le *baby boom* des années 40, devant la révolution contraceptive des années 60 et 70 : l'histoire change de direction ; l'histoire est universelle.

Nous avions vu, pourtant, en Occident, des bouleversements semblables, de même sens, sinon de même ampleur. Nous avions vu le Parti communiste français (1984) perdre du *jour au lendemain la moitié de son électorat*, les quartiers rouges de Marseille devenir des bastions du Front national, le communisme espagnol se volatiliser, et les socialistes, discrets ou absents sous Franco, monter irrésistiblement, se muer en parti de consensus (1982). Nous avions vu les socialistes français, vers 1982, abandonner, à la satisfaction de la majorité de la nation, leur idée de rupture avec le capitalisme, réhabiliter le marché, accepter, malgré des contre-mesures, que les *fortunes grossissent, que la spéculation s'étale*. Nous avions vu, au moment où la gauche autoritaire cédait le terrain à la gauche libérale, la droite bonapartiste, vomie par la jeunesse en 1968, et à nouveau en 1986, se libéraliser, se faire pompidolienne (1969), giscardienne (1974), grignoter le secteur public (1986-1988). Nous avions vu Mme Thatcher (1979) et M. Reagan (1981) démanteler le *Welfare State*, privatiser à tour de bras, tenter d'effacer les traces des révolutions rooseveltienne, travailliste. Nous avions vu, dès 1974-1975, tomber, comme des dominos, les dictatures méditerranéennes (Grèce, Espagne, Portugal), le président des Etats-Unis se démettre, traqué par la presse, la justice, le Congrès. Nous avions vu, dans les années 80, une longue série de soubresauts démocratiques agiter le tiers-monde, de l'Argentine à l'Algérie, du Brésil au Pakistan et aux Philippines, des régimes militaires s'effondrer ou s'effacer, passer la main.

Sous le signe de la liberté

C'EST que toute la période que nous vivons, en gros le dernier tiers du vingtième siècle, est sous le signe de la liberté, comme le demi-siècle 1917-1967 fut sous le signe de l'égalité. Depuis la fin des années 60, les valeurs de liberté, surtout de liberté permissive, libérales-libertaires, mais aussi de *liberté participante, démocratiques*, l'emportent sur les valeurs égalitaires. Parmi celles-ci, l'égalité fonctionnelle (la contestation de la hiérarchie des rôles, des sociétés d'ordres, des noblesses d'Etat...) mobilise les passions bien plus que l'égalité matérielle (la contestation de la propriété, des fortunes, des sociétés de classes...).

Ce n'est pas tout. Depuis 1968 et ses environs, les différences ethniques sont privilégiées. Les missions, les acculturations ne sont *plus à la mode*. Le « productionnisme » est critiqué et miné, le travail vilipendé au nom du plaisir, du loisir. L'industrie, par pans entiers, va disparaître, le prolétariat va fondre. La société marchande, elle, résistera à tous les assauts, à toutes les crises ; le « circulationnisme » triomphera sous toutes ses formes. En même temps, au nom de la morale, la science est mise en accusation, la religiosité gagne. Le culte du naturel et du charnel également, au détriment des entreprises prométhéennes, artificielles. Le goût de *l'efficacité immédiate*, l'économisme, le pragmatisme, la gestion subordonnent la politique ; l'innovation technique, d'ailleurs, s'amplifie (le nucléaire, l'informatique, la « révolution verte », la contraception...), alors que l'innovation socio-politique s'appauvrit, dégénère, que les ratages succèdent aux ratages.

Une époque moraliste

L'EST a suivi l'Ouest et le Sud. Il les a précédés souvent. Dans la « révolution culturelle » *de 1966-1967*, le *romantisme*, l'irrationalisme, le fanatisme sont à l'œuvre. Et la liberté, et la haine des grades. L'autoritarisme et l'élitisme du PC chinois sont les premiers visés. Dès 1975, après l'échec, le pragmatisme et l'économisme sont au commandement. Bientôt l'économie de marché. Vers 1968, l'Union soviétique exporte des films religieux (*Andreï Roublev*) ; elle expulse, en 1974, son plus célèbre auteur, Soljenitsyne, un prophète chrétien. A partir de la fin des années 60, dans la plupart des pays communistes, l'économie parallèle cancérise l'économie d'Etat. La corruption ridiculise l'austérité bureaucratique. Le laisser-aller annonce et justifie le « laisser-faire, laisser-passer » des libéraux d'aujourd'hui.

Le dernier tiers du siècle, si on le prend en bloc, sans tenir compte des sous-périodes, des tournants internes qui le tronçonnent (vers 1974-1975, vers 1981-1983, vers 1986-1987, vers 1990-1992), est moraliste et religieux. Il est peu favorable aux doctrines. Il est pragmatiste, méfiant à l'égard de la politique de grand style. Il est épris de liberté plus que d'égalité, et d'égalité des rôles plus que d'égalité des fortunes. Il est « balkanisateur » (« *Les Balkans partout* », écrivait André Fontaine en 1976) (1) ; il fissure les Etats et les blocs les plus solides. Il remet le travail et l'industrie à leur place.

Le communisme est le contraire de tout cela. Il a fondé la première civilisation athée de l'histoire. Il est doctrinaire, « logocratique », transformateur ou négateur de la nature. Il subordonne l'économie à la politique. Il abolit la propriété privée des instruments de production et fragilise le privilège *matériel. Il remplace la classe bourgeoise par* l'ordre bureaucratique. Il réduit les espaces de liberté, il piétine les libertés libérales-libertaires. Il est missionnaire et intégrateur. Il est industrialisateur, partisan de l'industrie la plus industrielle, la plus lourde.

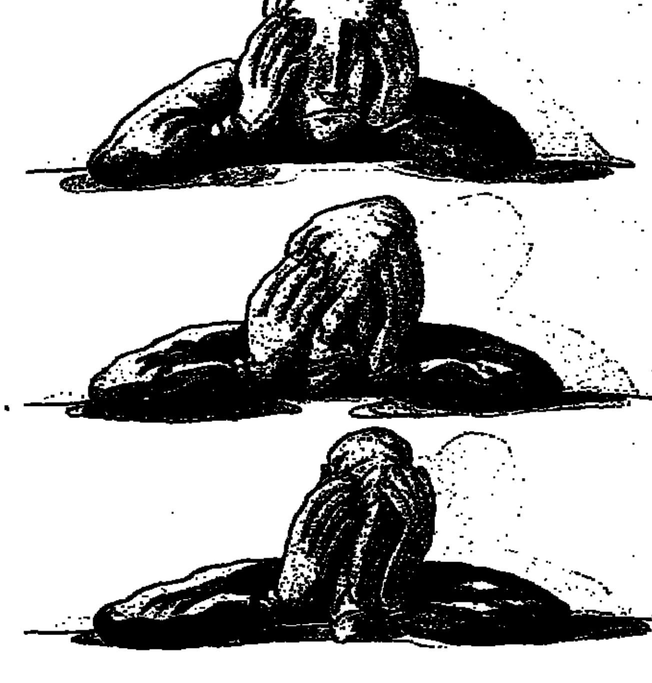
Le communisme incarne – variante extrême – les valeurs dominantes du demi-siècle 1917-1967. L'époque actuelle est dure pour lui. Elle est moins dure pour l'Occident, que son passé et ses succès libéraux et capitalistes ont retenu sur la voie des ruptures brutales, ont conduit aux réformes, aux *compromis*, aux *économies mixtes*, aux dirigismes mitigés. Mais la dérive égalitaire *et autoritaire*, pendant ce demi-siècle, *était* universelle, comme la dérive libérale et anti-égalitaire présente. Elle comprenait le communisme russe et sa caricature fasciste imaginée par l'Occident, le défi radical de l'URSS et les ripostes modérées ou démagogiques, l'incendie et les contre-feux, les *étatismes de tous types*, la « présidence impériale » américaine (de Wilson à Johnson), le déclin et la chute (*1958, 1962*) du parlementarisme français, les « nouveaux césars » de la décennie 1956-1966 (Nasser et Soekarno, de Gaulle et Kennedy, Khrouchtchev et Castro...), et le planisme, le keynésianisme, le marxisme, la montée des fiscalités, des secteurs publics, des lois sociales, des élites d'Etat, de la solidarité, de la sécurité, de la compétence...

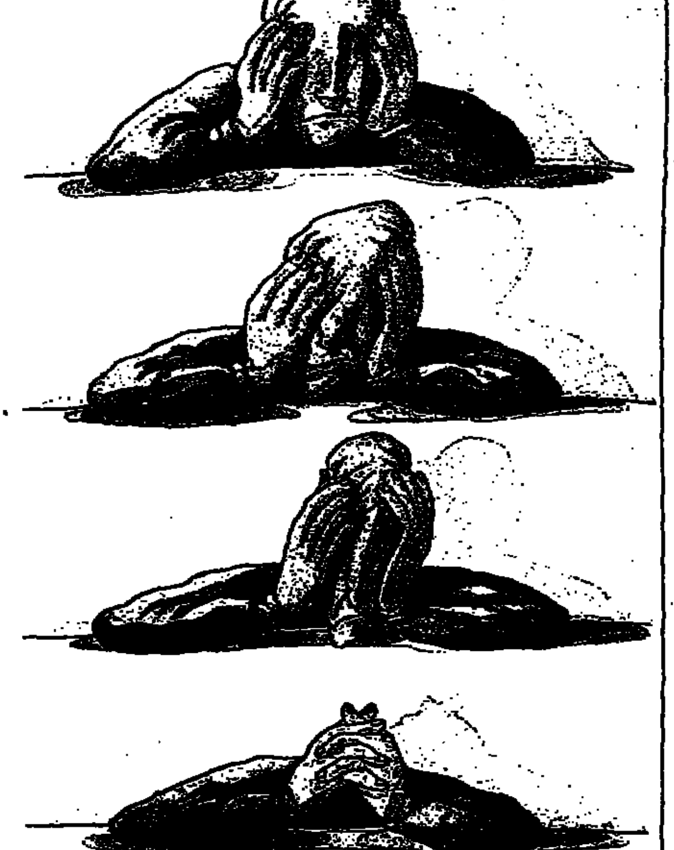
Les valeurs de ce *demi-siècle étaient* authentiques. L'humanité leur est redevable d'immenses progrès. Mais ces progrès, comme toujours, étaient régressifs. Des valeurs non moins authentiques souffraient, restaient à la traîne, reculaient. Le vingtième siècle, depuis la première guerre mondiale et la révolution russe, les années 1917-1967 (ce demi-siècle est lui-même articulé, divisé en périodes) ne se sont pas illustrés, certes, par des succès retentissants de la liberté ou de la morale !

Cette inégalité de *développement* – le développement est inégal dans son essence même, dans son contenu qualitatif, – cette pluralité antagoniste des valeurs (les dieux de l'Olympe sont perpétuellement en conflit, disait Max Weber), cette lutte d'éléments pourtant associés (liberté et égalité, liberté permissive et liberté participante, égalité fonctionnelle et *égalité matérielle, morale et raison, physis et logos*...), cette dominance, toujours provisoire, des uns ou des autres, ces renversements périodiques, ces tournants multiples, d'importance variable, seule une théorie générale de l'histoire peut en rendre compte. Seule une théorie des changements de front du progrès, des inversions du sens de l'histoire, peut mettre en garde contre les unilatéralités d'époque (anticapitalisme simpliste, puis antisocialisme éperdu ; scientisme borné, puis moralisme extatique...), contre les illusions créées par l'« *esprit du temps* ». *Notre époque, notre* temps, notre tiers de siècle ne trouveront-ils pas leur fin, eux aussi ?

Il n'y a pas d'allers simples en histoire, ni de simples allers et retours. La voie royale, l'évo*lution linéaire n'existent pas, pas plus* que la restauration intégrale, l'involution définitive (la « fin de l'histoire » selon Fukuyama) (2), la victoire du capitalisme, le retour au capitalisme. En revanche, il y a souvent des alternances dissymétriques, des suites chronologiques à trois temps, où chacun réagit contre ce qui le précède *mais* où le troisième temps ne reproduit pas le premier, des morceaux de spirale, des allers triomphaux, suivis de retours enthousiastes, eux-mêmes décevants, suivis d'aller *retenus*, *prévenus*, plus modestes, partiels (et nullement définitifs), qui tiennent compte, dans une certaine mesure, des deux premiers mouvements.

Mais l'*histoire*, qu'est-ce ? Elle n'est rien *sans la pensée*, l'action, l'activité humaines. Sans la pensée : d'un « matérialisme historique », qui simplifiait et déformait le réel, ne le dialectisait pas assez, d'un « socialisme scientifique » auquel manquait, comme on l'a dit, la science du socialisme, et des raclées que le troisième tiers du vingtième siècle leur inflige, que sortent, enfin, un matérialisme *plus* dialectique, un socialisme *plus* scientifique, un dépassement véritable de Marx !





Selçuk.

(1) André Fontaine, *le Dernier Quart de siècle*, Fayard, Paris, 1976 (titre de la deuxième partie : « les Balkans partout »).

(2) Voir la revue *Commentaire*, Paris, automne 1989.

* Historien, auteur du *Système de l'histoire*, Fayard, Paris, 1989.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de février 1990 a été tiré à 164 000 exemplaires.
Le numéro de janvier 1990 a été interdit au Maroc comme les numéros de décembre 1988, mars et septembre 1989.



